

RECAPITULATIF MACROECONOMIE

TABLE DES MATIERES

Récapitulatif macroéconomie	- 1 -
Organisation de marché.....	- 3 -
A. Théories relatives à l'efficacité du marché	- 3 -
B. Concurrence, concentration et réglementation	- 4 -
C. Des marchés spécifiques	- 8 -
Travail et chômage	- 10 -
A. Le marché du travail et l'analyse du chômage	- 10 -
B. Les politiques de lutte contre le chômage.....	- 20 -
C. La grève et les syndicats	- 29 -
Comportements des agents, décision de c°, d'I et d'S.....	- 31 -
A. Théorie de la décision et choix des agents	- 31 -
B. Consommation, épargne et préférences.....	- 31 -
C. Entreprises, industrie et investissement	- 35 -
D. Confiance, incertitude et anticipations	- 38 -
Croissance, développement et innovations	- 42 -
A. Les cycles économiques.....	- 42 -
B. Éducation et formation.....	- 43 -
C. Crises, croissance et développement	- 46 -
D. Développement et démographie	- 60 -
E. Entreprises et innovations.....	- 64 -
Marchés financiers et bancaires	- 69 -
Politiques monétaires et monnaie.....	- 74 -
A. La monnaie	- 74 -
B. L'inflation	- 76 -
C. Banque centrale et politique monétaire	- 77 -
Rôle de l'État	- 83 -
A. Typologie et objectifs des politiques économiques	- 83 -
B. Plus d'État ?	- 85 -
C. Moins d'état ?.....	- 86 -
D. Quelles politiques ?	- 87 -
E.....	- 88 -
F. Dette et déficit publics.....	- 88 -
Environnement et fiscalité	- 95 -
A. Les biens publics et les instruments économiques.....	- 95 -
B. L'investissement et la croissance verte	- 100 -
Inégalité, fiscalité et croissance	- 104 -
A. Inégalités et pauvreté.....	- 104 -
B. Redistribution et fiscalité.....	- 106 -
Commerce et relations internationales.....	- 115 -
A. La zone euro et UE.....	- 117 -
B. Commerce international.....	- 121 -
C. Politique commerciale.....	- 126 -

Catherine BERLEUR

D.	Taux et politique de change	- 127 -
E.	Mondialisation et coordination	- 134 -

Marché (du latin *mercatus*, commerce, marché) :

Dans le sens premier, le **marché** désigne le lieu où des **producteurs** (commerçants, artisans, paysans) se rassemblent pour proposer directement leurs produits aux **consommateurs**. En économie, par extension, le marché est un système d'échanges où se rencontrent l'**offre** (les vendeurs) et la **demande** (les acheteurs). C'est aussi l'ensemble des règles, juridiques ou informelles, par lesquelles ce type d'opérations économiques peut se réaliser. Le marché, qui concerne aussi bien les échanges de biens, de services que les échanges actifs financiers et immobiliers.

- **Marchés organisés**, comme la Bourse, transactions sont multilatérales et centralisées dans un carnet à ordre. Les prix sont déterminés de manière mécanique en fonction des ordres d'achat et de vente entrés préalablement. Seuls des intermédiaires agréés ont accès aux marchés organisés. La transparence nécessite que l'information disponible soit accessible au même moment par tous les participants.
- **Économie de marché**, la production et les prix sont régulés par la loi de l'offre et de la demande (Cf. paragraphe suivant), contrairement à l'économie dirigée ou planifiée. Le marché doit être surveillé et garanti par un tiers (arbitre, société de Bourse, Etat, etc.) Les partisans du **libre-échange** considèrent que les contraintes de l'Etat sur les quantités offertes ou achetées, ou sur le niveau des prix, font perdre au marché son efficacité, en ne permettant d'approcher ni le juste prix, ni l'**optimum des ressources**.

A. THEORIES RELATIVES A L'EFFICIENCE DU MARCHÉ

Paradoxe de Lipsey-Lancaster (1956)

Si l'une des conditions nécessaires pour l'attribution optimale des ressources est altérée → violation des conditions restantes

→ La situation n'est plus optimale

Théorème de Sonnenschein (1972)

Fonction d'O et de D peuvent avoir une forme quelconque, ce qui rend la conclusion de l'existence ou de la convergence du tâtonnement dans l'équilibre général impossible.

Le critère de Hicks-Kaldor (Hicks et Kaldor, 1939)

Selon le critère de Kaldor, un projet est souhaitable si les bénéfices monétaires sont supérieurs aux coûts monétaires (test de compensation fictive)

Le Paradoxe de Grossman-Stiglitz (1980)

En partant de l'exemple des marchés financiers, ce paradoxe montre qu'un équilibre efficient sur le plan de l'information est impossible

Externalités, Pigou (1920)

Il existe une externalité ou un effet externe lorsque le comportement d'un agent (consommateur ou producteur) affecte directement le bien-être d'un autre agent (l'utilité pour un consommateur ou le profit pour une entreprise), sans que cet effet donne lieu à une compensation. Il y a donc un agent (ou groupes d'agents) à l'origine de l'externalité (l'émetteur) et un agent (ou un groupe d'agents) qui subit cette externalité (le récepteur). Puisque les externalités ne sont pas compensées par un prix, il n'existe pas de marché des externalités. Cela implique les marchés sont incomplets.

Typologie des externalités :

- **Externalités négatives ou positives**
- **Externalités de pd^o ou de c^o** selon qu'une firme ou un agent soit affecté

Catherine BERLEUR

- **Externalités bilatérales ou multilatérales** lorsque plusieurs agents génèrent et/ou plusieurs agents subissent l'externalité
- **Externalités transférables** si le récepteur peut s'y soustraire en la transférant à un autre agent
- **Externalités diffuses** si l'on ne peut pas identifier la source de l'externalité
- **Externalités statiques ou dynamiques** (Pearce, 1976) : externalités statiques lorsque les effets sont réversibles. Lorsque les effets sont irréversibles, il y a externalité dynamique.

Les externalités de la vaccination contre la rougeole

1960's : rougeole = une des principales causes de mortalité par infection

1963 : mise en place de la vaccination

2000's : qq centaines de cas par ans contre plusieurs milliers dans les 80's

Externalités des vaccins qui permettent à la fois de ne pas contracter le virus mais de ne pas le diffuser

Externalité positive réciproque de pd°, exemple de J. Meade (1952)

Exemple d'un arboriculteur et d'un apiculteur situés à proximité. L'apiculteur bénéficie de la proximité de l'arboriculteur car ses abeilles produisent du miel en plus grande quantité et de meilleure qualité. L'arboriculteur quant à lui bénéficie d'une plus grande pollinisation de ses arbres.

→ Externalité positive réciproque

B. CONCURRENCE, CONCENTRATION ET REGLEMENTATION

Opérations de concentration :

- Fusion : regroupement d'entreprises exerçant des activités indépendantes
- Acquisition : prise de contrôle d'une entreprise par une autre entreprise
- Joint-venture : création d'une nouvelle entreprise par plusieurs autres entreprises

École structuraliste d'Harvard, Bain (1959)

La structure du marché (oligopole, monopole, concurrence parfaite, etc.) est le principal déterminant de l'intensité concurrentielle. Cette vision légitime la mise en place d'une politique de concurrence conduite par des autorités pour limiter la concentration et ainsi augmenter le bien-être social.

Paradoxe de Diamond (1971)

En cas d'existence de coûts de recherche, le prix du marché même avec un grand nombre d'offres peut correspondre au prix de monopole

Les marchés contestables (Baumol, Panzar, Willig en 1982)

Marché dans lequel la concurrence potentielle garantit les prix concurrentiels même si le marché est en réalité dominé par une seule ou quelques entreprises

Contrôle de la concentration aux EU

Toute opération de concentration qui augmente l'indice HHI de plus de 100 est soumise à contrôle, soit par le ministère de la Justice soit par la commission fédérale de commerce (FTC).

Refus de la concentration de Scania par Volvo (Commission Européenne, 1999)

Fabricants d'automobiles et de poids lourds Volvo souhaitait racheter Scania, fabricant de poids lourds. En cas d'autorisation, le nouveau groupe serait devenu le deuxième constructeur mondial derrière DaimlerChrysler mais l'aurait devancé en Europe avec 30% de parts de marché contre 20%.

La Commission européenne a rejeté la demande de Volvo car l'opération d'acquisition aurait entraîné une concentration excessive sur le marché scandinave des poids lourds. La part du marché cumulée du nouveau groupe aurait atteint 90% en Suède (indice HHI de 4200 sur le marché suédois, alors partagé entre 5 entreprises).

Scania a finalement été entièrement rachetée par Volkswagen en 2014.

Amendes aux cartels de la compote et des émetteurs de titres restaurant en déc 2019

En décembre 2019, l'Autorité de la concurrence a infligé 414,7 millions d'euros d'amende pour entente aux quatre émetteurs historiques de titre restaurant (Edenred, Sodexo, UP, Natixis). La plainte pour pratique anticoncurrentielle avait été déposée en 2015 par une start-up (Octoplus) qui a dénoncé les multiples obstacles mis sur son chemin. Il leur est reproché 2 types d'entente : l'une leur permettant de se partager le marché, l'autre de le verrouiller. 3^e plus forte amende en France après les produits d'entretien et d'hygiène (décembre 2014) et de messagerie (décembre 2015)

Amende de 58,3 millions d'euros pour 6 industriels de la compote, dénoncés par le 7^e.

Accord signé entre PSA et Fiat-Chrysler (décembre 2019)

Après avoir annoncé fin octobre qu'ils comptaient fusionner, les groupes automobiles français PSA et italo-américain Fiat-Chrysler ont annoncé un accord les y « engageant ». Il prévoit la réalisation de leur rapprochement sous 12 à 15 mois. Selon les 2 partenaires, ce rapprochement générera des synergies estimées à 3,7 milliards d'euros sans fermeture d'usine.

Bruno Lemaire : cet accord « représente une étape importante pour la création d'un champion européen » pour « répondre aux défis de la mobilité durable ».

Économie publique normative, Pigou

L'autorité réglementaire a pour objectif l'efficacité économique. Elle est soucieuse de l'intérêt général. L'existence de défaillances (bien public, externalité, monopole naturel) du marché, mis en évidence dans le cadre de l'économie du bien-être, justifie l'intervention publique. L'État doit donc par la réglementation influencer sur le comportement des firmes et des consommateurs. Sa démarche est normative, elle vise à atteindre une allocation des ressources optimale de type paretien (situation dans laquelle on ne peut améliorer le bien-être d'un individu sans détériorer celui d'un autre individu, optimum de premier rang). Despote bienveillant, assimilé à un planificateur parfait, l'État n'est contraint ni par des difficultés de collecte d'information, ni par des capacités de calcul limitées. Il est de ce fait considéré comme infaillible. Un exemple de cette réglementation est celle de Ramsey-Boiteux sur les monopoles.

Nouvelle économie publique, Laffont et Tirole

L'idée est d'analyser les défaillances du législateur et de les corriger, car le marché n'est pas la seule source d'insuffisances. Les défaillances de la réglementation doivent être réduites au minimum afin d'aboutir à une allocation paretienne efficace de second rang. Cette dernière est l'affectation des ressources qui est la "meilleure possible" compte tenu de l'existence de diverses contraintes qui empêchent de parvenir à un optimum de Pareto. Ces défauts sont principalement : l'asymétrie d'information entre le régulateur et le réglementé ; l'intérêt personnel du régulateur ; son insuffisante crédibilité. La théorie des incitations et des contrats (par exemple du type assureur/assuré ou contrat de travail) permettent de remédier de ces défauts.

Optimum paretien, Pareto

Il se définit comme une situation économique efficace socialement au sens où personne ne peut améliorer sa position sans détériorer celle des autres.

Théorie de la coalition minimale, Riker

La principale hypothèse de cette théorie est que toutes les questions politiques impliquent fondamentalement des redistributions à somme nulle de la richesse. Dès lors, la stratégie optimale des hommes politiques consiste à faire en sorte que la coalition opposée soit la plus grande possible tout en la cantonnant dans la position de perdante destinée à payer.

Théorie de l'équilibre général, Walras

Formulée par Léon Walras à la fin du XIX^e siècle, elle traduit les écrits d'Adam Smith et son principe de la main invisible en termes mathématiques. Un système d'équations d'offre et de demande décrit les comportements des

Catherine BERLEUR

agents, producteurs et consommateurs. L'égalité entre offre et demande sur les différents marchés correspond à une situation d'équilibre général. Cet équilibre est atteint par un mécanisme de tâtonnement.

Théorie du gaspillage bureaucratique, Niskanen

La structure bureaucratique qui prévaut dans le secteur public entraîne un gonflement inutile des dépenses publiques, soit parce que les programmes publics sont trop importants, soit parce que les combinaisons productives mises en œuvre sont non optimales.

Théorie de la main invisible, Smith

Selon Adam Smith, l'individu ne " cherche que son propre gain " mais par son action personnelle et isolée il contribue à une fin qui le dépasse, l'intérêt général. Les opérations des agents, apparemment indépendantes les unes des autres, sont en fait coordonnées (main invisible) et aboutissent à une situation dans laquelle les producteurs peuvent vendre leurs marchandises et les consommateurs satisfaire leurs besoins. Une telle issue est garantie par un système de prix et de salaires flexibles qui assure un équilibre efficient sur tous les marchés. La somme des intérêts individuels et égoïstes est égale à l'intérêt général.

Théorème de la main invisible faible, Baumol, Bailey, Willig

Théorème selon lequel les vertus allocatives du marché ne sont pas limitées au cas de concurrence pure et parfaite mais valent également pour les marchés monopolistiques contestables.

Positivisme économique, Friedman

Cette approche repose sur l'idée que l'économique est une science empirique, au même titre que les sciences de la nature. Les énoncés que l'économiste élabore ont avant tout un caractère prédictif, dont on doit être capable d'infirmar les résultats par des tests empiriques. C'est la raison pour laquelle finalement, il importe peu que les hypothèses de départ soient réalistes.

Plateformes numériques et concurrence, DG Trésor de novembre 2019

Plateformes numérique : un ensemble varié de services en ligne et d'acteurs offrant des services d'intermédiation comme des places de marché, des plateformes communautaires ou encore des magasins d'applications. Les plateformes se rattachent à la notion de « marchés bifaces ».

Les plateformes présentent des **effets réseaux** :

- Directs : attractivité de la plateforme sera renforcée par la présence d'autres utilisateurs
- Indirects : attractivité d'une plateforme l'utilisateur d'une face dépendra des utilisateurs présents sur l'autre face

Exploitation massive de données tend à renforcer ces effets de réseau. Plateformes bénéficient d'avantages croissants :

- **Économies d'échelle** : les coûts de collecte, de traitement, de stockage et de transmission des données représentent en grande partie des coûts fixes → plateformes peuvent connaître une forte croissance sans bénéficier d'I supplémentaires
- **Économies de gamme** : les I réalisés dans les infrastructures numériques, la collecte et le traitement de données et le développement de services modulaires offrent des possibilités accrues pour proposer une plus grande variété de services nécessitant des ressources similaires.

Rdmts d'échelle + effet de réseau → logique de *winner-takes-all*

Fortes dynamiques de concentration : Google pour la recherche en ligne (>90% en 2019), Android et iOS pour les systèmes d'exploitation mobile (presque 100% en 2019) mais pas autant sur tous les types de marché → même dynamiques mais avec la même intensité

Phénomène de **congestion** lorsque nombre d'utilisateurs trop importants augmente les coûts

Faible **contestabilité** des marchés fait craindre des effets négatifs :

- Rentes peuvent apparaître *i.e.* la possibilité de pratiquer des prix + élevés ou services de – bonne qualité qu'en CPP

Catherine BERLEUR

- Ralentir innovation à cause de l'**effet de remplacement (Arrow, 1962)** : introduction d'un nouveau bien ou service peut conduire l'acteur dominant à devoir remplacer sa propre pd°
- Présence de rente augmente le coût d'opportunité à adopter une nouvelle technologie

Aux États-Unis, ces interrogations autour de la vigueur de la politique antitrust ont récemment gagné en ampleur dans la sphère académique et politique, donnant lieu, entre autres, à l'ouverture en juin 2019 d'une série d'auditions consacrée à la politique américaine de l'antitrust dans le secteur des technologies et du numérique par le House Judiciary Committee de la Chambre des Représentants.

Nombreux rapports commandés par les autorités publiques dans de nombreux pays sur les risques liés à la concentration sur les marchés numériques → mettent en relief les différents risques potentiels qu'on peut regrouper en 2 catégories en cas de forte concentration :

- Abus de position dominante en faussant la concurrence sur le marché qu'elles contrôlent face à des utilisateurs « captifs » → **concurrence dans le marché**
 - o Possibilité d'influencer comportement des utilisateurs ntmt par le biais d'algorithme → plateformes peut favoriser ses propres produits
- Restreindre contestabilité de leur marché par des pratiques volontaires parfois prédatrices → **concurrence pour le marché**
 - o Contestabilité peut être réduite par l'existence de barrières à l'entrée importante en particulier l'accumulation de données
 - o Stratégies de verrouillage en restreignant l'accès à des concurrents
 - o Pratiques prédatrices et rachats d'entreprises

La politique de concurrence dispose d'outils génériques puissants pour lutter contre les pratiques anticoncurrentielles en particulier par la condamnation des abus de position dominante ou le contrôle des concentrations.

Limites de la politique de concurrence face aux risques soulevés par les plateformes =

- Outils et règles actuels peuvent ne pas suffire
- Caractéristiques des plateformes doivent pousser analyses à s'adapter
- Délais de décision trop longs
- Trop faible coordination internationale

Rapport de l'OCDE sur les plateformes numériques, 2019

Dans 4 secteurs de l'économie (hôtels, restaurants, taxis et commerce de détail) et 10 pays de l'OCDE, le développement des plateformes soutient la productivité moyenne des entreprises de service existantes et stimule également la réallocation de la main d'œuvre vers les entreprises les plus productives dans ces secteurs.

→ Ces plateformes ont contribué à réduire les coûts de transaction et à générer des gains d'efficacité notables. Leur développement a ainsi eu des effets positifs en termes d'innovation et de productivité.

Sur la base de l'étude de quelques secteurs de services, les gains de productivité des entreprises d'un secteur liés au développement des plateformes sont plus limités dans le cas de plateformes en position de domination persistante

Rapport du FMI sur la concentration 2019

Le FMI estime que la hausse de la concentration et des marges, en particulier dans les entreprises qui recourent le plus intensément aux technologies numériques, a entraîné une réduction des investissements et contribué à creuser des inégalités de revenus entre travailleurs dans les pays avancés

Exemples de condamnations récentes par la politique européenne de concurrence

Google a notamment été condamné à trois reprises, en 2017 (2,42 Md€ pour avoir favorisé son comparateur Google Shopping dans son moteur de recherche), 2018 (4,34 Md€ pour des pratiques anticoncurrentielles dans le cadre de ses licences Android) et 2019 (1,49 M€ pour abus de position dominante à travers sa régie publicitaire AdSense).

Catherine BERLEUR

Facebook a également fait l'objet d'une amende de 110 millions d'euros en mai 2017, pour les informations trompeuses communiquées lors de l'enquête sur le rachat de WhatsApp en 2014

Amende de la Federal trade Commission (FTC) à Facebook fin avril 2020

Un tribunal américain a validé l'amende de 5 milliards de dollars infligée en juillet 2019 par la FTC, une agence américaine de protection des consommateurs, au réseau social Facebook. Facebook a « trompé » ses utilisateurs sur sa capacité à contrôler la confidentialité de leurs informations personnelles comme l'a montré le scandale de fuite de données Cambridge Analytica en 2018.

Plus gros montant jamais imposé par la FTC

C. DES MARCHES SPECIFIQUES

Effet réseau et effet club

Pour certains types de biens ou services, la satisfaction qu'un agent retire de l'utilisation de ce bien ou service croît à mesure que le nombre d'utilisateurs augmente.

Marché biface (Tirole, 2003)

Type de marché dont l'agencement entretient voire nécessite l'existence de deux clientèles distinctes mais interdépendantes pour les produits échangés.

L'économie de plateforme

Intermédiaire qui crée un marché, caractérisé par les effets réseaux et le marché biface.

La loi de Baumol (Baumol, Bowen, 1966)

Explication de la non-profitabilité chronique du secteur du spectacle par la maladie des coûts croissants, extrêmement dure à endiguer.

Okun (1981)

Distinction entre marché d'enchères et marché de clientèles, qui est le plus fréquent et où les prix sont non négociables.

Chute des cours du pétrole (mars 2020)

Le cours du pétrole de Brent, principal brut de référence, a perdu 20% le lundi 9 mars 2020, après la décision de l'Arabie Saoudite d'augmenter sa production de pétrole, qu'elle bridait depuis 2016 dans le cadre d'un accord avec d'autres producteurs, dont la Russie. La semaine précédente, la Russie et l'Arabie Saoudite n'avaient pas réussi à s'entendre sur de nouveaux quotas de production. La décision saoudienne et les craintes des conséquences du coronavirus à l'origine de la maladie Covid-19 ont provoqué une forte baisse sur de nombreux marchés boursiers. Une telle chute des prix du brut en 24h ne s'était pas produite depuis janvier 1991, lors du déclenchement de la première guerre du Golfe.

Chute du cours du pétrole (avril 2020)

Le cours du baril de pétrole pour livraison en mai a clôturé lundi à -37,6 dollars à la Bourse de NY.

Le marché du pétrole repose sur des contrats à terme par lesquels les producteurs et les traders (opérateurs sur les marchés) s'engagent à vendre ou acheter un bien pour un montant prédéfini et à une date fixée à l'avance. En l'occurrence, face à l'effondrement de la demande mondiale de pétrole, les traders qui avaient encore un contrat pour livraison en mai cherchaient à s'en débarrasser pour ne pas avoir à stocker des barils et ont donc dû payer pour cela. Le baril de pétrole n'avait jamais atteint un prix négatif depuis le début du système de cotation en 1983. Au-delà de ce cas particulier, les cours du pétrole brut continuent de baisser malgré un accord conclu entre les principaux pays producteurs pour diminuer leur production à compter du mois de mai. À Londres, le baril de Brent de la mer du Nord a clôturé mardi soir à 19,33 dollars, alors qu'il avait commencé l'année à 68 dollars. Le déséquilibre sur le marché entre l'offre et la demande entraîne une augmentation importante des stocks.

Travail : du latin *tripalium*, instrument de torture.

Le travail désigne l'effort physique ou intellectuel qui doit être accompli pour faire qqc ou obtenir un résultat recherché. C'est donc l'activité de l'homme appliquée à la production, à la création, à l'entretien de quelque chose. En tant qu'occupation rémunérée, le travail est synonyme d'emploi. Toutefois le terme travail peut s'appliquer à des activités non rémunérées (travail domestique, etc.)

Le travail consiste en l'activité laborieuse de l'humain considérée comme un facteur essentiel de la production et de l'activité économique.

Le travail est essentiellement fourni par des employés en échange d'un salaire. Le processus d'entrée et de sortie de l'emploi se fait par le marché du travail.

Emploi : du latin *impliquare*, enlacer, impliquer, engager.

Au sens premier l'emploi est l'usage que l'on fait d'une chose, la façon de l'utiliser.

Dans le langage courant, l'emploi est une activité professionnelle, un travail qui reçoit en contrepartie une rémunération. Une activité de bénévolat ne peut donc être considérée comme un emploi.

L'emploi est un concept plus large que le salariat dans la mesure où il recouvre aussi la fonction publique et les professions indépendantes.

La notion d'emploi est étroitement liée au chômage.

Salaire : du latin *salarium*, le sel → désignait initialement la ration de sel fournie aux soldats romains puis l'indemnité versée pour acheter le sel et autres vivres

Forme de paiement périodique versé par un employeur à un employé salarié, celui-ci étant généralement encadré par un contrat de travail. En droit on considère que le salaire est la nécessaire contrepartie du contrat de travail, le salarié louant sa force de travail à un employeur sur le marché du travail.

Chômage : D'après les normes internationales du BIT, pour être compté parmi les chômeurs, il faut respecter 3 conditions (outre le fait qu'il faut être en âge de l'emploi (15 ans)) :

- Être au chômage, i.e. dépourvu d'emploi qu'il soit salarié ou non
- Être disponible pour occuper un emploi, salarié ou non
- Être à la recherche d'un emploi

La classification de Pôle Emploi est \neq , elle répartit les chômeurs en 8 catégories distinctes fonction de l'emploi recherché et du type d'activité du mois précédent.

A la \neq du BIT, est considérée chômeur de la catégorie 1 une personne ayant travaillé moins de 78h durant le mois précédent.

Chômage devient une préoccupation suite à l'industrialisation de l'économie. On ne peut parler de recherche d'emploi que dans une société où le salariat est la norme.

Chômage conjoncturel : conséquences des fluctuations des cycles économiques. Il fait suite à une période de récession au cours de laquelle les capacités de pd^o des entreprises deviennent excédentaires par rapport à la demande qui leur est adressée. Les entreprises s'ajustent en licenciant. Ce chômage se résorbe lors des phases de reprise et d'essor.

Chômage structurel : résulte des caractéristiques institutionnelles du marché du travail. Il correspond au taux de chômage en dessous duquel seuls des mesures structurelles peuvent être prises pour le réduire.

A. LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET L'ANALYSE DU CHOMAGE

Le marché du travail désigne par analogie au marché des b & services le marché théorique où se rencontrent l'offre et la demande de travail. L'offre de travail est constituée par les salariés et les personnes en recherche d'emploi, la demande de travail par les besoins des entreprises (en facteurs de production).

Le plein emploi correspond à une situation d'équilibre sur le marché du travail qui lui-même est permis par l'équilibre sur les autres marchés (cf Loi de Walras). Cette situation suppose une pleine utilisation par les entreprises de leurs capacités de pd° . L'entreprise doit donc rencontrer sur le marché une demande suffisante pour écouler la totalité de son offre produite en utilisant l'ensemble des moyens dont elle dispose. Du côté de l'offre de travail, cela signifie que tout demandeur d'emploi trouve immédiatement une offre correspondant à son profil ou qu'inversement, face à une aug^o de la demande qui lui est adressée, l'entreprise trouve également une offre de travail lui permettant d'accroître sa pd° .

Même en situation de plein emploi, le chômage n'est pas nul : il subsiste un chômage résiduel c'est-à-dire un **chômage frictionnel** que l'on estime à 2,5 ~ 5 %. Si son niveau varie entre les pays et les économistes, il est nécessairement inférieur à 5% selon l'OIT (org^o internationale du L, agence de l'ONU).

William Beveridge (1944) : le plein est une situation où « le nombre des places vacantes » est « supérieur au nombre de candidats à un emploi ». Il existe toutefois des périodes inévitables d'inactivité entre deux emplois, le chômage n'est donc pas nul. Ce chômage temporaire est le chômage frictionnel.

Chômage en France (février 2020)

Le taux de chômage en France a baissé en 2019. Le gouvernement a pour objectif d'atteindre un taux de chômage de 7% d'ici 2022 et le plein emploi d'ici 2025.

Le taux de chômage s'élevait à 8,1% de la pop^o active en France (hors Mayotte) à la fin du 4^e trimestre 2019 contre 8,8% il y a un an. Plus bas niveau de 2008.

La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a déclaré que le taux de chômage était déjà égal ou inférieur à 7 % dans 24 des 101 départements français. Elle a cité l'exemple de la Mayenne où, avec un taux de chômage à 5,5 %, « on est au plein emploi », selon la ministre. Si 2,4 millions de personnes étaient au chômage fin 2019, 1,7 million d'autres souhaitaient un emploi sans être considérées au chômage, parce qu'elles ne recherchaient pas activement un poste ou n'étaient pas immédiatement disponibles pour en prendre un. Elles constituent le « halo autour du chômage ». Il a atteint fin décembre son plus haut niveau depuis 2003.

Chômage frictionnel en France, Jean Pisani-Ferry (2000)

Évalue le chômage frictionnel entre 3% et 4% en France.

D. Ricardo (1817) in *Principes*

Chapitre consacré à la mécanisation de l'industrie et ses conséquences. Il identifie très vite ses dangers pour les travailleurs qui sont peu à peu remplacés par des machines. Toutefois les gains de productivité permis par cette mécanisation génèrent un accroissement du revenu global ce qui conduit à une aug^o générale de la demande de main d'œuvre.

Taylorisme

Org^o scientifique du travail : il s'agit de pousser la logique de la division des tâches smithienne à son paroxysme. Chaque ouvrier est spécialisé dans une tâche précise et doit la répéter à longueur de journée selon une méthode définie par un *bureau de méthodes*. Il existe une seule bonne façon de faire les choses, que l'on trouve de façon scientifique et qui doit être répétée. Pour motiver les agents, il faut un salaire à la pièce.

Fordisme et compromis entre employeurs et ouvriers

Ford model T : première voiture grand public vendue aux EU. Reprend le taylorisme en y ajoutant d'autres principes comme la standardisation des biens produits ce qui permet de réaliser des économies d'échelle. Le fordisme repose sur un système de rémunération qui se veut juste et motivant pour les salariés. Un des principes du fordisme est de s'assurer que chaque employé est suffisamment rémunéré pour pouvoir acquérir les biens produits par l'entreprise, en l'occurrence une voiture. Différenciation entre la fonction de conception et de fabrication. Contrairement au taylorisme, l'ouvrier n'est pas payé à la pièce mais au jour : five dollar day (gigantesque à l'époque). Bien payer les salariés permet de pousser les employés à rester dans l'entreprise assez longtemps pour

Catherine BERLEUR

qu'il s'habitue au travail à la chaîne et éviter le turnover. Invention du travail à la chaîne (critique de Chaplin est une critique du fordisme).

Étude de Frey et Osborne en 2013

47% des emplois américains menacés par la robotisation

Rapport de l'OCDE 2016

Ce n'est pas l'emploi dans son ensemble qui est automatisable mais uniquement certaines tâches. 9% des emplois des pays de l'OCDE seraient menacés par la robotisation

Le modèle microéconomique fondamental

La confrontation de l'expression rationnelle de l'offre et de demande de travail par les agents donne un équilibre (W , Q) sur le marché du travail. La demande de travail est exprimée par des personnes privées, des entreprises privées et publiques. Le travail a une productivité marginale et l'entreprise cherche à maximiser son profit. L'entreprise cesse donc d'embaucher lorsque le salaire réel (coût du travail) égale la productivité marginale du travail. La demande de travail est donc une f^o décroissante de w .

L'offre de travail provient d'un arbitrage travail-loisir des agents. En cas de hausse du revenu exogène, l'offre de travail diminue. En revanche, en cas de hausse du taux de salaire l'effet est ambigu : la hausse du salaire conduit à une aug^o du L mais passé une certaine rémunération, le L peut baisser.

→ Le w doit être flexible pour permettre au marché de s'adapter → chômage volontaire

→ S'il y a rigidités, le salaire ne peut s'adapter et le chômage perdure → chômage involontaire

Typologie de la flexibilité (B. Brunhes, 1989)

Bernard Brunhes distingue 5 types de flexibilité du travail :

- Flexibilité externe quantitative = capacité à faire fluctuer les effectifs de l'entreprise via des licenciements et embauches rapides (contrats facilement rompables ou courts).
- Flexibilité externe qualitative (ou externalisation) = capacité à "déplacer sur une autre entreprise le lien contractuel avec le travailleur" (intérimaires ou sous-traitance).
- Flexibilité salariale = capacité à faire varier la rémunération des salariés et donc le poids de la masse salariale dans le coût \Rightarrow répercuter les variations de conjonctures sur le niveau des salaires.
- Flexibilité interne quantitative = capacité à faire varier la durée de travail d'un ensemble de salariés déjà présents dans l'entreprise (via une annualisation du temps de travail par exemple)
- Flexibilité interne qualitative (ou fonctionnelle) = à quantité de travail donnée, capacité à employer les travailleurs à des tâches variables en fonction des besoins de la chaîne de production ou des fluctuations de la production.

La théorie du Job Search, Stigler (1962)

Info^o n'est pas disponible instantanément ni gratuitement sur le marché du travail. La recherche de cette info^o est coûteuse alors qu'elle est infinie (l'info^o). L'individu va donc étudier un certain nombre de propositions (qu'il se fixe au préalable) et choisit la meilleure. L'individu se fixe toutefois un salaire de réserve à satisfaire, lié à son revenu et l'indemnité chômage, et n'accepte pas d'offre en dessous de ce salaire.

→ Plus le chômage est indemnisé à un niveau proche du salaire, plus la durée du chômage augmente

Le salaire d'acceptation, Mc Call (1970)

L'individu se fixe un salaire de réservation et se contraint à accepter un temps de recherche aléatoire.

Le chômage involontaire : analyse de Keynes (1936)

L'entreprise cherche bien à maximiser son profit, mais contrairement au postulat classique il n'existe pas d'offre de travail puisque l'individu ne se livre pas à un arbitrage travail-loisir.

Le volume d'emploi est donc fixé de manière unilatérale par l'entrepreneur qui embauche pour produire s'il anticipe qu'il vendra cette production plus tard. Le volume d'emploi est donc fixé par l'intersection entre la demande

Catherine BERLEUR

effective (demande anticipée par les entrepreneurs) qui est croissante à taux décroissant du niveau d'emploi N (car PmC décroissante) et l'offre globale croissante avec N à taux croissant.

→ N^* n'a aucune raison de coïncider avec son niveau de plein emploi

→ Le chômage est involontaire

La courbe de Phillips (1958)

Étude empirique sur le marché du travail anglais entre 1861 et 1957 : relation inverse entre le taux de croissance des salaires nominaux et le taux de chômage → existence d'un arbitrage inflation-chômage.

→ Lorsque la croissance des salaires nominaux est élevée, le chômage est faible

Prolongement de la courbe de Phillips par Samuelson et Solow (1960)

Lorsque le chômage est faible, les entreprises ont du mal à recruter. Les salariées sont alors en position de force dans la négociation salariale et négocient donc un salaire plus élevé. L'économie fonctionne donc en concurrence imparfaite. L'inflation dépend alors des variations du salaire nominal qui sont elles-mêmes liées aux variations du taux de chômage est faible.

Remise en cause de la courbe de Phillips

M. Friedman utilise les anticipations adaptatives pour démontrer que l'illusion monétaire n'est valable qu'un temps.

→ Arbitrage inflation chômage à court terme mais pas à long terme où la courbe de Phillips devient verticale.

R. Lucas utilise les anticipations rationnelles pour montrer qu'aucun agent ne souffre d'illusion monétaire.

Taux de chômage naturel, M. Friedman

Plusieurs sens dont le plus communément admis est le taux de chômage compatible avec une inflation stabilisée. Le chômage provient ici des caractéristiques institutionnelles de l'économie.

Le **NAIRU** (*Non accelerating inflation rate of unemployment*) est le taux de chômage qui n'accélère pas l'inflation. C'est le taux de chômage en dessous duquel il ne peut baisser sans générer de l'inflation. C'est une mesure du chômage naturel qui s'appuie sur le modèle WS-PS.

Étude de l'INSEE 2011 : NAIRU de 8,8% en France (9,8% de chômage) contre 4% aux Pays-Bas et 6% aux EU

→ Politiques de relance ne pourraient baisser le chômage que d'un point au mieux

Le modèle WS-PS, Layard, Nickell, Jackman (1991)

Salaire négocié par salariés et entreprises. Niveau de salaire rigide à court terme. Cf AS-AD WS-PS fac

Les équilibres à prix fixes, Malinvaud (1977), Benassy (1984)

Typologie des déséquilibres pouvant apparaître sur un marché de clientèle où les prix sont fixes. Le marché du travail est de plus en plus rigide en raison de la complexification de l'économie.

		Marché des biens	
		Acheteurs ($O > D$)	Vendeurs ($D > O$)
Marché du travail	Acheteurs ($O > D$)	U keynésien	U classique
	Vendeurs ($D > O$)	Sous-consommation	Inflation contenue

Le 1^{er} cas, où offre de L excède la dde et où en même temps l'offre de biens excède la dde de biens est le cas de U keynésien. Origine = anticipations mauvaises, pessimisme, les entrepreneurs ne vendent pas leurs biens. La solution consiste donc en une \uparrow de la dde globale.

La politique libérale de baisse des salaires peut avoir des effets désastreux.

2^{ème} cas : $dde > offre$, c'est-à-dire agents sont prêts à acheter beaucoup mais entrepreneurs ne sont pas incités à embaucher car coût du L est trop important : cas typique de U classique. Solution = inciter à l'embauche en \downarrow les salaires réels et en flexibilisant le marché du L .

3^{ème} cas : la sous consommation : excès de dde sur le marché du L et excès d'offre sur le marché des biens.

Catherine BERLEUR

4^{ème} cas : l'inflation contenue : double excès de dde sur les deux marchés= cas des économies en développement (cf. Trente Glorieuses). Principale solution : politique migratoire pour mettre main d'œuvre là où il n'y en a pas ou alors on joue sur le taux d'act ou ↑ le niveau d'étude pour gains de productivité : politique de formation.

Halo du chômage, J. Freyssinet (1999)

La frontière entre emploi, chômage et inactivité tend à devenir floue par l'existence de situation intermédiaire (ex : un retraité qui effectue qq prestations de services tout en recherchant un emploi pour compléter sa pension).

Le chômage tel qu'il est analysé par Pôle emploi (divisé en sous-catégories) rend mieux compte de ce halo que le chômage au sens du BIT.

Théorie du salaire d'efficience, Leibenstein (1957), Yellen (1984)

Les salaires pourraient orienter la productivité : renforcer la motivation du salarié en augmentant le salaire peut bénéficier à la firme. La firme augmente donc les salaires, et les salariés sont d'autant plus motivés qu'ils constatent des différences avec les firmes concurrentes. Ces dernières, pour éviter un départ massif des salariés, vont devoir augmenter à leur tour les salaires.

→ Le niveau de salaire de l'économie est supérieur au salaire d'équilibre qui assure un équilibre de plein-emploi.

Le modèle du tire-au-flanc, Shapiro, Stiglitz (1984)

Postulat de base : les travailleurs ont la capacité d'influencer leurs performances (contrats de L qu'ils signent st incomplets → ne peuvent déterminer précisément tous les aspects de leur tâche & impossible → non souhaitable de surveiller en permanence). Donc aléa moral entre l'employé et l'employeur ⇒ il faut mettre en place des mécanismes incitatifs afin que le salarié atteigne le niveau de productivité qui est attendu de lui :

- Système de caution : salarié verserait à son employeur une somme au moment de l'embauche qui lui serait ensuite reversée petit à petit ;
- Offrir à l'employé un salaire croissant et supérieur au salaire du marché → mécanisme d'incitation par l'effort

⇒ **Bien payer ses salariés revient à rendre coûteux un licenciement.** En effet, + l'écart entre le niv de vie au L et le niv de vie au U est important, + le salarié a à travailler.

→ Démontre l'existence d'un chômage involontaire du fait de la volonté de corriger l'asymétrie d'info° inhérente à tout contrat de travail.

Illustration par le fordisme : salaire fixe (5\$/day) + travail à la chaîne (c'est le produit qui bouge) ⇒ bien payer permet de réduire les coûts.

Espérance du revenu des agents : $E(\text{revenu}) = p(e(w)) \cdot C + (1 - p(e(w))) \cdot w$

L'entreprise cherche à l'↑ → si toutes les entreprises le font, W moyen de l'éco va ↑ ⇒ U involontaire. Des travailleurs seraient prêts à travailler pour un moindre salaire (ce qui aurait tendance à ↓ le U) mais les employeurs n'ont pas à le faire.

La théorie des contrats implicites, Azariadis (1975), Baily (1974), Gordon (1974)

Contrat = accord de volonté destiné à créer des rapports obligatoires entre des parties.

La firme est dans l'incertitude quant à la demande qu'elle aura à satisfaire *ex post*. Elle doit décider *ex ante* du volume d'emploi et les salariés préfèrent négocier un W stable plutôt qu'un emploi plus sûr.

Les contrats de travail font généralement l'objet d'une négociation aux règles implicites. Le salariat dénote une faible propension au risque (entrepreneurs ont la plus forte propension au risque). Ils préfèrent donc un salaire constant quelle que soit la situation conjoncturelle. L'entreprise ne peut alors ajuster sa demande de travail que par des licenciements puisqu'elle ne peut pas baisser les salaires. Le contrat de travail fonctionne comme un contrat d'assurance pour le salarié.

Si le salaire n'augmente pas aussi vite que les résultats de l'entreprise en période d'expansion, il ne baisse pas non plus en cas de crise.

→ Chômage involontaire apparaît *ex post* en raison de la rigidité du salaire

« Accords de maintien dans l'emploi »

Instaurés en France en 2013 « seulement », ils encadrent les cas où les entreprises peuvent baisser les salaires en temps de crise. Toutefois seule une dizaine d'accords ont été conclus les 2 années suivantes.

Modèle de rotation de la main d'œuvre, S. Salop, 1979

Une personne travaillant déjà dans la firme possède plusieurs caractéristiques permettant d'augmenter sa pd^o par rapport à une personne n'y travaillant pas. Le départ d'un salarié ancien a donc un coût pour l'entrepreneur qui doit rendre ce départ inintéressant.

→ Entrepreneur a intérêt à rémunérer le salarié à un tx supérieur à celui qui éq* le marché du L pour baisser le *turn over*

Théorie des différences compensatrices (Smith 1774, Becker 1964, Rosen 1974)

L'hétérogénéité du travail et des compétences entraîne des différences de W.

Dualité du marché du travail, Doeringer et Piore, 1971

Le marché du travail est dual avec un marché primaire et un marché secondaire :

- Le marché primaire regroupe les salariés en CDI, bien rémunérés, qualifiés et sous la protection des syndicats.
- Le marché secondaire est celui des emplois précaires (CDD, intérim...) moins bien rémunérés et souvent moins qualifiés.

Ces deux marchés sont relativement étanches, il est très difficile de passer de l'un à l'autre. L'un des deux est évidemment + touché par le chômage et l'analyse économique ne peut donc pas se faire de la même manière.

On peut également reconnaître une segmentation entre femmes et hommes, selon le secteur d'activité, l'origine...

→ Cette théorie du marché du travail reconnaît l'existence de plusieurs types de marché du travail (allant donc à l'encontre de la théorie néoclassique).

D'abord, il existerait un marché interne, non concurrentiel, sur lequel les règlements seraient internes à l'employeur (augmentation de salaires selon une grille, promotion...) et un marché externe concurrentiel et soumis donc à un chômage.

Le fonctionnement d'une économie d'insiders, Lindbeck et Snower (1986)

Eco d'insiders oppose 2 types de salariés :

- Les insiders : protégés par les règles du marché du L, faible proba de perdre leur emploi
- Les outsiders : peu protégés, perdant leur emploi ds les récessions, lorsque les entreprises sont en difficulté

Quand récession, « outsiders » perdent leur emploi et les « insiders » le gardent

Quand reprise éco, « insiders » obtiennent aug^o de salaire qui empêchent le retour à l'emploi des « outsiders »

→ Insiders s'accaparent le surplus lié aux reprises éco

C'est la dynamique observée en France : il faut la combattre car elle génère un dualisme croissant du marché du L et des inégalités croissantes. Aug^o généralisée des salaires en France irait au contraire dans le sens d'une aggravation de l'éco « d'insiders »

Le modèle d'éco « d'insiders », qui s'applique en FR, doit être combattu car :

- ⇒ Génère un chômage structurel élevé (salariés ayant perdu leur emploi ont de grandes difficultés pour revenir à l'emploi)
- ⇒ Génère des inégalités fortes entre « insiders » et « outsiders », les premiers ayant un emploi stable, les seconds subissant une succession d'emplois de courte durée
- ⇒ Accroissement des inégalités de revenu

Polarisation du marché du travail, D. Autor (2010)

Catherine BERLEUR

Dans les économies avancées, on relève une aug^o à la fois des emplois qualifiés à hauts revenus et des emplois peu qualifiés faiblement rémunérés.

Théorie du capital humain de Schultz (1963) et Grubert (1964)

Le capital humain est l'ensemble des capacités et caractéristiques que possède une personne : expérience, éducation, diplôme, savoir-faire, capacité de travail, aptitudes à l'encadrement, etc. Ces caractéristiques propres à chaque individu influencent ses capacités productives et résultent de l'investissement en éducation, en formation et en apprentissage de l'individu.

The Trouble with Human Capital Theory, Blair Fix (2018)

La théorie du capital humain explique simplement le raisonnement suivant : plus on fait d'étude, plus on est productif, mieux on est payé. L'auteur anglais Blair Fix remet en question le lien études \Rightarrow hausse de salaire.

En effet, pour lui le niveau de salaire ne dépend en rien de la productivité des individus ni de leur niveau d'étude mais plutôt de leur hiérarchie dans l'entreprise. En effet, un informaticien très diplômé peut parfois être moins bien payé que son chef qui pourtant, a fait moins d'études. Le rang social joue donc + dans la fixation du salaire que le nombre d'années de formation individuelle. Il appuie sa théorie par six études sur des entreprises variées (USA, Pays-Bas, Portugal, RU...)

Théorie néofactorielle, Findlay et Grubert (1959), Keesing (1966)

Théorie basée sur la théorie du capital humain développée par Grubert et Schultz pour répondre au paradoxe de Leontief en y intégrant l'hétérogénéité des facteurs de pd^o. Le facteur travail peut ainsi se scinder en plusieurs types : travail non-qualifié, travail spécialisé, travail qualifié, encadrement, conception, etc.

L'organisation rationnelle légale, M. Weber

Organisation la + efficace est « bureaucratique » : chaque emploi est clairement défini et hiérarchisé par rapport aux autres. Le salaire est fixe et dépend d'une grille quasi-prédéterminée. Les membres sont libres dans l'accomplissement de leur travail et sélectionnés idéalement par concours.

- \Rightarrow Org^o impersonnelle qui impose l'atteinte d'obj grâce à des normes spécifiques
- \Rightarrow Dépersonnalisation limite les comportements improductifs
- \Rightarrow Salaire indépendant de la productivité, déconnecté du taux d'éq* du marché
- \Rightarrow Théorie du don contre don avec les agents

L'approche du travail en groupe, E. Mayo (1927-1932)

La productivité de l'entreprise ne peut être vue comme la somme des productivités individuelles. Les travailleurs les moins productifs ralentissent l'ensemble de la chaîne de travail et freinent la pdté globale de l'entreprise. L'entreprise doit donc gérer un groupe et non pas seulement des individus.

Coût du travail en France : cause déterminante du chômage structurel ?

Hypothèse part des principes de la microéconomie du travail. La notion de coût du travail est plus large que la simple question du salaire. Il faut ajouter à ces derniers les charges payées par l'employeur et notamment les cotisations sociales qui servent au financement de la sécu. Or l'offre d'emploi étant décroissante de son prix, le coût du travail élevé conduira l'entrepreneur à moins embaucher. Selon l'élasticité-prix de la demande de travail, le niveau du coût du travail aura un impact important sur le niveau de l'emploi. Or la France avec un coût horaire de 35,6 € en 2016 était le 5^e pays européen en termes de coût du travail.

10% de chômage en 2016

Complémentarité institutionnelle, S. Nickell (1997)

Pour identifier les répercussions des institutions du marché du travail sur le niveau de l'emploi, il faudrait prendre l'ensemble des aspects afin d'intégrer la complémentarité institutionnelle. 2 aspects de l'environnement institutionnel français en particulier : indemnisation des chômeurs et organisation des négociations salariales :

Catherine BERLEUR

- Plus le chômage est indemnisé à un niveau proche du salaire plus la durée du chômage augmente (cf Job Search)
- Rôle joué par les syndicats dans la négociation salariale

→ Institutions du marché du travail français pourraient en partie expliquer la persistance du taux de chômage élevé

Rôle joué par les syndicats, Calmfors et Drifill, 1988

Différents effets sur l'emploi selon le degré de centralisation des négociations salariales dans une économie :

- Centralisation des discussions *i.e.* les négociations sont menées au niveau national ou sectoriel permet une meilleure prise en compte des données macroéconomiques ce qui peut expliquer les bonnes performances des systèmes centralisés (Suède, Japon)
- Décentralisation des négociations *i.e.* au niveau de chaque entreprise offre une plus grande flexibilité des revenus et une prise en compte des besoins des entreprises (EU)

⇒ Deux modèles sont tenables mais modèle intermédiaire à éviter or la plupart des négociations salariales en France se déroulent au niveau de la branche d'activité → contribuerait au chômage de masse

Rapport du FMI 2014

FMI appelait la France à développer les négociations salariales au niveau de l'entreprise

Effet d'hystérèse du chômage, Blanchard et Summers, 1987

Le chômage effectif persiste et se transforme en chômage structurel alors même que les causes qui l'avaient initié ont disparu.

Le coût de la main d'œuvre en France

En France, le coût horaire de la main-d'œuvre dans le secteur marchand était de 35,20 euros en 2016. La France se place au 5^e rang des pays présentant les coûts horaires les plus élevés dans l'UE à 15 pays derrière le Danemark (42€), la Suède (40€), la Belgique (38€) et le Luxembourg (38€). La moyenne est de 29,96€.

En France, les cotisations et charges représentent 31,4% du coût total, soit le 2^e pourcentage le + élevé après la Suède.

Le coût horaire de la m-o dans le secteur marchand s'échelonnait en 2016 dans l'UE à 15 de 12,8€ au Portugal à 42,8€ au Danemark selon l'Insee.

UE à 15 = de sa création au 30 avril 2004, soit avant l'élargissement aux pays d'Europe centrale

Le coût de la main d'œuvre comprend les rémunérations (salaire brut, primes, etc.), les cotisations patronales et les autres charges (dépenses de formation, frais de recrutement, etc.) minorées des éventuelles subventions perçues par les employeurs. Ne sont prises en compte pour le calcul horaire que les heures effectivement travaillées.

Uber et le contrat de travail, mars 2020

La Cour de cassation a estimé en mars 2020 que la relation entre la société de transport Uber et l'un de ses chauffeurs relevait d'un contrat de travail → requalification en « contrat de travail » la relation contractuelle entre Uber et un chauffeur en raison du « lien de subordination » rendant « fictif » le statut indépendant du chauffeur qui doit donc être considéré comme un salarié

Libertés du travail indépendant :

- « Possibilité de constituer sa propre clientèle » ;
- « La liberté de fixer ses tarifs » ;
- « Définir les conditions d'exécution de sa prestation de service »

Les chauffeurs Uber ne bénéficient pas de ces libertés → pas indépendants

Invitée sur Europe 1, la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a déclaré qu'il fallait « inventer des règles » pour donner « un cadre clair aux plateformes » et « protéger les travailleurs » tout en permettant à « ceux qui veulent être indépendants » de « le rester en étant protégés ». Elle a annoncé le lancement « d'une mission pour que d'ici l'été on ait des propositions sur ce sujet ».

Catherine BERLEUR

Le contrat de travail, qui caractérise le statut de salarié, existe dès lors qu'une personne s'engage à travailler, moyennant rémunération, pour le compte et sous la direction d'une autre personne. Dans un article publié en 1937, l'économiste britannique **Ronald Coase** est le premier à différencier le contrat de travail du contrat entre un client et un fournisseur par l'existence d'un « **lien de subordination** ».

Contrat de travail, H. Simon, 1951

L'économiste américain Herbert Simon explique qu'un entrepreneur a deux possibilités pour produire : embaucher un ouvrier ou lui commander une quantité précise d'articles. Selon l'économiste, le contrat de travail doit être privilégié si ses perspectives de vente sont incertaines [PDF], car il permet de faire effectuer à l'employé les tâches les plus adaptées aux besoins du moment. Alors que le contrat de travail est souvent présenté comme rigide, Herbert Simon estime que le lien de subordination fait de l'entreprise « un lieu d'adaptation aux aléas du marché ».

Théorie des coûts de transaction, O. Williamson, 1975

Une organisation hiérarchique fondée sur le contrat de travail peut s'avérer plus efficace, car elle permet d'éviter les coûts de transaction liés à la sous-traitance (information, négociation, après-vente, etc.).

Le contrat de travail unique (Blanchard & Tirole 2003)

L'idée est de remplacer les CDI et CDD (et autres formes) par un contrat de travail unique dont l'objectif est de mettre fin au problème d'insider/outsider du marché du travail.

Son objectif est le suivant : mettre fin aux CDD (trop précaires) mais faciliter les conditions de licenciement (par rapport au CDI) pour assurer une flexibilité aux entreprises.

L'idée est donc de signer un contrat sans date de fin (comme un CDI) mais d'alléger à la fois les coûts monétaires et administratifs d'un licenciement (et de faciliter l'embauche par la même occasion). L'idée est vivement contestée par la gauche car cela reviendrait en fait à mettre fin aux CDI tels qu'ils existent en France depuis la deuxième guerre mondiale. Proposition en revanche soutenue par une partie des entrepreneurs. L'idée est restée au statut de théorie.

L'emploi public en France

2018 : 5,6 millions de personnes dans la fonction publique en France soit 20% de l'emploi total

Fonction publique = f° publique d'État + f° publique territoriale + f° publique hospitalière

F° publique comprend des fonctionnaires, des contractuels (= fonctionnaires non titulaires), des militaires et des agents d'autres catégories (ouvriers de l'État, enseignants d'établissements privés sous contrat)

1996-2018 : emploi public a augmenté de 20% contre 16% pour l'emploi total mais croissance annuelle de 0,3% entre 2007 et 2017

Part de l'emploi dans les branches adm°, enseignement, santé et action sociale dans l'emploi total en 2017 (Eurostat) :

- UE : ~25%
- ZE : ~27%
- Fr : ~31%
- Suède : ~35%
- All : ~26%

Le marché du travail dans les pays nordiques, rapport de Trésor-éco en juillet 2019

Depuis la fin des 90's, la zone nordique (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) enregistre des performances macroéconomiques remarquables, qui lui permettent d'afficher des taux de croissance régulièrement supérieurs à ceux de l'UE, associés à des taux de pauvreté parmi les plus bas de l'OCDE (top 5 composé du Dan, Fin, Isl, Rep Tchèque et France) et des niveaux de chômage en dessous de la moyenne UE (6,8% en 2018) à l'exception de la Finlande (7,4%). Ces succès ont contribué à faire des modèles nordiques une référence internationale. Elle est associée à une forte identité régionale et à l'idée que ces pays parviennent à concilier la

Catherine BERLEUR

préservation de la compétitivité des entreprises et la protection des individus, assurée par le maintien d'un État-providence généreux.

Les pays nordiques partagent un socle commun de valeurs et de principes fondamentaux, s'agissant du fonctionnement des marchés du travail : le rôle respectif des syndicats et de l'État favorisant un dialogue social porté vers le consensus, l'égalité hommes-femmes, l'accent mis sur l'éducation et la formation, la valorisation sociale du travail. Ces caractéristiques permettent aux pays de la zone de combiner un taux de chômage relativement faible, un niveau élevé de formation et des taux d'activité parmi les + élevés au monde. Toutefois, on relève des différences assez marquées au sein de la zone, ntmt dans le degré de protection accordé aux chômeurs. Cela s'explique par le fait que tous les pays de la zone ont suivi au cours des 2 dernières décennies une même tendance consistant à réduire les niveaux de protection sociale et le poids des dépenses publiques rapportées au PIB, pour favoriser les politiques d'activation et d'insertion sur le marché du travail, mais le rythme de ces réformes diffère d'un pays à l'autre.

Caractéristiques géographiques et économiques communes : petites économies concurrentielles et ouvertes à l'international, adaptatives et innovantes. X° de b et s représentent auj' 35% du PIB en Norvège et 55% au Danemark → q° de la compétitivité est centrale et vitale pour maintenir niveau de prospérité

Performances des marchés du travail contribuent au dynamisme économique. Le chômage au Dan, Isl et Norvège est considéré comme frictionnel. En Suède, le taux de chômage reste aussi limité et baisse depuis 2014. La Finlande est légèrement moins compétitive.

Le bon fonctionnement du marché du travail repose de longue date sur un consensus entre acteurs économiques concernant la régulation des conflits sociaux :

- Suède : accords en 1938 → les syndicats et le patronat s'accordent sur le principe d'organiser ensemble les négociations collectives, sans interférence de l'État sauf en tant que médiateur en dernier recours
- Norvège : processus similaire à la Suède à partir de 1935
- Danemark : même principe qui figure dans la Constitution
- Finlande : négociations tripartites État-syndicat-patronat jusqu'en 2017 puis mode de négociations au niveau des branches comme dans les autres pays
- Islande : discussions tripartites

Syndicats sont des acteurs puissants qui tirent leur légitimité de taux de syndicalisation élevés (parmi les plus élevés de l'OCDE). La singularité nordique s'explique par l'existence dans ces pays d'un syndicalisme de services (« Système de Gand ») dans lequel l'adhésion à un syndicat conditionne l'accès à certaines prestations sociales d'assurance-chômage, retraite ou maladie.

Place prépondérante des partenaires sociaux dans la fixation des grands paramètres du marché du travail → principe de subsidiarité de la loi

Dan et Suède : peu de lois régissent marché du travail en dehors de la transposition des directives européennes. La loi prévaut, mais dans la pratique les relations et cond° de travail sont principalement déterminées par les conventions collectives de branche ou nationales

Le rôle des partenaires est plus en retrait dans le pilotage des systèmes d'assurance-chômage/retraite/maladie + gérés dans une logique beveridgienne → grands équilibres financiers et orientations stratégiques des ≠ régimes d'assurance relèvent de l'État

Le consensus autour de la préservation de la compétitivité est un objectif commun à l'ensemble des partenaires sociaux et explique la faible conflictualité du dialogue social.

Politiques d'activation : dépenses publiques concernant les services relatifs au marché du travail, la formation professionnelle, l'emploi protégé et la réadaptation, la création directe d'emplois, et les aides à la création d'entreprises.

Danemark, Suède et Finlande sont les 3 pays de l'UE qui consacrent la part la plus importante de dépenses publiques relativement à leur PIB aux politiques d'activation qui consistent à inciter la pop° à s'insérer sur le marché du travail, par opp° aux dépenses de soutien. La tendance générale dans la zone est à l'érosion des mécanismes de protection des chômeurs afin d'augmenter les incitations au retour à l'emploi : baisse de la durée d'indemnisation, renforcement des procédures de contrôle en phase de recherche de l'emploi et durcissement d'accès aux allocations (Fin, Dan) ou introduction de jours de carence (Suède)

Catherine BERLEUR

Mise en place de politiques pour augmenter la mobilité du travail : incitations monétaires en Finlande, mobilité imposée en Suède et Norvège, etc.

Formation et enseignement encouragés avec des systèmes d'éducation publics quasi-gratuits, système de formation pour adultes (Kommvux en Suède), revenus universels étudiants (Dan), etc.

Suède, Dan et Finlande sont les 3 pays dont les citoyens bénéficient le plus de formations professionnelles ce qui contribue à accroître leur niveau de qualification et réduit la proportion d'emplois peu qualifiés.

Licenciements individuels difficiles dans la région, mais pas de désaccord entre partenaires sociaux sur le fondement même du licenciement économique, en application du principe visant à protéger les individus plutôt que les emplois.

Chômage et progrès technique, Sauvy

Le progrès technique qui se traduit par une modification de l'activité économique (essor de certains secteurs et déclin d'autres) et de l'emploi (changement de l'organisation du travail, changement des qualifications) conduit en cas d'accélération brutale à des délais d'ajustement et donc à un chômage transitoire d'inadaptation. L'explication par le progrès technique est ancienne. Elle met en jeu la problématique de la compensation. Si, à court terme, le progrès technique entraîne du chômage, à long terme, il y aura compensation. D'une part, le progrès technique se traduit par des innovations dans les biens de production mais aussi au niveau des biens de consommation d'où une demande qui conduit à une plus grande production et donc à des emplois. D'autre part, le progrès technique se traduit par un accroissement de la productivité. Cet accroissement peut déboucher sur une baisse des prix, un accroissement de la demande et ainsi de la production et de l'emploi. Il peut augmenter les marges de profits des entreprises d'où plus d'investissements, plus de production et de l'emploi. Il peut également permettre une augmentation des salaires qui stimulera la consommation, la production et l'emploi. Il peut également déboucher sur une réduction du temps de travail avec une hausse de l'emploi en compensation. Au total, pour certains, ces différents mécanismes conduisent à une compensation des pertes d'emplois de court terme. Il n'en demeure pas moins qu'une "bonne" répartition des gains de productivité (salaires, profits, réduction du temps de travail, prix) est nécessaire à la stabilité du système économique.

Théorie du travailleur découragé de Thelot (1975)

L'implantation d'une usine dans une région peu entraîner une hausse du chômage, malgré sa politique d'embauche, car cela a redonné espoir à des chômeurs découragés de nouveaux attirés par le marché du travail. Inversement la récession => baisse du nombre de demandeur d'emploi.

Impact sur l'emploi du coronavirus, étude d'avril 2020 de l'Organisation internationale du travail (agence de l'ONU)

Pop° active mondiale (3,3 milliards) : 81% sont actuellement affectés par la fermeture totale ou partielle du lieu de travail

1,25 milliard risquent un licenciement ou une réduction de salaire

2 milliards de personnes travaillent dans l'économie informelle, la plupart dans les économies émergentes et en développement, sont particulièrement menacés

Hausse des demandeurs d'emploi en France

Le nbr de demandeurs d'emploi sans aucune activité a augmenté de 246 100 au mois de mars en France soit une hausse de 7,1%. Sur l'ensemble du premier trimestre, la hausse se limite à 0,8%.

B. LES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

« Si un jour on atteint les 500 000 chômeurs en France, ce sera la révolution » Georges Pompidou (PM), 1967

Politique de l'emploi = l'ensemble des interventions publiques qui ont pour objectif de corriger les déséquilibres et les conséquences néfastes du marché du travail. Les politiques de lutte contre le chômage en sont un des éléments parmi d'autres. En effet, le champ d'intervention est vaste et les mesures mises en œuvre nombreuses.

Les interventions générales bénéficient à l'ensemble des salariés quelles que soient leurs caractéristiques individuelles mais en lien avec leur situation sur le marché du travail :

- Dispositifs d'allègement généraux de cotisations sociales ou d'impôts en faveur des bas salaires ou des heures supplémentaires ;
- Incitations financières à l'emploi ;
- Exonérations de cotisations fiscales en faveur de certaines zones géographiques ou de certains secteurs économiques.

Ces πq visent à abaisser le coût du travail dans le but de maintenir ou d'encourager la création d'emplois. Elles permettent également d'améliorer la compétitivité des entreprises en diminuant le coût de la main d'œuvre ou de redynamiser économiquement certaines zones géographiques en incitant les entreprises à s'y implanter.

Les **mesures ciblées** s'adressent à des catégories particulières, telles que les jeunes, les chômeurs de longue durée, les seniors, les personnes handicapées, etc. Ces mesures permettent de compenser des difficultés spécifiques (manque ou absence de qualification, nécessité d'aménager un poste de travail, etc.)

Les politiques de l'emploi ont donc 2 rôles principaux :

- Améliorer le fonctionnement du marché du travail
- Réduire les conséquences liées aux déséq* sur le marché du travail

On peut s'intéresser à 3 grands types de politiques de l'emploi :

- Celles qui portent principalement sur l'appariement sur le (m) du travail ;
- Celle qui portent principalement sur les salaires ;
- Celles qui portent principalement sur le taux de chômage lui-même

Politiques actives incitent le bénéficiaire à reprendre une activité professionnelle, à se former pour mieux répondre aux besoins du marché du travail, à soutenir l'emploi.

Ex : prime à l'emploi, RSA activité (remplacé en 2016 par la prime d'activité), dispositifs de formation professionnelle, politiques d'exonération de charges sur les bas salaires.

→ « Politiques qui luttent directement contre le rationnement des emplois en aidant à la préservation d'emplois existants, à la promotion de nouveaux emplois et à l'adaptation de la main d'œuvre aux besoins de l'économie (Gautié 1993)

Selon l'OCDE les politiques actives de l'emploi sont :

- Service public de l'emploi
- Formation professionnelle des adultes
- Mesures en faveur des jeunes
- Mesures en faveur des publics défavorisés
- Aides à l'embauche

Politiques passives permettent au bénéficiaire de faire face financièrement à la période de chômage (politiques d'indemnisation du chômage), ou soutiennent les retraits d'activité (πq des prises en charge des pré-retraites)

→ Politiques passives agissent en f° de l'état du marché du travail et « atténuent directement les effets du rationnement sur le marché du travail en apportant une aide sociale ou en essayant de limiter la pop° active » (Gautié 1993)

Selon l'OCDE les politiques passives pour l'emploi sont :

- Indemnisation des chômeurs
- Retraites anticipées

« Politiques pour l'emploi » : « ensemble des politiques publiques visant, à titre principal et secondaire, à agir sur le niveau et la quantité de l'emploi » (Freyssinet, 2006)

2018 : selon l'enquête Emploi de l'INSEE, 2,7 millions de chômeurs en France (hors Mayotte) au sens du BIT pour 9,1% de la pop° active.

→ 3^e année de baisse consécutive après une augmentation de 2,9 points entre 2008 et 2014

Catherine BERLEUR

→ Chômage à son niveau le plus bas depuis 2009

Importantes disparités régionales (ici départements), INSEE 2018 :

- 7% à Paris et 11,6% en Seine-Saint-Denis (seul département d'Île de France à dépasser 10%, le suivant étant le Val-d'Oise avec 9,2%)
- ~12% dans le Nord, le Pas de Calais et l'Aisne
- 14,4% dans les Pyrénées-Orientales
- Entre 17,7% et 24,3% en Outre-mer

Allemagne et Autriche ont retrouvé le plein emploi : ~5% en 2015

Démographie et marché du travail dans l'UE depuis 2008

2008-2015 : taux de chômage a augmenté dans 24 des 28 de l'UE (All, Hongrie, Malte et RU). Les autres pays ont connu une hausse du chômage qui va de 0,4 point en Pologne à 17,2 points en Grèce. La hausse du chômage provient de plusieurs facteurs : une contribution de l'emploi et une contribution de la pop° en âge de travailler et du taux d'activité. Lorsque la contribution de l'emploi est positive, comme c'est le cas sur la période en Irlande, cela signifie que l'emploi pousse à la hausse c'est-à-dire qu'il y a des créations nettes d'emplois. La contribution de la poussée démographique et de la hausse du taux d'activité peut contribuer à augmenter le chômage alors même que le pays crée des emplois, comme en France. Dans certains pays, comme les PECO, la pop° en âge de travailler se contracte et permet ainsi d'atténuer la hausse du chômage. Mais, alors que la population en âge de travailler se contracte, on observe dans beaucoup de pays une forte hausse des taux d'activité qui pousse le taux de chômage à la hausse (contribution autour de 5% pour la Roumanie, la République tchèque et la Pologne, 7,2% pour la Lituanie et 10% pour la Hongrie). Le taux d'activité a augmenté dans pratiquement tous les pays (sauf Irl, Finl, Dan, Port) + vieillissement généralisé des pop° + recul de l'âge des retraites → hausse du taux d'activité des seniors

Analyse keynésienne

Double nature des salaires : coût de l'entreprise mais revenu des travailleurs. Diminuer les salaires revient à amputer le PA des travailleurs et ainsi baisser la demande qui peut alors elle-même être à l'origine du chômage.

Modèle IS-LM, Hicks (1937)

Pour réduire le chômage conjoncturel, il est possible d'opérer une politique de relance afin d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages et porter celui-ci à un niveau qui permet de rétablir le plein emploi.

Politique inflationniste (cf. Courbe de Phillips)

Le chômage peut être provoqué par un manque d'ajustement du prix du travail à la quantité demandée. Or, les entreprises fixent leur demande de travail en fonction du salaire réel tandis que les salariés fixent leur offre en fonction du salaire nominal car ils souffrent d'illusion monétaire. Les pouvoirs publics peuvent ainsi se servir de ce décalage pour résorber le chômage conjoncturel en menant des politiques inflationnistes c'est-à-dire une π monétaire expansive. Cela permet de baisser artificiellement le coût du travail et donc de rétablir l'équilibre. Les salariés négociant leur salaire en fonction de l'inflation passée, les entreprises supportent un coût moindre.

Assurance chômage et réforme (2019) en France

Obj principal de l'assurance chômage : assurer revenu provisoire aux personnes involontairement privées d'emploi. Cela permet de lisser la c° des personnes privées d'emploi. L'assurance chômage indemnise les demandeurs d'emploi en proportion de leur ancien salaire.

Ces prestations sont conditionnées au versement de cotisations conformément au modèle bismarckien. A partir du 1^{er} janvier 2019, seuls les employeurs cotisent. Le financement est complété par une ponction sur la CSG (contribution sociale généralisée) qui est un impôt appliqué à tous les revenus.

L'assurance chômage comprend une logique de mutualisation - mise en commun des risques de tous les secteurs et de toutes les catégories - ainsi qu'une logique de redistribution qui compense proportionnellement mieux la perte d'un bas salaire que d'un haut revenu.

1^{er} novembre 2019 : nouvelles règles d'indemnisation = 1^{er} volet de la réforme suite au décret de juillet 2019

Catherine BERLEUR

Durcissement des cond° d'accès à l'indemnisation :

- 6 mois travaillés sur les 24 derniers contre 4 sur les 28 avant
- Dégressivité des allocations pour les demandeurs d'N de – de 57 ans qui percevaient + de 4500€ avant chômage, 13^e mois compris → baisse de 30% à partir du 7^e mois

Nouveauté pour les démissionnaires qui pourront bénéficier de l'assurance chômage s'ils avaient au – 5 ans d'ancienneté et qu'ils partent pour un projet de reconversion/création/reprise d'entreprises

2 régimes d'indemnisation en France : le régime d'assurance géré par l'Unedic et le régime de solidarité géré par l'État qui verse une allocation de solidarité spécifique (ASS) aux personnes privées d'emplois qui ne bénéficient plus du régime d'assurance. L'ASS fait partie des *minima sociaux*.

Unedic : association donc un organisme privé mais chargé d'une mission de service public, la gestion de l'assurance chômage. Elle rassemble, à parité, les représentants des org° syndicales de salariés et d'employeurs. Tous les deux ou trois ans, les partenaires sociaux fixent les conditions d'indemnisation des chômeurs et les modalités de prélèvement des cotisations dans une « convention d'assurance chômage » qui doit être agréée par l'Etat pour avoir force obligatoire, notamment pour que l'Unedic puisse prélever des cotisations sur toutes les entreprises et tous les salariés. En pratique, l'Unedic bénéficiait jusqu'à 2018 d'une assez grande autonomie pour conclure cette convention et, s'il essayait parfois d'orienter ses décisions, l'Etat refusait rarement d'agréer des accords majoritaires.

Cette relative autonomie a été mise en cause par la loi « avenir professionnel » du 5 septembre 2018 qui étend le bénéfice de l'indemnisation, sous des conditions assez strictes, aux travailleurs indépendants et à un plus grand nombre de salariés démissionnaires et qui prévoit la substitution d'une fraction de CSG aux cotisations salariales d'assurance chômage dans le financement de l'Unedic à partir de l'automne 2018. En outre, cette loi donne plus de pouvoirs à l'Etat pour encadrer la négociation des conventions, notamment du point de vue financier. Il s'est ainsi substitué au printemps 2019 aux partenaires sociaux, qui n'ont pas réussi à adopter une nouvelle convention conforme à ses orientations, pour décider de nouvelles réformes : dégressivité dans le temps de l'indemnisation des cadres ; durcissement des conditions d'ouverture des droits, nouveau mode de calcul des allocations, modulation des taux des cotisations des entreprises de certaines branches en fonction de leur gestion des contrats à durée déterminée... Les allocations sont, en application d'une loi de 2008, payées par l'Unedic à Pôle Emploi qui les attribue aux chômeurs après avoir vérifié leur éligibilité à l'assurance chômage et calculé leurs droits. L'Unedic reverse également 10 % du produit des cotisations d'assurance chômage à Pôle Emploi, qui est un établissement public de l'Etat, pour financer une partie de ses dépenses de fonctionnement.

Les paramètres de calcul des allocations chômage en Europe en 2016

Les paramètres de calcul des allocations de chômage en Europe en 2016

	France	Allemagne	Royaume-Uni	Italie
Durée indemnisation maximale	24 mois	24 mois	6 mois	24 mois
Taux indemnisation	57 à 75 %	60 à 67 %	Forfait 99 € par semaine	75 % et dégressif de 3 % par mois après 4 mois
Indemnité mensuelle minimale	857 €	Aucune	Aucune	Aucune
Indemnité mensuelle maximale	7 230 €	2 559 €	Sans objet	1 300 €
	Espagne	Pays-Bas	Belgique	Suède
Durée indemnisation maximale	24 mois	38 mois	Illimitée	10 mois
Taux indemnisation	70 % sur 6 mois puis 50 %	75 % sur 2 mois puis 70 %	65 % sur 3 mois puis dégressif jusqu'à un minimum au bout de 48 mois	90 % puis 70 % au bout de 9 mois
Indemnité mensuelle minimale	497 € sans enfant	Aucune	513 € sans enfant	Aucune
Indemnité mensuelle maximale	1 087 € sans enfant	4 500 €	1 623 €	2 610 €

Étude de la Dares en octobre 2019

5,5 millions de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi dont 3,1 millions remplissent les conditions d'indemnisation

La France contre l'UE, étude de la DG Trésor 2016

Assurance chômage est à la fois plus généreuse en France et en même demandeurs d'emploi bénéficient de – d'aides sociales et d'une fiscalité – favorable que dans les autres pays analysés. La France se caractérise par une forte prépondérance de l'assurance chômage dans les revenus des chômeurs. En 2016, la France proposait le + haut taux de remplacement net pour les hauts revenus alors qu'elle se situait dans la moyenne pour les revenus modérés.

Santé financière de l'Unedic, Hadrien Clouet

Bilan de l'Unedic, qui gère l'assurance chômage en France, serait à l'équilibre s'il n'avait pas à gérer le fonctionnement de Pôle Emploi car les cotisations sociales sont suffisantes pour payer les demandeurs d'emploi.

D. Mortensen (1970s)

Allocations chômage généreuses (en durée ou en montant) favorisent l'aug° du chômage et de sa durée car indemniser les demandeurs d'emploi fait baisser leurs efforts pour trouver du travail.

Étude de T. Le Barbanchon (2012)

Une aug° de 8 mois de la durée d'indemnisation en France se traduit par un allongement d'environ 2,5 mois du temps passé au chômage

Assurance chômage et appariement, Acemoglu et Schimer, 1998

L'assurance chômage incite les demandeurs d'emploi à chercher des postes de meilleure qualité. Cette sélectivité améliore la productivité car elle baisse le risque d'inadéquation entre le travailleur et l'emploi.

Catherine BERLEUR

Allocation et salaire de réservation, Ljungqvist et Sargent, 1995

Existence de sanctions financières sévères suffit à faire baisser le salaire de réservation et à accélérer le retour à l'emploi

Exemple : Allemagne

Allocations chômage baissent si le chômeur refuse un poste, même en dessous de son niveau de qualification

Diminution des taxes, Pissaridès, 1998

La diminution des taxes ne peut avoir un effet positif sur l'emploi qu'à la condition que les allocations chômage ne soient pas indexées sur les salaires.

Courbe de Beveridge (Beveridge 1940, Blanchard & Diamond 1989)

Représentation graphique de la relation entre taux de chômage (abscisse) et taux d'emplois vacants (ordonnées) rendant compte de l'état du marché du travail

Le modèle de Grossman et Rossi-Hansberg (2006)

3 effets de la md° à prendre en compte pour déterminer son impact sur l'emploi :

- Un effet-prix : le prix des biens importés baisse → substitue des biens Més aux biens nationaux → impact sur l'emploi local ;
- Un effet emploi : rend compte du « transfert » des emplois les – productifs vers les pays à main-d'œuvre abondantes et à bas coûts,
- Un effet productivité : les travailleurs peu qualifiés s'orientent vers des secteurs plus productifs

→ Si les 2 premiers effets prédominent, md° néfaste pour l'emploi

→ Faut encourager l'orientation des moins qualifiés vers des activités à haute valeur qualifiée

Loi d'Okun (1962)

La loi d'Okun décrit une relation linéaire entre le taux de croissance (du PIB) et la variation du taux de chômage. En dessous d'un certain seuil de croissance, le chômage augmente ; au-dessus de ce seuil il diminue avec une élasticité constante. Selon les estimations d'Okun, ce seuil critique serait de 3% aux EU. Au-dessus de 3%, le taux de chômage baisse de 0.5 points (« coefficient d'Okun »). Il y a deux facteurs à ce seuil critique :

- La pop° active n'est pas stable : si elle croît par ex à un taux de 1% par an, il est nécessaire que le nombre d'emplois progresse à un rythme identique pour que le taux de chômage reste constant → le taux de croissance de la pd° doit être d'au moins 1%
- La pdctivité du travail s'accroît chaque année (normalement) : la pd° économique doit avoir un taux de croissance identique à celui de la productivité pour que le chômage reste constant. En dessous de ce taux, les gains de productivité détruisent des emplois et au-dessus ils en créent.

La relation décrite par la Loi d'Okun ne prend pas nécessairement les mêmes valeurs en fonction des pays et des époques. Le coefficient d'Okun et le seuil critique varient.

La loi d'Okun dans le monde, Olivier Blanchard et Daniel Cohen

Ils estiment que le coefficient d'Okun n'était en France 0,17 dans les 60s-70s contre 0,41 de 1981 à 2000. La croissance française s'est donc « enrichi en emploi » : au-dessus du seuil critique, pour un taux de croissance que dans les années 70, l'économie croissance crée plus d'emploi. Cela peut s'expliquer par la libéralisation du marché du travail puisque le coefficient dépend de la façon dont les entreprises adaptent leur volume de main d'œuvre aux variations temporaires de la pd° : plus elles sont flexibles et ajustent la mo à la pd°, plus le coefficient est fort.

Effet file d'attente et chômeur de long terme

Cette théorie défend l'idée qu'un chômeur récent sort en premier de cette situation. Plus on reste au chômage plus on a de chance d'y rester. Le 1er argument est qu'un chômeur récent n'a pas perdu son expérience il est encore habitué à travailler ce qui intéresse nécessairement les entreprises. Un travailleur au chômage se déqualifie et perd son capital humain = dépréciation. L'idée peut-être résumée par la phrase "last in, first out".

Les effets du salaire minimum

Le salaire minimum de croissance (**Smic**) correspond au salaire horaire minimum légal que le salarié doit percevoir. Le montant du Smic horaire brut actuel est de 10,15 €.

- Un salaire minimum permet d'éviter les effets de seuil qui entraîneraient une diminution de l'offre de travail via l'existence de trappes à chômage et jouerait un rôle contra-cyclique en soutenant la demande en période de basse conjoncture permettant ainsi de lutter vs le chômage conjoncturel
- **Paradoxe des fast-foods, Kats et Krueger (1992)** : certaines branches de l'économie intensives en main d'œuvre non qualifiées sont très peu élastiques au prix du travail. L'existence d'un salaire minimum permet donc d'améliorer les conditions de vie des employés sans nuire au niveau global de l'emploi

Salaire minimum, Stigler (1946)

La mise en place d'un salaire minimum tronque la pyramide des salaires et fait disparaître les emplois les moins qualifiés pour lesquels la productivité marginale du travail est inférieure au niveau fixé du salaire minimum

CICE à partir de 2013

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi illustre politiques d'allègement des charges particulièrement sur les bas salaires menées en France à partir des 90s.

Cette mesure consistait à accorder aux entreprises un crédit d'impôt à hauteur de 6% de leur masse salariale sachant que seuls les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC étaient pris en compte. La mise en place du CICE représentait un coût de 20 milliards d'euros.

Au 1er janvier 2019, le CICE en France est transformé en une réduction pérenne de cotisations sociales d'un montant équivalent. Concrètement, cela se traduit par une suppression du crédit d'impôt en tant que tel et par la création d'un allègement uniforme de 6 points du taux de cotisations patronales d'assurance-maladie pour les rémunérations inférieures à 2,5 Smic (réduction de taux et assiette égales à celles du CICE en métropole avant sa suppression). Cette transformation est quasiment neutre sur l'indice du coût du travail.

Trappes à bas salaires, Malinvaud, 1994

Politiques de baisse de coût du travail créent des trappes à bas salaires. Ces allègements de charges étant en général ciblées sur les revenus les plus modestes, les entreprises sont incitées à ne pas augmenter les salaires afin de pouvoir continuer à bénéficier des allègements prévus.

Contrats aidés en France

Emplois du secteur marchand qui bénéficient de subventions ou d'un allègement de cotisations sociales → contrats dérogatoires au droit commun autres que ceux en alternance avec une formation, qui sont réservés aux personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi. La baisse du coût du travail peut être obtenue via une subvention par l'État. Afin d'améliorer l'employabilité de certaines catégories de demandeurs (jeunes, non qualifiés, etc.), l'État prend en charge une partie du coût que représente leur embauche pour l'entreprise. Les différents types de contrats aidés ont été regroupés au sein du contrat unique d'insertion CUI en 2010.

La dernière réforme de 2018 a remplacé les « emplois d'avenir » et CUI par des « Parcours emploi compétences ». Forte hausse du nombre de contrats aidés dans les 90s ntmt en réaction à la récession de 1993

2000-2012 : forte baisse du nombre de contrats aidés ntmt dans le secteur marchand

2013-2016 : nombre de contrats aidés a significativement augmenté dans les secteurs marchand et non marchand

2017 : forte inflexion et début de baisse → 2018 = plus faible nombre de contrats aidés depuis 1990

Impact et critiques des politiques de contrats aidés

- Effet de substitution entre demandeurs d'emploi : entreprises ne vont pas nécessairement embaucher une personne supplémentaire mais une personne éligible à la place d'une personne non éligible
- Effet d'aubaine : 70% des emplois aidés auraient de toute façon été créés sans aides publiques
- Effet signal : défavorable pour les bénéficiaires

Catherine BERLEUR

- Effet d'anticipation : emploi est créé plus tôt que prévu par l'employeur

Enquêtes de la DARES montrent que, 6 mois après la fin de l'aide, 67% des personnes ayant bénéficié d'un contrat aidé dans le secteur marchand ont un emploi contre seulement 41% dans le secteur public.

Étude de la DARES entre 2 groupes d'individus similaires dont 1 a bénéficié des contrats aidés : le bénéficiaire d'un contrat aidé dans secteur marchand a 31 points de pourcentage de chance de + d'être employé dans un CDI 2 ans et demi après la fin de l'aide

Contrats aidés moins efficaces dans secteur non marchand car expérience acquise – valorisée mais permet d'augmenter niveau de vie même temporairement et création + rapide à court terme

RSA remplace RMI en 2007

Répond à la logique d'incitation à la reprise de l'emploi. Principale nouveauté : décomposé en 2 parties, un RSA de base et un RSA d'activité. Ce dernier est versé, sous certaines conditions, lorsque le bénéficiaire a retrouvé un emploi

→ éviter la création de trappes à chômage

Le coût en bien-être du chômage, Clark et Oswald, 2002

Motif financier n'est qu'une composante de la motivation à la reprise de l'emploi : le travail est aussi et surtout un facteur d'intégration sociale. Les coûts psychologiques du chômage sont souvent sous-estimés.

→ Chômeur peut accepter un emploi alors que calcul coût avantage financier ne le justifie pas

→ Politiques sur l'offre de travail n'ont pas de sens lorsque chômage élevé (~10%)

Libéralisation du marché du travail en France

- × Accord national interprofessionnel de 2013 :
 - Accords de maintien dans l'emploi : négociations d'un syndicat représentant + de 50% des employés sur les aug° du temps de L ou diminution du salaire horaire ne peuvent être refusées par les employés
 - Possibilité pour l'employeur de modifier unilatéralement le contrat de travail en imposant une mobilité interne au salarié
- × La loi travail d'août 2016
 - Aug° de la durée maximale de travail journalière et hebdomadaire (60h)
 - Dérogation au principe de faveur : accords d'entreprises peuvent prévaloir aux accords de branches
 - Extension des motifs de licenciement économique

Méthode de la balance en emploi, A. Wood (1995)

Quantifie le contenu en emploi des X° et des M° pour déduire quel serait le niveau d'emploi sans ces échanges

Modèle de l'appariement, Mortensen (1970) et Pissarides (1994)

Pour faire reculer le chômage, il conviendrait de rapprocher les caractéristiques de l'offre et de la demande de travail. Ce modèle part du raisonnement de l'entreprise : pour embaucher, il faut que le gain obtenu par l'emploi supplémentaire soit supérieur à son coût. Le modèle insère la rencontre entre l'offre et la demande d'emploi au sein du tissu économique. Cette rencontre est entièrement décentralisée mais dépend de nombreux autres facteurs et des chocs pouvant toucher l'économie.

Pour le gain pour l'entreprise soit réel, il faut que le salarié ait le profil le plus proche possible du poste qu'il va occuper.

→ La création de l'emploi va résulter de l'appariement entre une offre d'emploi aux caractéristiques particulières et une offre de travail répondant à ces critères

→ Nécessaire d'améliorer processus d'appariement pour baisser le chômage

→ Décalage peut aussi être géographique

Manque de mobilité du travail, Oswald, 1996

Catherine BERLEUR

Plus une part importante de la pop° est propriétaire de sa résidence (58% en France) ou d'un logement social (23%) en France, plus le chômage est élevé car ces pop° sont moins mobiles.

→ Effort pour développer le parc locatif privé pourrait accroître la mobilité et améliorer l'appariement

Chômage involontaire comme un externalité négative, Blanchard et Tirole (2003)

Cette externalité touche l'individu concerné mais également la société dans son ensemble. Lorsqu'elles licencient, les entreprises créent donc des externalités négatives.

Blanchard et Tirole proposent de responsabiliser les entreprises aux coûts sociaux de leurs licenciements, *via* la transposition du principe du pollueur-payeur au marché du travail.

→ Internalisation du coût du licenciement par l'application d'une taxe à taux modéré pour chaque destruction d'emploi

→ Taxe modérée pour ne pas nuire à l'emploi

→ Taxe servirait au financement de l'assurance chômage en se substituant aux cotisations sociales correspondantes

→ Baisse du coût du travail pour les entreprises qui ne licencient pas

Flexisécurité : concilier une plus grande liberté d'embauche et de licenciement pour les entreprises avec une plus grande protection du travailleur tout au long de son parcours. Ce n'est plus l'emploi du salarié qui est protégé mais l'employabilité du travailleur.

→ Procédures de licenciements simplifiées, réduction des moyens de contestation en justice, plus grande générosité des allocations chômage et des formations

Flexisécurité au Danemark

1990 : 7% de chômage

2007 : 3% de chômage

Chômage partiel en Allemagne

Recours au chômage partiel en ALL lors de la crise de 2008 (5% en 2013)

Chômage partiel permet d'atténuer les répercussions de la baisse de l'activité de l'entreprise sur le niveau de l'emploi via une baisse de la rémunération des salariés en place → alternative aux licenciements secs

3 arguments justifiant ce système :

- Segmentation du marché du travail
- Partage des risques
- Concept de flexisécurité

Chômage partiel à Air France

La compagnie aérienne a annoncé mi-mars qu'elle mettrait en place un dispositif de chômage partiel pour ses salariés pour une période de 6 mois, mesure qui affectera en moyenne 50% du temps de travail. Qq jours avant, la ministre du Travail Muriel Pénicaud avait annoncé que l'État rembourserait « 100% du chômage partiel » mis en place par les entreprises pour faire face à la baisse d'activité liée à l'épidémie du coronavirus.

Une entreprise confrontée à une situation exceptionnelle qui la contraint à réduire son activité peut mettre en œuvre une procédure de chômage partiel. Elle se traduit par une diminution temporaire de la durée du travail et par une indemnisation des salariés pour les heures non travaillées. Cette indemnisation correspond à 70 % de la rémunération brute, soit environ 84 % du salaire net. Jusqu'alors, l'État prenait en charge une partie de cette indemnisation, environ à hauteur du Smic. Le chômage partiel vise à éviter des licenciements. Le contrat de travail est suspendu, mais n'est pas rompu. Le terme de « chômage partiel » ou de « chômage technique » est remplacé par celui d'« activité partielle » depuis une loi de juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi, mais il reste largement utilisé dans le langage courant comme le montrent les déclarations récentes de la ministre du Travail.

The share of economy, M. Weitzman (1984)

Solution au chômage : Changer le mode de rémunération

Économie salariale : rémunération fixes non directement fonction des résultats de la firme

Catherine BERLEUR

Économie de partage du profit : directement lié aux performance de marché

Comportement de la firme pas modifié (//taxe uniforme) : base ses décisions d'emploi sur la partie fixe de la rémunération (peut être inférieur à w_e) => incite à embaucher

Actionnaire de la firme pas intérêts à choisir ce mode : avoir intérêt si effet d'entraînement macro (mais dilemme du prisonnier)

Imposer le mode de rémunération : subventionner pour que non pénalisé (subventions inférieurs à économie salariale)

Fait converger les intérêts des salariés et employeurs (//stock option, frontières de la firme)

Le salaire fixe doit être négocié et le coefficient q (part du profit) objet de politique discrétionnaire du gouvernement

(PB : inefficacité économique de surembaucher, limité l'adaptation, pénalisé etp ? NDLR)

Comment les personnes handicapées sont-elles intégrées dans le monde du travail ? (fév 2020)

18% de chômage chez les personnes handicapées soit le double de la moyenne nationale

1987 : loi mettant en place une obligation d'emploi des travailleurs handicapés → toute entreprise d'au moins 20 salariés doit employer des personnes handicapées dans une proportion de 6% de son effectif salarié

2017 : le secteur privé comptait 3,5% de travailleurs handicapés selon la Dares

L'employeur a la possibilité de ne pas respecter cette obligation d'emploi, à condition de verser une contribution annuelle à des organismes d'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap. Pour leur garantir un minimum de ressources, il existe depuis 1975 une allocation aux adultes handicapés, une aide financière attribuée en fonction de critères d'incapacité, d'âge et de revenus.

Le télétravail

Recours au télétravail pour limiter la propagation du coronavirus.

Code du travail définit le télétravail comme une « forme d'organisation » dans laquelle un travail qui aurait pu être « exécuté dans les locaux de l'employeur est effectué par un salarié hors de ces locaux ». L'employeur n'est pas tenu d'accepter le télétravail et ne peut l'imposer qu'« en cas de circonstances exceptionnelles, notamment de menace d'épidémie ».

Avantages :

- Amélioration de la productivité grâce à une meilleure concentration ou une baisse de l'absentéisme
 - 2012 : rapport commandé par le ministère français de l'Économie évalue la gain à 22% en moyenne. Situation optimale : 2 jours par semaine pour 25% d'une équipe
- Limite consommation de carburants et les émissions de gaz à effet de serre et favorise l'étalement urbain

Inconvénients :

- Coûts du passage au télétravail en matière d'équipements et de protection de données
- Effets nuisibles à la culture d'entreprise et à l'innovation

C. LA GREVE ET LES SYNDICATS

La grève : « cessation collective et concertée du travail en vue d'appuyer des revendications professionnelles » selon le site de l'administration française. En France, l'exercice du droit de grève est garanti par la Constitution. Un mouvement est alors qualifié de grève s'il est suivi par au moins deux salariés. Un salarié peut toutefois faire grève seul s'il accompagne un appel lancé au niveau national. Le droit de grève existe depuis 1946 dans la fonction publique, mais son exercice doit être concilié avec le **principe constitutionnel de la continuité du service public**.

Certains agents comme les policiers ou les gardiens de prison n'ont pas le droit de faire grève. D'autres comme les contrôleurs aériens ou les professionnels hospitaliers peuvent être réquisitionnés afin d'assurer un **service minimum**.

Service minimum : instaurée en 2007, la loi sur la continuité du service public s'applique au transport terrestre de voyageurs et concerne notamment la SNCF. Le texte contraint les salariés à se déclarer en grève 48h à l'avance afin

Catherine BERLEUR

de permettre à leur employeur d'affecter les employés non grévistes à des tâches différentes, par exemple la conduite d'un train pour un cadre supérieur. En revanche, l'entreprise n'a pas le droit de recruter des personnes en intérim ou en CDD pour remplacer les grévistes. Le droit français permet les réquisitions mais seulement « lorsque l'atteinte constatée ou prévisible au bon ordre, à la salubrité, à la tranquillité et à la sécurité publiques l'exige ». En 2010, un tribunal administratif avait suspendu un arrêté préfectoral de réquisition des salariés en grève dans la raffinerie de Grandpuits, propriété de Total, estimant qu'il portait atteinte à leur droit de grève.

La grève, Guy Groux et JM Pernot, 2008 (politologues)

Recul du nombre de grèves en France depuis 25 ans. Cette baisse reflète celle de l'emploi industriel, bien que les usines demeurent les principaux lieux de la grève dans le secteur privé. La fonction publique et les services publics ont pris une part croissante dans ces mouvements.

Déroulement d'un conflit au travail, J. Hicks (1932)

Les syndicats et le patronat font des propositions qu'ils révisent à la baisse lorsque le conflit se prolonge et que la grève, ultime étape des négociations, se profile. Il voit un paradoxe dans la pérennisation de certaines grèves puisque les parties, supposées rationnelles et bien informées, devraient parvenir plus rapidement à un compromis, étant toutes deux perdantes après une certaine durée d'arrêt de travail.

Grève et conjoncture économique, Paul Devereaux et Robert Hart, 2008

En analysant 50 ans de grève britannique, ils arrivent à la conclusion que le nombre de grèves est lié à la conjoncture économique. Les travailleurs sont moins enclins à se mobiliser en période de crise.

K. Hamann, A. Johnston, J. Kelly, 2012

Le nombre de grèves baisse depuis 1980 dans les pays industrialisés, mais celui des grèves générales contre les gouvernements s'accroît en Europe occidentale. Ces grèves augmentent si les syndicats n'ont pas d'affinités avec le parti au pouvoir ou n'ont pas été associés à la mise en œuvre des réformes.

Modèle des contrats optimaux de Mc Donald et Solow (1981)

Négociation du salaire et du niveau d'emploi

Salaire > walrassien : La firme est contrainte d'accepter un sureffectif part/ à la maximisation du profit

Les syndicats ne défavorisent pas l'emploi

Cas d'une conjoncture favorable : pour un même tx de salaire, négocie embauche supérieur.

Donc une Hss du SMIC => Hss du chômage

La négociation mènera à un « partage équitable » : si le pouvoir des négociant est bien réparti

Récession entraîne un moindre ajustement des salaires (rigides à la baisse ou visqueux), et forte fluctuations de l'emploi (syndicats et etp plus intérêts à voir l'emploi baissé)

Modèle des droits à gérer Nickell, 1983

equi part/ monopole bilatérale. Syndicats situation de monopole : négocient unilatéralement le salaire des syndicats, volume d'emploi discrétion des entreprises.

Le syndicats accepte un niveau de chômage : maximise l'utilité de ses membres sous contrainte de la demande de travail. Syndicats cause de chômage, situation sous optimale

A. THEORIE DE LA DECISION ET CHOIX DES AGENTS

Théorème d'impossibilité d'Arrow (1951)

Il n'existe pas de système ou f° de choix social assurant la cohérence des préférences individuelles et des préférences agrégées.

Paradoxe de l'action collective (Olson, 1965)

Plus il y a d'individus dans un groupe plus la tendance est forte aux comportements de free rider et plus la probabilité que le groupe passe à l'action est faible.

Le vote avec ses pieds (Tiebout, 1956)

Concurrence fiscale est partie intégrante du processus de marché entre le gouv et ses citoyens

La théorie des perspectives et l'aversion à la perte (Kahneman et Tversky, 1979)

Individus évaluent de façon asymétrique leurs perspectives de gains et de pertes notamment en raison de leur aversion au risque

Paradoxe d'Allais (1953)

Raisonnements logiques et rigoureux peuvent conduire à des résultats contre-intuitifs car les gens éprouvent des difficultés à raisonner rationnellement face à des probabilités

Le cas de la poule mouillée en théorie des jeux

Théorie des jeux : si aucun agent n'infléchit sa position → catastrophe.

Or celui qui gagne est celui qui a l'attitude la plus désinvolte

Paradoxe d'Ellsberg (1961)

Théorie de la décision : l'agent va choisir la solution où la probabilité est connue

Sophisme de la vitre cassée (Bastiat, 1850)

Illustre la notion de coût d'opportunité et montre l'importance des coûts cachés dans toute décision économique

Théorème de Gibbard-Satterwaith (1973)

Si une règle de vote possède au moins 3 votes possibles et qu'elle est non manipulable, alors elle est dictatoriale

L'ignorance rationnelle (Downs, 1957)

On est rationnel jusqu'au moment où cela devient trop coûteux de l'être, et les décisions sont alors fondées sur des opinions, des lieux communs, etc.

L'effet Matthieu (Merton 1968)

Explique cercles vicieux/vertueux : favorisés tjrs + favorisés

B. CONSOMMATION, EPARGNE ET PREFERENCES

Consommation : Bien, objet ou produit dont l'usage amène la destruction progressive, qui apporte une satisfaction immédiate au consommateur final, par opposition aux biens d'équipement ou de production

Société de consommation : Société industrielle avancée qui se caractérise par la multiplication des besoins individuels et collectifs et par l'utilisation accrue des biens et des services.

Catherine BERLEUR

Boycott interdit par le code Pénal depuis 2010

En consommant, les agents sont en mesure d'influencer la pd^o → leur seul pouvoir ?

L'épargne est la partie du revenu qui - pendant une période donnée - n'est pas dépensée. Cette somme d'argent n'est pas détruite immédiatement par une dépense de consommation et peut être conservée sous forme liquide (constitution d'encaisses ou de réserves motivées par une recherche de précaution ou l'échéance d'une dépense importante à venir), ou être réinvestie dans le circuit économique sous la forme d'un placement ou d'un investissement.

Tous les agents économiques peuvent ou doivent épargner. C'est le fait des ménages, mais aussi des entreprises (autofinancement), de l'économie nationale (qui doit pour ce faire se ménager une balance des paiements courants excédentaire) ainsi que de l'État (problématique de l'excédent budgétaire).

La notion d'épargne cache des discordes théoriques relatives aux déterminants de l'épargne, aux conséquences de l'épargne sur l'économie globale et même aux différentes façons de mesurer l'épargne.

L'épargne peut être conservée sous forme dite liquide c'est-à-dire immédiatement accessible (chez soi ou sur un compte courant) ou être placée dans différents produits tels que les livrets d'épargne, l'épargne retraite ou l'assurance-vie, ou investie en actions/obligations/produits financiers (Sicav).

La rémunération des livrets d'épargne est déterminée par un taux d'intérêt nominal à différencier du taux d'intérêt réel qui s'obtient après soustraction de l'inflation.

Baisse de la rémunération du livret A annoncée par le gouvernement en janvier 2020

Gouvernement a annoncé que le taux de rémunération du Livret A passerait de 0,75% à 0,5% le 1^{er} février. Cette évolution est liée à l'entrée en vigueur d'un nouveau mode de calcul décidé en 2018 qui permet de fixer le taux du livret A à un niveau inférieur à l'inflation, sans toutefois pouvoir l'établir en dessous de 0,5%. En 2019, l'inflation a atteint 1,1% en moyenne annuelle en France. Le gouvernement estime que la baisse de la rémunération du livret A a pour vocation d'une part à inciter les épargnants à diversifier leurs placements et d'autre part à favoriser le logement social. Les fonds placés sur le Livret A servent principalement à financer les logements sociaux via des prêts de long terme accordés aux bailleurs sociaux. Le taux d'intérêt de ces prêts est indexé sur celui du Livret A. La baisse du taux doit donc rendre ces prêts moins coûteux.

Le modèle de choix intertemporel, I. Fischer (1907)

L'individu rationnel cherche à maximiser son utilité (théorie classique). Lorsqu'il touche un revenu, il doit arbitrer entre consommer aujourd'hui ou épargner pour consommer demain. Cet arbitrage dépend de la valeur des taux d'intérêts. Les agents épargnent pour lisser leur consommation dans le temps.

ES > ER : l'épargne est donc une f^o croissante du taux d'intérêt.

Loi psychologique fondamentale, Keynes (1936)

Keynes s'appuie sur la loi psychologique fondamentale pour expliquer que l'épargne n'est pas voulue mais subie. La fonction de consommation keynésienne a plusieurs caractéristiques propres : propension marginale à consommer (décroissante), consommation incompressible, $PmC < PMC$ et fonction du revenu disponible courant. L'épargne n'est plus fonction du taux d'intérêt mais du revenu disponible courant.

→ L'épargne est un résidu

Effet de démonstration, Duesenberry (1949)

La consommation est un signe, elle joue un rôle de symbole. Elle peut être déconnectée des facteurs économiques et dépend du groupe auquel on appartient.

Effet de cliquet, Duesenberry (1949) et Brown (1952)

La consommation d'un agent est influencée à vie par le + haut niveau de c^o qu'il a connu. Brown intègre le phénomène de mémoire : elle s'érode avec le temps → plus un événement passé est lointain moins il a un impact important sur le présent.

Catherine BERLEUR

Modèle de consommation de Friedman : consommation et revenu permanent (1957)

Les agents consomment à chaque période une fraction égale de leur richesse présente et anticipée dans le but de lisser leur c^o sur toute leur vie. L'individu utilise son épargne comme un amortisseur. Seuls les revenus permanents influencent la consommation. Pour qu'une hausse de revenu fasse augmenter la c^o de l'agent, il faut que celui-ci l'interprète comme une hausse permanente. S'il l'interprète comme une hausse transitoire, il divisera le montant perçu par le nombre de périodes qu'il lui reste à vivre pour lisser sa consommation.

L'hypothèse de cycle de vie, Modigliani, Ando et Brumberg (1954, 1963)

Intègre le patrimoine à l'analyse de la c^o . Ce dernier occupe un rôle d'amortisseur pour lisser la c^o sur toute la vie. A long terme, l'agent a une $PMC = 1$. Une fois à la retraite, l'agent se sert de son patrimoine pour continuer à consommer pareil.

Toutefois le patrimoine n'est pas entièrement voué à être consommé, puisqu'il existe un patrimoine de don.

L'hypothèse du cycle de vie, Hall (1978)

Le meilleur moyen de prévoir la consommation de demain est de regarder celle d'aujourd'hui.

→ Anticipations rationnelles

→ Politiques transitoires ont peu d'effet

L'effet superstar (Rosen, 2004)

Les petites différences de talents parmi les meilleurs → grandes différences de revenus

L'effet Pavarotti (Meunier, 2007)

La notoriété notamment à l'heure d'internet renforce ces inégalités

Théorie des préférences à la Lancaster (1966)

Chaque bien, même avec un même usage, peut se différencier de part certaines caractéristiques particulières.

Paradoxe de l'abondance

Ce qui est devenu facile d'accès devient à terme moins utilisé que lorsque l'accès en était difficile

Le Paradoxe de Tocqueville (1830)

Plus une situation s'améliore plus l'écart avec la situation idéale est ressentie subjectivement comme intolérable par ceux-là même qui bénéficient de l'amélioration

Le critère de Hicks-Kaldor (Hicks et Kaldor, 1939) (cf A)

La règle de Hartwick-Solow (1974)

L'objectif d'équité intergénérationnelle est la stabilité intertemporelle de la conso^o par tête

Retraites en Allemagne

Octobre 2019 : bulletin mensuel de la Buba qui préconise un recul de l'âge de départ à la retraite à partir de 2032 pour maintenir le niveau de pensions.

Selon le scénario envisagé, qqun naît en 2001 prendrait sa retraite en 2070.

Cause : Allemagne va devoir faire face aux retraites de ses baby-boomers (nés entre 52 & 65 en All)

Réforme adoptée en 2012 : âge de la retraite doit progressivement passer de 65 à 67 ans d'ici 2031

Théorie des filières inversées (Galbraith, 1958)

Dans *l'Ere de l'opulence*, l'économiste keynésien J.K. Galbraith prend à contre-pied la logique simpliste que ce sont les demandeurs qui poussent les E à innover et à produire. Selon lui, "ce sont les entreprises qui imposent des produits aux consommateurs, et non l'inverse". Il remet alors en cause l'économie de marché selon laquelle les offreurs produisent selon la demande qui leur est adressée.

Catherine BERLEUR

En réfutant celle idée, il propose donc une alternative : la théorie de la filière inversée donne l'ascendant aux grosses entreprises et leur pouvoir peut pousser les agents à consommer des biens auxquels ils n'auraient jamais pensé. Les consommateurs sont conditionnés par le marché et non plus acteurs ou décideurs de celui-ci. La publicité joue d'ailleurs un rôle important dans la théorie car elle agit directement sur les envies du consommateur.

On parle de filière inversée car ce ne sont plus les E qui recueillent l'information via le prix pour savoir combien produire mais plutôt elles qui fixent les objectifs à atteindre en créant les besoins qui vont avec.

Système de retraite par capitalisation est caractérisé par le fait que les agents cotisent pour leur propre retraite. Ceux-ci cotisent pendant leur période d'activité en vue de recevoir les fruits de cette épargne pendant leur retraite.

Système de retraite par répartition : ce sont les personnes en activité à une date donnée qui cotisent pour les retraités de cette même date. Les pays industrialisés ont presque tous développé ce système, y compris les EU, la France, le RU, l'All... Les EU ont complété ce système par un système par capitalisation. La principale question qui se pose aujourd'hui est la viabilité de ce système étant donné le vieillissement de la population. En effet, l'âge de départ à la retraite n'a cessé de se réduire depuis la 2GM tandis que la durée de vie a augmenté et que la fécondité a chuté. Il y a donc eu une baisse du nombre de cotisants pour une hausse du nombre de retraités. En parallèle, les pensions ont lentement et grandement augmenté depuis la 2GM.

Les régimes spéciaux : ce sont des caisses de retraites qui gèrent le système par répartition pour un groupe spécifique d'agents appartenant à une profession donnée (ex : les cheminots, la RATP, la police nationale, etc.) qui bénéficient de condition d'âge de départ en retraite particulièrement intéressantes. Création de celui de la RATP date de 1924. Mise en place de 18 régimes de cheminots à partir de 1850, puis leur unification en 1911. Régimes spéciaux des députés et sénateurs mis en place en 1904 et 1905. La « réserve » du Sénat, plus de 1,4 milliards d'euros, est alimentée chaque année par une fraction de l'impôt sur le revenu votée par les sénateurs eux-mêmes. Les députés y ont pour leur part renoncé.

En 1991, la livre blanc sur les retraites met l'accent sur les déséquilibres des régimes spéciaux. Plusieurs dizaines de régimes spéciaux disparaissent alors du paysage. Aujourd'hui, il en reste une douzaine : celui des fonctionnaires, des ouvriers de l'État, les industries électriques et gazières, la SNCF et la RATP (320 000 cotisants et 500 000 bénéficiaires), les marins (30 000 cotisants et 109 000 bénéficiaires), les clercs et employés de notaires, l'Opéra de Paris, la Comédie Française, la Banque de France, le Port autonome de Strasbourg. Trait commun, tous émargent au budget de l'État via leur subvention d'équilibre : 7,5 milliards d'€ en 2019 dont 3,2 pour la SNF et 710 millions pour la RATP.

Le rapport Delevoye

Rapport présenté par le Haut-Commissaire à la réforme des retraites en juillet 2019 sur la création d'un système universel de retraite

Rapport qui s'appuie sur une analyse approfondie des défauts des régimes actuels de retraite

42 régimes de retraite actuels remplacés par un système universel en répartition par points

Tous les revenus d'activité seront soumis à des cotisations, à un taux unique sur des assiettes harmonisées dans la mesure du possible (donc primes incluses pour les fonctionnaires), et ces cotisations seront converties en points, avec chaque année la même « valeur d'acquisition du point » pour tous. Les points accumulés au cours de la vie active seront convertis en une pension mensuelle au moment de la retraite en leur appliquant la « valeur de service du point » en vigueur à ce moment. Sauf décision contraire du Parlement, les valeurs d'acquisition et de service du point appliquées chaque année seront indexées sur le revenu moyen par tête. Une fois liquidée, la pension sera indexée sur l'inflation. Les indépendants pourraient vouloir cotiser moins et avoir une retraite publique plus faible, compensée par les produits de leur épargne. Toutefois, dans un régime par répartition, ils ne cotisent pas pour eux-mêmes mais pour financer les retraites actuelles dont le montant appelle des cotisations élevées. Il est donc justifié qu'ils aient le même taux de cotisation que les salariés. Des points gratuits, financés par l'impôt à travers un fonds de solidarité vieillesse universel, seront attribués à ceux qui ne peuvent pas travailler pour cause de chômage, maladie, maternité... Ce fonds financera également une retraite minimale portée à 85 % du SMIC net, une

Catherine BERLEUR

majoration des pensions de 5 % par enfant dès le premier et des pensions de réversion dont le calcul aura été harmonisé ainsi que les dispositifs de départ anticipé de droit commun (carrières longues...).

Le syndrome de la supérette

Syndrome décrit par certains économistes quant à l'impact de la fermeture d'une supérette sur le bien-être. Décrit récemment par E. Le Boucher dans une chronique pour les Echos ("Créer des emplois ne suffit pas à notre bonheur") dans le sillage d'une note de janvier 2020 du CAE ("Territoires, bien-être et politiques publiques"). Exemple assez simple qui illustre que la croissance peut faire des exclus et que le bien-être n'est pas tjrs rationnel et met en avant le rôle de la proximité.

Le surendettement des particuliers

Loi Neiertz (1989) : 1^{ère} loi française sur le surendettement des particuliers

Situations de surendettement peuvent être dues à :

- Recours immodéré au crédit → **surendettement actif**
- Accidents de la vie → **surendettement passif**

Q° de la responsabilité entre les agents et les établissements de crédits

Problème du surendettement n'est pas seulement un problème d'agents rationnels ou non mais aussi et surtout un problème d'information sur le marché du crédit.

C. ENTREPRISES, INDUSTRIE ET INVESTISSEMENT

Investissement (du latin *investire*, revêtir, couvrir, entourer) : opération économique qui consiste à acquérir certains biens de p° et/ou à effectuer certaines dépenses dans le but de maintenir, de développer ou de moderniser le potentiel de p° à venir de l'entreprise. C'est un flux qui vise à accroître/à renouveler un stock.

Au sens de la Comptabilité Nationale : « *l'acquisition moins la cession d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de p° et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de p° pendant au moins un an* ».

Production (du latin *productio*, allongement, prolongation (du temps), construit à partir de *pro*, en avant et de *ducere*, conduire) : Activité économique (apporte de la valeur ajoutée) qui consiste à combiner les facteurs de p° (L, K, ressources naturelles), à les transformer, afin de créer des biens et/ou des services propres à satisfaire les besoins individuels et/ou collectifs.

Typologie :

- P° marchande si elle s'échange sur un marché contre un prix économiquement significatif (par rapport au coût de p°)
- P° non-marchande si elle ne se vend pas sur un marché ou si elle ne se vend pas sur un marché à un prix économiquement significatif.

Rapport de France Stratégie en 2017

20aine d'économistes notent qu'en France l'épargne des ménages est abondante mais qu'elle ne « semble pas favoriser » particulièrement les secteurs porteurs d'une croissance durable. Ils dénoncent certaines idées reçues, comme le fait que la détention d'actions cotées émises en France soit un moyen de financer des I dans le pays. Cette affirmation est fautive dans la mesure où les « entreprises investissent principalement à l'étranger ».

Les IDE vers la France en 2018

339 investissements directs étrangers industriels en 2018 soit des implantations soit des extensions de site industriels

→ Hausse de 5% entre 2017 et 2018 contre baisse de 35,2% au RU et 6,7% en Allemagne

L'accélérateur simple, Aftalion (1908) et Clarck (1917)

Catherine BERLEUR

L'investissement est fonction de la variation de la demande. Pour que l'investissement augmente il faut que la demande accélère. (\rightarrow variation de I = dérivée seconde de la demande)

Modèle d'accélérateur avec ajustement de stock, Goodwin (1951), Chenery (1952)

I est f^o du niveau de pd^o ainsi que de I et du stock de K de la période précédente.

Modèle d'accélérateur flexible, Koyck (1954)

I est f^o croissante du niveau de pd^o et décroissante du niveau de K de la période précédente.

Le théorème de séparation de Fisher (1930)

Le théorème de séparation permet de séparer les choix d' I et de c^o grâce à l'hypothèse des marchés financiers parfaits (taux d'emprunt = taux de prêt). Les marchés financiers permettent d'atteindre un bien-être supérieur.

L'approche de Jorgenson (1967)

Le niveau d' I dépend du coût d'usage du capital qui dépend lui-même de 4 variables : le coût d'acquisition, le coût d'opportunité, la dépréciation du K et la plus ou moins-value à la revente.

L'approche keynésienne de I , Keynes, 1936

Keynes remet les profits au centre du débat. Tant que $I^{mac} > TRI$ (taux de rendement interne), $j'I$.

L'investissement s'arrête quand $I^{mac} = TRI$

Le ratio q , Tobin

Le ratio « q » est le coefficient d'optimisation d'un hamiltonien. Il indique comment 1€ d' I supplémentaire agit sur le profit de la firme. Plus le ratio est grand, plus I est rentable.

La théorie des compétences (Edith Penrose, 1959)

Firmes tirent leur croissance des excès de ressources et de l'accumulation d'expérience

La théorie évolutionniste (Nelson, 1985)

Sentier d'évolution de la firme est fonction d'un processus d'hérédité (routines) et de variation (chgmts ds les routines)

La « dutch disease »

Relie l'exploitation de ress naturelles et déclin de l'industrie manufacturière d'un pays

La malédiction du vainqueur (Clapp, Campbell et Capen en 1971)

Écart entre la valeur réelle d'un bien vendu aux enchères et le prix payé par l'acheteur

L'effet Carnegie

Andrew Carnegie (XIXème) est industriel écossais symbole du self-made man. Immigré, il a bâti un empire industriel dans l'acier, à partir de rien.

L'Effet Carnegie décrit le fait que dans une firme, lorsque le patron originel (fondateur) de l'entreprise part à la retraite et lègue le capital à ses enfants, ces derniers sont moins efficaces que lui. Éduqués dans un milieu privilégié, ils n'ont pas toujours les mêmes valeurs que leur parent et donc travaillent moins, partent plus tôt à la retraite, se reposent plus sur les acquis.

De façon général, Carnegie est contre l'héritage qu'il considère comme un handicap à la réussite des individus, il défend une société libertaire où les individus doivent se battre pour leur réussite.

Théorème de Modigliani-Miller (1958)

Catherine BERLEUR

Dans un article dans *l'American Economic Review*, les deux auteurs F. Modigliani et M. Miller cherchent à étudier l'impact du mode de financement du capital sur la valeur de l'E et donc si celle-ci peut être différente selon la structure du capital de la firme.

Les hypothèses du modèle sont les suivantes :

- Pas de taxes de discrimination (taxes d'E par exemple)
- Pas de coûts de faillites
- Pas d'asymétries d'informations
- Marché financiers parfait (aucun coût de transaction, estimation parfaite de la valeur d'une E)

Dans ces conditions, le théorème affirme que la valeur de l'actif économique de l'E ne dépend en rien de la façon dont il est financé. Le seul impact est la répartition de cet actif entre les parties prenantes (détenteurs de la dette/actionnaires). De plus, la structure du capital optimale n'existe pas.

Dans ce cadre-là, ils démontrent que la valeur de l'actif économique de l'entreprise endettée est égale à la valeur de l'actif économique d'une entreprise non endettée majorée de la valeur actuelle de l'économie d'impôt lié à la déductibilité fiscale des intérêts de la dette.

Exemple : Amazon s'est extrêmement endettée à son lancement pour installer des centres de stockage partout dans le monde sans pour autant affecter sa valeur financière \Rightarrow les marchés ont anticipés l'efficacité à venir de l'E.

La Formule de Wilson (1934)

Cette théorie s'inscrit dans le cadre d'une recherche d'un stock optimal. Le stock dépend de deux coûts contraires : le coût de stockage (le local, les intérêts dans le cas d'un stock de monnaie liquide...) et le coût de lancement/retrait (usure des chaussures). Le coût de stockage augmente avec la quantité stockée tandis que le coût de lancement est croissant du nombre de lancement. Il faut donc arbitrer entre retirer souvent pour limiter les coûts de stockage et stocker beaucoup pour réduire les coûts d'usure des chaussures. Wilson démontre qu'il existe un stock optimal (dont la valeur n'est pas très intéressante).

Effet de levier/Effet de massue

L'effet de levier est une technique d'auto-financement risquée. Elle consiste, pour une entreprise, à s'endetter pour augmenter sa capacité d'investissement. On espère, en faisant cela, d'obtenir des bénéfices plus grands que l'endettement contracté.

On calcule l'effet de levier de ce manière:

$$\text{Efficiency des capitaux propres} - \text{rentabilité économique}.$$

Si l'effet de levier est supérieur au coût des créances contractées : L'effet de levier est positif, sinon il est négatif.

On appelle ce type de financement "sans recours", car il présente un risque si l'effet de levier est négatif. En revanche, en temps de croissance de la valeur des actifs, il est particulièrement efficient.

Exemple pratique : Acheter un bien immobilier, dans le but de le louer plus tard est considéré comme un effet de levier. Si on a un apport à 20% (et donc un crédit de 80%), on divise la valeur de l'endettement par la valeur des capitaux propres. Ici, elle est de 4 (80/20). Pour que l'effet de levier soit positif, la valeur du loyer devra être supérieure à celle des remboursements de l'emprunt. Il faut aussi que le prix du bien immobilier augmente, pour créer une plus-value à la revente.

L'investissement incrémental (Pindyck, 1988)

Modèle qui explique pq l'I est concentré par phase dans le temps = attente puis gros bloc d'I. Permet donc de comprendre des cycles et des comportement au premier abord pas forcément rationnels.

1ère idée : il y irréversibilité de l'I, même si un marché de l'occasion existe, ici on considère qu'une fois réalisé, on ne revient pas dessus.

\Rightarrow implication directe, l'I demande une grande lecture du futur et est donc, par nature, fortement incertain.

Il y a donc un seuil à partir duquel il est rentable d'I car la perte de l'option n'est plus préjudiciable. Une fois cela posé, on comprend pq l'I est regroupé dans le temps \Rightarrow l'agent attend un seuil et procède ensuite à ses projets d'investissement. On parle alors d'I incrémental = par pallier.

Discrimination à l'embauche (février 2020)

Catherine BERLEUR

Gouvernement a rendu public le nom de 7 entreprises françaises dont Air France, Renault et Accor faisant l'objet d'une « présomption de discrimination à l'embauche ». cette mise en cause se base sur une enquête commandée à des chercheurs de l'Univ Paris-Est Créteil pour évaluer les discriminations à l'encontre des personnes avec un nom d'origine maghrébine. Suivant une méthode appelée « testing » les chercheurs ont envoyé plus de 10 000 candidatures ou demandes d'informations, en changeant le nom ou le lieu de résidence, à 40 grandes entreprises. Un candidat dont le nom a une consonance maghrébine a 25% de chances en moins d'obtenir une réponse. Discrimination plus faible concernant lieu de résidence.

Théorie monétaire du surinvestissement, Böhm-Bawerk, Hayek, Wicksell

Formulée par Friedrich A. von Hayek (prix Nobel 1974), elle s'appuie sur les travaux de Wicksell et Böhm-Bawerk. Selon ce dernier, l'investissement doit être conçu comme un détour de production, plus ou moins long selon le coût d'opportunité des agents à consommer, dont le taux d'épargne est le révélateur. En situation d'équilibre, la structure temporelle de production choisie par les entrepreneurs correspond au désir d'épargne des consommateurs. L'équilibre peut être rompu si de la monnaie sous forme de crédits, est injectée dans l'économie. Cette injection provoque un bouleversement de la structure des prix, en particulier, une baisse des taux d'intérêt du marché sous le taux naturel, selon la théorie wickesellienne. Cette baisse entraîne à son tour une hausse de l'investissement, au-dessus de son niveau d'équilibre, lequel est déterminé par l'épargne. ce surinvestissement au sens où les biens d'équipement sont devenus excessifs par rapport à la demande de biens et services est financé par ce que Hayek appelle l'épargne forcée. La cause fondamentale du retournement conjoncturel est le tarissement de cette source artificielle d'épargne. l'économie doit alors traverser une période de chômage et de réajustements pour que puissent se rétablir les équilibres rompus par une politique monétaire " laxiste ".

D. CONFIANCE, INCERTITUDE ET ANTICIPATIONS

Anticipations statiques :

$$x_{t+1}^a = x_t$$

Anticipations extrapolatives :

$$x_{t+1}^a = f(x_t, x_{t-1}, \dots)$$

Anticipations adaptatives, P. Cagan (1956)

$$x_{t+1}^a = \lambda x_t + (1 - \lambda)x_t^a \text{ avec } \lambda \in [0,1]$$

Anticipations rationnelles, J. Muth (1961)

$$x_{t+1}^a = x_{t+1} + \varepsilon \text{ avec } E(\varepsilon) = 0$$

$\varepsilon \Leftrightarrow$ au bruit, quelque chose qui vient biaiser un signal, une information, qui fait que cette dernière n'est pas parfaite.

Anticipations autoréalisatrices, Azariadis (1981), Guesnerie (1984)

Pour qu'un modèle fonctionne, il suffit que les agents y croient.

Anticipation à rationalité limitée/procédurale, H. Simon

Théorie du satisficing : agents se fixent un niveau de satisfaction minimal à atteindre et retiennent la première solution égalisant ou dépassant ce seuil.

Face à de l'incertitude, l'agent arrête sa décision sur la 1^{ère} solution satisfaisante.

Catherine BERLEUR

Théorie de la quasi-rationalité, Akerlof, Yellen (1987)

Justifie pourquoi les comportements restent inchangés alors que l'environnement évolue un peu. L'ajustement immédiat entraîne un coût faible mais certain alors que le bénéfice retiré de cet ajustement est incertain.

Théorie du risque, Knight, 1921

Distingue l'incertitude du risque :

- Sit° risquée = conséquences possibles peuvent être déterminées en ayant recours au calcul des probas → possible de se couvrir
- Incertitude : sit° singulière qui ne peut pas être comparée à des cas similaires → prévisions reposent sur des éléments subjectifs

Incertitude et chocs exogènes, Bloom, 2014

L'incertitude née de chocs exogènes tels qu'une guerre ou une panique financière est dommageable pour les « investissements à court terme et les embauches » mais elle peut aussi « stimuler l'innovation à long terme »

La confiance selon Michel Aglietta

La monnaie produit à la fois confiance et violence. La monnaie est politique avant d'être économique. La confiance en cette monnaie est l'institution fondamentale de la société, elle participe à la souveraineté. Avoir confiance dans la monnaie, c'est avoir confiance dans le système.

3 formes hiérarchisées de confiance :

- Méthodique : routine des affaires quotidiennes, pas besoin d'accord juridique pour chaque transaction ;
- Hiérarchique : le système des paiements est une structure hiérarchisée : BC > banque de 2nd rang > agents. La BC est donc le pivot du système, qui doit préserver la confiance dans la monnaie
- Éthique : la monnaie ne doit pas être contrôlée par un pouvoir arbitraire. Pour cela il faut que la monnaie soit subordonnée à une confiance éthique. Cette confiance a pour rôle d'affirmer que la société dépend d'un ordre monétaire et que la monnaie est une entité commune permettant de mieux vivre.

La forme supérieure de la monnaie est la liquidité, c'est là que réside la contradiction. D'un côté, elle appartient au collectif en garantissant des changes cohérents. De l'autre, les comportements privés peuvent préférer la liquidité ce qui perturbe les engagements financiers (cf crise financière)

Théorie classique, Smith

La confiance est reliée à la recherche égoïste par chaque individu de la satisfaction qu'il en retire. La confiance est la condition préalable à tout échange économique.

La confiance réputationnelle, D. Kreps (1990)

Le contrat est juridiquement coûteux en cas de conflit. La réputation peut suffire à assurer la confiance. Les agents économiques se fondent sur la réputation d'une personne (liée aux comportements adoptés lors d'échanges précédents) pour entrer en relation avec elle ou non

→ Mécanisme réputationnel très présent dans les économies de plateforme (système de notations et/ou d'avis)

La confiance selon Keynes (TGEIM, 1936)

La confiance tournée vers l'avenir est une condition nécessaire à toute décision d'I. les individus ne sont pas uniquement guidés par l'analyse des faits et des calculs de probabilités. La décision d'I provient de :

- « Esprits animaux » : l'instinctif et spontané
- Le mimétisme : l dépend des autres investisseurs

La confiance selon A. Malézieux

La confiance en l'avenir (= optimisme, foi) doit être distinguée de celle portée aux institutions, directement liée à leur crédibilité.

Etude de C. Bjornskov (2005)

Catherine BERLEUR

Recense des études liant les résultats économiques d'un pays en matière de croissance, d'éducation et de faible corruption au haut niveau de confiance sociale de sa pop° .

Indice synthétique de confiance des ménages de l'INSEE

Indice publié chaque mois depuis 1987 qui permet d'étudier « l'opinion qu'ont les ménages sur leur environnement économique et sur certains aspects de leur situation économique personnelle. »

2000 ménages interrogés au téléphone au cours des trois 1ères semaines de chaque mois ?

HARDIN (2006)

C'est parce que l'on craint son déclin que les sciences sociales s'intéressent à la notion de confiance dans les sociétés modernes.

Robert PUTNAM (1993)

Relie les vertus civiques à la qualité des institutions politiques dans l'Italie moderne → distinction entre régions « civiques » et « inciviques » se caractérise par des institutions de qualité variable

Écarts de développement entre les régions italiennes s'explique par un « capital social » + ou – important

Qualité des politiques publiques et le fonctionnement des marchés viendraient de la capacité à la coopération sociale elle-même dépendante du capital social

Robert PUTNAM (1995)

Applique le même raisonnement aux EU : déclin progressif mais continu du capital social aux EU qui entrainerait dans sa chute la participation démocratique et donc finalement la qualité de la vie publique

Capital social (PUTNAM) : « les traits de la vie sociale – réseaux, normes et confiance – qui facilitent la coopération et la coordination pour un bénéfice mutuel » ou « les réseaux qui relient entre eux les membres d'une société et les normes de réciprocité et de confiance qui en découlent » (2007)

Distinction entre confiance et capital social : indicateurs de capital mêlent les indicateurs de confiance et ceux de l'intensité et de la richesse de la vie sociale et civique.

Ex : confiance dans le gouvernement local, croyance des individus dans la capacité à agir pour le bien commun, participation financière aux œuvres de charité, etc.

FUKUYAMA (1995)

Relie notion de confiance à celle de performance macroéconomique : confiance entre les individus est le facteur essentiel du dynamisme économique d'une nation.

→ Confiance est un trait culturel national quantifiable et bienfaisant

Alan Greenspan au Congrès américain le 23 octobre 2008 :

« Ceux d'entre nous qui croyaient, comme moi, que les institutions financières avaient un intérêt propre à protéger la valeur des titres de leurs actionnaires sont dans un état de choc et d'incrédulité ».

→ Si cette confiance est trahie, c'est le système économique dans son ensemble qui peut dérailler.

COLEMAN (1990)

Une relation de confiance réciproque se renforce mutuellement pour chaque partie, car chaque partie a une incitation propre à être fiable.

WILLIAMSON (1993)

« Confiance stratégique » : à la fois rationnelle (dépend d'un calcul, qui peut s'avérer faux et la confiance est alors trahie) et relationnelle (suppose un autre bien identifié en qui croire ou non).

USLANER (2002)

Catherine BERLEUR

La confiance n'est pas stratégique, mais de nature morale. Elle est héritée et transmise par socialisation et non acquise par expérience.

« Confiance-moralité » : variante la plus construite théoriquement de la « confiance généralisée »

LEVI (1998)

Seuls les individus peuvent être confiants, mais que les institutions peuvent être dignes de confiance. Ainsi, on peut observer un déclin dans la fiabilité des institutions, qui entraînera éventuellement une baisse de la confiance dans les institutions : le concept clé est donc ici celui de « fiabilité institutionnelle » et il paraît fondé théoriquement.

La critique de Lucas (1976)

Critique méthodologique des modèles économiques de l'époque.

Fait directement suite à son article de 1972 "*Expectations and the Neutrality of Money*". Fondateur du nouveau cadre de pensée qui permet l'apparition de la NEC (Nouvelle Economie Classique). Systématise l'utilisation des anticipations rationnelles + hypothèses de marchés soldés continuellement (ce qui implique des prix parfaitement flexibles) + hypothèse d'offre globale. De plus, Lucas compose avec l'imperfection de l'information ce qui constitue, également, une grande nouveauté.

La critique quant à elle, aura un grand retentissement avec l'application quasi-directe par des auteurs Comme Kydland, Prescott, Sargent ou encore Wallace. Elle réside principalement dans l'affirmation que les agents ne changent pas de comportement à l'annonce d'une politique économique. Critique le fait qu'on s'appuie sur le passé plutôt que sur la réaction des agents pour légitimer une réforme. Suggère l'utilisation de modèles structurels.

L'indicateur EPU (Baker, Bloom, Davis 2015)

EPU = Economic Policy Uncertainty. L'indicateur est novateur et amène beaucoup pour l'étude économique car il synthétise une information difficile à mesurer : l'incertitude.

Il est calculé pour les plus grandes économie et un site le calcule tous les mois.

3 éléments sont pris en compte : i) news index = détecte certains mot clés (comme "incertitude") dans une sélection fixe de journaux du pays ii) dispositions fiscales temporaires (utilisé seulement aux USA) iii) observe les écarts entre les prévisions économique et la réalité.

Outil statistique relativement complexe. Très utile pour comparer d'un pays à l'autre, chiffre qq chose de difficilement mesurable = déjà un gros crédit.

Qq limites notamment l'inexistence du critère fiscal ailleurs qu'aux USA + neutralité des Etats dans le calcul discutable + le volume d'article parus sur un sujet n'est peut être pas véritablement proportionnel à la situation (même si la gestion médiatique d'un sujet influence globalement la population).

CROISSANCE, DEVELOPPEMENT ET INNOVATIONS

A. LES CYCLES ECONOMIQUES

Cycle économique : alternance régulière entre période d'expansion et de contraction économique. Un cycle économique consiste en des « phases d'expansion se produisant simultanément dans de nombreuses branches de l'économie, suivies de phases de récession, de contraction et de reprise tout aussi générales. » (Burns et Mitchell, 1946). Il existe 4 phases dans un cycle économique :

- Expansion : aug° de la demande, de la pd°, des emplois et des I
- Crise : retournement brutal de la conjoncture
- Récession : période d'au moins 2 trimestres consécutifs où l'économie recule
- Reprise

ENS : mouvements conjoncturels réguliers et répétitifs. Il existe des cycles d'ampleur et de durées différentes, mais tous comprennent une phase de croissance suivie d'un retournement (crise) puis d'une phase récessive suivie d'une reprise.

Les cycles économiques selon Burns et Mitchell (1946)

Cycle économique consiste en des « phases d'expansion se produisant simultanément dans de nombreuses branches de l'économie, suivies de phases de récession, de contraction et de reprise tout aussi générales. »

Les cycles de Juglar (1862)

Premier à étudier les cycles économiques. Il montre la récurrence des crises en France, au RU et aux EU.

Les banques sont à l'origine des crises en finissant par octroyer trop de prêts ou d'avances aux entreprises qui ne peuvent rembourser. Ces cycles durent 5 à 10 ans.

Les cycles économiques de J. Kitchin (1923)

Un cycle économique dure 40 mois en raison d'une hausse trop importante des stocks des entreprises conduisant à 1 déséquilibre

Les cycles de Kondratiev (1926)

Cycle long de 40 à 60 ans. Lors de la phase ascendante, la hausse de l'épargne augmente les possibilités d'investissement des entreprises qui répercutent ces coûts sur les prix des produits. L'offre devient alors supérieure à l'offre, les emprunteurs peinent à rembourser et la crise débute.

Cycle et innovation, Schumpeter (1939)

L'ensemble des cycles (Juglar, Kitchin, Kondratiev) se conjuguent et se superposent. Le cycle provient de l'innovation : une innovation décisive crée des « grappes d'innovations » secondaires qui attirent les capitaux et entretiennent la croissance pendant 20-30 ans. Après diffusion des innovations, la croissance stagne.

L'oscillateur de Samuelson (1939)

L'objectif du modèle mis en place par le post-keynésien Paul Samuelson est de montrer que la combinaison du multiplicateur keynésien et de l'accélérateur d'investissement entraîne des cycles (oscillation) endogènes à la croissance.

En effet, le revenu national est fonction de la consommation (C), de l'investissement (I) et de la dépense d'Etat (G). La dépense de consommation est fonction du revenu antérieur, compte tenu de la propension à consommer. L'I est fonction de la variation de consommation compte tenu de l'accélérateur.

Catherine BERLEUR

L'auteur envisage donc, selon les valeurs de la propension notamment, différente façon d'imaginer la croissance. Les variations rapides induites par l'accélérateur simple laissent penser que le revenu national peut varier de manière ample autour de son niveau d'équilibre et donc créer des cycles (endogènes donc). Les modèles complexifiant l'accélérateur de Goodwin notamment remettent en partie en question le modèle simpliste de Samuelson.

Il faut toutefois reconnaître au modèle la qualité d'imaginer des cycles endogènes bien avant les théories de croissance endogènes des années 1980 (vues en cours).

La théorie des cycles réels, Kydland & Prescott (1982)

L'objectif de la théorie est d'expliquer la formation de cycles économique sans passer par la vision keynésienne de la chose, à savoir les variations de la demande effective. Dans ce dessein, les deux auteurs E. Prescott et F. Kydland ont comparé les situations des crises pour tenter de généraliser un principe.

L'idée sur laquelle ils débouchent est la suivante : les chocs de productivité entraînent nécessairement des hausses et baisses de la production dans le temps. Seulement, cela est accentué par le problème de substitution intertemporelle par les employés de leur temps de loisir et de travail. En effet, comme vu dans le chapitre sur le marché du travail, les travailleurs font varier leur offre de travail en fonction du salaire réel.

S'il y a un choc négatif de productivité sur les machines alors les E produisent moins et payent moins les salariés, incités alors à travailler moins (dans l'espoir de travailler + et gagner + quand les salaires remontent). De cette manière, la crise prend forme et le chômage s'impose.

L'explication des cycles est alors bouclée, et la théorie néoclassique a trouvé sa réponse. On peut certainement faire le lien avec la théorie des grappes d'innovations qui légitime les chocs de productivité.

Stagnation séculaire, Hansen (1938)

Imagine le concept de « stagnation séculaire » : EU sont entrés depuis la crise de 29 dans une phase descendante du cycle de Kondratiev causée par un ralentissement démographique et un déséquilibre $S > I$ mais forte croissance de la guerre à 1973.

La théorie des cycles réels, Plosser, 1983

But : créer un modèle simplifié de l'économie permettant d'expliquer l'évolution de séries chronologiques réellement observées → étend l'analyse des modèles néoclassiques de base aux fluctuations

- ⇒ Les cycles économiques peuvent être liés à la permanente adaptation des agents producteurs et consommateurs suites à des chocs imprévus sur la technologie, en f° de leurs préférences et de leurs contraintes
- ⇒ Δ° de l'emploi, du produit, de la c° ne sont pas forcément à corriger dans la mesure où elles sont des réponses optimales au taux de croissance aléatoire du progrès technique → intervention de l'État peut être déstabilisante
- ⇒ Recherche du plein-emploi devient absurde dans la mesure où l'économie se situe toujours à son niveau optimal → politiques de l'N devraient avant tout corriger les rigidités empêchant cet ajustement automatique des marchés
- ⇒ Fluctuations sont inévitables et souhaitables dans une économie dynamique puisqu'elles sont la preuve de l'adaptation des agents → polq de stabilisation non souhaitable

B. ÉDUCATION ET FORMATION

Enquête PISA de l'OCDE, décembre 2019

Enquête Pisa sur les performances des systèmes scolaires réalisée dans 79 pays, auprès de 600 000 élèves de 15 ans. Le score moyen des élèves français est de 493 points, soit légèrement au-dessus de la moyenne de l'OCDE (487 points). En revanche, la France connaît de fortes inégalités sociales dans son système scolaire avec un écart de 107 points entre les élèves des milieux les plus favorisés et les plus défavorisés, soit bien au-dessus de l'écart moyen de l'OCDE (89 points).

Catherine BERLEUR

→ Performances des élèves fortement liées à leur milieu d'origine

Parmi les élèves d'un milieu défavorisé, 20% de ceux qui ont de bons résultats n'envisagent pas de suivre des études supérieures.

Inégalités et sous-investissement, Galor et Zeira (1993)

En présence d'imperfections du marché des capitaux et de frais fixes à l'éducation, les pauvres investissent moins lorsque les inégalités augmentent et notamment dans l'éducation et l'entrepreneuriat. Le fait que les agents les + pauvres ne puissent pas faire certains investissements rentables réduit la croissance et la rend inégalitaire. Ce genre d'économies est caractérisé par des « trappes à pauvreté » : les familles qui sont initialement pauvres demeurent pauvres.

The Trouble with Human Capital Theory, Blair Fix (2018)

La théorie du capital humain explique simplement le raisonnement suivant : plus on fait d'étude, plus on est productif, mieux on est payé. L'auteur anglais Blair Fix remet en question le lien études ⇒ hausse de salaire.

En effet, pour lui le niveau de salaire ne dépend en rien de la productivité des individus ni de leur niveau d'étude mais plutôt de leur hiérarchie dans l'entreprise. En effet, un informaticien très diplômé peut parfois être moins bien payé que son chef qui pourtant, a fait moins d'études. Le rang social joue donc + dans la fixation du salaire que le nombre d'années de formation individuelle. Il appuie sa théorie par six études sur des entreprises variées (USA, Pays-Bas, Portugal, RU...)

La culture, les institutions et la croissance

Il existe des études empiriques mettant en évidence une corrélation entre la croissance, les institutions et la culture. J. Robinson met en avant le rôle des institutions et de la culture dans le développement des infrastructures et la capacité de l'Etat à faire respecter la protection des innovations. Cette approche est complétée empiriquement par des auteurs comme D. Acemoglu, S. Johnson et J. Robinson (2000) au travers de leur étude sur l'impact des différences institutionnelles dans les ex-colonies sur la croissance. Ils observent que les institutions instaurées par les colons ont impacté le développement des pays après la décolonisation. D'autres, comme A. Glaeser et E. Shleifer (2002) mettent en avant le rôle des règles de droit au travers de la comparaison des performances entre les pays de droit romain et ceux du common law. D'autres ont nuancé l'impact des facteurs culturels en montrant notamment que l'influence de la religion n'était pas significative dans le développement de l'économie de marché. En 2014, D. Cantoni n'observe pas de différence de croissance entre les villes allemandes catholiques et protestantes, remettant ainsi en cause le paradigme de M. Weber sur "l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme" (1905) qui fonde l'essor du capitalisme sur le protestantisme.

La croissance endogène selon Lucas : le capital humain, 1990

Il mise principalement sur la formation intensive des salariés qui vont stocker les connaissances, c'est à dire qu'il y aura un processus d'accumulation du capital humain par tous les individus et jouera à la faveur d'une productivité collective efficace. Le salarié s'améliore par la formation, stock du capital humain, une nouvelle technologie apparaît, formation du salarié, hausse de ses connaissances et hausse de sa productivité. Il y aura aussi des externalités positives qui se répandront dans le tissu industriel grâce aux formations que les salariés ont reçu et vont améliorer à nouveau la productivité générale et donc la croissance.

- ⇒ Un effort constant de formation engendre un taux de croissance constant de l'économie → croissance économique ne meurt pas contrairement au modèle de Solow
- ⇒ Spécialisation engendre des inégalités et des différences puisque pd^o favorise capital humain → cercles vertueux dans pays riches et cercles vicieux dans pays pauvres
- ⇒ Justifie intervention de l'État pour favoriser externalités qui sont bonnes pour tous

La croissance endogène selon Barro : le capital public

Insiste sur le capital public qui a une fonction fondamentale notamment si ce capital est investi dans :

1. L'éducation (améliore en même temps le capital humain),

Catherine BERLEUR

2. Les infrastructures comme dans les transports qui permet, selon l'expression, de réduire la distance et le temps entre les pôles économiques.
3. La recherche fondamentale, car il ne faut pas toujours attendre que le secteur privé investit dans des recherches longues, coûteuses et parfois peu fructueuses alors que l'État peut le faire au nom de la collectivité. L'État peut intervenir aussi dans les très gros projets économiques comme Air Bus, sans qui, cette entreprise mondiale n'aurait pas vu le jour sans le concours et le soutien de (des) l'État.

Hypothèses :

- État achète biens intermédiaires au secteur privé pour les utiliser dans la pd^o de biens publics purs
→ même fonction de pd^o pour tous
 - Biens publics purs : non exclusifs et indivisibles (non-rivaux) → externalités profitent à tous
- ⇒ Rôle des dépenses publiques et des infrastructures nationales en tant que facteur de pd^o au même titre que le travail ou la capital → nécessité de leur promotion
- ⇒ Rôle de l'État et de la politique économique qui internalise des externalités → favorise croissance durable et soutenue

Limites :

- Dépenses publiques pas intégrées en termes de stock d'infrastructures mais en flux alors que l'impact des biens publics dépasse la période de pd^o
- Modèle sensible au paramètre et ntmt au rendement unitaire du capital public et privé combiné

Récession à Hong Kong et instabilité politique

-3% au 3^e trimestre 2019 après -0,4% au 2^e

Intéressant sous l'angle de la croissance endogène ⇒ croissance auto-entretenu. **Étude de Barro, 2000** ⇒ stabilité politique comme 1^{ère} source de croissance endogène (avec l'infrastructure). Ici Hong Kong donne un bon exemple pour la stabilité politique.

La croissance endogène selon Romer : l'accumulation des compétences

Le progrès technique est réintégré au cœur de la croissance, ce n'est plus un « résidu » par rapport à l'apport des facteurs de production traditionnels considérés endogènes (ressources naturelles, capital, travail). C'est le modèle fondateur de Paul Romer qui rend endogène l'innovation car il la fait dépendre du comportement, des initiatives et du développement des compétences des agents économiques. L'innovation est alors une activité à rendement croissant qui augmente le stock de connaissances, et le « débordement » de ces connaissances finit par être bénéfique à tous, au lieu de se limiter à la firme innovante. Les firmes sont alors interdépendantes, la « course à l'innovation » de chaque firme profite à l'ensemble des firmes et tire l'économie vers la croissance.

→ L'investissement en capital technologique, c'est à dire du capital par exemple informatique qui améliore le capital productif matériel (machine), va produire une accumulation de connaissances, des gains de productivités, qui seront à leur tour incorporés dans le capital technologique plus moderne (etc.) et cela dans un processus constant. C'est l'apprentissage par la pratique.

- ⇒ Connaissance est un « bien » non exclusif et partiellement non appropriable
- ⇒ Pblm du financement de la recherche est que la firme égalise son C_m à son gain marginal privé inférieur au gain marginal social → $R\&D$ = externalité
- ⇒ Connaissance est un produit joint au K et au L : plus on produit, mieux on sait produire
- ⇒ Croissance autorise I qui aboutit à des innovations technologiques permettant d'augmenter nos connaissances ce qui engendre une croissance supplémentaire
- ⇒ Croissance engendre croissance et nous éloigne de l'état stationnaire de Solow

La définition et l'importance des institutions (D. North 1990)

Douglass North est un économiste membre du courant institutionnaliste. En effet, les institutions — qu'il définit comme étant des « contraintes humainement conçues qui structurent les interactions politiques, économiques et sociales » — sont essentielles à la croissance économique.

En garantissant les droits de propriété, elles permettent une baisse des coûts de transaction (R. Coase) et de ce fait une hausse de la croissance. Les institutions représentent le moteur essentiel de la croissance. Ce sont l'ensemble de

Catherine BERLEUR

règles et d'organisations chargées de les faire respecter. Pour North, un coût de production ne se compose pas uniquement des coûts de transformation, il y a également des coûts de transactions (collecte d'informations et passation des contrats).

Le modèle d'arbitrage (entre rendement et risque), Mingat et Eicher

Les individus de mêmes capacités ne choisissent pas les mêmes études. Cette différence est directement liée à leur origine sociale. Avant d'entamer un cursus scolaire, la théorie suppose ici que les individus procèdent à un calcul avantages-coûts pondéré par la probabilité de réussite. Elle pose alors comme hypothèse que les étudiants issus de milieux défavorisés accorderont un poids plus important au risque que les autres. Les conséquences d'un échec, voire d'un simple redoublement, ne sont pas valorisées de la même façon par tous les individus. L'intérêt du modèle d'arbitrage entre rendement et risque est donc d'explicitier des choix différents de cursus sur des critères sociologiques.

Théorie de la reproduction, Bourdieu et Passeron

Le système éducatif, fonctionne comme s'il servait à reproduire la domination de la " classe dominante ". Sous couvert de neutralité et d'égalité des chances, l'institution scolaire conduit à exclure les enfants des classes populaires, « classes dominées ». Le système exerce, en effet, un « arbitraire culturel » permettant cette sélection. L'école valorise et légitime une culture dite savante acquise en dehors de ses murs par la classe dominante. Cette " violence symbolique " exercée par le système éducatif est à l'origine des écarts entre les taux de réussite des enfants. La démocratisation de l'école a des effets pervers. L'exclusion s'opère via la dévalorisation des diplômes.

Théorie du signal, Spence

La théorie du signal est un prolongement sur le marché du travail de celle du filtre. Les employeurs sont considérés comme étant en asymétrie d'information vis-à-vis des offreurs de travail. Ils disposent de données intangibles telles que le sexe. D'autres, comme le niveau de qualification, peuvent au contraire être modifiées par les individus à la recherche d'un emploi. Le diplôme constitue donc un signal envoyé aux employeurs potentiels. Il reste aux individus à choisir la formation qui permet d'envoyer le meilleur signal, soit celle qui offre le plus de possibilités pour trouver un emploi, soit le meilleur taux de rendement.

Théorie sociologique de l'individu rationnel, Boudon

Les individus procèdent tout au long de leur " carrière scolaire " à des calculs avantages-coûts. Ces calculs s'opèrent non seulement sous la contrainte des coûts matériels mais aussi et surtout sous l'influence de données sociologiques de chaque individu. Le rendement et le risque d'une formation sont valorisés différemment selon la classe sociale. Les choix et les ascendances sociales qui en découlent sont donc différents selon les individus. La faible mobilité sociale s'explique ainsi non comme le résultat de la reproduction d'une " classe dominante " mais comme un " effet de système " engendré par l'agrégation des comportements et stratégies individuelles.

C. CRISES, CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT

Croissance économique mesure l'augmentation de la richesse produite par un pays pendant une période donnée. L'indicateur de la richesse produite est le PIB qui mesure la pd° totale d'un pays. Le taux de croissance correspond à la variation du PIB entre le début et la fin de la période considérée, corrigée de l'inflation. Le taux de croissance est calculé en France par l'Insee, c'est une donnée annuelle ou trimestrielle. Un pays entre en récession lorsque le taux de croissance est négatif pendant deux trimestres consécutifs. La croissance économique conditionne en grande partie les recettes fiscales de la période considérée, puisque celles-ci dépendent des bénéfices des entreprises, des revenus des ménages et de leur consommation.

Croissance est une notion quantitative

Mesures de la croissance, les principales contributions

Catherine BERLEUR

- **Richard Stones et James Meade (1941)** : premier système d'enregistrement méthodique de toutes les opérations, c'est le premier système de compte nat dont dérivent tous les agrégats habituels de mesure de l'activité économique
- **W. Leontief** : élabore tableau des entrées-sorties qui quantifie les échanges entre les branches de l'appareil productif américain et qui permet de ce fait d'analyser la structure
- **A. Sen** : IDH
- **K. Hamilton** : conceptualisé la notion d'épargne ajustée nette ou véritable au sein de la BM. Cet indicateur de développement durable mesure l'évolution dans le temps de la richesse des nations, en prenant en compte la diminution et la dégradation de l'environnement, la dépréciation des actifs produits et les investissements en capital humain
- **W. Rees** : notion d'empreinte écologique que l'OCDE définit comme « la mesure en hectare de la superficie biologiquement productive nécessaire aux besoins d'une pop° humain d'une taille donnée.

PIB : indicateur créé par Kuznets en 1934 afin de donner une mesure quantitative à la pd° agrégée. Mais PIB n'intègre pas ou mal un certain nombre d'activités :

- Pd° souterraine : ensemble des activités de pd° légales volontairement dissimulées au pouvoirs publics
 - o Estimée à 4,4% du PIB français par l'INSEE
- Pd° illégale : concerne des activités illégales et exercées par des personnes non autorisées
- Pd° informelle : activités légales non-déclarées (trop faible importance pour être déclarée, bénévolat, travail domestique, etc.)
 - o Travail domestique représente 35% du PIB français
- Pd° des ménages pour compte propre : activités liées à l'autoc° des ménages

PIB intègre pd° des APU mais à partir du coût de pd°. Plus une adm° serait dispendieuse et inefficace plus elle augmenterait le PIB → non sens

Développement : « combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global. » (François Perroux)

Phénomène lié à la croissance car « aucune croissance observée n'est homothétique ; la croissance s'opère dans et par des changements de structure ».

Notion qualitative

Économie de marché : système d'org° économique et sociale qui prévaut aujourd'hui dans les pays avancés. Il s'est imposé à travers l'avènement du capitalisme qui se confond désormais avec l'économie de marché, dans la mesure où les décisions des agents privés, qu'ils soient producteurs ou consommateurs, y sont en général coordonnées par l'échange marchand décentralisé. Les principales caractéristiques du **capitalisme** sont :

- Propriété privée des moyens de pd°,
- Séparation de ceux qui possèdent les moyens de pd° de ceux qui les mettent en œuvre
 - o Déf° de Proudhon en 1950 : « régime économique et social dans lequel les capitaux, source de revenu, n'appartiennent pas en général à ceux qui les mettent en œuvre par leur propre travail »
- Dynamique d'accumulation du capital productif motivé par la recherche de profits
- Formidable capacité de résistance fondée sur son aptitude à se nourrir d'un flux continu d'innovations et liée à l'intervention des États donc les politiques publiques ont été correctrices

L'économie de marché : un système « naturel », Smith (1776)

Lutte des hommes pour faire face à la rareté n'est pleinement efficace que dans un contexte de liberté des échanges des biens, des services et des facteurs de pd°

Tous les individus sont guidés par leur intérêt personnel

Phénomène de la « Main invisible »

Son apologie du marché avec un grand M intervient dans un contexte de très forte réglementation léguée par la politique mercantiliste, son approche fonde un libéralisme admettant que certaines fonctions soient assurées par

Catherine BERLEUR

l'État et non par le marché et dans ses raisonnements les prix de marché ne peuvent s'écarter durablement de la valeur fondamentale des biens (prix naturel).

L'économie de marché : un système institué, K. Polanyi dans *La grande transformation* (1944)

Montre les implications d'un système où l'ensemble des processus économiques est régi par les seules lois du marché c'est-à-dire l'offre et la demande.

Un tel système impose une situation où existent des marchés pour tous les éléments de la pd° , qu'il s'agisse de la terre, du travail et de la monnaie, et où tous les revenus sont issus du marché.

En devenant une sphère autonome régie par ses propres lois, l'économie s'est désencastrée de la société. Polanyi qualifie ce système « d'autorégulateur ». Il montre que sa mise en place conduit à la destruction des dispositifs traditionnels de protection des individus et laisse ces derniers sans défense face à des mécanismes marchands impersonnels et aveugles. Ainsi, la suppression au Royaume-Uni des anciennes lois sur les pauvres en 1834 a fait naître un marché du travail libre, c'est-à-dire non réglementé, plaçant les travailleurs dans une situation de forte précarité. L'économie de marché, que Polanyi qualifie de « fabrique du Diable », est alors apparue dans toutes ses dimensions à l'issue d'un processus historique et politique qui n'a rien de « naturel ».

L'économie de marché : un « ordre spontané », Hayek

Selon Hayek, les processus de marché sont inscrits dans l'ordre des choses, à la différence de Polanyi pour qui ils sont institués. Les prix qui se forment sur le marché agissent comme des signaux orientant les comportements des agents et déterminant ce qui doit être produit, comment le produire et en quelle quantité. Si on laisse jouer ces mécanismes, si on observe ces signaux, cela débouche spontanément sur un ordre et non sur le chaos. Sa notion « d'ordre spontané » est dans la droite ligne de la métaphore de la main invisible. Cet ordre est supérieur à tout autre en termes d'efficacité. Quant à la justice sociale, elle ne saurait être un objectif, sous peine de s'engager sur « la route de la servitude » (titre de son ouvrage de 1944). Si le gouvernement cherche à corriger les effets jugés indésirables du fonctionnement de ces règles du jeu, il est amené peu à peu à contrôler toute la vie de la société et à supprimer les libertés fondamentales. Hayek a donc argumenté en faveur d'un libéralisme radical et intransigeant, niant quasiment toute légitimité à l'action de l'État dans la sphère de l'économie.

Un système qui n'a pas la capacité de s'autoréguler, Keynes

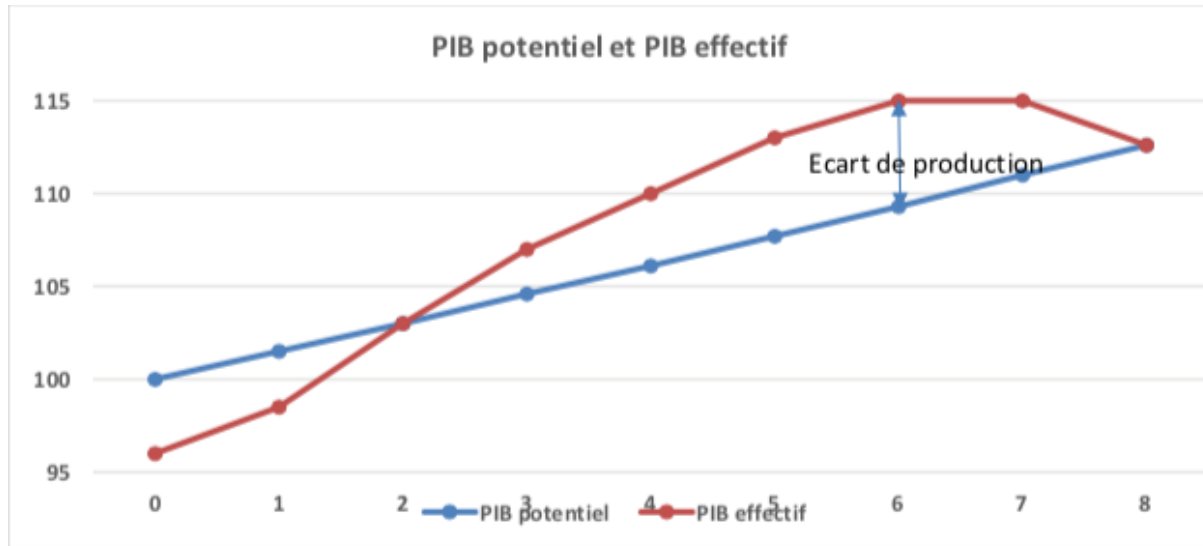
Cette analyse sert de fondement aux différentes formes « d'économie mixte » mises en œuvre dans les Pays développés à économie de marché (PEM). Dans l'optique de Keynes, les mécanismes de l'échange marchand restent les ressorts fondamentaux de la dynamique économique. Mais il faut les encadrer par des mesures qui en corrigent les effets les plus néfastes et en complètent les lacunes. Si le marché doit rester au cœur du système économique, il faut en compléter les mécanismes en instituant à sa périphérie des protections mettant en œuvre d'autres principes de coordination et de régulation des activités.

En revanche, rejetant toute problématique réformatrice, le courant initié par K. Marx (1818-1883) prône l'éradication complète des mécanismes marchands et leur remplacement par une planification autoritaire et centralisée des activités.

PIB potentiel : volume de production pouvant être réalisé sans entraîner de tensions sur les prix, compte-tenu des facteurs de pd° (travail et capital) disponibles. Toutes choses étant égales par ailleurs, les w accélèrent lorsqu'une progression de N supérieur à celle de la pop° active conduit le taux de chômage au-dessous du NAIRU. Il est admis que toutes choses étant égales par ailleurs, les prix de vente accélèrent lorsque le taux d'utilisation des capacités dépasse un certain seuil.

PIB qui correspond à ces seuils de taux de chômage et de taux d'utilisation des capacités de pd° . Il dépend du stock de kal en place, de la md° et de l'efficacité avec laquelle ces deux facteurs de pd° sont utilisés (PGF).

C'est une mesure de « l'offre de pd° » et le PIB effectif dépend à la fois de cette offre et de la « demande » tant celle des ménages. Si la demande excède l'offre, les prix augmentent ce qui ralentit la demande et ramène le PIB effectif vers le PIB potentiel. Cet écart est appelé « écart de production ».



Croissance potentielle : désigne taux de croissance du PIB potentiel

Croissance et PIB potentiels doivent être estimés.

La croissance potentielle est la croissance qu'un pays peut espérer atteindre sur le long terme. On parle de croissance soutenable c'est à dire qui ne provoque pas d'inflation. Cette croissance dépend de plusieurs facteurs :

- D'une part, le facteur travail peut contribuer à la croissance potentielle grâce à trois éléments : en augmentant la main d'œuvre, cela permet d'avoir plus de travailleurs et donc de produire plus et plus rapidement. On joue donc sur la **quantité de travail**. La croissance potentielle d'une économie dépend aussi de la durée du travail : plus celle-ci est importante plus le taux de croissance potentielle le sera également, et inversement.
- D'autre part, le **facteur capital** joue lui aussi un rôle dans la croissance potentielle : l'augmentation des investissements des entreprises dans le capital fixe entraîne une augmentation des moyens de production ainsi les entreprises peuvent produire davantage. L'investissement des entreprises dans le capital humain, c'est à dire les savoir et savoir-faire des employés apporte de nouvelles solutions qui peuvent aider la croissance potentielle (en augmentant la productivité du travail),
- Enfin, le **progrès technique** et plus précisément les innovations de procédé, autrement dit l'arrivée de nouvelles méthodes de production ou l'amélioration de l'efficacité des méthodes existantes permettent d'améliorer la croissance potentielle.

Croissance potentielle en France et dans le monde

Après avoir longuement débattu sur les conséquences de la crise de 2008-2009 sur la croissance potentielle, à travers un éventuel affaiblissement durable des effets du progrès technique, les organisations internationales et les gouvernements retiennent de plus en plus souvent pour les années à venir une progression de la productivité globale des facteurs seulement un peu plus faible que celle observée dans les années précédant la crise.

En 2018 croissance potentielle selon \neq organismes (OCDE, FMI, CE)

- France : entre 1,2 et 1,4%
- Zone Euro : environ 1,4%
- All : 1,4-1,7%
- Italie : <0,5%

L'écart de pd° (négatif) est estimé à 0,3% en France en 2018. En 2018, l'écart de production de la France est compris entre - 0,3 et + 0,4 % du PIB selon les différentes estimations ; il est donc voisin de zéro.

La croissance potentielle en France, DG Trésor septembre 2017

Le diagnostic économique prend souvent appui sur les notions de **croissance potentielle** et d'**écart de pd°** (ou d'*output gap*), indicateur qui rend compte de la position de l'économie dans le cycle. Ces notions sont également

Catherine BERLEUR

importantes pour le pilotage des finances publiques, dans la mesure où elles déterminent le partage du solde public entre ses parts structurelle et conjoncturelle.

L'utilisation de ces notions pour la conduite de la politique économique est néanmoins rendue difficile par **l'incertitude** qui entoure leur estimation. En **2007** par exemple, la plupart des analystes estimaient que *l'output gap* était légèrement négatif alors que désormais on estime qu'il était à l'époque très positif et donc que l'économie était en haut de cycle. Alors qu'avant la crise de **2008** la croissance potentielle de l'économie française était de l'ordre de 2 %, elle serait autour de 1 ¼ % entre 2017 et 2020. Ce ralentissement s'explique principalement par celui de la **productivité globale des facteurs** (PGF), ainsi que par une moindre contribution du capital. Le diagnostic sur la PGF est commun à l'ensemble des pays avancés et pourrait refléter à la fois une tendance générale de ralentissement du progrès technique et les conséquences durables de la crise de 2008. L'écart de production atteindrait lui environ **-1,5 pt en 2016**, suggérant une capacité de rebond temporaire de la croissance de l'économie française au-delà de la croissance potentielle. **Les politiques publiques** sont susceptibles d'affecter favorablement la croissance potentielle en abaissant le chômage structurel et en augmentant la productivité et l'investissement. Ce peut être le cas par exemple de réformes portant sur le marché du travail et la formation, ou le soutien à l'innovation.

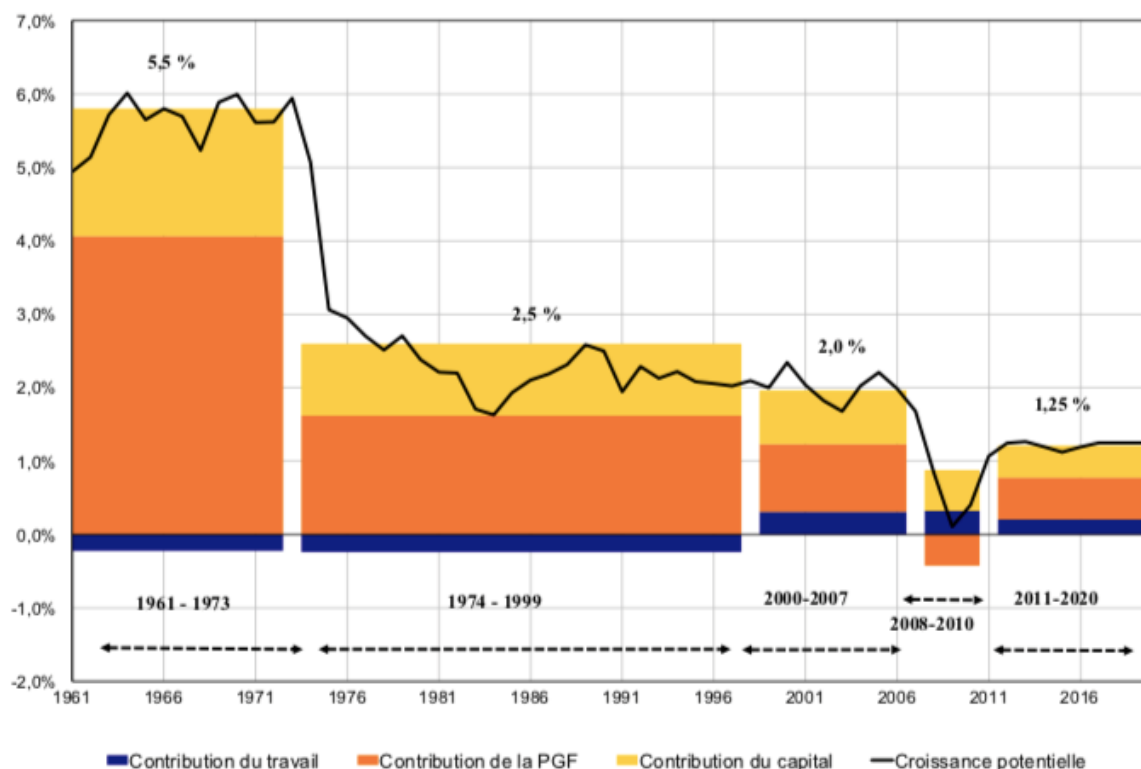
Le PIB potentiel est généralement défini comme le volume de production de biens et de services que peut atteindre durablement une économie en utilisant pleinement ses capacités, mais sans créer de tensions inflationnistes. La **croissance potentielle** est le taux de croissance du PIB potentiel. **L'output gap** (ou **écart de production**) mesure l'écart entre le PIB effectif et son niveau potentiel et reflète ainsi **la position de l'économie dans le cycle**.

La croissance potentielle et *l'output gap* sont des éléments déterminants pour le **diagnostic économique**, qui peuvent être mobilisés dans le cadre des prévisions économiques. Si par exemple *l'output gap* d'une économie est en terrain négatif, comme c'est actuellement le cas pour la France (-1,3 % de PIB potentiel en 2016 selon la Commission européenne), c'est qu'il existe une capacité de rattrapage, et que l'économie devrait à moyen-terme être en mesure de croître temporairement au-delà de son taux de croissance potentielle afin que *l'output gap* se referme.

L'estimation de *l'output gap* et de la croissance potentielle permet aussi de piloter la **politique budgétaire** à travers les cycles économiques, en décomposant le solde public entre ses parts structurelle et conjoncturelle. Le solde structurel est le solde qui serait observé si le PIB était égal à son potentiel et correspond donc au solde public corrigé des effets du cycle économique. Les recettes fiscales étant en grande partie dépendantes de l'activité, si le PIB est par exemple au-dessous de son niveau potentiel, les administrations publiques reçoivent moins de recettes. Leur solde conjoncturel est alors négatif, ce qui signifie que le solde structurel est moins dégradé que le solde effectif. La croissance potentielle et *l'output gap* ne sont pas observables directement, leur **mesure est donc incertaine**, et elles sont difficiles à prévoir.

L'estimation de la croissance potentielle est elle aussi incertaine, en particulier en prévision. Toutefois, la croissance potentielle ne peut pas durablement s'écarter de la croissance observée, ce qui limite l'éventail des estimations possibles. Une estimation de croissance potentielle qui serait par exemple systématiquement supérieure à la croissance effective conduirait à une augmentation continue de *l'output gap*, ce qui montrerait que la méthode d'estimation ne parvient pas à rendre compte des cycles économiques.

Par ailleurs, plusieurs approches peuvent être utilisées pour estimer la croissance potentielle, ce qui peut conduire à des résultats différents : approche structurelle basée sur une fonction de production, approche semi-structurelle enrichie d'équations économétriques, approche directe à partir de données conjoncturelles, utilisation de filtres statistiques.

Graphique 3 : Croissance potentielle et contributions moyennes des facteurs depuis 1961

Note de lecture : sur la période 1974-1999, la croissance potentielle est en moyenne de 2,5 %, la contribution du facteur travail est de -0,2 % (barre bleue), celle du capital de 1,0 % (barre jaune), celle de la PGF de 1,5 % (barre orange).

Source : Insee, estimations DG Trésor.

Tableau : Hypothèses de croissance potentielle et contributions

	Moyenne 2017-2020
Croissance potentielle	1,25 %
PGF*	0,6/0,7 %
K*	0,4/0,5 %
L*	0,1/0,2 %

Sur la période 2017-2020, la croissance potentielle atteindrait environ 1,25 % et s'expliquerait pour moitié par les facteurs de production et pour moitié par la productivité.

Dans ce scénario, la productivité tendancielle progresserait entre 2017 et 2020 à un rythme inférieur à celui d'avant-crise (0,6/0,7 % par an contre 1,0 % auparavant), sans rattraper le choc en niveau observé pendant la crise.

En effet, malgré un choc important pendant la crise (-3,0 % en cumulé 2008-2009), le rebond de PGF a été jusqu'à présent très faible (0,5/0,6 % par an en moyenne entre 2010 et 2016).

Le ralentissement de la tendance de PGF en sortie de crise peut s'expliquer par des facteurs communs à l'ensemble des économies avancées, comme le **ralentissement tendanciel des effets du progrès technique observé au niveau mondial depuis 1970 (cf. Gordon, 2012)**.

D'autres explications peuvent être avancées : le FMI montre que les fortes récessions sont historiquement associées à des ralentissements de productivité, car elles s'accompagnent d'une mauvaise allocation du capital entre entreprises, d'un ralentissement de l'investissement des entreprises (notamment en R&D et dans les projets les plus innovants, ce qui peut dégrader la qualité du capital et donc la PGF), ou encore d'une hausse des incertitudes. Le ralentissement de l'intégration commerciale et le contrecoup de l'ouverture de la Chine sont également susceptibles d'avoir contribué au ralentissement de la productivité.

Catherine BERLEUR

Un scénario de croissance de la PGF inférieure à sa moyenne d'avant-crise mais légèrement supérieure à la moyenne observée depuis 2010 a donc été retenu. Les réformes structurelles mises en œuvre en fin de quinquennat précédent (notamment réformes pro-concurrentielles et de simplification, réformes sur le marché du travail et le dialogue social) sont favorables à la productivité. Mais leurs pleins effets ne se sont pas encore matérialisés. Le potentiel de rattrapage des entreprises françaises sur les technologies numériques ainsi que la remontée des dépenses privées de R&D avec la montée en puissance du CIR sont également des facteurs de soutien à la PGF.

La tendance de la productivité dépend notamment des performances du système éducatif et de formation professionnelle, des incitations et soutiens à l'innovation ou encore du niveau de concurrence. Le niveau du chômage structurel reflète le fonctionnement du marché du travail, qui peut être amélioré par des évolutions du droit du travail et du dialogue social ou par une baisse du coin socio-fiscal, tandis que la population active dépend notamment des règles du système de retraite. Enfin, l'investissement productif peut être encouragé par des mesures fiscales ou partiellement pris en charge par la puissance publique dans le cas des infrastructures, en soutenant les projets les plus rentables socio-économiquement.

« techno-pessimistes » ntmt Gordon, 2012

Effets du numérique sur la productivité ont déjà été en grande partie observés et donc le ralentissement en cours est amené à se poursuivre.

« Techno-optimistes », cf. Brynjolfsson et McAfee, 2014

Effets du numérique sur la productivité très importants sont en cours et à venir. Les gains de productivité associés à l'économie numérique seraient mal mesurés par la compta nat et les délais de diffusion et d'appropriation à l'ensemble de l'économie des technologies les plus révolutionnaires peuvent être très longs.

Scénario de la Commission Européenne

La Commission considère que la crise n'a pas provoqué de choc à la baisse sur le niveau de la PGF, mais seulement une inflexion de sa croissance (malgré la prise en compte de la partie cyclique du ralentissement de la productivité liée à la sous-utilisation des capacités de production). La crise a donc un effet très important et durable sur le taux de croissance de la PGF. En effet, le fait de lisser une grandeur qui connaît une courte période de crise assimilable à un choc en niveau conduit à abaisser la dynamique post-choc, en absorbant le choc sur une longue durée.

Un choix différent a été opéré ici, en retenant un choc en niveau sur la productivité pendant la période 2008- 2010 et un ralentissement de tendance post-crise. Le ralentissement de la productivité est donc moins marqué dans nos estimations (croissance de 0,6/0,7 % par an entre 2017 et 2020 contre 0,4/0,5 % pour la Commission). Plusieurs études suggèrent l'existence d'un choc en niveau. La baisse des dépenses intérieures de R&D dans la plupart des pays développés (hormis en France) en 2009-2010 a pu durablement peser sur la frontière technologique mondiale. Par ailleurs, ce choc en niveau peut aussi au moins en partie s'interpréter comme une phase de retour à la normale post-crise financière après une phase de surchauffe, soutenue par la dette et des politiques monétaires relativement accommodantes, en particulier aux États-Unis avec un développement très important des crédits subprimes et l'accumulation de déséquilibres en zone euro entre 2000 et 2007.

Rééquilibrage et croissance potentielle en Chine, DG trésor octobre 2015

Avant crise : très forte croissance tirée principalement par l'accumulation du capital avec des taux d'I élevés grâce à une S abondante

Crise de 2008 → net ralentissement des activités

Mesures de relance ont conduit à une forte hausse de l'I → compensent la faiblesse des X° liée à une demande extérieure moins dynamique mais au prix d'un accroissement des déséq* internes de l'économie

Rdmts marginaux décroissants du capital et une allocation des ressources de – en – efficace après crise se sont traduits pas une efficacité productive moindre et une hausse de l'endettement total.

Fin 2013 : autorités s'engagent dans la voie du rééquilibrage vers un modèle plus soutenable

Estimation de la DG Trésor et de la BdF sur la croissance potentielle chinoise à l'horizon 2030 via une approche par la fonction de production, intègre en les adaptant les derniers développements conceptuels illustrant le rôle des

Catherine BERLEUR

cycles de crédit dans la détermination de la croissance potentielle ; elle prend également en compte l'impact sur la productivité globale des facteurs d'une inflexion des réallocations sectorielles vers les services.

Au final, le ralentissement chinois depuis la fin des années 2000 serait essentiellement structurel. La croissance en 2014 était proche de son potentiel, avec toutefois un output gap légèrement positif. Le repli de la croissance potentielle devrait se poursuivre et pourrait s'avérer plus marqué à moyen terme que ne le prévoit le Consensus. Ces résultats appellent à un calibrage fin de la politique budgétaire, qui pourrait utilement accompagner les transformations structurelles de l'économie et la transition vers une croissance plus modérée et plus soutenable, tout en évitant un ralentissement trop marqué de l'activité.

Croissance potentielle aux EU : vers un affaiblissement durable ? Rapport DG Trésor d'avril 2016

Crise a accentué mouvement de la baisse de la croissance potentielle. Selon la plupart des organismes, celle-ci se situerait en 2016 autour de 1,5-2,0 % contre une moyenne de 2,5 % avant l'entrée dans la crise. La moindre accumulation du stock de capital compterait pour environ 40 % dans la baisse observée de la croissance potentielle. Pris globalement, le facteur travail compterait pour environ 35 % dans la diminution de la croissance potentielle. Finalement, l'évolution de la PGF expliquerait 25 % du ralentissement du PIB potentiel au cours de la crise. La dynamique de la productivité globale des facteurs (PGF) suite à la crise montre un redémarrage très lent des gains de productivité.

Estimations du FMI pour la croissance aux EU, 2019

Prévisions pour 2019 : 2,6%

2020 : 2%

Conjoncture économique aux EU en 2019

1. L'activité est restée dynamique mais la croissance ralentit
 - a. 11^e année consécutive d'expansion depuis 2009 mais seulement 2% de croissance
 - b. Situation favorable du (m) du L soutient la c° des ménages + baisse d'impôts sur les sociétés → dde intérieure
 - c. Stimulus budgétaire décidé par le Congrès en mars 2018 a contribué à soutenir la croissance
 - d. Effets négatifs des tensions commerciales avec un recul de l'I
2. Situation de plein emploi
 - a. 3,7% de chômage en août 2019
 - b. Dynamisme du marché du travail favorise le retour en emploi de personnes auparavant en marge de la pop° active
 - c. Taux d'activité progresse à 63,2%
 - d. Hausse des salaires : +3,2%
 - e. Inflation d'1,7% en juillet, inflation sous-jacente à 2,4% légèrement au-dessus de la cible de la FED (2%)
3. L'effet de la politique budgétaire sur la croissance s'amenuise
4. Retombées des tensions commerciales contribuent à freiner la croissance
5. La FED a baissé ses taux d'intérêt à 3 reprises en 2019 afin de soutenir l'activité face à la détérioration de l'environnement économique
 - a. Baisse portant la fourchette des taux à 1,5%-1,75%
 - b. Accélération durable et persistante de l'inflation devient cond° préalable à toute nouvelle hausse des taux

Crise : du latin « crisis » = manifestation grave d'une maladie

⇒ Sit° de rupture de l'équilibre

Crise économique : dégradat° brutale de la sit° économique et des perspectives économiques qui se traduit par un décalage entre pd° et c° et peut se manifester par une forte aug° du chômage. Moment de retournement du cycle économique. En français, usuellement, le terme crise comporte l'idée, proche du marxisme, qu'une page se tourne et qu'il convient que le capitalisme soit réformé.

Crise boursière : assimilée à une chute brutale des cours boursiers

Catherine BERLEUR

Crise financière : crise touchant le secteur financier

C. Kindlerberger (1996) : théorise 5 phases de la crise financière :

- **Essor** : phase de croissance post-récession et ralentissement
- **Euphorie** : emballement du crédit
- **Paroxysme et retournement** : passage d'euphorie à décroissance, retournement du cycle
- **Reflux et pessimisme** :
 - o Début de crise des Subprimes : baisse brutale du prix du marché immobilier américain
- **Déflation de la dette et restructuration du bilan** : désendettement + contraction de la demande
 - o Désendettement se fait moins vite que contraction de la demande => nombreuses faillites (Lehman Brothers en 2008)

Origine d'une crise : 2 principales conceptions s'opposent :

- **Néoclassiques** : chocs exogènes qui ont un impact sur des marchés efficients qui nécessitent un réajustement plus ou moins brutal
- **Keynésiens** : chocs endogènes, inhérents au système financier instable par déf°. Comportements des agents pas forcément rationnels, et info imparfaite.
 - ⇒ Crises récurrentes et cycliques

L'impact des marchés financiers sur la croissance :

→ Permet la spécialisation de l'économie (cf. manufacture d'épingles, théories des avantages absolus et comparatifs, Smith & Ricardo).

→ Avantage du financement désintermédié (↓ coûts pour créer projets + nombreux et moins coûteux, tout en donnant meilleur rendement aux autres car la marge baisse le taux de ceux qui emprunte et ↑ le rendement de ceux qui placent).

Étude d'A. Maddison : la croissance est un phénomène récent

PIB mondial aurait cru en moyenne annuelle de 0,33% entre 1500 et 1820 contre 2,17% par an entre 1820 et 1992

Agrégats de la CN

Le produit intérieur brut (PIB), le produit national brut (PNB), l'investissement des entreprises (ou formation brute de capital fixe), le revenu disponible des ménages, leur consommation, etc.

Indicateur le plus usité, le produit intérieur brut, qui est l'ensemble des richesses produites chaque année dans une économie donnée, est égal à la somme de toutes les valeurs ajoutées (optique de la production), ainsi qu'à la somme de tous les revenus distribués (optique de la répartition) et à la somme de tous les emplois possibles des ressources créées par les agents résidents (optique de la dépense).

Limites :

- Méthodologiques : difficulté de distinguer inflation de l'aug° des prix liée à l'aug° de qualité, etc.
- Interrogation de fond sur la signification des mesures et en particulier le PIB qui ne prend pas en considération l'état de l'environnement, l'éventail des inégalités sociales donc ne rend pas compte du niveau de bien-être

Paradoxe de la tranquillité (Minsky, 1982)

Crises financières se préparent quand tout va bien

Fintech

Contraction des mots « finance » et « technologie », les fintechs sont des entreprises proposant des services innovants dans le secteur bancaire et financier en s'appuyant sur les technologies numériques.

Lydia a annoncé en janvier 2020 avoir levé 40 millions d'euros ntmt auprès du groupe chinois Tencent.

Catherine BERLEUR

La banque Qonto, qui vise le marché des PME et des professionnels, a aussi annoncé une levée de 104 millions d'euros, également auprès de Tencent et d'autres I.

Stabiliser une économie instable, Minsky (1986)

Lie les innovations bancaires et financières au cycle économique puisque les autorités financières ne peuvent s'adapter assez vite et perdent le contrôle de ces nouvelles innovations.

L'analyse de G. Saint-Paul sur le lien entre croissance et marchés financiers, 1991

Les marchés de capitaux permettent une diminution du risque à travers la diversification financière.

Un autre aspect du rôle des marchés financiers : l'impact qu'ils ont sur les choix technologiques qu'effectue une économie

Les marchés financiers permettent la division du travail, vecteur de croissance, son financement et protègent les agents en les autorisant à diversifier leur portefeuille de titres.

- ⇒ Complémentarité stratégique entre finance et technologique (Cooper et John)
- ⇒ Équilibre avec marchés financiers développés supérieur à celui où ils sont sous-développés
- ⇒ Marchés financiers permettent d'employer des technologies plus risquées, plus productives et en retour les choix technologiques effectués par l'économie affectent les marchés financiers
- ⇒ Libre fonctionnement des marchés financiers, qd même avec des « règles du jeu », est un gage d'une croissance plus durable, plus forte

L'analyse de G. King et R. Levine sur le lien entre croissance et marchés financiers, étude de 1993

Rôle moteur des marchés financiers sur la croissance, l'accumulation du capital et l'amélioration de l'efficacité économique

- ⇒ Un niveau croissant de développement du secteur financier est positivement et fortement associé à des taux de croissance très importants, à une meilleure accumulation du capital physique et à une amélioration de l'efficacité économique
- ⇒ Développement de la finance aujourd'hui est un bon moyen de prévoir croissance des 10 à 30 prochaines années

Modèle Harrod-Domar (1947) : la croissance sur le « fil du rasoir »

Pour Domar, le déséquilibre est la règle. Croissance équilibrée qd elle n'est pas inflationniste, qd elle ne doit pas se situer en-dessous du niveau de croissance potentiel (\Leftrightarrow sous-N). Analyse de l'offre avec fonction de type Leontief (facteurs complémentaires) = les quantités demandées sont fonctions des variations de l'I. \Rightarrow Pour avoir une croissance équilibrée de plein-N, il faut que l'offre et la demande croissent au même rythme.

Pour Harrod, le plein-N est l'exception : intègre à l'analyse précédente le marché du L et met en évidence conséquences induites en termes de N et de U \Rightarrow définit 3 taux de croissance (tx de croissance effectif de l'éco (\Leftrightarrow tx de croissance observé du produit), tx de croissance nécessaire (permet aux entrepreneurs d'obtenir π souhaités en fonction des I désirés) et tx de croissance naturel (\Leftrightarrow tx de croissance de la population active)). \Rightarrow Pour que la croissance soit équilibrée, il faut que les 3 tx soient égaux.

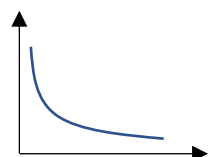
Limites :

- Fausse dynamique
- Déterminants de l'I ne sont pas pris en compte, or ce dernier est au cœur des discussions
- Modélisent une éco complètement réelle sans prendre en compte des éléments centraux de la théorie keynésienne comme la monnaie ou le taux d'intérêt
- Fonction de facteurs complémentaires = nie la possibilité d'adaptation des entreprises ; on nie la possibilité qu'il y ait une substitution entre les facteurs de production.

Modèle de Solow : l'âge d'or de la croissance équilibrée

Hypothèses de base :

- Fonction de production avec rendements décroissants et décroissants avec la forme suivante :

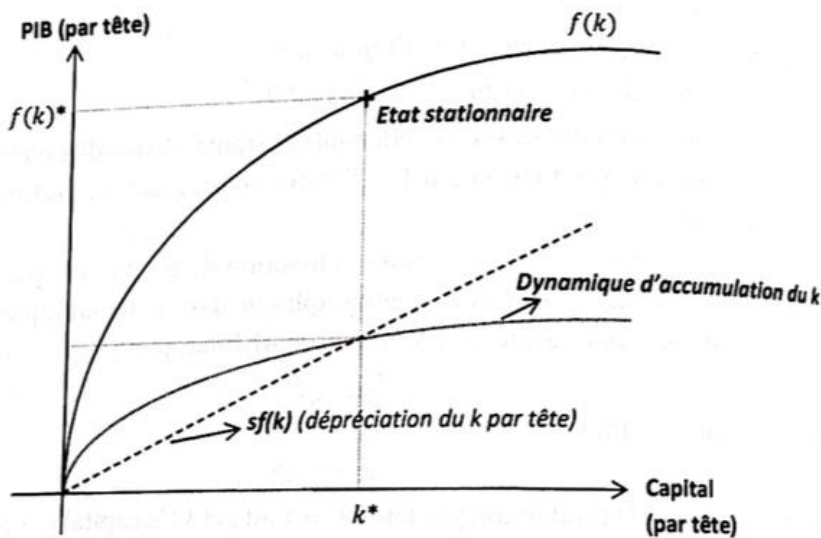


- Bien unique qui peut être consommé ou épargné (S totalement investie) et K se décline
- Modèle dynamique, on peut connaître le sentier d'évolution du K au cours du temps
- L'évolution du L : évolution de la démographie

Modéliser la dynamique de la croissance pour analyser si au plein emploi du facteur travail, la pd° peut continuer à croître indéfiniment par le seul levier du facteur capital disponible. La productivité marginale du capital est décroissante \rightarrow accumulation du capital à terme engendre une pd° sans cesse décroissante si bien qu'à un moment donné, l'accumulation cesse et devient nulle. La croissance du capital entre deux périodes est mesurée par la différence entre le montant de l'épargne et le capital déprécié.

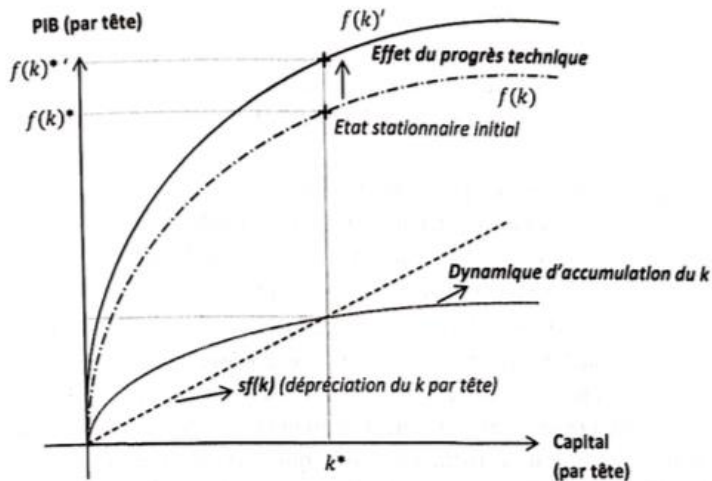
Il existe un niveau de capital k^* où l'accumulation du capital est strictement égale au capital déprécié. A ce niveau k^* , l'économie est à son état stationnaire c'est-à-dire qu'aucun capital supplémentaire ne pourra être efficacement accumulé en raison du rendement décroissant du capital.

Figure 8. Le modèle de Solow



- \Rightarrow Il existe à terme un état stationnaire où l'économie ne peut plus croître efficacement
- \Rightarrow A k^* l'économie est durablement confrontée à la stagnation de la croissance par tête
- \Rightarrow Seule manière de dépasser l'état stationnaire est d'augmenter la PGF
- \Rightarrow PGF = var $^\circ$ de la pd° ne dépendant pas des facteurs de pd°
- \Rightarrow Dépassement de la stagnation séculaire par la PGF assimilée plus tard au PT

Figure 9. L'effet du progrès technique (PGF)



Catherine BERLEUR

➔ Croissance résulte d'une hausse de la pd° de biens et services et est donc directement liée aux facteurs de production (travail & capital). Une augmentation des facteurs de pd° conduit à une aug $^\circ$ de la pd° et donc de la croissance. La pd° peut aussi augmenter grâce à une meilleure utilisation des facteurs de pd° (amélioration de la Pdté globale des facteurs). Solow montre le rôle du progrès dans la croissance : part de la croissance qui n'est pas directement liée à l'aug $^\circ$ des facteurs de pd° est nommé le « résidu de Solow ».

Modèle de la croissance endogène Paul Romer (1986), Lucas, Barro

Explique la croissance par des facteurs endogènes à l'économie (K humain, progrès technique). La croissance est donc liée aux comportements, aux initiatives et au développement des compétences des agents économiques.

4 facteurs influent sur le taux de croissance de l'économie :

- Les rendements croissants grâce aux gains d'échelle,
- L'intervention judicieuse de l'État, notamment par l'I dans des infrastructures
- La recherche-développement, ou innovation, activité à rendement croissant avec un coût d'appropriation minimal,
- La connaissance ou capital humain qui s'accumule.

Analyse d'Aghion et Howitt : impact des innovations industrielles permettant l'amélioration de la qualité du processus de pd° , 1992

Notion d'obsolescence des produits : un produit nouveau remplace un ancien, dont plus personne ne veut

Innovations génèrent simultanément gains nouveaux sur les produits récents et mort des bénéfices associés aux produits anciens

Innovations individuelles (1 personne, 1 entreprise) peuvent être suffisamment importantes pour affecter toute une économie et être à l'origine de la croissance économique. Il faut que les innovateurs soient assurés d'obtenir les gains associés en retour de leurs I càd que les travaux soient protégeables par brevet.

- ⇒ Modélise intuition de Schumpeter de destruction créatrice et de croissance autour de grappes d'innovations
- ⇒ Croissance économique résulte uniquement du PT et spécialement des innovations permettant gains de productivité
- ⇒ Croissance n'est possible que si les chercheurs trouvent à l'innovation un intérêt pécuniaire sous forme d'une rente de monopole

Rapport de l'OCDE 2019

Rapport pessimiste sur la croissance mondiale et les prévisions

2018 : 3,5% de croissance mondiale

Prévisions 2019 et 2020 : 2,9% de croissance mondiale ➔ plus faible depuis crise financière

Le rapport pointe « l'absence de coordination au niveau des échanges et du système fiscal » et « d'orientations stratégiques claires en matière de transition énergétique, le climat d'incertitude continuera de régner, compromettant les perspectives de croissance. »

Rôle des institutions dans la croissance, Xavier Sala-i-Martin (2002)

Institutions sont un déterminant de la croissance : leur capacité à garantir la liberté, la stabilité politique, la santé des habitants, la concurrence ou encore la qualité des infrastructures affecte « l'efficacité de la même manière que la technologie ».

La croissance peut-elle être infinie ?

- **Ricardo, Mill** : économie atteindra à LT un état stationnaire où la croissance ralentit avant d'atteindre 0
- **Say (1803)** : hommes ont une faculté à former des kaux sans limite
- **R. Solow (1956)** : économie converge à LT vers un état stationnaire mais progrès peut continuer à soutenir la croissance. Mais progrès est exogène i.e. extérieur au système économique

L'effet d'hystérèse ou d'hystérisis, Delong et Summers (2012)

L'orthodoxie libérale a tendance à expliquer qu'un choc de demande n'a que des conséquences de court terme contrairement à un choc d'offre, préférable qui augmente la production à long terme. Depuis la crise de 2008 et notamment grâce aux travaux de Lawrence Summers ou Olivier Blanchard, on a observé un "effet d'hystérèse" c'est à dire une perte permanente de production due à l'insuffisance de la demande.

En effet, après la crise, dans beaucoup de pays, la production d'avant Grande Récession n'a pas été retrouvée facilement. Une étude empirique sur 23 pays et les récessions des 50 dernières années a montré que $\frac{2}{3}$ des pays subissent l'effet d'hystérèse.

Cette découverte redonne une vraie cohérence aux politiques conjoncturelles. En effet, la nouvelle école keynésienne (sous l'influence néoclassique) a eu tendance à refuser de simples politiques de relance qui éloigneraient la production de son niveau tendancielle de long terme. Comme le montre L. Summers en 2015, les chocs de demande peuvent non seulement avoir un impact positif à court terme mais également à long terme en permettant le maintien du niveau de production d'avant crise. Affirmer l'existence d'effets d'hystérèse c'est reconnaître une grande efficacité aux politiques de relance et une forte nocivité aux politiques d'austérités (après une crise).

Brad Delong et Lawrence Summers ont explicité en 2012 le fait qu'en présence d'effets d'hystérèse, le multiplicateur budgétaire est supérieur à l'unité.

Croissance dans une période de dette de Reinhart-Rogoff (2010)

En 2010, Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff estiment que dans une économie où le rapport dette publique / PIB est supérieur à 90%, la croissance a tendance à chuter considérablement (on parle de divisée par 2 dans l'article originel). Étant donné que cette théorie est apparue dans les années qui ont suivi la crise de 2007-2008, elle a servi le discours de nombreux politiques en faveur de l'austérité budgétaire.

En 2013, un groupe d'étudiants américains a remis en cause cette théorie, et particulièrement les données chiffrées, dénonçant ainsi le choix de politiques d'austérité dans de nombreux pays suite à cet article. En définitive, il demeure prouvé qu'un niveau de dette public à plus de 90% du PIB a un impact néfaste sur la croissance, mais il est bien inférieur à celui proposé par Rogoff et Reinhart en 2010.

Finalement les étudiants du Massachusetts montrent que l'article a influencé le "Path of Prosperity" du parti républicain (élections de 2012)

Paradoxe d'Easterlin (1974)

Mesure du développement de l'économie d'un pays par le PIB n'est pas pertinente

Critiqué par Stevenson et Wolfers en 2008

Impact du coronavirus (février 2020)

BC chinoise a annoncé des cessions temporaires de titres à hauteur de 156 milliards d'euros pour permettre au système bancaire de fonctionner pendant la période de prévention et de contrôle épidémique liée à la propagation du coronavirus 2019-nCoV. L'épidémie du coronavirus provoque un ralentissement économique en Chine avec la suspension des transports et la fermeture de nombreuses usines.

Discours de L. Summers au FMI en 2013

Quasi-totalité des PD sont en « stagnation séculaire » c'est à dire dans une période prolongée de faible croissance dans un cycle. Cette situation est liée à une demande trop faible en raison de la hausse des inégalités et du vieillissement de la pop°. Cette stagnation séculaire est préalable à 2008 mais octroi des « subprimes » a artificiellement stimulé la demande.

Les étapes de la croissance économique (W. Rostow 1960)

Vision très linéaire et contestée de la croissance, en 5 étapes des sociétés industrielles :

- La société traditionnelle ⇒ hostile au progrès, PIB qui stagne, hiérarchie sociale figée

Catherine BERLEUR

- Les conditions préalables au décollage ⇒ Début de gain en productivité, surtout dans l'agriculture, la croissance éco dépasse la croissance démographique + on réalloue le travail vers d'autres secteurs (car hausse Pdté de l'agriculture). Début d'accumulation du K + recul des religions et traditions.
- Le décollage ⇒ étape la plus courte et la plus décisive, l'I massif fait décoller un premier type d'industrie moteur de la croissance qui, 60 ans plus tard, sera remplacé par une nouvelle forme d'industrie plus productive. Le processus de croissance devient autosuffisant.
- La phase de maturité ⇒ L'accélération économique s'étend à d'autres secteurs et l'I compte pour 10 à 20% du PIB. Quand celui-ci finit par décliner on atteint le dernier stade :
- La consommation de masse ⇒ Le pouvoir d'achat est mieux réparti et chacun peut consommer de manière suffisante voire excessive. Correspond aux *Roaring Twenties* américaines et à l'après-guerre dans le reste de l'occident.

Une des plus grosses critiques est émise par A. Gershenkron (1962) ⇒ les pays les moins avancés vont profiter des avancés des autres et alors les étapes ne sont pas respectées.

L'analyse de Grossman et Helpman, 1991

Analyse s'interrogeant sur les liens potentiels entre croissance économique et commerce international.

Le commerce international modifie le prix des biens (cf. the HOS), des facteurs et l'allocation de ces facteurs entre différents biens.

Premier modèle où les biens intermédiaires sont vecteurs de croissance : le commerce international a un impact négatif sur la croissance des pays développés et positif sur les pays en voie de développement

2^e modèle distingue nations du *Nord* et nations du *Sud* : le Nord possède R&D pour découvrir nouveaux biens intermédiaires alors qu'au Sud la technologie le permettant est l'imitation. Dès lors qu'un produit est imité par le Sud, il cesse d'être fabriqué par le Nord (cf. cycle du produit de Vernon). Or le risque d'être imité par le Sud diminue l'incitation à la R&D et donc la croissance pour le Nord. Pour le Sud, l'effet est positif

Au niveau global, l'effet est indéterminé.

Théorie néoclassique de la crise, Say, Hayek, Friedman, Laffer, Buchanan

Celle-ci est impossible dans un système d'économie de marché de concurrence pure et parfaite. Toute offre crée sa propre demande selon la loi de J. - B. Say. Si une crise se produit cela peut être dû au non-respect des conditions de concurrence pure et parfaite (présence des syndicats, non contestabilité des marchés) ou à l'intervention de l'État que cela soit pour stabiliser la conjoncture, pour la politique de redistribution ou pour l'allocation des ressources. Ainsi, la multiplication des réglementations et des programmes étatiques de lutte contre la pauvreté et le chômage produit-elle l'inverse du but recherché (trappes à chômage et à pauvreté).

Théorie régulationniste de la crise, Aglietta, Boyer, Bénassy, Mistral

Au sein du mode de production capitaliste, il existe différents régimes d'accumulation et différents modes de régulation. Le passage d'un régime d'accumulation à l'autre ou bien d'un mode de régulation à un autre constitue une crise ou rupture. Lorsqu'aucun changement institutionnel ou de politique économique est nécessaire on parle de " petite crise ". Autrement, c'est-à-dire en cas de non reprise spontanée, on parle de " grande crise ".

Théorie keynésienne de la crise

La crise est contingente. Deux éléments jouent un rôle : la monnaie et les anticipations de la demande. La monnaie peut être conservée pour elle-même et ainsi provoquer des fuites dans le circuit économique. Comme les entreprises produisent lorsqu'elles ont la certitude d'écouler leur production, elles vont chercher à anticiper la demande. Il en résulte un niveau de production qui satisfait la demande mais qui ne correspond pas forcément au plein emploi. Il n'existe pas de mécanisme autorégulateur. En outre, le chômage peut accentuer les comportements d'épargne de précaution et les mauvaises anticipations des entrepreneurs. Seule l'intervention de l'État par une politique économique adéquate peut susciter une demande supplémentaire.

Théorie de la croissance appauvrissante, Bhagwati

Catherine BERLEUR

La théorie rend compte de ce type de situation lorsqu'un pays pratique le libre-échange et qu'il connaît une amélioration de ses techniques de production et/ou une amélioration de sa dotation factorielle. Ces améliorations entraînent une baisse du prix mondial du bien exporté d'où une détérioration des termes de l'échange. Cette situation a d'autant plus de chances de se produire que la croissance provient essentiellement du seul secteur des exportations, que l'élasticité prix de la demande du produit exporté est élevée, que le pays en question a été le seul à connaître ces améliorations.

Théorie des industries industrialisantes, Perroux, De Bernis

Les industries industrialisantes sont celles qui dans leur environnement local modifient structurellement la matrice interindustrielle, transforment les fonctions de production et augmentent la productivité de l'ensemble de l'économie. La priorité donnée à ces industries repose sur une forte intervention de l'État via la planification et la nationalisation des entreprises.

Récession liée au coronavirus

PIB de la France a chuté de 6% au premier trimestre 2020 par rapport au trimestre précédent (estimation de la Banque de France). Plus gros recul depuis la fin de la 2^{GM}.

Le PIB ayant baissé de 0,1% au cours des 3 derniers mois de 2019, la France entre en récession.

Point de conjoncture de l'Insee, 27 mai 2020

Prévoit une chute d'environ 20% du PIB au 2^e trimestre après -5,8% au 2^{ème}

Le début du déconfinement a eu un effet favorable sur l'économie française, fonctionnant à environ 4/5 de son niveau d'avant crise contre 2/3 pendant le confinement

L'Insee cite dans sa note un ensemble de facteurs qui vont peser sur l'économie dans les prochains mois, « malgré les soutiens monétaires et budgétaires massifs » :

- Pour l'offre : certaines activités demeurent fermées, les chaînes de valeur internationales sont profondément perturbées, les protocoles de sécurité sanitaire peuvent peser sur la productivité et les destructions d'emploi d'ores et déjà enregistrées dès le premier trimestre viendront diminuer l'activité potentielle
- Pour la demande, l'Insee note un risque d'attentisme, qu'il s'agisse de la consommation, de l'investissement ou du commerce extérieur.

Hypothèse d'un retour à la normale en juillet (fort peu probable) : PIB aurait quand même baissé de 8% sur l'année

D. DEVELOPPEMENT ET DEMOGRAPHIE

Évolution démographique mondiale

2019 : 7,7 milliards d'habitants

2050 : 9,7

2100 : entre 11 et 12

D'ici 2050, la part des plus de 65 dans la pop° va passer de 9% à 16%.

½ de l'humanité vit dans un pays où le taux de fécondité < 2,1 enfants par femme soit le « taux de remplacement des générations » → chute de la natalité presque partout

Afrique subsaharienne : ~5 enfants par femmes, sa pop° devrait atteindre 2 milliards en 2050

Chine : taux de natalité enregistré en 2019 (10,48 enfants pour 1000 habitants) est à son plus bas niveau depuis 1949 malgré l'assouplissement de la politique de l'enfant unique en 2016

Déclin de l'Europe de l'est

Croatie : entre 2013 (date d'entrée dans l'UE) et 2017, 5% de la pop° s'est établie dans un autre pays de l'UE → 4,7 millions d'hab en 1991 contre 4 millions en 2019. Prévision pour 2050 : 3,4 millions → baisse du chômage liée à l'émigration

Catherine BERLEUR

Aucun membre de l'UE n'a un taux de fécondité suffisant pour assurer le renouvellement des générations. Seule l'immigration permet à des pays comme l'All et l'Autriche d'éviter le déclin démographique
Plus fortes baisses de pop° en 2018 : Lettonie, Croatie, Bulgarie, Roumanie, Lituanie, Italie, Hongrie
Certains comme la Hongrie sont farouchement opposés à l'immigration → politique exceptionnelle
Ex : en Hongrie, à partir du 4^e enfant, les parents exemptés sur le revenu pour le reste de leur jour
Mais résultats des politiques natalistes de sont pas probants

Démographie aux EU

EU semblaient bénéficier d'une démographie plus dynamique que ses rivaux mais ce n'est plus le cas aujourd'hui
2019 : progression de la pop° de 0,5 ; la plus faible depuis 100 ans

Sur l'ensemble de la décennie écoulée, la pop° n'a augmenté que de 6,7% soit la progression la plus faible depuis 1790 → structurel

Éléments d'explication :

- Ralentissement de l'immigration ntmt avec la politique de D. Trump
 - o 2016 : 1,05 millions de migrants vers les EU
 - o 2019 : 595 000
- Migrants légaux encouragés à rentrer chez eux
- Baisse de l'accroissement naturel avec un taux de fécondité en dessous du seuil de remplacement des générations et une hausse inédite de la mortalité
 - o Espérance de vie à la naissance orientée à la baisse, un des rares pays avec Somalie et Afghanistan
 - o Recul depuis 2015
 - o Régression imputable à l'appauvrissement : 1/7 américain vit sous le seuil de pauvreté et à la crise des opiacés devenue le 3^e facteur de mortalité après crise cardiaque et cancer
 - o « Morts du désespoir » : décès liés à la c° d'opiacés, abus d'alcool et suicides

Certains États perdent des habitants (NY, Illinois, Californie) tandis que d'autres en gagnent (Texas, Arizona, Colorado) ce qui pourrait redessiner la carte électorale dans les années à venir : États du sud devraient gagner des sièges à la chambre des représentants tandis que NY ou la Californie devraient en perdre suite au recensement de 2020.

Ce changement est compensé par les évolutions au sein de la pop°, où la part d'hispaniques devrait augmenter, alors qu'ils sont traditionnellement démocrates.

L'Asie du Sud-Est se prépare au vieillissement de sa pop°, rapport Trésor-éco de septembre 2019

Plusieurs pays d'Asie du Sud-Est sont déjà des « sociétés vieillissantes » selon le critère de classification retenu par l'OMS et les Nations-Unies, en particulier Singapour, Thaïlande et Vietnam où les + 65 ans représentent 7 à 14%. Région demeure plutôt jeune mais sera confrontée à la difficulté de conjuguer la nécessité de sa croissance économique à la vitesse de vieillissement de sa pop°

Changements démographiques affectent la croissance potentielle de la zone via plusieurs canaux :

- (i) Le ralentissement de la croissance de la pop° en âge de travailler et à terme sa décroissance
- (ii) Ralentissement de la productivité du travail notamment liée à la structure des économies et aux types d'emplois

Consommation privée pourrait également ralentir raison d'une S insuffisante des personnes âgées durant leur vie active et du système de retraite inadéquate : moins de 20% de la pop° en âge de travailler cotise pour un système de retraite en Thaïlande et au Vietnam

Hausse rapide des finances publiques liée au vieillissement de la pop° présente risque pour la soutenabilité des finances publiques

Une des particularités du vieillissement de la pop° dans la région est qu'il intervient à un niveau de revenu de pays en développement, alors que les pays occidentaux étaient déjà développés lorsqu'ils ont entamé leur transition → amplifie le risque d'être pris dans le « piège à revenu intermédiaire » ntmt Thaïlande et Vietnam

Vieillesse démographique pourrait représenter un frein à la croissance dès le début de la prochaine décennie en Thaïlande et à Singapour, plus avancés dans le processus de développement. Projections du FMI pour Singapour :

Catherine BERLEUR

- Perte de 0,2 ou 0,5 point de croissance avec immigration
- Perte de 1 point de croissance avec immigration

La réduction des revenus des personnes âgées pèserait sur leur propension à consommer et ce d'autant plus que dans la région, les seniors désépargnent beaucoup moins qu'anticipé dans la théorie du cycle de vie en raison de l'absence de solides filets de protection sociale qui les poussent à maintenir une forte épargne de précaution.

Le vieillissement démographique implique de repenser le financement des finances publiques avec l'aug^o du coût de versements des requêtes. A Singapour, les dépenses publiques de santé ont été multipliées par 4 en 10 ans. Le système de retraite devrait peser en particulier pour les pays ayant adopté un système par répartition (Thaïlande, Vietnam). L'endettement public se situe actuellement à 41,9% en Thaïlande et 58,5% au Vietnam

Le **dividende démographique** est une notion économique. Il décrit l'avantage économique par nature transitoire dont dispose un pays en cours de transition démographique : durant une période suivant la baisse de la natalité, le pays a une pyramide des âges particulière avec un nombre maximum de jeunes adultes, et relativement peu d'enfants et de personnes âgées.

Cela se traduit par une population extrêmement productive, capable d'assurer un maximum de production économique, avec peu de transferts de richesse nécessaire vers les enfants et les personnes âgées - donc beaucoup d'épargne possible. En retour, une période de forte croissance économique est possible.

Ce mécanisme a par exemple été invoqué comme l'un des moteurs du boom économique Chinois, mais l'évolution de sa démographie signifie un amenuisement de cet avantage dans les années futures.

La "nouvelle économie des migrations"

Les migrations résultent de décisions collectives prises dans des situations d'incertitude et d'imperfections des marchés. Ainsi, dans les campagnes, une mauvaise récolte entraîne une baisse des revenus. Afin de minimiser les risques, une famille peut décider de faire partir quelqu'un à l'étranger, les revenus de ce dernier étant une sorte d'assurance. Ce ne sont donc pas les écarts de revenus qui sont déterminants mais les préoccupations d'assurance contre l'incertitude.

Théorie de la démographie et de l'épargne, Modigliani et Brumberg

Modigliani, prix Nobel 1985, et Brumberg relient l'épargne au cycle de vie de l'individu. Ils supposent que l'individu cherche à maximiser l'utilité de sa consommation future. Contrairement à Friedman, pour qui la période de maximisation de l'utilité est infinie et donc, que l'individu n'épargne pas seulement pour lui-même mais également pour ses descendants, Modigliani et Brumberg supposent que la période est finie. L'individu épargne seulement pour lui-même. L'individu répartit sa consommation au cours du temps et accumule une richesse qu'il consommera au cours de sa retraite. Il en résulte notamment que : 1°/ l'épargne globale est déterminée par des facteurs économiques et démographiques (structure par âge, espérance de vie) ; 2°/ le taux d'épargne global est constant au cours du temps ; 3°/ les gains en capital affectent la consommation de manière très limitée.

Théorie de la comptabilité par génération, Auerbach et Kotlikoff

Le modèle théorique de comptabilité intergénérationnelle analyse comment la dette nette accumulée ainsi que les dépenses publiques et transferts futurs modifient le niveau de cette dette. A la base, existe une contrainte d'équilibre qui permet de répartir le fardeau de la dette publique et des dépenses publiques futures entre les différentes générations. Ainsi, l'allongement de l'espérance de vie se traduira par une augmentation des dépenses de retraite et de santé. Sans modification de la législation et avec un niveau par tête de cotisation donné, la dette future va s'accroître. En actualisant les flux futurs, en prévoyant la croissance du produit par tête, on peut calculer la contribution nette des générations futures. Ce modèle de comptabilité a été critiquée, notamment parce que qu'il fait l'hypothèse que les dépenses publiques sont improductives.

Théorie des cycles d'Easterlin

R. A. Easterlin observe que la fécondité américaine suit des cycles d'expansion et de dépression. Les variations de la fécondité seraient liées aux conditions d'insertion des jeunes entrants sur le marché du travail. Une cohorte à faible effectif permet une meilleure insertion sur le marché du travail, un meilleur niveau de vie, et donc une plus

Catherine BERLEUR

grande fécondité. Il en résulte vingt ans plus tard une cohorte plus nombreuse, une insertion plus difficile et donc une moindre fécondité. Cette théorie prédisait ainsi une reprise de la fécondité dans les années quatre-vingt et un nouveau baby-boom. L'absence actuelle de baby-boom serait due, selon Easterlin, aux effets de l'immigration. Celle-ci abaisserait le niveau de salaires des jeunes entrants sur le marché du travail et par conséquent le niveau de fécondité. Toutefois, l'effet de l'immigration sur les salaires des nationaux est plus que controversé.

Théorie malthusienne, Botero, Quesnay, Malthus (1798)

L'ouvrage de Malthus, *Essai sur le principe de population* (1798) dont la première édition était anonyme, est d'abord un pamphlet contre les partisans de la loi sur les pauvres. Selon Malthus, la population croît selon une progression géométrique (double tous les vingt-cinq ans) tandis que les subsistances croissent selon une progression arithmétique. Dès lors, soit la population accepte volontairement de limiter sa croissance (c'est la moral restraint ou abstention du mariage), soit la population sera détruite par la guerre, la famine, la peste. Aider les pauvres revient à encourager la croissance démographique et à terme sa destruction. La théorie malthusienne de la population est un des piliers de la théorie de l'état stationnaire de Ricardo. Schumpeter dans son ouvrage *Histoire de l'analyse économique* souligne combien Malthus doit à Botero et à Quesnay pour la construction de sa théorie.

Théorie marxiste de la population, Marx

Selon Marx, la surpopulation n'est pas liée à une démographie trop dynamique des classes les plus pauvres de la société. Elle résulte du mode d'organisation des économies et de la répartition des richesses. La surpopulation est le produit du mode de production capitaliste parce qu'elle est utile à l'accumulation de richesses. Les capitalistes ont, en effet, intérêt à avoir des hommes en trop qui constitueront l'armée de réserve industrielle. Cette dernière permet un maintien d'un taux de chômage élevé et bloque le niveau de salaire. Ce dernier reste ainsi au minimum vital et permet l'augmentation de la plus-value. La pauvreté est une logique du mode de production capitaliste et non d'un excès de population. L'accroissement démographique peut être absorbé à condition que le système de répartition des revenus se trouve modifié. Toute politique démographique serait ainsi inutile.

Théorie microéconomique de la famille, Becker

Selon ce courant dont le principal représentant est G. Becker, prix Nobel 1992, la décision d'avoir des enfants ou bien de se marier est simplement le résultat d'une analyse coûts - avantages. L'enfant, dans une société industrielle, est assimilable à un bien de consommation. Les parents feront face à des dépenses et bénéficieront des satisfactions apportées par l'enfant. La baisse de la taille moyenne de la famille s'expliquerait par l'augmentation du coût relatif des enfants (éducation, soins, etc.). Au contraire, dans une société agricole, l'enfant est considéré comme un investissement en capital dans la mesure où il peut travailler jeune et contribuer à l'augmentation du revenu familial. L'analyse du mariage est assimilée à celle de la constitution d'une firme. Les deux parties se lient par un contrat pour éviter des coûts de transaction. L'organisation de la production en équipe coûte moins cher et évite les renégociations incessantes. Seul, le rôle de l'amour différencie le ménage de la firme.

Théorie microéconomique des migrations

La décision de migrer peut être analysée comme le résultat d'un calcul coût-avantage. Dans ce calcul, interviennent plusieurs variables : 1°/ les écarts de revenu observés et anticipés entre les pays ; 2°/ les écarts de taux de chômage ; 3°/ le degré de générosité des systèmes d'indemnisation ; 4°/ un ensemble de coûts liés à la migration (coûts d'information, de transport et d'installation, coûts psychologiques liés au départ de la terre natale).

Théorie des migrations dans le cadre du dualisme du marché du travail

Les migrations s'expliquent par la demande de travail émanant des entreprises des pays d'accueil. Dans ces derniers, les hiérarchies de salaires sont aussi des hiérarchies de prestige. Les étrangers accepteront des emplois considérés comme dégradants sachant que leur objectif est d'accumuler suffisamment d'argent pour pouvoir rentrer. Si la crise a eu pour effet de précariser la situation des nationaux, le recours à une flexibilité par la sous-traitance a quant à lui eu pour effet d'encourager une immigration de préférence illégale.

Théorie historico-institutionnelle des migrations

Catherine BERLEUR

Les migrations résultent de facteurs socio-historiques de grande ampleur. L'introduction du capitalisme dans des régions périphériques aurait eu ainsi pour effet de créer une population mobile disposée à émigrer. Il irait de même de la salarisation d'un nombre croissant de paysans. Dès lors, les destinations de ces travailleurs ne résulteraient pas de calculs économiques d'individus rationnels mais des liens historiquement tissés entre métropoles et semi-colonies.

Théorie de l'optimum de population, Wicksell

L'idée d'optimum de population cherche à réconcilier la théorie malthusienne et le courant populationniste. Du point de vue économique, le critère de l'optimum de peuplement est la réalisation du produit (ou du revenu) maximum par habitant. Certains éléments définissent le niveau optimal de la population : état des techniques, volume des ressources utilisables, équipement technique, possibilités du commerce extérieur). D'autres éléments définissent la structure optimale de la population : structure par âges, rapport entre la population active et non active, entre consommateurs et producteurs, structure professionnelle de la population, répartition géographique de la population. Enfin, des éléments définissent l'optimum dans le temps : rythme de croissance de la population, rythme du progrès technique, taux de croissance du revenu national

Théorie populationniste, Sauvy

Ce sont les mercantilistes qui initient ce courant. Ils reprennent la formule de J. Bodin selon laquelle " il n'est de richesse que d'hommes ". La croissance de la population a une influence positive par plusieurs canaux : l'augmentation de la demande qui en résulte incite à accroître la production ; elle pousse à une organisation plus efficace de la production d'où des gains de productivité ; une population plus grande permet d'étaler les frais généraux d'une société. Par opposition aux malthusiens, A. Sauvy souligne qu'à " chaque fois que se produit une différence, un écart entre deux grandeurs, deux choses qui devraient être au même niveau, il y a deux façons de rétablir l'équilibre, aligner vers le haut ou vers le bas. En annonçant qu'il y a excès de quelque chose, l'optique malthusien suggère instinctivement de niveler par le bas ".

Théorie de la pression créatrice (de la population), Boserup

Selon E. Boserup, la pression démographique entraîne une réorganisation de la production agricole. Contrairement à l'analyse malthusienne, on ne peut séparer l'évolution de la production agricole et de celle de la population. C'est la taille de la population et donc le niveau de subsistances nécessaire qui conduisent à des modifications dans les modes d'exploitation des terres. Ainsi, la pression démographique a-t-elle obligé par exemple dans les pays du Nord à adopter la charrue afin d'augmenter la productivité des terres agricoles. A l'inverse, une population clairsemée n'incite pas la société à changer le système d'utilisation du sol. La croissance démographique joue un rôle moteur dans le changement des techniques, une pression créatrice. Boserup oppose ainsi à la trappe malthusienne (insuffisance de la production alimentaire), la trappe à faible densité de population (faible progrès technique).

E. ENTREPRISES ET INNOVATIONS

Choose France, janvier 2020

3^e édition du rendez-vous annuel « Choose France » à Versailles avec 200 dirigeants d'entreprises.

Le gouvernement a annoncé près de 4 milliards d'euros d'investissements de groupes étrangers en France.

Destruction créatrice et croissance (Acemoglu, Aghion, Zilibotti, 2006)

Économies proches de la Frontière technologique doivent mettre l'accent sur la recherche tandis que celles éloignées peuvent se contenter d'imitation

La destruction créatrice et les grappes d'innovation (Joseph Schumpeter, 1939)

Joseph Schumpeter explique dans *Le cycle des affaires*, publié en 1939, les cycles économiques par l'innovation et en particulier par les « grappes d'innovation ».

Selon lui, le progrès technique est au cœur de l'économie et les innovations apparaissent en grappes : après une innovation majeure, souvent une innovation due à un progrès technique, voire scientifique, qui marque une rupture,

Catherine BERLEUR

d'autres innovations sont portées par ces découvertes (par exemple : la vapeur, les circuits intégrés, l'informatique, l'internet, les nanotechnologies)

On constate alors des cycles industriels où, après une innovation majeure, l'économie entre dans une phase de croissance (créatrice d'emplois), suivie d'une phase de dépression, où les innovations chassent les entreprises « dépassées » et provoquent une destruction d'emplois.

Schumpeter retient pour exemple les transformations du textile et l'introduction de la machine à vapeur pour expliquer le développement des années 1798 à 1815 ou le chemin de fer et la métallurgie pour l'expansion de la période entre 1848 et 1873.

Cette analyse se rapproche des cycles identifiés par Kondratiev, Juglar ou Kitchin.

Au cœur du système capitaliste se trouve, pour Schumpeter, l'entrepreneur qui réalise des innovations (de produits, de procédés, de marchés).

En conséquence, la croissance est un processus permanent de création, de destruction et de restructuration des activités économiques. La « destruction créatrice » désigne le processus de disparition de secteurs d'activité économique conjointement à la création de nouvelles activités économiques.

Analyse d'Aghion et Howitt : impact des innovations industrielles permettant l'amélioration de la qualité du processus de pd^o , 1992

Notion d'obsolescence des produits : un produit nouveau remplace un ancien, dont plus personne ne veut

Innovations génèrent simultanément gains nouveaux sur les produits récents et mort des bénéfices associés aux produits anciens

Innovations individuelles (1 personne, 1 entreprise) peuvent être suffisamment importantes pour affecter toute une économie et être à l'origine de la croissance économique. Il faut que les innovateurs soient assurés d'obtenir les gains associés en retour de leurs I càd que les travaux soient protégeables par brevet.

- ⇒ Modélise intuition de Schumpeter de destruction créatrice et de croissance autour de grappes d'innovations
- ⇒ Croissance économique résulte uniquement du PT et spécialement des innovations permettant gains de productivité
- ⇒ Croissance n'est possible que si les chercheurs trouvent à l'innovation un intérêt pécuniaire sous forme d'une rente de monopole

Politique industrielle : ensemble des « mesures interventionnistes » prises par les pouvoirs publics pour « favoriser des activités économiques spécifiques » (Rodrik pour la BM, 2008). Le terme politique industrielle ne s'applique donc pas qu'à l'industrie mais à tous les secteurs.

Défaillance du marché et politique industrielle, P-A Buigues (2012)

Information imparfaite ds le secteur bancaire sur les réelles chances des PME : la banque peut décider de limiter les crédits à ces entreprises entravant ainsi leur développement

La politique industrielle accordant des aides peut répondre à cette défaillance

Les principaux objectifs de l'impôt sur les sociétés

2 fonctions essentielles de l'IS :

- Filet de sécurité pour l'impôt sur le revenu : les propriétaires d'entreprises pourraient faire passer des ressources personnelles pour des revenus d'entreprises
- Contribution des entreprises aux biens publics locaux incorporés dans la pd^o et en assurant la viabilité

L'impact du progrès technique :

On estime que le PT détruit des emplois à court terme mais en crée à long terme (cf. principe de destruction créatrice).

Pour que le PT joue rôle de croissance économique, il faut qu'il se diffuse : qu'il passe du stade d'invention (qd il n'y a pas d'application industrielle) au stade d'innovation (quand c'est diffusé, application industrielle). Pour mesurer cette diffusion, on regarde tps que mets une invention à être utilisée par le quart d'une population donnée (automobile a mis 45 ans, télévision 26 ans, micro-ordinateur 16 ans, internet 7 ans).

Catherine BERLEUR

→ Pour diffuser l'innovation, il faut favoriser la recherche (cf. modèle de croissance endogène, Allion et Dovit).

Les dépenses publiques en faveur de la recherche

Recherche = exemple d'une activité générant une externalité positive → publication de travaux scientifiques = source majeure de PT → soutien la croissance

Intérêt général que la recherche soit gratuite et donc l'État doit rémunérer les chercheurs ou aider les entreprises qui en emploient.

Travaux de R&D en France ont représenté une « dépense intérieure de R&D » (DIRD) de 50 Md € en 2017 soit 2,2% du PIB → montant inférieur à l'obj fixé par l'UE dans le cadre de la « Stratégie Europe 2020 » = 3% du PIB

Moyenne OCDE 2017 : 2,4%

Moyenne UE 2017 : 2%

2017 : DIRD réalisée par les entreprises à hauteur de 64% et par les APU à hauteur de 36%

Moyenne OCDE : entreprises = 69%

CNRS = 18% de la DIRD des APU et l'ensemble des établissements supérieurs = 41% de la DIRD des APU

114 000 chercheurs dans les adm°

Plan Juncker :

Au moment où Juncker prend le poste de président de la CE ⇒ S ≠ I et trop faible investissement. Le plan Juncker a ce but là avec un objectif depuis 2015 de 320 milliards d'euros de financement (en projet dans les E). Porté à 500 milliards jusqu'à 2020. Solution européenne à l'I ce qui n'est pas forcément classique. Pro-actif européen assez novateur. La FR est le premier bénéficiaire de ce plan et enfin la commission a annoncé 1000 milliards d'I pour la transi énergétique. Fléchage synergique de fonds vers des secteurs de croissance endogène (éducation, environnement...).

Théorie des coûts de transaction, Coase (1937), Williamson

Selon cette théorie, l'information est imparfaite et coûteuse. L'entreprise et le marché sont des modes alternatifs de fourniture de biens et de facteurs. L'entreprise existe car il existe un coût (le coût de transaction) à recourir au marché. L'entreprise permet une économie un contrat unit plusieurs personnes pour effectuer des tâches sans recourir au marché et donc au prix. Inversement, les coûts organisationnels limitent la capacité des firmes à se substituer au marché. D'autres facteurs sont à l'origine des coûts de transaction. Ils sont, d'une part, humains (opportunisme dans les transactions, nature de l'information, rationalité limitée) et, d'autre part, liés à l'environnement de l'entreprise (incertitude, spécificité des actifs, fréquence des transactions). Cette théorie permet donc d'expliquer l'intégration verticale de l'entreprise tout en montrant sa limite liée à des coûts et des distorsions spécifiques.

Théorie de l'entrepreneur, Schumpeter

Selon Schumpeter, l'entrepreneur joue un rôle central dans le système capitaliste. Il est animé par des motivations individuelles de réussite. Le profit rémunère la capacité d'innovation de l'entreprise, c'est-à-dire sa manière d'effectuer des combinaisons économiques. Les innovations peuvent être liées au processus de production ou à la découverte de produits nouveaux. L'entrepreneur est toutefois menacé par la bureaucratie de la grande entreprise. Celle-ci, en éliminant l'entrepreneur, éteint toute source d'innovation et de croissance. Et le capitalisme est condamné à disparaître.

Théorie des entreprises publiques (et réglementation), (Boiteux, Ramsey, Stigler)

L'intervention de l'État se justifie pour corriger les défaillances du marché (absence de rivalité et absence d'exclusion du consommateur, existence de rendements croissants, présence d'externalités). Les entreprises publiques cherchent à concilier l'objectif public avec celui de profit. Elles sont critiquées pour leur manque d'efficacité (théorie de la capture, théorie de la bureaucratie, théorie des droits de propriété). Pour un contrôle plus efficace de ces entreprises, deux voies sont possibles : la première consiste à ouvrir le capital, la seconde à les réglementer (en appliquant, par exemple, une tarification à la Ramsey-Boiteux).

Théorie de la firme évolutionniste, Alchian, Demsetz, Nelson et Winter (1985)

Les entreprises sont très diverses et ont des compétences spécifiques. Trois critères permettent d'analyser les firmes : distinguer les firmes les unes des autres en fonction de leur activité ; expliquer le portefeuille d'activités de chaque firme ; expliquer les logiques d'évolution des firmes. La firme évolue au cours du temps grâce à l'apprentissage. L'information n'est plus exogène car la firme est capable d'en produire. L'évolution de l'entreprise n'est pas aléatoire mais déterminée en fonction des compétences accumulées. Le marché n'est que l'un des processus de sélection des firmes.

Théorie managériale, Berle, Means, Galbraith

Selon cette théorie, la grande entreprise conduit à l'apparition d'une technostructure (managers, cadres supérieurs, ingénieurs) distincte des propriétaires. Les objectifs de la technostructure (dépenses de prestige et maximisation de la part de marché) peuvent être contradictoires avec ceux des propriétaires actionnaires. Les managers peuvent être toutefois contraints d'infléchir leur position dans un sens plus favorable aux actionnaires. On parle alors de gouvernement d'entreprise. La contrepartie en est une gestion de l'entreprise au jour le jour en fonction de l'évolution de la conjoncture et non de choix stratégiques de long terme.

Groupe Fnac Darty et coronavirus

Le groupe de distributions de biens culturels et d'électroménager Fnac Darty a annoncé en avril 2020 la « signature d'un contrat de crédit d'un montant de 500 millions d'euros » avec un groupe de banques françaises et « garanti à hauteur de 70% par l'État ». Il bénéficie du système de prêt garanti par l'État mis en place pour aider les entreprises à affronter la crise du Covid-19. Le groupe a annoncé une baisse de ses ventes de 30% en mars et de 7,9% au premier trimestre. En contrepartie de ce prêt, conformément aux demandes du gouvernement, Fnac Darty a renoncé à verser une dividende à ses actionnaires au titre de l'année 2019.

IDE et coronavirus

Le gouvernement souhaite renforcer le contrôle des investissements directs étrangers afin de protéger les entreprises françaises potentiellement fragilisées par la crise du coronavirus. Ces investissements font l'objet d'une surveillance de plus en plus étroite dans la plupart des pays développés.

Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a annoncé mercredi dernier que le gouvernement allait « renforcer » de deux manières son contrôle sur les IDE en France :

- Élargir le champ des secteurs contrôlés aux biotechnologies
- Seuil de déclenchement de la procédure de contrôle sera abaissé

Les investisseurs non européens qui prennent une participation d'au moins 10 % dans une société établie en France devront le notifier aux pouvoirs publics, contre 25 % actuellement. Le ministre de l'Économie disposera alors de 10 jours pour décider si l'opération doit être soumise à un examen plus approfondi. Le gouvernement prévoit l'application de ce nouveau seuil dans le courant du second semestre 2020.

Investissement direct étranger (IDE) : est réalisé depuis un autre pays afin d'établir un intérêt durable dans une entreprise. La notion d'intérêt durable permet de différencier les IDE des simples placements dans lesquels l'investisseur étranger ne cherche pas à influencer sur la gestion de l'entreprise.

La DG Trésor précise qu'un IDE étranger relève de l'IDE dès lors qu'il permet d'acquérir « au moins 10% du capital ou des droits de vote d'une entreprise résidente d'un pays autre que le sien ».

L'IDE englobe également l'implantation d'une entreprise étrangère et le réinvestissement sur place de bénéfices réalisés par de telles filiales. C'est à travers les IDE que les firmes deviennent des multinationales. De nombreuses études, comme celle publiée en **2009 par l'économiste français El Mouhoub Mouhoud**, démontrent que les IDE ont un effet positif sur la croissance de leurs pays d'accueil. En 2019, les principaux pays d'accueil des IDE étaient les États-Unis, la Chine et Singapour, selon la CnuCED, une agence de l'ONU. La France était à la septième place, toujours selon la CnuCED.

Comment les IDE sont-ils contrôlés en France ?

Catherine BERLEUR

En France, la libre circulation des capitaux est largement appliquée. Toutefois, l'État français a la possibilité de contrôler les IDE qui présentent « des enjeux en termes d'ordre et de sécurité publics, ou de défense nationale », explique sur son site la DG Trésor. Ainsi, le ministre de l'Économie doit donner son autorisation préalable pour les prises étrangères de participation d'au moins 25 % visant des sociétés exerçant dans une dizaine de secteurs d'activité, dont la sécurité alimentaire, la protection de la santé, la défense, l'énergie et les technologies d'avenir. En 2018, parmi les 1 323 décisions d'IDE recensées en France par Business France, une agence publique, 184 ont fait l'objet d'un examen, selon la DG Trésor. Elle ne précise pas combien de dossiers ont été rejetés.

Cette volonté de contrôle, possible depuis une loi adoptée en 1966 et renforcée à plusieurs reprises depuis 2005, intervient « aujourd'hui dans un contexte de contestation et de remise en cause du libre-échange », une doctrine prônant la liberté de circulation des biens et services.

Ce contrôle est-il renforcé à l'étranger ?

Dans une étude publiée en 2019, le chercheur français André-Éric Martin note que la plupart des pays industrialisés ont « adopté des réglementations relatives au contrôle des IDE » depuis le début des années 2000. Il précise que la Chine est très sélective avec les investissements étrangers alors même qu'elle est le deuxième investisseur mondial. Dans un rapport publié en 2017, les sénateurs Jean Bizet et Franck Menonville expliquent qu'aux États-Unis, le Comité pour l'investissement étranger, chargé de contrôler les IDE, a « une approche très extensive de la sécurité nationale » et que ses positions peuvent conduire « au retrait du projet ».

Dans l'UE, outre la France, 12 États membres avaient mis en place des mécanismes de contrôle des IDE [PDF], selon les deux sénateurs. C'est le cas de l'Allemagne où les premières dispositions ont été prises en 2004 pour protéger les industries nationales de défense à la suite du rachat des chantiers navals HDW et du constructeur aéronautique MTU par des fonds d'investissement américains. L'Allemagne a abaissé en 2019 de 25 % à 10 % le seuil déclenchant une autorisation des acquisitions dans plusieurs secteurs stratégiques. En 2019, l'UE a pour la première fois adopté un règlement visant à contrôler les IDE, en renforçant la coopération entre les États membres. Ces derniers ont jusqu'au mois d'octobre pour le mettre en œuvre.

Banques : organismes spécialisés dans la création et l'émission de monnaie, qui octroient des crédits et collectent l'épargne des ménages, alliant sécurité des dépôts et dispositions de multiples moyens de paiement.

Ce sont des acteurs majeurs du système financier international en permettant l'obtention de ressources financières nécessaires au bon fonctionnement de l'économie.

La banque possède plusieurs missions :

- C'est un intermédiaire financier : institution qui s'interpose entre les agents qui ont des capacités de financement et ceux qui ont un besoin de financement
- La banque est la seule à pouvoir créer de la monnaie : les crédits font les dépôts

Une banque est une industrie de réseau qui génère beaucoup de coûts fixes notamment pour l'administration de sa clientèle. Une banque n'est donc viable qu'à partir d'une certaine taille.

Un marché financier : lieu d'échange et d'émission de valeurs mobilières, notamment composées d'actions et d'obligations.

On distingue le **marché primaire** où les États et les entreprises émettent de nouvelles valeurs du **marché secondaire** où les agents s'échangent des valeurs déjà émises.

On peut également inclure dans cette définition le **marché monétaire** où s'échangent des titres émis par les entreprises ou l'État contre des liquidités, **les marchés de long terme ou encore les marchés de produits dérivés** où s'échangent des options d'achats ou de ventes d'actifs sous-jacents visant à transférer les risques.

Paradoxe de Feldstein et Horioka (1980)

Il n'existe pas de marché financier intégré au niveau mondial

La myopie au désastre (Guttentag et Herring, 1986)

Les banques sous-évaluent les probabilités de chocs et de défaut de leurs emprunteurs, ce qui peut conduire à une dynamique de surendettement et une crise brutale du crédit

Obligations indexées sur la croissance économique (Blanchard et alii 2016)

Indexer les obligations sur la croissance pourrait permettre de réduire les risques de défaut des états et d'augmenter les marges de manœuvre des politiques fiscales

Le paradoxe de Grossman Stiglitz (cf. A)

La modèle de rationnement de crédit (Stiglitz et Weiss, 1981)

Un taux d'intérêt unique ne peut équilibrer le marché du crédit, l'équilibre se fait alors par les quantités, entraînant un rationnement du crédit

Le modèle de choix intertemporel (I. Fischer, 1907)

L'arbitrage de c^0 intertemporel dépend du taux d'intérêt. L'épargne est une fonction croissante du taux d'intérêt ($ES > ER$).

Classiques → taux d'intérêt est le prix du temps, de la renonciation à la consommation immédiate pour la consommation future

Le théorème de séparation de Fisher (1930)

Le théorème de séparation permet de séparer les choix d'I et de c^0 grâce à l'hypothèse des marchés financiers parfaits (taux d'emprunt = taux de prêt). Les marchés financiers permettent d'atteindre un bien-être supérieur.

Hypothèse d'efficience des marchés financiers, Fama (1970)

Un marché efficient est un marché où les prix reflètent toujours et pleinement l'info° disponible.

2 hypothèses pour déterminer si un marché est efficient :

Catherine BERLEUR

- Le prix des titres suit une marche aléatoire : évolution des titres imprévisibles ;
 - Prix des titres correspond à leur valeur fondamentale : allocation optimale des ressources.
- ⇒ Ne faut pas se fier à la mémoire du marché mais aux prix
- ⇒ Titres sont substituables pour un même niveau de risque

Anticipations rationnelles, J. Muth 1961

Les anticipations sont rationnelles si l'évolution des taux de change est prévue selon le vrai modèle de l'économie et avec toute l'info° dispo au moment de la prévision

Anticipations autoréalisatrices, Azariadis (1980)

Lorsque les actions des agents (fondées sur l'anticipation d'un événement spécifique) sont suffisantes à engendrer l'événement lui-même

Ex : crise asiatique de 1997

Théorie des bulles rationnelles

Incertitude parfois prise en compte. Lorsque le taux de change s'écarte de la valeur fondamentale, les agents pensent que le mouvement va persister et contribuent rationnellement à la formation de cette bulle.

L'imitation, A. Orléan (1990)

Tous les intervenants sur le marché ont intérêt à imiter leurs partenaires. Plus les cours sont volatiles, moins les opérateurs ont confiance en leur propre jugement et plus ils imitent les autres agents.

La polarisation des opinions conduit à un court non fondamental et instable.

→ Prix d'équilibre dépend directement de l'idée que se font les agents

→ Réponse rationnelle à l'incertitude et l'hétérogénéité des agents

Mimétisme sur les marchés financiers, Orléan (1989), Aglietta (1998)

Le mimétisme sur les marchés représente l' "*imitation volontaire ou inconsciente des modèles auxquels on cherche à s'identifier, un processus d'adaptation aux normes du groupe*". Les marchés financiers produisent de l'information par l'information, et c'est la nature des marchés financiers d'en délivrer. C'est un paradoxe souligné par M. Aglietta en 1998 qui légitime en partie le fait que le mimétisme est finalement parfois rationnel. En effet, on lui accorde souvent une connotation irrationnelle et "moutonnière". En fait, l'imitation est un propre de l'homme et le marché financier est une interaction sociale ce qui explique déjà le mimétisme.

A. Orléan, 1989 explique que le mimétisme est la décision la plus rationnelle face à l'incertitude. Dans une incertitude absolue l'imitation est l'ultime solution. On peut faire le lien ici avec l'ignorance rationnelle et Diamond-Dybvig (cas du bankrun où cela peut être optimal d'imiter les autres).

Toutefois, il convient bien évidemment de ne pas fermer les yeux sur l'irrationalité du mimétisme dans nombre de cas. Quoi qu'il en soit, il paraît évidemment que c'est un facteur à prendre en compte dans l'études des marchés financiers.

Note : Kindleberger (1978), Galbraith (1990) ont travaillé sur la notion de mimétisme.

Modèle de l'accélérateur financier, Bernanke, Bentler & Gilchrist (1999)

Ce modèle démontre comment la formation d'une bulle peut être auto-entretenu et conduire à une crise financière. En période d'expansion, les crédits accordés par les établissements bancaires augmentent. De ce fait, les agents ayant une plus grande capacité d'investissement vont accroître leur demande d'actifs (les collatéraux des prêts accordés). Si on se concentre sur les actifs immobiliers : l'augmentation des crédits immobiliers exerce une pression à la hausse sur les prix de ces biens. Or, pour accorder un prêt immobilier, la banque exige une garantie, laquelle est souvent constituée du bien financé. Lorsque les prix de l'immobilier augmentent, la valeur de la garantie accordée à la banque s'accroît également. Par conséquent, le risque associé au prêt semble diminuer ce qui incite les banques à accorder un plus grand volume de crédits à un taux d'intérêt plus faible (la prime de risque étant moindre). Il y a donc une corrélation entre l'évolution du prix des actifs et du volume de crédits distribués dans l'économie. La crise se déclenche lorsque pour une cause exogène la valeur des collatéraux diminue. Dans ce

Catherine BERLEUR

cas, les banques ajustent leurs primes de risque et restreignent la quantité de crédits accordés. De ce fait, elles renforcent la spirale baissière du prix des actifs.

Entrée en bourse d'Alibaba à la bourse d'Hong Kong

Important pour Alibaba de diversifier sa base d'investisseurs et de baisser le risque d'une seule cotation aux EU. En raison du différend commercial avec la Chine, l'exécutif américain étudierait la possibilité d'interdire la cotation en bourse des entreprises chinoises sur le marché américain.

Restructuration de la Deutsche bank (juillet 2019)

Principale banque allemande a annoncé la suppression de 18 000 postes dans monde d'ici 2022 soit 20% de son effectif + la concentration de son activité dans la banque de détail

→ Face au manque de rentabilité, souhaite faire des écarts et se désengager du secteur d'I

Le concept de bruiteur ou "noise trader"

Ce concept de finance comportementale cherche à expliquer certains mouvements erratiques des marchés financiers et la difficulté à traiter de l'information sur ces derniers.

Un "bruiteur" (ou noise trader) sont des investisseurs irrationnels caractérisés notamment par un horizon de temps limité (= actions court-termistes). Leurs actions sur les marchés sont erratiques et cela peut avoir un fort impact sur la valeur boursière des actions. En effet, si une ruée à la vente d'une action est initiée par un bruiteur alors le titre va s'effondrer, sans causalité sur la santé réelle de l'entreprise. Ces agents ont tendance à pousser les autres à être irrationnel par un phénomène d'imitation ⇒ Cf. [Mimétisme](#) et comportements moutonniers en 11.

Taxe Tobin (Tobin, 1972)

Cette taxe cible les transactions monétaires et désigne aujourd'hui par extension une taxe sur les transactions financières. S'inspire de l'idée de Keynes qu'il faut limiter la spéculation sur les marchés pour garantir la stabilité du marché. Naît à la suite de l'effondrement du système de Bretton-Woods : les changes flottants multiplient les risques de spéculation ce qui motive J. Tobin dans sa théorie. Selon lui, il faut soit se tourner vers une monnaie commune + intégration avec politique monétaire et économique soit segmenter le marché financier pour garantir l'autonomie des politiques de chacun. Face à l'impasse politique de la 1ère solution, Tobin propose de "jeter du sable dans les rouages" du marché financier en fixant une taxe sur toute transaction de conversion de devise. "taxe uniforme convenue, administrée par chaque gouvernement sur sa propre compétence" = Paris doit gérer toutes les transactions réalisées sur sa place boursière même si le Franc n'est pas impliqué.

L'objectif est de limiter la volatilité des taux de change donc la taxe ciblerait uniquement les transactions de devise à hauteur de 0,05 ou 0,2% et l'argent récolté par les États.

P.B. Spahn propose une taxe adaptée à double niveau : un faible taux en période où les transactions financières restent dans une limite convenue et un taux plus fort pour enrayer une dérive spéculative. Ce double niveau permet une sécurité supplémentaire au cas où le premier taux préventif fixé ne fait pas suffisamment effet. Le taux du premier niveau est de l'ordre de 0,01% soit trop peu pour entraver les transactions productives mais fait frein aux spéculatives.

NB. Attac (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne) est créé en 1998 en France pour promouvoir cette idée.

Études empiriques sur la volatilité : Ronen et Weaver (2001) critiquent l'hypothèse de réduction de la volatilité + Aliber, Chowdry et Yan qui montrent qu'une hausse du coût de transaction ⇒ hausse de la volatilité. Hanke montre que l'efficacité de la taxe dépend de la taille du marché & de l'existence de paradis fiscaux.

Limites de la taxe Tobin : peut faire peser le coût non pas sur les spéculateurs mais sur les utilisateurs finaux des produits concernés = le prix de la taxe serait reporté sur les investissements + marché obligataire de la dette supporterait mal la taxe car cela reviendrait à alourdir le poids + à l'État de se taxer lui-même + par peur de manque

Catherine BERLEUR

de liquidités, les banques risquent d'être exemptées de cette taxe malgré le fait que ce soit souvent les 1ères responsables de la spéculation.

La dialectique réglementation-contournement ou dialectique réglementaire (Kane, 1981)

Traite de l'importance de l'innovation financière dans la modification de comportement des agents et de ses potentielles conséquences sur la stabilité.

1ère idée, l'innovation financière est un produit réglementation (= ensemble de règles coercitives et contraignantes imposées à un tiers pour encadrer son comportement). Selon lui, réglementer c'est inciter à innover pour contourner ces nouvelles règles.

Dès lors que le bilan coûts/avantages est trop défavorable aux intermédiaires financiers, ils réagissent en innovant financièrement (c'est l'arbitrage réglementaire). Cette innovation peut contourner les règles donc oblige le législateur à réagir également en dérégulant puis rerégulant.

Cette analyse donne un caractère endogène au cycle régulation/dérégulation et soutient l'idée que les innovations sont déstabilisatrices (// Minsky).

Théorie de l'habitat financier (F. Modigliani & R. Sutch 1966)

Cherche à expliquer la prime existante sur les taux d'intérêt long terme. Selon cette théorie, les investisseurs ont des préférences pour certains horizons de placement en fonction de leurs ressources (et leurs prévisions). Les entreprises qui souhaitent émettre des titres à un horizon non désiré par ces mêmes investisseurs devront donc ajouter une prime à la rentabilité normale pour les attirer. Explication d'une prime qui ne devrait pas être présente si les marchés étaient parfaits.

L'équilibre de signalement (Leland & Pyle, 1977)

Les marchés financiers sont marqués par une très forte asymétrie d'information. En effet, les emprunteurs potentiels ont une meilleure connaissance de leur projet et donc des risques que les investisseurs. Il y a un problème d'information interne ("inside information"). Modèle à mettre en // avec celui d'Akerlof (Market for Lemons, 1970) qui aboutissant à un marché de l'occasion qui attirent les mauvais emprunteurs (et repousse les bons).

D'après Leland et Pyle, la solution est que les emprunteurs investissent une partie de leurs ressources dans le projet (autofinancement) comme signal positif garant de la stabilité et de la cohérence du projet. Cet investissement dans le projet doit être supérieur à un I de diversification de portefeuille classique.

Théorie qui contredit le Théorème de Modigliani-Miller (1958). La valeur de la firme s'apprécie en fait avec la part du capital détenue par l'entrepreneur.

Cela étant, en observant l'implication des emprunteurs dans leur propre projet, les prêteurs potentiels supportent des coûts. Leland et Pyle suggèrent alors que des firmes apparaissent pour produire et vendre cette information aux investisseurs, réalisant ainsi des économies d'échelle. Mais, étant donné le caractère public de l'information, cette activité deviendrait vite non rentable puisque certains investisseurs profiteraient de cette information sans la payer, en observant tout simplement la composition du portefeuille de leurs pairs informés (comportements de free riding).

Le "shadow-banking system" (Farhi & Macedo Cintra, 2009)

Terme utilisé pour désigner la finance qui échappe aux superviseurs. C'est un marché à risque, dérégulé, qui a cru significativement jusqu'aux défauts de 2007. On parle de système bancaire parallèle puisqu'il s'agit en fait de l'ensemble des activités et acteurs. Le gros problème pour le caractériser et le contrôler est justement qu'il a des contours et activités flous.

Marché de dérivés et où la personne qui prend les risques n'est pas celle sur qui pèsent ces risques.

Voir fiche supervision bancaire.

La théorie du free Banking :

Théorie dans laquelle le système financier n'implique pas de banque centrale ni aucun autre régulateur financier. Les banques posséderaient alors une totale liberté en matière de création monétaire, mais la concurrence suffirait

Catherine BERLEUR

à empêcher les banques de créer de la monnaie de manière infinie grâce au taux d'intérêt du marché interbancaire censé représenter les coûts des fuites hors du réseau de chaque banque. (Ex historique : Nouvelle Angleterre aux USA en 1818)

Le ratio Cooke :

Ratio de solvabilité bancaire qui est recommandé par le Comité de Bâle 1998. Les banques sont tenues de garder un montant de liquidité minimum (8 % de leurs fonds propres) afin de faire face aux imprévues : retournement de la conjoncture et augmentation des impayés de la part de ménages moins solvables, retraits soudains aux guichets de la banque.

Le ratio Mac donough :

Comme pour le ratio Cooke auquel il succède, l'exigence de fonds propres est maintenue à 8% mais ce nouveau ratio prend désormais en compte le risque (de crédit, de marché ou opérationnel) plus ou moins élevé des différents prêts accordés.

Suspension des dividendes

BNP Paribas a annoncé début avril 2020 la suspension du versement de ses dividendes conformément aux recommandations de la BCE. Celle-ci avait demandé fin mars aux banques de la zone euro de ne pas verser de dividendes ni de racheter leurs actions, au moins jusqu'au 1er octobre, pour que le soutien à l'économie soit prioritaire dans la période de pandémie.

Les dividendes au titre de 2019 sont mises en réserve.

Société Générale, Natixis et Crédit Agricole ont également annoncé la mise en réserve de leurs dividendes.

En 2019, les entreprises du CAC 40 avaient distribué 12% de dividendes de + qu'en 2018.

Monnaie (*dictionnaire d'économie*, FOUCHER) : un bien spécifique permettant à toute personne qui en est titulaire d'acquiescer à tout moment n'importe quel autre bien ou service ; elle est ainsi constituée par l'ensemble des moyens de paiement dont disposent les agents économiques.

C'est un instrument servant de support aux échanges qui peut prendre plusieurs formes =

- Fiduciaire
- Scripturale
- Électronique

Liquidité : qualité d'un actif pouvant s'échanger facilement sur un marché. D'après le FMI (2008), deux types de liquidités peuvent être distingués bien qu'étant interdépendants :

- **Liquidité de marché** : facilité avec laquelle il est possible de vendre ou d'acheter des actifs financiers sur le marché sans modifier significativement le prix
- **Liquidité de financement** : facilité avec laquelle une institution solvable peut honorer ses engagements arrivant à échéance

Création monétaire : est le mécanisme permettant au stock de monnaie disponible de s'accroître afin de répondre aux besoins de financement des agents économiques.

Phénomène le plus observé empiriquement est la création de monnaie ex nihilo (crédits font les dépôts), la monnaie n'étant alors qu'un titre de créance et le système monétaire un pur jeu d'écritures.

Offre de monnaie :

- **Endogène** : la monnaie est considérée comme la contrepartie des crédits accordées aux agents non-financiers et est donc corrélée au processus productif
- **Exogène** : l'offre de monnaie est externe au modèle étudié, c'est une donnée fixée

« L'alternance de la pénurie et de la surabondance de monnaie se révélerait aussi désastreuse pour le commerce que les inondations et les périodes de sécheresse l'ont été pour la société » Karl Polanyi dans *la Grande transformation* (1944)

« La monnaie papier est menacée d'un accroissement illimité de son offre qui finirait par en détruire toute la valeur » Galbraith dans *L'Argent* (1994)

« La monnaie achète les biens mais les biens n'achètent pas la monnaie. » Patinkin, 1^{ère} phrase de *La monnaie, l'intérêt et les prix* (1956)

A. LA MONNAIE

Les fonctions traditionnelles de la monnaie, Aristote

- 1) Unité de compte
- 2) Intermédiaire des échanges
- 3) Réserve de valeur

L'exemple d'Arrow et Hahn

Illustre bien les contraintes de la double coïncidence en montrant que dans une économie de troc, des échanges souhaités par les agents peuvent ne pas se réaliser, faute d'intermédiaires des échanges, c'est à dire de monnaie.

La TQM et principe de dichotomie : approche néoclassique de la demande de Monnaie, I. Fisher (1912)

Toute variation trop importante de la masse monétaire par rapport aux échanges va engendrer de l'inflation. La masse monétaire doit être le miroir de l'économie réelle, mais ne l'oriente pas.

Catherine BERLEUR

Il y a principe de dichotomie car il y a étanchéité entre sphère réelle et sphère monétaire. La monnaie est donc neutre. La monnaie ne conditionne que l'inflation.

La relation monnaie-intérêt : approche keynésienne de la demande de monnaie

La monnaie peut être recherchée spécifiquement pour 3 motifs :

- Motif de précaution : Les agents veulent en permanence détenir des encaisses liquides pour parer aux aléas, pour faire face à des dépenses imprévues ou encore pour profiter d'achats avantageux non prévisibles.
- Motif de transaction : Les agents ont besoin d'effectuer des dépenses régulières, voire quotidiennes. Le flux des revenus (1 fois par mois) étant décorrélié du flux des dépenses (régulières) les agents conservent de la monnaie sous forme liquide pour leurs transactions.
- Motif de spéculation : Le coût de détention de monnaie est un coût d'opportunité, celui des intérêts non touchés si on l'avait placée. Le rendement des actifs financiers étant aléatoires, il peut être plus avantageux de conserver de l'argent (le thésauriser) plutôt que de le placer

Le taux d'intérêt est alors une variable monétaire qui rémunère le fait de se priver de liquidité.

→ Rupture avec le principe de dichotomie puisque la monnaie peut être recherchée pour elle-même.

Le modèle du motif de transaction, Tobin (1956)

Le montant optimal des retraits est une fonction croissante du coût de transaction b , ainsi que du montant D des dépenses mensuelles, et une fonction décroissante du taux d'intérêt r .

Ce résultat est remarquable pour plusieurs raisons. D'une part, il donne un fondement rationnel à la détention de monnaie pour motif de transaction. D'autre part, et peut être surtout, il met en évidence le lien inverse existant entre la demande de monnaie et le taux d'intérêt et ce sans présupposer le motif, controversé, de spéculation.

Le modèle du motif de spéculation de Tobin, 1959

L'agent ne désirera placer son argent que si son taux de PV anticipé est positif, donc si :

$$\frac{r}{r^a} - 1 > 0 \Leftrightarrow r > r^a$$

Si j'anticipe baisse des taux d' r , j'anticipe aussi une hausse du prix des titres, et ainsi, je vais garder peu de monnaie pour motifs de spéculation sur mon compte, car je vais acheter beaucoup de titres. Je vais placer toutes mes liquidités pour motif de spéculation sur les marchés.

Supposons maintenant que les agents aient des anticipations distinctes (le niveau de r_a dépend de chacun) et agrégeons ces préférences individuelles.

On peut raisonnablement supposer que plus le taux d' r est important, moins nombreux sont les agents qui vont continuer à supposer qu'il va encore \uparrow . Inversement, plus r est bas, plus nombreux sont les agents qui anticipent qu'il ne peut que \uparrow . Ainsi, au fur et à mesure que r augmente, il y a de + en + d'individus dont le taux d'intérêt critique r^a est inférieur au taux d'intérêt courant r , de sorte qu'une fraction croissante des agents transforme toute leur épargne financière (W) sous forme de titres.

→ Il existe un taux plancher en dessous duquel le taux d'intérêt est tellement bas que 100% des agents vont penser qu'il ne peut qu'augmenter → **trappe à liquidité**

Le quatrième motif de détention de monnaie liquide : le financement (Keynes)

Constat que les entreprises ont naturellement besoin d'être en partenariat avec les banques, on ne peut se financer uniquement par ses fonds propres. Le Banquier fait donc acte de création monétaire pour le financement d'exploitation des entreprises. Vérité général, relève de la comptabilité, la plupart des crédits vont vers les entreprises. → complète la théorie générale qui ne parlait pas de création financière. Renforce le rôle du taux d'intérêt dans la liquidité monétaire.

Le dilemme de la liquidité (Keynes)

La liquidité est nécessaire pour favoriser l'investissement, mais par des phénomènes comme la spéculation elle peut se révéler dangereuse

La monnaie fondante (S. Gesell 1919)

Pour l'économiste italien Silvio Gesell la monnaie pâtit de son double rôle de i) intermédiaires des échanges et ii) réserve de valeur car ils entrent en contradiction l'un avec l'autre. En effet, sans monnaie dans l'économie, les échanges n'ont pas lieu et la monnaie est la seule façon pour les individus de stocker cette valeur. Le problème qui découle est la thésaurisation et ce que Keynes appelle la trappe à liquidité.

La réponse de Gesell à ce problème (qui sera loué par Keynes) : créer une partie de la masse monétaire "fondante", qui perd de sa valeur avec le temps si elle est thésaurisée. C'est finalement les prémices d'un taux d'intérêt négatif qui pousse à consommer plutôt que de placer.

Keynes aurait dit qu'un tel principe "du point de vue strictement technique, est irréprochable"

B. L'INFLATION

Inflation : hausse globale, cumulative et autoentretenu du niveau général des prix d'un espace géographique donné. Se mesure par le taux d'évolution sur 12 mois de l'IPC (indice des prix à la c°) série « ensemble des ménages, France entière », incluant le tabac.

L'Insee la mesure à travers l'indice des prix à la consommation (IPC), lui-même calculé à partir du suivi des prix d'un panier fixe de biens et de services consommés par les ménages. Chaque produit est pondéré proportionnellement à son poids dans la dépense de consommation des ménages. La composition du panier évolue au fil du temps pour rester représentative de la consommation des ménages. Par exemple, en 40 ans, l'IPC a remplacé dans son panier le disque vinyle par la cassette, puis par le CD avant d'intégrer la musique en streaming. Le contenu précis du panier est tenu secret, tout comme la méthodologie exacte de l'indice.

L'IPC hors tabac sert de référence pour déterminer l'évolution des loyers (à travers l'indice de référence des loyers), des pensions alimentaires, des rentes viagères ou du Smic. Sur son site, l'Insee rappelle que « l'indice des prix à la consommation n'est pas un indice du coût de la vie ». Ce dernier correspond à « l'évolution des coûts des achats à effectuer pour vivre selon certaines normes sociales considérées comme standard », explique à Brief.eco Marie Leclair, statisticienne à l'Insee.

L'IPC prend en compte les seules dépenses de consommation. Dans le cas du logement, il intègre les dépenses correspondant au loyer, aux charges (eau, gaz, électricité, etc.) et aux petits travaux d'entretien, mais pas le budget lié à l'acquisition d'un bien immobilier (remboursement de l'emprunt). L'Insee, comme les autres instituts de statistiques de l'UE, assimile cet achat à une dépense d'investissement puisqu'il accroît le patrimoine du ménage.

Inflation sous-jacente : en dehors des pdts volatiles (tabac, pétrole)

Inflation perçue : Chaque mois, l'Insee interroge 2 000 ménages sur leur perception de l'augmentation des prix. Dans une étude publiée en 2017, il note que cette inflation perçue est depuis 2002, date du passage à l'euro, très supérieure à celle mesurée par l'IPC. L'institut avance plusieurs explications, comme le fait que les ménages sont plus sensibles aux prix des produits qu'ils achètent fréquemment, tels que le pain (dont le prix a augmenté) qu'à ceux qu'ils achètent plus rarement, comme les appareils électroménagers (dont le prix a baissé).

Nouvelle méthode de l'INSEE pour évaluer l'inflation (janvier 2020)

Jusqu'ici, l'Insee s'appuyait sur près de 400 000 relevés de prix mensuels effectués dans des points de vente et sur Internet, dont 30 000 réalisés dans les supermarchés et les hypermarchés. Ces derniers sont depuis janvier remplacés par les données de caisse, c'est-à-dire les données recueillies par les enseignes de la grande distribution quand le consommateur passe à la caisse des magasins. Cette nouvelle source permet à l'Insee de suivre l'évolution des prix d'environ 77 millions de produits alimentaires industriels, d'entretien et d'hygiène-beauté vendus en grande surface, qui représentent 11 % du panier de l'Insee.

Déflation : baisse du niveau général des prix mais généralement employé dans une acception plus large c'est-à-dire presque dépression, récession dans contexte de crise. En cas de baisse des prix, les agents vont adopter des comportements attentistes afin d'acheter quand les prix baisseront encore plus, ce qui engendre une baisse de la demande globale et un cercle vicieux auquel les politiques monétaires ne peuvent rien.

Désinflation : processus qui décrit une décélération de l'aug° des prix

Désinflation compétitive :

Inflation en France 2019

En moyenne annuelle, les prix à la consommation en France ont augmenté de 1,1% en 2019 après une hausse de 1,8% en 2018 selon l'INSEE. Les prix du carburants n'ont augmenté que de 0,2% contre 13,2% en 2018. Les prix des produits manufacturés ont baissé de 0,6% plus fortement que l'année précédente (-0,2%).

L'effet Cantillon

En se propageant de proche en proche, l'inflation provoque une distorsion de la structure de pd^o

La déflation par la dette (Fisher, 1933)

La déflation par la dette est un modèle basé sur le principe de corrélation entre le poids de la dette et le niveau des prix d'un pays. La déflation a pour effet de réduire considérablement le poids de la dette. A l'inverse, une hausse des prix conduit à une augmentation du poids de la dette. Selon Fisher, la déflation par la dette explique toutes les crises économiques majeures.

Mécanisme : Plus la croissance économique est forte, plus la confiance des agents économiques est forte, plus les agents sont prêts à s'endetter. Dans un premier temps, l'endettement alimente la croissance, il permet de l'accélérer. Mais à long terme, ce trop fort endettement tirent les prix vers le bas et conduit à la déflation. En effet, en remboursant leurs dettes, les agents économiques perdent peu à peu du pouvoir d'achat. Ainsi, la consommation des ménages, la demande et donc les prix baissent. Mais les entreprises ne suivent pas directement la baisse de la demande et continuent à produire. Leurs stocks qui augmentent sont alors écoulés par une nouvelle baisse des prix. Les entreprises doivent alors réduire leurs coûts et donc licencient. Ainsi la déflation par la dette conduit à une augmentation du chômage. En cas de déflation dans un pays, sa monnaie gagne de la valeur. Il faut une quantité de monnaie plus faible pour acheter des biens et services, les prix étant en baisse. Du point de vue de la dette, la déflation est bénéfique pour les prêteurs et pénalisante pour les emprunteurs. Pour ces derniers, le remboursement de la dette coûte de plus en plus cher, étant donné que la monnaie gagne de la valeur avec le temps. Il leur faut rembourser plus qu'avant, cela impacte donc leur niveau d'endettement. Cela oblige certains agents à vendre une partie de leur patrimoine, pour faire face à cette hausse du coût de la dette. La vente massive d'actifs fait baisser leur prix et entretient la déflation. C'est une perte supplémentaire pour les agents économiques. La déflation s'auto-alimente et c'est pour cette raison qu'il est très difficile d'en sortir.

C. BANQUE CENTRALE ET POLITIQUE MONÉTAIRE

Banque centrale : institut d'émission de la monnaie chargé de la conduite de la politique monétaire. C'est la « banque des banques », c'est auprès d'elle que les établissements du crédit viennent se refinancer

La politique monétaire : « l'ensemble des moyens mis en œuvre par un État ou une autorité monétaire pour agir sur l'activité économique par la régulation de sa monnaie » (Banque de France)

La pm monétaire de la zone euro est confiée à la Banque centrale européenne (BCE). **Deux objectifs** principaux lui sont assignés :

– le **contrôle de l'inflation** ($< 2\%$) dans la zone euro, défini comme l'objectif prioritaire (article 105 des statuts de la BCE) ;

Catherine BERLEUR

– la **croissance et l'emploi** : cet objectif est secondaire, c'est-à-dire que la BCE ne doit pas mener des actions qui permettraient de soutenir la croissance si, par ailleurs, elles tendent à contrarier son objectif de contrôle de l'inflation.

La BCE ne peut pas agir en tant que tel sur le niveau de l'inflation ; elle doit donc se fixer des objectifs intermédiaires sur les indicateurs qui sont à l'origine de l'inflation : contrôle de la masse monétaire, suivi d'indicateurs réels tels que les coûts...

La zone euro ayant adopté pour l'euro un régime de change flottant, la BCE n'a pas comme objectif la stabilité du taux de change.

Pour atteindre ses objectifs, l'Eurosystème dispose d'une série d'instruments de politique monétaire : il effectue des opérations d'open market, offre des facilités permanentes et impose aux établissements de crédit la constitution de réserves obligatoires rémunérées sur des comptes ouverts sur les livres des banques centrales nationales.

Principaux instruments de la politique monétaire :

Pour piloter les taux d'intérêts à court terme, instruments dits « conventionnels » :

- × **Opérations de refinancement** : opérations par lesquelles la BC fournit aux établissements bancaires la liquidité dont ils ont besoin. Parmi ces opérations on peut distinguer :
 - **Opérations d'open market**, c'est-à-dire qui s'effectuent aux conditions de marchés. La BC procède à des appels d'offres pour la liquidité. En période normale, la BCE fixe une quantité de liquidité qu'elle est prête à fournir en échange d'une prise en pension d'actifs. Pour ces premières opérations, la BCE pratiquait un taux fixe, puis de 2000 à 2008 elle a pratiqué des appels d'offre à taux variables : le montant était accordé au plus offrants. Depuis 2008 et l'assèchement du marché interbancaire, la BCE est revenue à des taux fixes. Achats ponctuels ou réguliers par les BC de titres détenus sur le marché monétaire → fixe le coût du refinancement pour les banques de second rang
 - **Les facilités permanentes** : il s'agit de répondre aux besoins de liquidité immédiats des banques par le biais de prêts ou de dépôts de 24h.
 - **Facilités de prêt marginal** : prêt à 24h. Un actif doit être déposé en garantie.
 - **Facilité de dépôt** : les banques peuvent déposer dans leur compte à la banque centrale les excédents de « monnaie Banque centrale ». En Europe le taux de dépôt est devenu négatif en 2015.
- × **Les réserves obligatoires** : l'Eurosystème impose aux banques commerciales la constitution de réserves sur des comptes ouverts sur les livres des banques centrales nationales. L'objectif des réserves obligatoires est de créer (ou d'accentuer) un besoin structurel de liquidités pour les banques commerciales. Les réserves obligatoires sont un outil de politique monétaire en constituant un frein à la création monétaire.

→ Actions par la liquidité

- **L'action par les taux directeurs** : en fixant la rémunération à laquelle elle prête de l'argent aux banques commerciales sur le marché monétaire, elle fixe ainsi le coût du refinancement pour les banques de second rang ;

+ mesures dites non conventionnelles mises en place par BCE depuis 2014 : **taux négatifs, programmes d'achat de titres, opérations de refinancement ciblées à long-terme.**

Afin de **contrôler l'inflation**, la BCE peut **limiter la création de monnaie scripturale** par les banques de second rang (crédits distribués). Pour cela, elle peut limiter l'accès au refinancement sur le marché monétaire pour ces banques en augmentant le coût du refinancement (hausse des taux directeurs) ou en restreignant la quantité de liquidités

Catherine BERLEUR

disponibles (réduction des opérations d'*open market* et hausse des réserves obligatoires). En l'absence de liquidités en monnaie centrale nécessaires pour faire face aux retraits (notion de diviseur de crédits), les banques sont obligées **d'accorder moins de crédits et créent donc moins de monnaie**.

Mario Draghi, président de la BCE a dit en 2012 : " The ECB is ready to do whatever it takes to preserve the euro. And believe me, it will be enough."

Quantitative easing : l'assouplissement quantitatif (« quantitative easing » ou « QE » en anglais) est une action des banques centrales visant à apporter de l'argent aux banques en leur rachetant des obligations qu'elles détiennent (titres de dette des États ou des entreprises). L'objectif est de permettre aux banques de prêter plus facilement de l'argent, et avec un taux plus faible, aux entreprises et aux particuliers pour encourager l'investissement et la consommation. Ce type d'intervention a été utilisé par plusieurs grandes banques centrales depuis la crise financière de 2008, notamment celle des États-Unis et la Banque centrale européenne. Cette politique, dite non conventionnelle, est souvent décidée lorsque les taux directeurs (politique monétaire dite conventionnelle) ont déjà été fortement abaissés et que cela ne suffit pas à produire les effets escomptés sur l'investissement et la consommation.

La règle de Taylor (1993)

Fournit un moyen de calculer le principal taux directeur de la BC

Dilemme d'incompatibilité de Rey (2013)

Reprend le triangle d'incompatibilité de Mundell, dans lequel le régime des taux de change devient secondaire.

Théorie d'inconséquence temporelle (Kydland, Prescott, 1977)

Pour atteindre ses objectifs, un gouvernement peut soit agir par surprise soit mettre en place une politique différente de celle annoncée au préalable, en raison des anticipations des agents (π monétaires)

Paradoxe de la crédibilité (Goodfriend, 2001)

Politique monétaire de lutte contre l'inflation pourrait contribuer à une dynamique de fragilisation financière de l'économie

Hypothèse de Schwartz (Anna Schwartz)

Politique monétaire orientée vers la stabilité des prix contribue à réduire la fréquence et la gravité des crises financières

Ciblage de l'inflation et politique de discrétion contrainte (Bernanke et Mishkin 1997).

D'un point de vue classique, avantages et arguments d'un câblage de l'inflation

Kydland et Prescott (1977)

Raisonnement liant crédibilité et efficacité des π

Théorème de Barro Gordon (1982)

La BC doit être indépendante pour contrer les anticipations inflationnistes et favoriser l'efficacité des politiques monétaires

Le modèle de Diamond-Dybvig (1983)

Déséquilibre entre durée de vie des dettes et celle des créances des banques peut engendrer un bankrun

L'effet d'encaisse réel (Pigou repris par Patinkin)

Avec le motif de précaution, une hausse des prix peut engendrer une baisse de la demande de b&s. Cet effet reste temporaire

Banque centrale turque (juillet 2019)

PM turque Erdogan a limogé le gouverneur de la BC dont le mandat courait jusqu'en 2020. Afin de lutter contre l'inflation, l'institut monétaire avait relevé ses taux à 24% en raison d'un taux d'inflation annuel à 15,7%.

→ Remet en cause l'indépendance monétaire

La Chine et sa monnaie

Le département du Trésor américain a retiré en janv 2020 la Chine de sa liste des pays manipulant leur devise pour en tirer des avantages commerciaux. L'exécutif américain avait estimé en août que la Chine dévaluait sa monnaie afin de vendre ses X° moins cher pour gagner en compétitivité.

Impact du coronavirus (février 2020)

BC chinoise a annoncé des cessions temporaires de titres à hauteur de 156 milliards d'euros pour permettre au système bancaire de fonctionner pendant la période de prévention et de contrôle épidémique liée à la propagation du coronavirus 2019-nCoV. L'épidémie du coronavirus provoque un ralentissement économique en Chine avec la suspension des transports et la fermeture de nombreuses usines.

Critiques envers les politiques monétaires non-conventionnelles ou très accommodantes :

- Taux d'intérêts très bas ou négatifs ont **des effets redistributifs qui sont disruptifs socialement** : les épargnants et les retraités modestes sont les grands perdants tandis que les emprunteurs sont les grands gagnants, ainsi que les ménages riches dont les obligations, actions ou bien immobiliers sont dopés par les taux d'intérêts bas
- Taux d'intérêts bas réduisent le rendement des actifs investis par les compagnies d'assurance et les fonds de pension
- Taux d'intérêts bas réduisent directement les revenus nets des banques donc leur profit et leur accumulation endogène de fonds propres par mise en réserve des bénéfices. Étant soumises à la régulation macroprudentielle, elles peuvent réduire leur offre de prêt.
- Taux d'intérêt bas encouragent les investisseurs et épargnants à prendre des risques excessifs pour augmenter leur rendement. Cela conduit à la création de bulle financière sur certains actifs
- Taux d'intérêt bas permettent à des entreprises à rentabilité insuffisante de continuer à se financer ce qui réduit la croissance globale et l'incitation à l'innovation technologique
- Taux d'intérêt bas peuvent être contre-productif pour relancer la c^o puisque certains ménages ont des obj de stock d'S à un certain horizon (départ retraite, etc.) et peuvent être amené à augmenter leur S et baisser leur c^o avec la baisse des rendements

Taux d'intérêt neutre et analyse officielle de la BCE (octobre 2019)

Taux d'intérêt bas ou négatifs résultent plus de l'état structurel global de l'économie que de la politique monétaire de la BCE

Taux d'intérêt neutre = celui qui égaliserait of et dde de financement

Ce taux d'intérêt neutre aurait baissé en raison de la diminution séculaire du rendement du capital en raison de :

- Vieillesse de la pop°
- Baisse de la croissance du PT
- Changements comportements liés à la préférence pour le présent

La BCE doit accompagner cette évolution exogène sous peine de causer déflation et sous-emploi avec taux d'intérêt trop haut

Politique monétaire optimale dans une situation de taux nuls (Eggertson & Woodford 2003)

Étude de quelle politique mettre en place lorsque le taux d'intérêt directeur est nul. En effet, on se rapproche d'une situation de trappe à liquidité dans laquelle la politique monétaire est inefficace (// IS-LM par exemple)

Si la réponse la plus simple en termes de politique économique est de pratiquer la relance budgétaire, G. Eggertson et M. Woodford apportent également des éléments de réponse de politique monétaire. La solution est de garantir

Catherine BERLEUR

que les taux restent nuls (ou accommodants) même après que l'économie soit sortie de la situation de trappe à liquidité. L'objectif est de forger des anticipations de boom chez les agents \Rightarrow restaure la confiance qui conditionne la reprise. La seule condition est que la BC soit capable de fixer les taux comme elle l'a annoncé = pas de chocs exogènes ou d'intervention extérieure qui lui en empêche.

Empiriquement, R. Gürkaynak, B. Sack et E. Swanson (2005) ont montré que les variations d'actifs dans le sillage d'annonces de la Fed interviennent plus parce qu'ils changent les anticipations que par des effets directs de modification de taux.

Rapport de la DG Trésor de janvier 2018 : la taille du bilan des BC, nouvel instrument de la politique monétaire

Outils non conventionnels : QE et taux bas (pour faire simple). Intéressant car s'interroge sur un nouvel outil : la taille du bilan = ensemble des actifs détenus. Le QE fait exploser la taille du bilan.

Grandes conclusions de la note : le bilan de la BC aux USA représente 24 % du PIB us en vs en Zone euro 34 % et vs au Japon 89 % en 2018.

Pour le Japon, représentait 20 % du PIB en 2000.

Depuis la crise de 2008/2009 le bilan a augmenté par le rachat d'actif. Une question : faut-il réduire ce bilan ou pas ?

Compare le bilan des BC et le QE avec le taux d'î.

D'après cette note, les achats d'actifs vont plus influencer les taux de CT que de LT. Les taux directeurs vont eux, plus influencer le CT pour tendre vers le LT progressivement.

Relancer durablement l'éco ou faciliter l'emprunt des ménages/E ça peut être intéressant de jouer sur les taux de LT. Courbe des taux croissantes à LT normalement, devenu aplatie cet été \Rightarrow pb de rentabilité des banques. La diff CT/LT est la rentabilité.

Dettes FR 55 % détenues par des non-résidents \neq Japon. Les I se retirent donc bcp plus facilement en cas de panique

Barthélemy (et alii) (2019)

Rapport qui montre que la communication est devenue un instrument de politique monétaire. Les banques ont changé de stratégie \Rightarrow ne veulent plus surprendre mais au contraire de faire ce qui est annoncé. Le rapport s'intéresse à la com des BC depuis 25 ans. Elles communiquent + pour 2 raisons : transparence comme mission de service publique = vraie information ET que la com est un instrument pour améliorer de l'efficacité de la politique monétaire.

BC et coronavirus (mars 2020)

FED a annoncé mi-mars une nouvelle baisse de ses taux directeurs et un rachat massif de bons du Trésor américains. La BCE a aussi décidé d'allouer des moyens supplémentaires au rachat d'obligations (titres de dette publique et privée) détenues par les banques. Ces annonces, également destinées à rassurer les investisseurs, n'ont pas eu l'effet escompté sur les places boursières, les principaux indices accusant de fortes baisses ces derniers jours.

Ces opérations visent à fournir des liquidités suffisantes aux banques et à leur permettre de continuer de prêter aux entreprises alors que ces dernières doivent faire face à une baisse de leurs recettes.

La monnaie hélicoptère

= création de monnaie par la banque centrale pour la donner sans contrepartie aux ménages et aux entreprises.

Outil jamais utilisé dans le monde

François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France, la banque centrale française, n'écartera pas le recours à cet outil. Dans une tribune publiée le 8 avril dans Le Monde, il déclare que « rien n'est en principe exclu », tout en précisant que seul un fort ralentissement des prix « pourrait faire envisager de telles hypothèses ».

La monnaie hélicoptère, Friedman 1969

Imagine un hélicoptère pour distribuer des billes à la pop° \rightarrow hausse de la demande de bien \rightarrow hausse des prix car les entreprises ne peuvent pas ajuster aussitôt leur pd°

Scénario fictif pour démontrer qu'une aug° de la quantité de monnaie plus rapide que celle de la pd° alimente l'inflation (hausse générale des prix) et détériore in fine le pouvoir d'achat des ménages

La monnaie hélicoptère, Ben Bernanke, 1999

Le 1^{er} à envisager la « monnaie hélicoptère » comme une véritable option. Dans son article, il estime que cet outils permettrait de lutter contre la déflation au Japon. Dans une situation de déflation, les consommateurs diffèrent leurs achats, ce qui entraîne un ralentissement de l'activité.

Dans un discours prononcé en 2002 alors qu'il est membre du conseil des gouverneurs de la Fed, il affirme qu'en cas de déflation aux EU, la Fed pourrait distribuer de l'argent à l'État pour qu'il baisse les impôts ou augmente ses achats, ce qui équivaldrait à un recours à la monnaie hélicoptère.

Arguments en faveur de la monnaie hélicoptère

- Relancer l'inflation par l'augmentation de la c°
 - o Jézabel Couppey-Soubeyran (janvier 2020) : proposition d'un versement direct de 120 à 140 € par mois à chaque citoyen de la zone euro jusqu'à ce que l'objectif de 2% de la BCE soit atteint
 - o Crise du coronavirus : JCS estime que BCE devrait aussi donner directement de l'argent aux entreprises
- Relance budgétaire qui consiste pour un gouvernement à accroître ses dépenses en temps de crise afin de stimuler la croissance mais sans avoir recours à l'emprunt → effet massif sur la consommation car les ménages ne chercheront pas à épargner par crainte d'une hausse future des impôts
- Contexte de chômage élevé : entreprises auraient la capacité d'accroître leur production pour répondre à la demande, ce qui limiterait la hausse des prix

Arguments contre la monnaie hélicoptère

- En augmentant la masse monétaire → phénomène d'hyperinflation : hausse extrêmement rapide des prix qui tend à éroder le pouvoir d'achat et la valeur de la monnaie
- Ménages pourraient épargner l'argent reçu ou l'utiliser pour l'achat de biens importés, ce qui ne favoriserait pas ou peu l'activité des entreprises nationales

BCE et dette publique

Le droit de l'UE interdit aux BC des États membres d'acheter les titres de dette de ces États lorsqu'ils sont émis. En revanche, elles ont le droit d'acheter ces titres sur le marché secondaire, c'est-à-dire auprès des investisseurs qui les ont acquis cf QE.

Doutes sur la politique de la BCE, mai 2020

La Cour constitutionnelle allemande (Karlsruhe) a donné le 5 mai trois mois à la BCE pour démontrer que le plan de rachat de dettes initié en 2015 (quantitative easing) est bien conforme à ses attributions fixées par les traités européens. La Cour écrit dans son jugement que si la BCE ne parvient pas à démontrer que son plan était justifié, la banque centrale allemande « ne pourra plus participer à la mise en place et à l'exécution du programme » qui a été amplifié pour faire face à la crise liée au Covid-19.

Le rachat de dettes est la principale mesure mise en œuvre par la BCE ces dernières semaines dans le contexte de la crise actuelle. À la demande de la BCE, les banques centrales nationales rachètent les titres de dette de l'État auprès des banques. Elles leur fournissent ainsi des liquidités leur permettant de prêter plus facilement aux entreprises et aux particuliers. La Cour constitutionnelle allemande considère que le mandat de la BCE est de garantir la stabilité des prix, non de financer les États européens, et que sa politique d'assouplissement quantitatif entraîne « des pertes considérables pour l'épargne privée » en raison du maintien de taux bas.

Politique : « science des affaires de la cité » « politikos » : ce qui est relatif à l'organisation et à l'exercice du pouvoir dans une société organisée.

Qui concerne chaque État considéré sur le plan administratif comme une entité souveraine.

Les politiques économiques (ENS en partie) :

Possible de définir les politiques économiques soit par leurs fonctions (Ex : typologie de Musgrave) soit par leurs objets ou leurs champs (monétaires, budgétaires, etc.)

L'ensemble des interventions mises en œuvre par l'État pour atteindre certains objectifs. Parmi ces politiques économiques, il y a les politiques dites **structurelles** qui se focalisent sur une modification des structures de l'économie et ont donc des effets à long terme et les politiques conjoncturelles qui s'adaptent davantage aux cycles économiques afin de réguler l'économie à court terme.

La **politique économique** est un ensemble de **décisions cohérentes** prises par les pouvoirs publics et visant à **atteindre des objectifs** à l'aide de **divers instruments**, afin d'orienter l'économie dans un sens souhaitable à plus ou moins long terme.

La politique économique poursuit divers objectifs : à court terme, objectifs de stabilisation de la conjoncture, et à long terme, objectifs de croissance durable.

Les principaux objectifs de la politique économique de court terme sont représentés dans le « **carré magique** » proposé en 1971 par l'économiste britannique Nicholas **Kaldor** (1908-1986).

A long terme, la politique économique a pour finalité d'assurer une **croissance durable** (qui ne dégrade pas la qualité de l'environnement) et de **minimiser les inégalités sociales**.

Par ailleurs, on peut entendre la politique économique au sens large et y inclure la **politique sociale**. Celle-ci, définie comme l'ensemble des **actions de l'État visant à agir sur la situation sociale des individus**, peut être utilisée à des fins économiques (exemple du RSA étendu aux jeunes utilisé aussi comme mesure de relance conjoncturelle pour faire face à la crise économique).

Rôle : Fonction remplie par quelqu'un, attribution assignée à une institution

Gouvernance : manière dont un domaine d'activités est gouverné. La gouvernance renvoie à un système d'entités décisionnelles qui dirige un certain domaine d'activités, autrement à un « système de gouvernance », impliquant notamment une structure de gouvernance et un dynamisme de système (processus de gouvernance, activités de gestion, etc.) La gouvernance peut être publique ou privée. Lorsqu'elle est privée, il existe des gouvernances d'entreprises, d'association etc. Lorsqu'elle est publique, on retrouve notamment la gouvernance mondiale, territoriale, locale, etc. La gouvernance peut concerner la gestion publique/collaborative des biens communs, le gouvernement d'institution publique (ONU, UE, OCDE, États, etc.), la gestion d'organismes sociaux ou d'organisations associatives.

Elle consiste en la mise en œuvre d'un ensemble de dispositifs (mesures, normes, règles, protocoles, conventions, organes de décision et d'informations, etc.) pour assurer la meilleure coordination des parties prenantes d'une organisation, chacune détenant une parcelle de pouvoir, afin de prendre des décisions consensuelles et de lancer des actions concertées. Ainsi elle doit permettre d'assurer le bon fonctionnement et le contrôle d'un État ou d'une institution.

A. TYPOLOGIE ET OBJECTIFS DES POLITIQUES ECONOMIQUES

La **politique conjoncturelle** vise à agir à **court terme** sur les déséquilibres de la situation économique, à l'aide d'instruments dans un cadre institutionnel donné. Elle englobe la politique **budgétaire**, la politique **monétaire**, la politique **de change**, la politique **des revenus**, la politique de **l'emploi**...

Catherine BERLEUR

La politique structurelle vise à agir à **long terme** sur les caractéristiques fondamentales de l'économie (fonctionnement du marché du travail, état de la concurrence, réglementation...) pour améliorer les performances de l'économie.

= Politique s'inscrivant dans le marbre de la société et dans une dynamique de longue période concernant tout à la fois l'économie, la culture, le pouvoir politique...

Politiques qui cherchent à modifier en profondeur les mécanismes de l'économie, en modifiant sa structure, sa base. Elles peuvent donc concerner de nombreux domaines tels que le marché de l'emploi, l'impact environnemental ; politiques industrielles, d'aménagement des territoires, etc.

➔ 2 volets complémentaires. L'efficacité d'une politique conjoncturelle peut être renforcée par une politique structurelle.

Stratégie de Lisbonne

Axe majeur de politique économique et de développement de l'UE entre 2000 et 2010 ➔ faire de l'UE « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique au monde »

Stratégie révisée à mi-parcours (2005) pour se recentrer sur la croissance et l'emploi

Remplacé en 2010 par le **Projet Europe 2020** : la stratégie vise à **maintenir les investissements dans la recherche, l'innovation et la formation tout en prônant des réformes structurelles**. Elle doit développer une croissance « intelligente, durable et inclusive ». 3 axes principaux : innovation, plein emploi, et croissance plus verte.

Horizon 2020, le nouveau programme de financement de la recherche et de l'innovation, démarre le 1er janvier 2014 pour 7 ans, budget de 79 milliards d'€.

Politique budgétaire : vise à agir à **court terme** sur la situation économique (emploi, croissance, inflation, balance extérieure) par l'intermédiaire du budget de l'État, c'est-à-dire les recettes fiscales (prélèvements obligatoires), les dépenses budgétaires et le solde budgétaire.

- Une **politique budgétaire de relance** (ou politique expansionniste) qui vise une **croissance forte** et le **plein emploi** (par exemple, les politiques économiques menées en 2009 en Europe et aux États-Unis) ; dans ce cas, les moyens de la politique budgétaire sont la **baisse des impôts** et/ou la **hausse des dépenses publiques** ;
- Une **politique budgétaire de rigueur** qui vise à **ralentir l'inflation** et assainir les finances publiques, par le biais d'une **réduction des dépenses publiques** et d'une hausse des prélèvements obligatoires.

Efficacité (ENS) :

La distinction classique entre **efficacité** (rapport entre ce que l'on réalise et les objectifs que l'on s'était fixés) et **efficience** (rapport entre ce que l'on réalise et les moyens mis en œuvre). On pouvait mener une discussion sur les différentes mesures de l'efficacité en économie (optimum de Pareto, critère de Kaldor-Hicks-Scitovsky...) mais il convenait surtout d'insister sur les difficultés soulevées par la capacité des politiques économiques à atteindre leurs objectifs.

L'efficacité économique peut se définir comme la capacité d'une décision à régler un problème économique.

État : Autorité politique souveraine, civile, militaire ou éventuellement religieuse, considérée comme une personne juridique et morale, à laquelle est soumise un groupement humain, vivant sur un territoire donné.

Providence : protection prévoyante, puissance supérieure qui veille sur le destin des individus, on parle de providence maternelle

État-Providence : L'État-Providence est une conception de l'État où celui-ci étend son champ d'intervention et de régulation dans les domaines économiques et sociaux. Elle se traduit par un ensemble de mesures ayant pour but de redistribuer les richesses et de prendre en charge différents risques sociaux comme la maladie, l'indigence, la vieillesse, l'emploi, la famille... L'État-Providence est fondé sur la solidarité entre les différentes classes sociales et la recherche de la justice sociale.

Social : Relatif à la vie des hommes en société ; Qui favorise le développement culturel, l'amélioration des conditions matérielles du plus grand nombre ; Relatif à la protection solidaire, et plus particulièrement à la protection des plus défavorisés, organisée au sein d'une communauté ; Qui favorise une meilleure adaptation des plus défavorisés à la société.

Catherine BERLEUR

État social : la protection sociale et le droit du travail, mais aussi les services publics et les politiques macroéconomiques de soutien à l'activité et à l'emploi. Cette acception large invite à saisir la cohérence d'ensemble de la révolution intervenue au XXe siècle en matière de régulation économique et sociale.

Carré magique, Kaldor, 1971

Principaux objectifs de la politique économique à court terme : plein emploi, stabilité des prix, équilibre de la balance extérieure et croissance.

Ces 4 objectifs paraissent difficiles à atteindre simultanément, d'où l'expression « carré magique ».

Typologie de Musgrave 1959

Typologie des rôles de l'État :

- Allocation des ressources (infrastructures et biens collectifs)
- Stabilisation (politiques contra-cycliques)
- Redistribution

Misery index d'Okun

Somme le chômage et l'inflation pour mesurer les performances économiques

Devoirs de l'État selon Smith

- 1) Protéger la société de la violence
- 2) Protéger chaque individu de l'injustice
- 3) Ériger et entretenir certains travaux publics (services publics nécessaires à l'éq* de la société)

B. PLUS D'ÉTAT ?

Théorie de la justice (Rawls, 1971)

Le voile d'ignorance permet de distinguer deux grands principes (d'égalité liberté et de différence) qui forment la théorie de la « justice as fairness »

3 principes : - Égalité des droits

- Principe d'efficacité globale de certaines inégalités → une inégalité peut profiter à un plus grand nombre
- Égalité des chances : système méritocratique

Politique monétaire selon Keynes

Politique monétaire = actrice de la régulation. En situation conjoncturelle ; les liquidités peuvent relancer l'économie. Hausse de la masse monétaire permet baisse du taux d'intérêt → hausse d'I → hausse demande

Policy mix et trappes à liquidité dans IS LM

Politique monétaire doit s'accompagner d'une politique budgétaire pour éviter le risque de trappe à liquidité.

Policy Mix aux EU

Déficit budgétaire américain a dépassé les 1000 Mds de dollar. Politique monétR et budgtR expansionniste = policy mix.

Multiplicateur keynésien de la politique budgétaire

Intervention directe par le biais d'I publics permettent de relancer la croissance. Logique de l'économie mixte où l'État est acteur à plein temps + redistribution pragmatiques des revenus car Pmc est décroissante

Théorème d'Haavelmo, 1945

Pmc est linéaire mais la relance par l'impôt reste efficace. L'impôt permet d'obtenir l'effet multiplicateur sans s'endetter.

Théorème BLS (Bowen-Lindhal-Samuelson)

Les biens publics purs (non-rivaux et non-exclusifs) ne peuvent émerger grâce au marché, l'État doit donc intervenir. L'État doit intervenir jusqu'à ce que $U_m < C_m$ c'est-à-dire que la désutilité de la taxe devienne supérieure à l'utilité du bien public. Dans les faits : $TMS_{privé/public} = C_m(b)$

Différence entre optimum social et optimum privé, Charles Plott 1983

Avec l'existence d'externalités et de coûts de transactions, le marché conduit à un optimum privé mais pas à un optimum social

→ Intervention de l'État légitime

C. MOINS D'ÉTAT ?

Théorie de la capture (Stigler, 1971)

Des groupes d'intérêt et d'acteurs π orientent les moyens de réglementation et le pouvoir coercitif de l'état pour leur propre intérêt. Moins d'état permettrait de régler ce problème d'abus de pouvoir.

Fédéralisme budgétaire, théorème de décentralisation (Oates, 1972) et principe de subsidiarité

Sauf en présence d'externalités et de biens publics, la décentralisation > centralisation

Décentralisation : processus qui transfère des compétences administratives de l'État central vers des entités locales distinctes de lui, telles que les régions, les départements ou encore les communes. Ce processus est générateur d'autonomie pour lesdites entités, qui peuvent alors disposées de subventions de l'État central, et de la liberté de constituer leur propre budget en établissant leur propre régime fiscal, sans intervention directe de ce dernier. La décentralisation se justifie notamment par les principes de subsidiarité et de suppléance.

Principe de suppléance : maxime politique et sociale selon laquelle, quand et si des problèmes de responsabilité publique excèdent les capacités d'une petite entité à les résoudre, l'échelon supérieur a alors le devoir de la soutenir, dans les limites du principe de subsidiarité.

Principe de subsidiarité : une maxime politique et sociale selon laquelle la responsabilité d'une action publique, lorsqu'elle est nécessaire, revient à l'entité compétente la plus proche de ceux qui sont directement concernés par cette action. Ainsi, lorsque des situations excèdent les compétences d'une entité donnée responsable de l'action publique, cette compétence est transmise à l'entité d'un échelon hiérarchique supérieur et ainsi de suite. Le principe de subsidiarité veille à ne pas déconnecter la prise de décision publique de ceux qui devront la respecter.

Ces deux principes (subsidiarité et suppléance) visent théoriquement la recherche du niveau pertinent et le plus efficient d'action publique, dans le cadre du respect de la loi et des compétences des collectivités.

Théorème de Coase (1960)

Si les coûts de transaction sont nuls alors l'allocation des droits de propriété se fera automatiquement de manière optimale (jeu des échanges et des marchandages). Une intervention étatique ne peut se justifier qu'à condition que les coûts engendrés par la réglementation < coûts sans réglementation et que l'action produise des bénéfices > à ces coûts de transaction

École du Public Choice, Buchanan et Tullock (1962)

Recommande de privatiser les entreprises publiques pour les soumettre à la concurrence et garantir une meilleure allocation des ressources car les responsables publics et fonctionnaires ne poursuivent pas l'intérêt général mais leur intérêt particulier.

Catherine BERLEUR

Types d'hommes politiques selon Buchanan

- Idéologue
- Profiteur
- Mégalomane

Cycles politiques, Nordhaus 1975

Cycle politico-économiques notamment dans l'arbitrage inflation-chômage

Π_q mettent en place π_q de CT visant à se faire réélire en acceptant un taux d'inflation > optimum de LT en échange d'une baisse transitoire du chômage

Cycles politico-économiques, Alberto Alesina 1989

Gauche sous-estime inflation et droite trop rigide sur l'inflation → accélère l'amplitude des cycles économiques et donc leurs inconvénients (mauvaises anticipations, moins d'I à LT, etc.)

Théorie du militant, Hibbs 1977

- Gauche préfère – de chômage au prix de + d'inflation
- Droite préfère – d'inflation au prix de + de chômage

Privatisation de la FDJ

La Crise de l'État-Providence, Pierre Rosanvallon

Elle est triple ; elle concerne à la fois sa légitimité, son financement, et son efficacité. Il pose donc la nécessité pratique d'assouplir le système, ce qui passe forcément, au niveau des principes, par une redéfinition des frontières entre l'État-providence et la société.

Défaillances : contre-productivité → finance = redistribution et des impôts étant plus rapide que celle de la production, elle entraîne mécaniquement l'augmentation des prélèvements obligatoires

→ Sur le plan économique, les politiques keynésiennes sont rendues inefficaces par de fortes contraintes extérieures.

Bouleversement du contexte sociopolitique ainsi que la non-délimitation des fonctions étatiques provoquent les effets pervers responsables de la crise de l'État-providence.

La croissance du coût des politiques sociales ; le recul sécuritaire de la démocratie ; le sentiment d'injustice suscité par les redistributions ; le développement des corporatismes. Rosanvallon reproche plus fondamentalement à la solidarité orchestrée par l'État d'entraver la liberté individuelle, l'autonomisation, et la gestion solidaire citoyenne.

Théorie de l'inconséquences temporelle, Kydland et Prescott 1977

Politiques discrétionnaires au gré des gouvernements et des conjonctures → agents anticipent → actions sous optimales à long terme → empêchent des anticipations stables

→ Politiques discrétionnaires sous-optimales à long terme

Critique de Lucas

Utiliser des équations pour piloter l'économie est inefficace et déstabilisant puisque les variables dépendent des anticipations (rationnelles) des agents et de leurs réactions aux interventions. A chaque décision, l'équation évolue mais pas le système dans son intégralité → incohérence temporelle

Théorie de l'inefficacité politique, Sargent et Wallace, 1976

Utilisent base micro et séquentialité. → incohérence temporelle

Métaphore d'Ulysse et des sirènes

D. QUELLES POLITIQUES ?

Règle de Tinbergen

Règle d'affectation de Mundell

Associer à chaque situation économique un outil/ π économique en raison de l'avantage comparatif dont ils disposent pour raison d'efficacité

Théorie de la taxation optimale

Ramsey (1927) : taxer uniquement les biens et services et particulièrement ceux inélastiques

Mirrlees (1971) : taxation du revenu avec un arbitrage de l'état entre égalité et efficacité

Théorie d'inconséquence temporelle (cf. I)

Modèle Mundell-Fleming

Il permet d'analyser le rôle joué par la mobilité internationale des capitaux dans l'efficacité de la politique macroéconomique sous différents régimes de change. C'est un modèle de type keynésien où la production est déterminée par la demande. L'ouverture des économies porte à la fois sur l'échange des biens et des titres. Le modèle comporte plusieurs hypothèses : fixité complète des prix et des salaires ; absence d'effets de richesse ; absence de mécanisme d'anticipation de change.

Théorème de l'équivalent-certain, Theil

Ce théorème énonce que le niveau de l'instrument de politique économique qui maximise l'espérance mathématique de la fonction de préférence de l'État est obtenu en remplaçant les variables aléatoires par leur espérance mathématique. Le théorème n'est vérifié que si, d'une part, la préférence de l'État est représentée par une fonction quadratique ce qui implique des taux marginaux de substitution variables entre les arguments de la fonction de préférence et d'autre part, si la variance de la variable aléatoire est indépendante du niveau de l'instrument de politique économique.

E.

F. DETTE ET DEFICIT PUBLICS

La dette (ENS) est la somme des déficits accumulés au fil du temps. La question de la **soutenabilité** se pose quand il existe un risque pour que la somme des recettes actualisées anticipées soit insuffisante pour recouvrir la somme des dépenses futures. Un des critères essentiels pour juger de cette soutenabilité est le ratio dette/PIB. Ainsi, la convergence ou la divergence de la dette dépendra de la différence entre la croissance de la dette et la croissance du PIB. Les variables importantes sont donc les excédents/déficits budgétaires, le taux d'intérêt (auquel les États empruntent !!) et le taux de croissance économique des États.

En allemand, « schuld » veut dire à la fois dette et culpabilité → sentiment que laisser la dette aux générations suivantes est un fardeau inacceptable (interview d'Olivier Blanchard, ancien économiste en chef du FMI au journal le Point en février 2019)

Soutenabilité : capacité de l'État à faire face à ses engagements tout en maintenant sa politique budgétaire sans devoir adopter d'ajustements majeurs à l'avenir.

La dette publique est, dans le domaine des finances publiques, l'ensemble des engagements financiers pris sous formes d'emprunts par un État, ses collectivités publiques et ses organismes qui en dépendent directement (certaines entreprises publiques, les organismes de sécurité sociale, etc.). On retrouve alors des dettes de court terme (un an ou moins), à moyen terme (jusqu'à dix ans) et à long terme (au-delà de dix ans).

Dans la dette publique, on distingue deux types de dettes :

Catherine BERLEUR

- **Dette publique intérieure** : désigne l'ensemble des créances qui sont dues par un pays, État, entreprises à des agents économiques résidents dans ce même État.
- **Dette publique extérieure** : désigne l'ensemble des créances qui sont dues par un pays, État, entreprises et particuliers compris à des prêteurs étrangers

Dette souveraine : dette émise ou garantie par un émetteur souverain, c'est-à-dire un État ou une banque centrale, mais en aucun cas une entreprise ou un individu.

Déficit budgétaire : Le déficit budgétaire est le solde négatif du budget de l'État. Il y a déficit lorsque les dépenses (hors emprunt) excèdent les recettes (hors remboursement d'emprunt). Dans le cas contraire, on parle d'un excédent. Un budget est en équilibre lorsque les recettes sont égales aux dépenses.

Règle budgétaire : contrainte sur la politique budgétaire d'un gouvernement imposant des plafonds sur des agrégats de finance publique.

2 obj principaux : soutenabilité à LT et stabilisation à CT

Justification principale : éviter l'effet procyclique conduisant à choisir des déficits élevés et à reporter l'austérité sur le futur

Défaut de paiement : un pays se déclare ou est déclaré en « défaut » s'il ne peut pas rembourser des emprunts arrivant à échéance ou s'il ne peut plus verser les intérêts

La notion de solde budgétaire

- Solde budgétaire : différence entre les recettes et les dépenses prévues dans la loi de finances
- Solde primaire : solde budgétaire sans les remboursement des intérêts dus au titre de la dette publique
- Solde structurel : solde budgétaire après retranchement des éléments conjoncturels

Règle budgétaire, Claeys, Darvas et Leandro (2016)

Préconisent nouvelle règle budgétaire basée sur le taux de croissance des dépenses publiques : dépenses publiques en valeur ne devraient pas augmenter + vite que le PIB nominal et + lentement pr les pays avec dette excessive

→ Peut rester au même niveau en cas de baisse du PIB

→ Encourage à la rigueur budgétaire quand hausse du PIB

Équivalence ricardienne, Barro 1974

Intervention publique a le même efficacité indépendamment de la méthode de financement

Dette publique et taux d'intérêt faible, Blanchard (2019)

Le contexte actuel est marqué par des taux d'intérêt plus faibles que le taux de croissance du PIB. L'État peut refinancer sa dette en émettant de nouveaux titres pour verser les intérêts qu'il doit. Si la dette augmente comme les taux d'intérêt mais que la croissance augmente plus vite, le ratio dette/PIB baisse. Il est donc avantageux d'emprunter plus aujourd'hui.

Effet d'hystérèse, De Long et Summers (2012)

Relance budgétaire de l'activité entraîne une hausse des recettes fiscales et ainsi potentiellement peut compenser le creusement de la dette.

Croissance dans une période de dette de Reinhart-Rogoff (2010)

En 2010, Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff estiment que dans une économie où le rapport dette publique / PIB est supérieur à 90%, la croissance a tendance à chuter considérablement (on parle de divisée par 2 dans l'article original). Étant donné que cette théorie est apparue dans les années qui ont suivi la crise de 2007-2008, elle a servi le discours de nombreux politiques en faveur de l'austérité budgétaire.

Catherine BERLEUR

En 2013, un groupe d'étudiants américains a remis en cause cette théorie, et particulièrement les données chiffrées, dénonçant ainsi le choix de politiques d'austérité dans de nombreux pays suite à cet article. En définitive, il demeure prouvé qu'un niveau de dette public à plus de 90% du PIB a un impact néfaste sur la croissance, mais il est bien inférieur à celui proposé par Rogoff et Reinhart en 2010.

Finalement les étudiants du Massachusetts montrent que l'article a influencé le "Path of Prosperity" du parti républicain (élections de 2012)

Économie politique de la dette (G. Tabellini, 1991)

G. Tabellini a démontré, en 1991, l'existence d'une relation entre la soutenabilité de la dette, son volume et le degré d'inégalités existant au sein de la société. Ses conclusions, fondées sur un modèle à deux générations imbriquées, sont les suivantes : si les inégalités au sein de la société sont fortes, seuls les plus aisés ont intérêt à ce que la dette soit remboursée car ce sont eux qui détiennent ces titres. Par conséquent, la dette risque d'être répudiée et le pays risque le défaut de paiement. A l'inverse, l'absence d'inégalités au sein de la société fait que plus personne n'a intérêt à rembourser la dette, ce qui conduit également au défaut. En fin de compte, G. Tabellini démontre qu'un degré raisonnable d'inégalités permet de préserver la soutenabilité de la dette publique.

Pacte de stabilité et croissance (Traité d'Amsterdam 1997)

Instrument dont les pays de la zone euro se sont dotés afin de coordonner leurs politiques budgétaires

Règle d'or britannique (1998)

Règle d'or : déficits structurels ne doivent servir qu'à financer des investissements publics rentables. Les I publics sont soumis aux règles de décision des I privés, la somme actualisée des rendements devant être supérieure à la dépense engagée.

Frein constitutionnel allemand (2009)

La Constitution allemande de 1949 interdisait tout déficit structurel, ce qui n'a pas empêché le budget d'être en déficit une quinzaine de fois depuis 1973 et la dette publique d'atteindre 80% du PIB. En 2009, l'Allemagne a durci son dispositif en plafonnant à 0,35% du PIB à partir de 2016 avec un dépassement autorisé en situation d'urgence.

Règle d'or des finances publiques pour P. Leroy-Beaulieu

Les dépenses d'I de l'État doivent être financées par l'emprunt afin de partager le financement de celles-ci entre les générations.

Répression financière, McKinnon 1973

Décrit l'obtention par l'États de prêts préférentiels auprès de publics nationaux. Ensemble de mesures (plafonnement des taux d'intérêt, resserrement des liens entre État et secteur bancaire, réglementation des mouvements de capitaux, etc.) permettant à l'État de bénéficier de taux d'intérêts bas.

Rapport de la Cour des comptes février 2020

La Cour des Comptes chargée du contrôle de la dépense publique, a publié en février son rapport annuel. Le déficit public s'élève à 3,1% du PIB en 2019, soit 0,6 point de plus qu'en 2018. Selon l'institution, cette hausse s'explique par un « montant élevé de mesures temporaires » comme celles prises en réponse à des mouvements sociaux, en particulier les gilets jaunes. La Cour précise que du fait de cette persistance du déficit public, la dette atteint 98,8% du PIB.

La Cour rappelle que la dette publique est passée en dessous de 60% en Allemagne, respectant les critères de Maastricht, et qu'elle a reculé de plus de 9 points dans la zone euro hors France.

Déficit public de l'UE (Eurostat, 2019)

2018 = 0,7% du PIB

14 pays en excédent :

- Luxembourg (+ 2,7%)

Catherine BERLEUR

- All (+ 1, 7%)
- Grèce (+ 1%)

Pays en déficit :

- It (-2,2%)
- RU (-2,3%)
- Esp (-2,5%)
- France (-2,5%)
- Chypre (-4,4%)

L'inversion de la courbe des taux

On entend par "courbe des taux" les rendements des emprunts d'État (Bons du Trésor, dont la durée peut aller jusqu'à 30 ans). Une courbe des taux a normalement une pente ascendante, plus l'emprunt étant sur une longue période, plus le rendement devrait être élevé pour compenser le risque qui est couru par le prêteur.

On parle d'inversion de la courbe lorsque les rendements à court terme deviennent plus importants qu'à moyen/long terme. C'est un phénomène rare qui peut s'expliquer par une politique monétaire restrictive ou également (surtout dans un contexte de taux bas) une inquiétude quant aux marchés. Parfois signe d'une récession à venir \Rightarrow les agents n'ont pas confiance dans le court terme donc sont prudents (donc hausse des taux car moins de placement à CT).

Le montant et l'évolution du déficit public (avril 2019)

2018 : 2,5% du PIB, le 3^e de la zone euro à égalité avec l'Espagne, derrière Chypre et le Roumanie

2019 : 3,1% du PIB (pire de la zone euro)

La tendance de ces 40 dernières années est inquiétante : le déficit public est devenu de plus en plus important en période de crise économique ou de fort ralentissement de l'activité et il est revenu ensuite très difficilement vers son niveau antérieur à cette crise ou à ce ralentissement. Si le déficit public a presque toujours été inférieur à 3,0 % du PIB jusqu'en 1990, il n'a été inférieur à cette limite que 6 fois au cours des 25 dernières années. Cette tendance traduit une aggravation du « déficit structurel » des administrations publiques.

Le montant et détenteurs de la dette publique (août 2019)

Fin 2018 : 98,4% du PIB au sens de Maastricht

L'Etat recourt plus à l'émission de titres obligataires à long terme et nettement moins aux emprunts bancaires. Les APUL, à l'inverse, émettent très peu de titres et recourent presque exclusivement au crédit bancaire. La part des titres à long terme dans leur endettement a toutefois fortement augmenté depuis 2009.

La répartition par créancier de la dette des APU est très mal connue, notamment parce que les détenteurs des obligations émises par l'Etat, qui en forment presque les trois quarts, sont eux-mêmes très mal connus. Si l'agence France Trésor, qui en assure la gestion, connaît les acheteurs de ces titres à l'émission, c'est-à-dire sur le « marché primaire », elle ne sait pas toujours à qui ceux-ci les revendent sur le « marché secondaire ».

Environ 53 % des détenteurs de titres négociables émis par l'Etat sont des non-résidents³, partagés à peu près en parts égales entre les européens et les non-européens. Les compagnies d'assurance, principalement d'assurance-vie, en détiennent environ 19 % et les établissements de crédit 6 %. La Banque de France est le plus important des « autres détenteurs français ».

Croissance spontanée, élasticité et assiette des prélèvements obligatoires

La croissance spontanée *i.e.* à législation inchangée de chaque impôt ou cotisation sociale dépend de l'évolution de l'assiette sur laquelle il est prélevé. L'élasticité de chaque prélèvement à son assiette peut varier d'une année sur l'autre, mais en moyenne est stable et dépend du barème de chaque prélèvement :

- Impôt proportionnel : taux moyen constant et élasticité stable
- Impôt progressif : taux moyen d'autant plus élevé que l'assiette est importante et élasticité >1

L'élasticité d'un prélèvement obligatoire au PIB rapporte sa croissance spontanée à celle du PIB en valeur pour une même année. Ces élasticités permettent en tenant compte de la part de chacun d'eux dans le total des prélèvements obligatoires d'estimer une élasticité de l'ensemble des prélèvements obligatoires au PIB.

Impact de la croissance sur le déficit public en France

À législation inchangée, la croissance des recettes publiques dépend fortement de celle du PIB. Certaines dépenses publiques dépendent aussi de la conjoncture.

Élasticité de l'ensemble des prélèvements obligatoires au PIB en France : légèrement supérieure à 1 en moyenne 2018 : 1,2

→ Recettes publiques évoluent en moyenne comme le PIB

Croissance de dépenses en récession par prouver empiriquement, mais on peut penser lien notamment via RSA

Prouver pour assurance chômage mais seulement 2~3% des dépenses

→ En cas de récession, baisse des recettes et stagnation voire hausse des dépenses → creusement du déficit

Défaut de paiement du Liban, mars 2020

Le Liban n'est pas parvenu à rembourser une dette publique de 1,2 milliard de \$ sous la forme de bons du Trésor qui arrivait à échéance le lundi 9 mars 2020. PM libanais a promis un « vaste plan de réformes » dont « une baisse des dépenses publiques ». La dette du Liban atteint 92 milliards de \$, soit 170% du PIB.

Grèce emprunte à taux faible (octobre 2019)

Sur 10 ans à 1,5 %. 4ème fois cette année qu'elle emprunte et pour une fois avec un taux historiquement faible. +2,5 % de croissance annoncée cette année.

Mesures gouvernementales contre les retombées économiques du coronavirus en France, mars 2020

Announcement de Bruno Le Maire, ministre de l'Économie le 17 mars : les mesures mises en place par le gouv français pour aider les entreprises et les travailleurs à amortir le choc économique causé par la crise du coronavirus devraient représenter 45 milliards d'euros. Elles comprennent une prise en charge du chômage partiel, des réductions de charges fiscales et de cotisations sociales pour les entreprises en difficulté et la création d'un fonds de solidarité pour les petites entreprises.

La crise économique en France, initialement liée à des ruptures de chaînes d'approvisionnement, à l'effondrement du tourisme et à une baisse de la demande, prend une nouvelle dimension avec les mesures de fermeture et de confinement prises ces derniers jours. Bruno Le Maire a prévenu mardi que la France entrerait en récession (baisse de la production pendant au moins deux trimestres consécutifs) cette année et prévoit à ce jour un PIB en recul de 1 %. « Aucune entreprise ne sera livrée au risque de faillite », a déclaré lundi soir Emmanuel Macron lors d'une allocution télévisée. Le président de la République a annoncé que l'État garantirait à hauteur de 300 milliards d'euros les prêts bancaires contractés en France par les entreprises.

Suspension des règles de discipline budgétaire de l'UE

Les 27 ministres des finances de l'UE ont validé lundi 23 mars la suspension des règles de discipline budgétaire, une décision historique leur permettant de dépenser autant qu'il le faut pour faire face aux conséquences économiques du coronavirus. En temps normal, les États membres de l'UE doivent respecter des règles de discipline, en particulier la limitation de leur déficit public à 3 % du PIB. La suspension de ces règles doit leur permettre de dépenser autant que nécessaire afin de limiter les conséquences économiques de la pandémie.

Risque de récession en France et déficit budgétaire

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, a déclaré mardi que la croissance en 2020 serait « bien inférieure » à la prévision de 1 % de recul du PIB sur laquelle se fonde la loi de finances rectificative adoptée vendredi dernier. Le gouvernement avait aussi révisé à la hausse le déficit public en raison de la crise liée au coronavirus, l'estimant à 108,5 milliards d'euros, soit 3,9% du PIB contre 93,1 milliards d'euros prévus initialement, soit 2,2% du PIB.

Plan de soutien à l'économie en raison de la pandémie de coronavirus

La pandémie de coronavirus incite les puissances publiques à adopter des mesures visant à soutenir l'économie.

Allocution du 16 mars d'E. Macron :

- Aucune entreprise ne sera « livrée au risque de faillite »

Catherine BERLEUR

- Aucun citoyen ne sera « laissé sans ressources »
- Plusieurs mesures pour les entreprises dont le « report des charges fiscales et sociales » qu'elles doivent acquitter
- L'État garantira jusqu'à 300 milliards les prêts contractés par les entreprises auprès des banques
- Création d'un fonds de solidarité abondé par l'État et les régions pour indemniser d'une part les commerces fermés sur ordre du gouvernement, les TPE, les indépendants et les micro-entreprises
- Dispositif de chômage partiel sera élargi

Aux EU : plan de soutien d'un niveau sans précédent comprenant des aides pour les chômeurs, l'envoi direct de chèques à plusieurs millions de citoyens américains et des crédits pour les entreprises

BCE a annoncé qu'elle allait racheter d'ici fin 2020 pour 750 milliards de titres de dettes des États et des entreprises

Les plans de soutien mis en place par plusieurs pays européens et par les États-Unis s'appuient sur les mêmes instruments qu'un plan de relance, à savoir la politique monétaire, la politique réglementaire et la politique budgétaire. La politique monétaire est conduite par une banque centrale, généralement indépendante du pouvoir politique. Son objectif est de garantir la stabilité des prix et du système financier. Pour y parvenir, elle prend diverses mesures visant à réguler la masse monétaire, soit la quantité de monnaie circulant dans l'économie.

Un État peut financer ses mesures de soutien grâce aux recettes fiscales, si son budget est en excédent, ou en empruntant de l'argent, c'est-à-dire en s'endettant. Ainsi, l'Agence France Trésor, le service du gouvernement qui gère la dette et la trésorerie de l'État, a annoncé mercredi dernier qu'elle comptait emprunter cette année sur les marchés financiers **237,5 milliards d'euros, soit 22,5 milliards d'euros de plus que prévu.**

Le taux d'intérêt des obligations varie d'un pays à l'autre. Par exemple, le taux des emprunts à 10 ans de la France est d'environ 0,2 %, tandis qu'il est d'environ 1,5 % pour les mêmes emprunts italiens. La dette de l'État français est passée de 59,2 % du PIB en septembre 1996 à 100,4 % du PIB en septembre 2019, selon l'institut national de statistiques Insee.

Coronavirus : mobilisation des États et Banques centrales

Principales mesures annoncées par les autorités des pays du G7 et d'Espagne

ALLEMAGNE



ESPAGNE



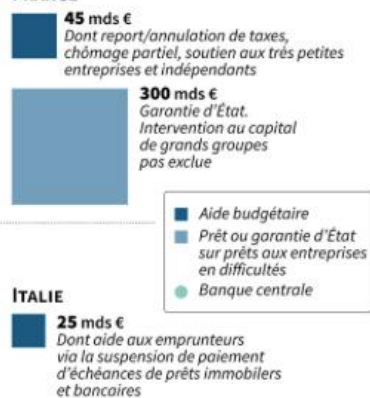
ROYAUME-UNI



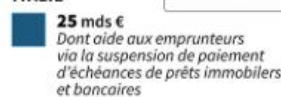
ÉTATS-UNIS



FRANCE



ITALIE



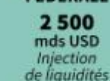
CANADA



JAPON



RÉSERVE FÉDÉRALE



Projet de loi de finances rectificatives pour 2020 présenté le 15 avril 2020

Prévision de la croissance estimée à -8% pour 2020, en prenant en compte un confinement jusqu'au 11 mai
Déficit public de 9% du PIB et pour fin 2020 une dette publique de 115% du PIB

Effacement des dettes publiques détenues par la BCE

Dans la Revue Projet, une publication spécialisée dans la réflexion sur la justice sociale, l'économiste Gaël Giraud demande un effacement des dettes publiques détenues par la BCE pour permettre aux États membres de faire face à la crise du coronavirus

Plan de relance franco-allemand, mai 2020

Proposition conjointe d'E. Macron et A. Merkel du 18 mai 2020 d'un plan de relance européen pour faire face à la crise qui découle de l'épidémie du coronavirus.

Ils suggèrent d'autoriser la Commission européenne à financer ce fonds en empruntant sur les marchés au nom de l'UE. Les deux pays prévoient que le fonds soit doté de 500 milliards d'euros et figure au budget de l'UE, puis que cet argent soit transféré sous forme d'aides aux régions et aux secteurs les plus touchés par la crise. Pour qu'il voie le jour, ce plan devra être validé par l'ensemble des États membres de l'UE. Plusieurs modalités doivent encore être précisées, comme les conditions de l'endettement et du remboursement de la part de l'UE, ainsi que celles concernant l'attribution de cet argent. La France et l'Allemagne proposent d'accroître les investissements soutenant les transitions écologique et numérique, ainsi que la recherche et l'innovation.

Le montage proposé par la France et l'Allemagne est différent des « corona bonds » puisque l'argent serait reversé sous forme d'aides et non de prêts, mais il met en œuvre une solidarité financière entre les États membres.

Les pays membres s'étaient déjà mis d'accord le 9 avril sur un plan de soutien cumulé de plus de 500 milliards d'euros qui n'est pas financé par le budget de l'UE.

Environnement : c'est l'ensemble des éléments naturels et artificiels au sein duquel se déroule la vie humaine. Avec les enjeux écologiques actuels, le terme environnement tend actuellement à prendre une dimension de plus en plus mondiale.

Au XX^e siècle, la **protection de l'environnement** est devenue un enjeu majeur, en même temps que s'imposait l'idée de sa dégradation à la fois globale et locale, à cause des activités humaines polluantes. La préservation de l'environnement est un des trois piliers du développement durable. C'est aussi le 7^e des huit objectifs du millénaire pour le développement, considéré par l'ONU comme « crucial pour la réussite des autres objectifs énoncé dans la Déclaration du Sommet du Millénaire ».

L'un des volets de la protection de l'environnement est la préservation des ressources naturelles

Ressources naturelles : stocks de matières premières présentés dans le milieu naturel qui sont à la fois rares et économiquement utiles pour la production et la consommation.

Peuvent se décliner sous différentes formes : matière première minérale, matière première d'origine vivante, matière organique fossile, renouvelables, non renouvelables...

Gestion des ressources naturelles : action ou manière de gérer, d'administrer, de diriger et d'organiser ces ressources par un système institutionnel.

Fiscalité environnementale : ensemble des prélèvements dont l'assiette (la base taxable) est constituée par un polluant. Elle présente l'avantage de laisser aux agents économiques la décision de l'ajustement de leur comportement.

A. LES BIENS PUBLICS ET LES INSTRUMENTS ECONOMIQUES

Malthus, in *Essai sur le principe de population* (1798)

Premier à s'interroger sur la disponibilité des ressources naturelles et à les intégrer dans les facteurs de pd^o aux côtés du capital et du travail

Le modèle de préservation de l'environnement (Arrow & Fisher, 1974)

Effet d'irréversibilité de la destruction de la ressource naturelle et incertitude sous-évalue cet effet

La tragédie des communs (Hardin, 1968)

Accès libre à une ressource limitée et sa forte demande conduisent à une surexploitation et une disparition de ladite ressource

Les permis d'émission (Dales, 1968)

Fixer des droits de propriétés sur des biens environnementaux permet d'internaliser les externalités et de créer une incitation financière pour protéger la ressource

Rapport Charney (1979)

Rapport commandé par la présidence des EU à l'Académie nationale des sciences américaine affirme : « Nous avons la preuve irréfutable que l'atmosphère change et que nous contribuons à ce changement ».

Rapport Brundtland 1987

Rapport rédigé par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations unies utilisé comme base au Sommet de la Terre de 1992.

Utilise pour la 1^{ère} fois l'expression de « sustainable development » traduit en français par **développement durable** : « Le développement durable est un mode de développement qui répond aux besoins des générations

Catherine BERLEUR

présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. »

Protocole de Kyoto (1997)

Lors de la COP3, 37 pays industrialisés dont la France et l'UE adoptent le protocole de Kyoto, un traité contraignant par lequel ils s'engagent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 5,2% en moyenne entre 2008 et 2012 par rapport à 1990. Il entre en vigueur en 2005, ratifié par 55 pays représentant au moins 55% des émissions mondiales en 1990. Ces pays tiennent leurs engagements mais l'absence des grands émetteurs de gaz comme les EU (signé, pas ratifié), la Chine et l'Inde en atténue l'impact.

Rapport d'évaluation du GIEC de 2014

Rapport qui énumère les conséquences attendues du réchauffement terrestre, dont certaines sont déjà perceptibles :

- Disparition de nombreuses espèces et végétaux ;
- Montée du niveau de la mer mettant en danger les populations littorales ;
- La sécheresse,
- La x° des tempêtes et inondations → pertes des récoltes agricoles

Accord de Paris (2015)

194 pays et l'UE signent lors de la COP21 l'accord de Paris. Il fixe comme objectif de contenir « l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels » et de poursuivre « l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels. » L'accord entre en vigueur en nov 2016 et Trump annonce vouloir s'en retirer en août 2017

Répartition des émissions

2017 : Chine + EU + UE + Inde = 58% des émissions mondiales

Chien = 27%

EU = 15% mais émissions par hab x2 celles de la Chine

UE = 10%

La règle de Hartwick-Solow (1974) (cf E)

Les biens publics mondiaux

Transposition au niveau international de la notion de bien public

Ventes des SUV dans le monde

Depuis 2010 : SUV 2^e contributeurs à l'aug° des émissions de CO2 (après électricité / industrie lourde et aviation)

SUV consomment ¼ d'énergie en + en moyenne que voiture « classique »

2010 : 17% des voitures vendues dans le monde étaient des SUV

2018 : 39% des voitures vendues dans le monde étaient des SUV

EU : 48 %

UE : 33%

Écotaxe sur les billets d'avion

En juillet 2019, la Ministre des Transports Elisabeth Borne a annoncé la mise en place d'une écotaxe sur les billets d'avion au départ de la France en 2020 (sauf vers la Corse et l'Outre-mer).

Vols intérieurs et intra-européens : 1,50€ en classe éco et 9€ en classe business

Vols hors UE : 3€ en classe éco et 18€ en classe affaire

Catherine BERLEUR

→ Devrait rapporter 182 millions d'€ en 2020 consacrés au financement d'infrastructures de transports + écologiques

2016 : transport aérien à l'origine de 2,8% des émissions de CO2 dans le monde

Externalités et écotaxe, Pigou in *L'économie du bien-être* (1920)

Externalités = effet positif ou négatif non monétaire qu'une activité économique produit sur une autre personne ou sur la société. Théorise le principe de taxe sur les produits générant des externalités → « taxe pigouvienne »

Ces taxes peuvent sur des produits ou des actions afin d'en augmenter le coût pour inciter les agents à adopter un comportement plus favorable à l'environnement

Rapport de la Commission Européenne sur les écotaxes (2017)

France : 5% des recettes publiques proviennent d'écotaxes

UE : 6,1% -----

Préconisation de la CE : au – 10%

Contribution climat énergie

Écotaxe instaurée en France en 2014 sur les émissions de CO2

2014 : 7 € par tonnes de CO2 émises

2017 : 44,6 € par tonnes

Obj : 100€ en 2030 mais progression annulée en 2019 suite à la crise des GJ

Depuis 2014, une partie de la CCE finance la baisse des cotisations sociales patronales accordée aux entreprises.

Rapport du CAE de mars 2019 : pour le climat : une taxe juste, pas juste une taxe

Politique environnementale requiert un mix d'instruments complémentaires :

- Taxe carbone et redistribution aux ménages,
- Aide à la conversion,
- Soutien public aux innovations et I verts.

Aug° programmée de la CCE dans contexte compliqué :

- Longue stagnation des ménages de classe moyenne
- Aug° rapide des prix du pétrole (1^{er} trim 2018)
- Défiance de + en + forte ~/ syst fiscal
 - Fardeau disproportionné pour certains ménages
 - Question de l'acceptabilité de la taxe carbone

« Signal prix-carbone » incite à privilégier les efforts d'abattement les – coûteux

Impact sur les ≠ types de ménage = manière dont les efforts d'abattement sont répartis dans la pop°

CCE a manqué d'un mécanisme d'accompagnement pour assurer l'équité et acceptabilité

Forte hétérogénéité intra-décile des ménages due à la localisation des ménages et aux types d'équipements qu'ils possèdent → redistribution des recettes de la taxe carbone pour mieux répartir les efforts des ménages servant les obj climatiques mais redistribuer aux ménages devant changer d'équipements les désinciterait à le faire

Théorème de Coase (1960)

Marché est plus efficace que l'État pour gérer les externalités négatives. Attribuer aux entreprises des droits de propriété sur les biens communs ou publics à protéger (comme l'air pur) qui soient échangeables sur le marché.

Seque (Système d'échange de quotas d'émission)

Instauré par l'UE en 2005 : attribue aux entreprises industrielles des permis d'émission de CO2 qu'elles peuvent acheter ou vendre entre elles. Mais ne concerne que le CO2, pas les autres gaz à effet de serre

Rapport de France Stratégie en 2009 (rattaché au premier ministre)

Catherine BERLEUR

En situation de libre-échange, une fiscalité visant à limiter les émissions de CO₂ conduit à la délocalisation des industries fortement émettrices vers les régions sans réglementation ainsi qu'une hausse des M° dont la fabrication des produits émet ++

Principe de double dividende, D. Pearce (1991)

Fiscalité peut procurer à la fois un avantage écologique et un avantage économique à condition que les recettes soient utilisées pour réduire d'autres prélèvements.

Article dans l'OFCE de Mireille Chiroleu-Assouline (2015)

Fiscalité environnementale française sert + à augmenter les recettes publiques qu'à protéger l'environnement.

Accord de la COP 21

Limiter réchauffement climatique à 2°C max d'ici 2100 par rapport au 3°C selon trajectoire actuelle (GIEC)

GIEC

Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat mis en place par l'ONU en 1988

BP et cohésion sociale, Putnam (2000)

La réduction de la cohésion sociale réduirait le financement de biens publics, ce qui serait défavorable à la croissance.

Données expérimentales, Anderson et al. (2008)

Une inégalité, lorsqu'elle est rendue publique, réduit la contribution à un bien public de tous les participants. C'est l'injustice perçue et non les inégalités en elles-mêmes qui réduisent le consentement à financer des biens publics et par conséquent la croissance.

Le pic (ou courbe) de Hubbert (1956)

Le pic de Hubbert est une courbe donnée par M. Hubbert, géophysicien, dans les années 1940. Elle sera popularisée à partir de 1956 lors de sa présentation. Elle donne l'évolution de la production d'une matière première (souvent utilisée pour le pétrole). C'est une courbe concave qui atteint son maximum environ au milieu de son évolution. Du coup, par intégration, on peut déterminer les réserves de pétrole d'une région, ou du monde, en fonction de l'échelle.

Dans la courbe ci-contre, en abscisse on a le temps, et en ordonnée l'extraction.

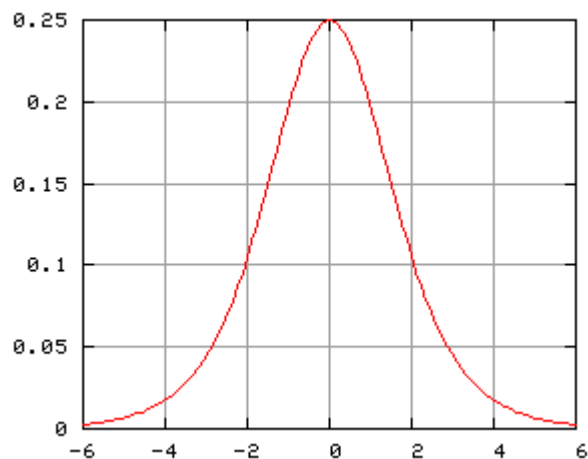
Pour le cas du pétrole, Hubbert avait prévu que la production

de pétrole des USA atteindrait son maximum en 1971, et ce fut le cas, ce qui valide sa théorie. En revanche, les deux chocs pétroliers font totalement changer l'allure de la courbe, ce qui fait perdre à la courbe son intérêt.

Plus tard, grâce à l'informatique, on donne à la courbe de Hubbert une équation mathématique, pour simplifier l'intégration notamment.

Aujourd'hui, pour ce qui est du pétrole on est dans la phase descendante, symétrique des années 75-80 environ.

Le cas des ressources renouvelables - Cette courbe s'applique aussi pour certaines ressources apparemment renouvelables. Cela est le cas dès que leur vitesse d'exploitation dépasse leur vitesse de renouvellement. Cela s'appliquerait aussi à la renouvelabilité de la production agricole. En effet, depuis la "révolution verte", l'agriculture ne serait pas durable. La production augmente de manière conséquente grâce à l'irrigation et la déforestation, ainsi qu'avec les engrais et pesticides. L'agriculture est donc, depuis la révolution verte non-durable en ce qu'elle détruit



Catherine BERLEUR

l'environnement et ses ressources trop lentement renouvelables. Cela nous pousse à nous dire que la population mondiale pourrait elle aussi suivre une courbe de Hubbert (voir *rapport Meadows*)

Paradoxe de Jevons (1865)

Jevons établit la même relation avec la raréfaction du charbon anglais. Le paradoxe repose sur le fait que, même si les rendements progressent, l'épuisement de la ressource ne ralentit pas, et même elle s'accélère.

Modèle de dumping environnementale (Baumol & Oates, 1975)

Modèle de commerce international qui débouche sur un cercle vicieux. 2 types de pays \Rightarrow + développé qui restreint la pollution avec des politiques réglementaires et un - développé qui a des normes environnementales laxistes.

Les industries polluantes se retrouvent délocalisés dans les pays + pauvres qui ont donc tout intérêt à pratiquer du dumping environnementale = alléger les dispositions législatives visant à protéger l'environnement.

Le cercle vicieux est donc complet : délocaliser là où les restrictions sont les + faibles \Rightarrow baisse les prix \Rightarrow attire la demande \Rightarrow pousse à augmenter la production et à chercher des normes encore - contraignantes.

Il faut noter que ce modèle aboutit à une conclusion différente que le fameux modèle HOS où les industries capitalistiques se retrouvent dans des pays + développés. Selon W. Oates et W. Baumol, les industries chimiques finissent par s'installer dans les pays - développés malgré les forts besoins en capital.

La place du pétrole dans l'économie mondiale

La consommation mondiale de pétrole progresse mais l'intensité pétrolière (= quantité utilisée pour produire 1 000 \$ de PIB) diminue. La part du pétrole dans le mix énergétique mondial est désormais de 31% contre 45% en 1974 selon l'AIE. Cette évolution est liée au fait que « le pétrole est utilisé plus efficacement » et que « les consommateurs et les décideurs politiques recherchent des alternatives plus propres pour le transport ».

Comment sont fixés les prix du pétrole ? quel rôle joue la spéculation ?

Le baril de pétrole brut, une unité de mesure correspondant à environ 159 litres, est coté sur les marchés financiers. Les deux principaux barils de référence sont les Brent, coté à Londres, et le WTI, coté à NY et qui sert de référence pour le prix des M° américaines. Leurs cours fluctuent en f° de l'offre et de la demande, elles-mêmes influencées par divers facteurs comme la crainte d'un conflit mondial ou le taux de change euro-dollar puisque le cours du pétrole brut est fixé en dollars.

Le pétrole s'échange dans les bourses de matières premières à un prix déterminé par les cours sur les marchés financiers. Un autre marché, appelé « marché à terme » permet aux vendeurs et aux acheteurs de se prémunir contre les fluctuations des cours. Il permet d'acquiescer un contrat à terme par lequel chacune des parties s'engage à vendre ou à acheter à une date fixée à l'avance une quantité prédéfinie de pétrole à un prix prédéterminé. Par exemple, une compagnie pétrolière s'entend avec un acheteur pour vendre dans six mois son baril à 70 euros. Elle souscrit un contrat à terme l'engageant à vendre alors son baril à ce prix. Le jour J, le cours du baril est de 60 euros. La compagnie vend son baril à ce prix sur le marché comptant, mais compense l'écart de 10 euros grâce à son contrat à terme. En plus des raffineries ou des compagnies aériennes qui cherchent à se couvrir, les acheteurs sur ce marché sont des fonds d'investissement qui font de la spéculation, c'est-à-dire qu'ils cherchent à réaliser des gains entre le moment de l'achat et celui de la revente du contrat.

Coronavirus et créneau aéroportuaire (mars 2020)

Un créneau aéroportuaire est le droit donné à un avion de décoller ou d'atterrir dans un aéroport à une certaine heure de la journée. Selon un règlement européen, une compagnie doit utiliser son créneau au moins 80 % du temps pour le conserver, ce qui l'incite à faire voler ses avions, même quasi vides. La Commission européenne a qu'elle présenterait « très rapidement » une législation concernant les « créneaux aéroportuaire » pour que les compagnies aériennes puissent conserver leurs droits même si elles diminuent leurs vols en raison de la baisse du trafic liée à l'épidémie de coronavirus. Cet amendement devra ensuite être approuvé par le Parlement européen et le Conseil de l'UE, qui rassemble les ministres des États membres en fonction du sujet concerné. Selon la Commission, cette mesure « temporaire » aidera à la fois l'industrie aéronautique et l'environnement, en réduisant les émissions.

Le rôle des instruments économiques dans la lutte contre la pollution de l'air, DG Trésor février 2020

Qualité de l'air = non rival et non exclusif → bien public local qui justifie intervention étatique pour limiter la pollution

Pour y parvenir de manière efficace, une palette d'outils est nécessaire en raison du nombre important de polluants concernés et de la diversité des sources d'émission. La plupart des mesures de lutte contre la pollution de l'air contribue aussi à la lutte contre le changement climatique (pas toujours le cas, ex : diesel favorise émet moins de CO₂ mais rejette + de particules fines).

Plq mises en place ont été efficaces pour réduire les émissions de polluants provenant de sources fixes mais moins efficaces pour réduire la pollution émise par des sources mobiles ou diffuses (transports, résidentiel). L'un des moyens pour y remédier est de faire en sorte que les ménages et entreprises responsables des émissions de polluants supportent davantage le coût social de la pollution. Il convient alors de s'assurer que les agents ciblés ne sont pas captifs des technologies émettrices qu'ils utilisent et que le signal-prix permet bien d'encourager des changements de comportement. Cela peut impliquer des mesures d'accompagnement supplémentaires.

La poursuite de la lutte contre la pollution de l'air passe par des mesures ciblées sur les secteurs les plus polluants. Pour préserver la compétitivité de ces secteurs, ces évolutions fiscales devraient être complétées par des mesures d'accompagnement⁵ et harmonisées au niveau européen.

B. L'INVESTISSEMENT ET LA CROISSANCE VERTE

Écoconception : intégrer des aspects environnementaux dans la conception et le développement de produits qu'il s'agisse de biens ou de services. Elle a pour objectif de réduire les impacts environnementaux des produits tout au long de leur cycle de vie, depuis l'extraction des matières premières jusqu'à la fin de leur vie.

Oct 2019 : Commission Européenne adopte de « nouvelles mesures en matière d'écoconception » pour des produits tels que les réfrigérateurs, les lave-linges et les TV.

Croissance verte : « croissance économique respectueuse de l'environnement naturel et visant, par des actions ou des innovations spécifiques à remédier aux atteintes qui lui sont portées » (déf° de l'OCDE). Expression apparue pour la première fois en 2005 lors d'un sommet sur l'environnement organisé à Séoul. Cette croissance passe par un découplage entre croissance économique et consommation d'énergie fossile. Elle implique une phase de transition pour installer un nouveau système énergétique basé sur des ressources renouvelables.

Les dépenses publiques de R&D en énergie en France en 2018

- 1,1 milliards d'€ de R&D en énergie en France → 2^e pays du G7 après le Japon
- ↗ de 2% après baisse entre 2013 & 2017
- 58% pour le nucléaire et 31% pour les nouvelles technologies → seul pays à l majoritairement dans le nucléaire
 - o Allemagne : 69% dans les nouvelles technologies

Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte en France adoptée en 2015

Prix Nobel d'économie 2018 : Nordhaus et Romer

Défendent un modèle de croissance prenant en compte la limitation des ressources naturelles

Modèle de croissance de Nordhaus (1990s)

Premier à modéliser le lien entre activité économique et climat. Ses travaux permettent de quantifier et prévoir les conséquences des politiques environnementales et cherchent à évaluer dans quelle mesure les coûts actuels de la transition énergétique seront compensés par les dommages évités dans le futur.

La décroissance, T. Jackson in *Prospérité sans croissance* (2009)

La croissance verte ne peut surmonter les problèmes environnementaux et démontre que les améliorations techniques ne permettent pas de réduire la c° globale d'énergie. Il défend l'instauration d'une nouvelle prospérité,

Catherine BERLEUR

affranchie de la liberté de consommer car « dans un monde limité, certaines libertés sont soit impossibles soit immorales. La liberté d'accumuler indéfiniment des biens matériels est l'une de celles-là. »

Mouvement de contestation du black Friday (nov 2019)

Actions dans plusieurs dizaines de villes en France. Un entrepôt d'Amazon près de Lyon bloqué.

2019 : 56,6 millions de paiements en CB en France le vendredi 29 nov contre 50,3 en 2018

Association Green Friday : 400 entreprises et associations qui défendent « une consommation responsable »

→ Contestation d'un modèle de croissance fondé sur la c° de produits neufs, souvent importés, et néfaste pour l'environnement

Interview de Daniel Cohen au Journal du Dimanche (décembre 2019)

« Mettons en place un green new deal : isolation thermique, éoliennes, transport ferroviaire... Les investissements contre le changement climatique devraient systématiquement échapper aux critères de Maastricht. »

Projet de loi anti-gaspillage pour une économie circulaire adopté en fin janvier 2020

Projet qui vise à réduire la quantité de déchets produite en France. Prévoit la fin des emballages à usage unique dans la restauration rapide en 2023 et l'interdiction de tous les objets en plastique à usage unique d'ici 2040.

A partir de 2022, les distributeurs et les plateformes numériques ne pourront plus détruire leurs invendus non alimentaires tels que les textiles, qui devront être donnés à des associations ou recyclés. La loi prohibe depuis 2016 la destruction des invendus alimentaires encore consommables. Le projet de loi prévoit la mise en place d'ici 2021 d'un indice de réparabilité des produits, apposé directement sur l'article en vente ou sur son emballage, pour permettre au consommateur de savoir si le produit est réparable.

Objectif du gouv : faire passer le taux de réparation des produits électriques de 40% à 60% en 5 ans.

Économie circulaire, Pearce et Turner 1990

L'économie circulaire vise à optimiser la gestion des ressources - matières et énergie - afin d'économiser la consommation de matières premières. Ce modèle s'inspire ainsi du fonctionnement en boucle des écosystèmes naturels contrairement au modèle standard linéaire (extraire, produire, consommer, jeter) qui repose sur une utilisation sans limites des ressources.

Repose sur plusieurs principes :

- L'écoconception : prendre en compte des impacts environnementaux sur l'ensemble du cycle de vie d'un produit et les intégrer dès sa conception.
- L'écologie industrielle et territoriale : mettre en place un mode d'organisation industrielle sur un même territoire caractérisé par une gestion optimisée des stocks et des flux de matières, de l'énergie et des services.
- L'économie de la fonctionnalité : privilégier l'usage à la possession, vendre un service plutôt qu'un bien.
- Le réemploi : remettre dans le circuit économique des produits qui ne correspondent plus aux besoins premiers du consommateur.
- La réutilisation : réutiliser certains déchets ou certaines parties du déchet encore en état de fonctionnement dans l'élaboration de nouveaux produits.
- La réparation : trouver une deuxième vie aux biens en panne.
- Le recyclage : réutiliser les matières issues des déchets.

Économie circulaire et emplois, W. Stahel (1982)

Économie circulaire qui vise à réduire l'extraction des matières 1ères pour avoir plus d'emplois que l'extraction des matières 1ères et la pd° des matériaux de base qui consomment bcp d'énergie mais créent peu d'emplois.

Étude du Club Rome 2015

Le passage à une économie circulaire dans 5 pays de l'UE créerait près de 1,8 millions d'emplois dont 500 000 en France

Effet rebonds et économie circulaire

Catherine BERLEUR

Dans le cas de l'économie circulaire, les chercheuses craignent que la baisse des coûts d'acquisition ou d'usage d'un produit incite le consommateur à acquérir davantage de biens.

Courbe de Kuznets environnementale, Grossman (1993), Krueger (1995)

Corrélation entre développement d'une économie mesurée par le PIB/hab et la diminution de la pollution. Optimisme selon lequel l'amélioration des cond° de vie d'une pop° lui permet, après avoir subvenu à ses besoins primaires, d'améliorer la qualité de son mode de vie et de s'orienter vers des pd° moins polluantes.

Progrès technique environnemental, Aghion et Howitt (1998)

Approche schumpéterienne de la croissance : l'innovation, en développant le capital humain non polluant, peut permettre de contourner la contrainte de ressources naturelles.

Contrats de performances énergétiques, France (2012)

Permet aux collectivités de rénover des bâtiments pour les rendre moins consommateurs d'énergie afin de réduire de 40% la c° énergétique des bâtiments publics d'ici 2020. Ces mesures permettent à la fois de substituer des matériaux fortement dépendants des ressources naturelles à des technologies plus innovantes, mais elles permettent également de relancer l'activité et de développer de nouveaux secteurs autour de la transition énergétique.

Durabilité faible de la croissance, Hartwick, 1977

Substituabilité toujours possible entre le capital naturel et le capital dit « artificiel ». Selon cette conception néoclassique plutôt dominante, il est toujours possible de réaliser une substitution entre ces deux formes de capital pour obtenir un stock total de capital constant au cours du temps. Cela implique que le PT est toujours en mesure de pallier la destruction du capital naturel.

SuperFreakonomics, Dubner et Levitt, 2009

Livre polémique qui conteste l'efficacité des politiques de lutte contre le réchauffement climatiques basées sur un changement de comportements individuels. Les auteurs estiment que la solution viendra de « l'innovation » et du développement de solutions « miraculeuses » capables de régler cette q° sans faire le pari « irréaliste » d'un bouleversement total des modes de vie.

Durabilité faible de la croissance, H. Daly, 1990

Complémentarité entre les formes de capitaux qui sont faiblement substituables. La substituabilité forte repose sur 3 principes :

- Le taux d'exploitation du capital naturel doit être égal au taux de régénération des ressources
 - Le taux d'émission des déchets ne doit pas excéder ce que l'environnement est capable d'absorber
 - Il faut exploiter les ressources naturelles à hauteur de leur compensation par des ressources renouvelables.
- ⇒ Faut mettre en place des mesures pour éviter la perte définitive du stock de capital naturel
- ⇒ PT ne peut intervenir pour préserver l'environnement à terme

Banque Européenne de l'I (nov 2019)

Annonce l'arrêt de financement des énergies fossiles. Forte de sens, qualifiée d'historique. Concerne les projets de transport et d'extraction de gaz (13 Mds d'€). 1ère étape d'une banque du climat pour certains.

Aide à Air France

Fin avril, Bruno Le Maire a annoncé des prêts bancaires pour 4 milliards d'euros et une avance de l'État de 3 milliards d'euros au groupe Air France-KLM, fortement touché par la chute du trafic aérien. Il a précisé que ce soutien était lié à des conditions de rentabilité et de respect de l'environnement. Le ministre néerlandais des Finances, Wopke Hoekstra, a annoncé le même jour le déblocage prochain de 2 à 4 milliards d'euros sous forme de prêts et de garanties bancaires pour la compagnie franco-néerlandaise.

Le transport aérien compte parmi les secteurs les plus touchés par la crise.

Soutien à Lufthansa mai 2020

Accord entre gouvernement allemand et compagnie aérienne sur un plan de soutien, principalement sous forme de prêts, pour un montant de 9 milliards d'€

Ce plan prévoit que l'État allemand, qui n'était plus actionnaire depuis 1997, prenne une participation de 20% dans son capital pour un montant d'environ 300 millions d'euros. Le gouvernement compte se dessaisir de cette participation en 2023. L'aide est assortie d'un encadrement des rémunérations des dirigeants et des versements de dividendes ainsi que d'engagements de réduction des émissions de CO2.

Plan pour l'automobile en France mai 2020

Plan de soutien au secteur automobile qui prévoit le versement de primes pour l'achat de véhicules neufs et d'occasion allant de 2000€ à 7000€. Le plan prévoit aussi la création d'un fonds d'investissement alimenté par l'État et les constructeurs PSA et Renault pour moderniser l'ensemble de la filière et lui permettre de produire en France davantage de véhicules électriques. Le plan vise à soutenir la demande alors que « 400 000 véhicules n'ont pas été vendus en France ces dernières semaines » en raison du confinement. Alors que la France était jusqu'en 2011 le deuxième pays de production européen, elle se situe désormais à la cinquième place, selon l'institut national de statistiques Insee. Entre 2000 et 2016, la part de la production automobile en France dans l'UE a été divisée par deux.

A. INEGALITES ET PAUVRETE

Prix Nobel 2019

Esther Duflo, Abhijit Banerjee et Michael Kremer travaillant sur la lutte contre la pauvreté

« Introduit une nouvelle approche » : celle de l'expérimentation aléatoire afin « d'obtenir des réponses fiables sur les meilleurs moyens de lutter contre la pauvreté dans le monde ».

Pauvreté : une personne est considérée pauvre lorsque ses ressources sont < au seuil de pauvreté, soit un revenu minimum lui permettant de satisfaire les besoins essentiels de la vie.

Extrêmement pauvre : ne peut pas répondre aux besoins alimentaires de base (1 800 calories/jours)

Pour la Banque Mondiale, extrême pauvreté = -1,90\$ par jour

Inégalités : les différences entre les individus deviennent des inégalités lorsque les éléments sont « valorisés de façon hiérarchique » (Observatoire des inégalités). Les inégalités se caractérisent par un accès inégal aux richesses immatérielles, comme le savoir, la santé, le lien social ou le pouvoir décisionnel.

Critique de l'analyse monétaire de la pauvreté par Amartya Sen

Un individu est pauvre selon ce qu'il est en capacité de faire à partir des ressources qu'il peut mobiliser et non pas selon ce qu'il possède.

Ex : 2 personnes dont une handicapée qui aura besoin de + de ressources que l'autre pour faire la même chose

IDH, Amartya Sen et Mahbub ul Haq (1990)

Indice composite qui prend en compte : ressources monétaires (PIB/hab), la santé (espérance de vie), et l'éducation (durée moyenne de scolarisation)

Rapport de l'observatoire des inégalités en juin 2019

Hausse du taux de pauvreté (niveau de vie < 50% du niveau de vie médian) :

- 7,3% en 2006
- 8% en 2016

Inégalités de revenus et de patrimoine :

- 10% des français les + aisés gagnent 6,7x + que les 10% les + pauvres
- 10% des français les + riches possèdent ½ du patrimoine français

8 millions de personnes occupent des emplois précaires, sont au chômage ou sont trop découragés pour chercher un travail

Étude de psychologie sur les inégalités, Starmans et Sheskin (2017)

Les individus ne sont en général pas dérangés par les « inégalités » : ils sont favorables « à des distributions de revenus non égales ». Mais les individus sont dérangés par les « injustices » : ils ne tolèrent pas de « répartition inéquitable ».

Courbe de Lorenz et coefficient de Gini

Coefficient de Gini est un indicateur synthétique de mesure des inégalités et de la redistribution très utilisé au niveau international. Il est calculé à partir d'un graphique représentant la distribution des revenus, dit « courbe de Lorenz », qui met en relation les x % de ménages les plus pauvres avec leur part du total des revenus. Si la distribution est parfaitement égalitaire, ils perçoivent x % du total des revenus et la courbe de Lorenz est une droite faisant un angle de 45° avec l'horizontale.

Catherine BERLEUR

Le coefficient de Gini est égal à la surface entre la courbe de Lorenz de la population considérée et cette courbe à 45 ° représentant une distribution égalitaire. Il va de zéro, pour une distribution égalitaire, à 100, pour une distribution totalement inégalitaire (une seule personne dispose de la totalité des revenus).

0 → même revenu

100 → 1 individu possède tout le revenu de la société

L'impact redistributif d'un prélèvement obligatoire ou d'une prestation est mesuré par l'écart entre le coefficient de Gini de la distribution de revenu avant ce prélèvement ou cette prestation.

Canada, Suède etc : entre 25 et 35

Afrique et Amérique latine : ~60

Limites : n'apprend rien sur les extrêmes de la distribution des revenus et un pays peut avoir un faible coefficient de Gini tout en ayant un fort taux de pauvreté ni sur la mobilité sociale

La redistribution en France et dans les autres pays européens

Coefficients de Gini niveaux de vie en Europe en 2018 selon Eurostat :

- 28,5
- Moyenne UE : 30,9
- Moyenne zone euro : 30,6
- Coefficient français inférieur à All, RU, Italie, Esp et supérieur à Suède, Belgique et PB

Ampleur de la redistribution (différence entre coef de Gini avant et après redistribution) :

- France : 6,3
- Moyenne UE : 5
- RU : 7
- Italie : ~2
- Suède : ~8,5

Mobilité sociale

Il faut en moyenne +6 générations pour passer du 1^{er} au 5^e décile en France contre 4,5 générations en moyenne dans l'OCDE

La courbe de Kuznets (1955)

La croissance réduit mécaniquement les inégalités de revenus d'après une étude en All et aux EU de la fin du XIXe au 50s. Dans la société préindustrielle la pauvreté touche presque tout le monde, il n'y a donc pas d'inégalités. La croissance commence alors par faire augmenter les inégalités à mesure que des groupes d'individus délaissent l'agriculture pour l'industrie. La croissance stabilise ensuite les inégalités avant de les réduire lorsque le pays est dans une phase + avancée du développement. La courbe de Kuznets est donc une courbe en U dans un plan (croissance, inégalités).

Critique de la courbe de Kuznets par Piketty (2013)

La courbe de Kuznets est discréditée par la forte progression des inégalités aux EU et au RU depuis les 80s alors même que ces pays se sont enrichis. Les inégalités ne peuvent donc être réduites que par l'instauration d'un système fiscal plus progressif sur les revenus du patrimoine

La théorie classique, Smith

Les inégalités de revenus sont justifiées par leur efficacité économique : seuls les riches peuvent épargner et donc mobiliser leur capital indispensable pour augmenter la production de richesse.

Inégalités et éducation, Milanovic (2011)

Maintenant que le capital humain est plus rare que les machines, la clé de la croissance est la généralisation de l'éducation. L'inégalité de revenu nuit donc à la croissance car elle limite l'accès des + défavorisés à l'éducation.

« Amplification des inégalités fait chuter la croissance économique », l'une des raisons étant que « les + défavorisés se trouvent moins à même d'investir pour s'instruire ».

→ Les pouvoirs publics doivent concentrer leurs efforts de redistribution vers « les familles avec des enfants et des jeunes »

Rapport du FMI en 2015

Étude :

- Aug° d'1% des ressources des 20% les + riches réduit la progression de la croissance pour 5 ans
- Aug° d'1% des ressources des 20% les – riches booste la progression de la croissance pour 5 ans

Okun in *Equality and Efficiency; the big tradeoff* (1975)

Le marché est à la fois inégalitaire et efficace ; vouloir réduire les inégalités par rapport à l'équilibre de marché a un coût en termes d'efficacité. C'est la réduction des inégalités par l'intervention de l'État et non l'inégalité elle-même qui est coûteuse en termes d'efficacité. L'État attribue des « droits » inefficients et la société s'interdit d'étendre le principe de marché à tous les aspects de la vie sociale au nom de l'égalité entre citoyens. Mais d'un point de vue économique, l'attribution de ces « droits » a un coût en terme d'efficience. Il existe donc une frontière ou il y a un arbitrage : les deux objectifs sociaux (efficacité et égalité) sont en partie antagonistes.

Le canal de l'économie politique, Meltzer et Richard (1981)

L'inégalité serait mauvaise pour la croissance car elle augmenterait la pression en faveur de la redistribution. Dans ce modèle, la taille des transferts est déterminée par un vote majoritaire dans lequel les électeurs cherchent à maximiser leur utilité. Plus l'inégalité est élevée, plus les citoyens voudront une redistribution forte. Or la redistribution « réduit les incitations à travailler et donc abaisse le revenu national ». Plus le ratio du rev moyen sur le rev médian est élevé, plus la redistribution est forte (hypothèse de l'électeur médian décisif) et plus le revenu national sera faible. L'inégalité qui compte est l'inégalité primaire, c-à-d avant redistribution.

Inégalités et politique publiques, Rodrik (1999)

Les sociétés inégalitaires auraient plus de mal à mener des réformes nécessaires à la croissance. L'auteur prend l'exemple d'une économie confrontée à un choc externe. Les politiques publiques permettant de répondre aux chocs extérieurs ont des conséquences redistributives. La possibilité de les mettre en œuvre dépend grandement du climat social. S'il est mauvais et s'il s'avère impossible de mettre en place des réformes, l'économie peut être paralysé pendant des années.

B. REDISTRIBUTION ET FISCALITE

Fiscalité : le terme fiscalité désigne le système de lois et de réglementations en vigueur relatives au fisc, à la définition et à la perception des impôts et des autres prélèvements obligatoires. La fiscalité permet à l'Etat et aux collectivités territoriales de se procurer des recettes et, ainsi, de financer leurs besoins en dépenses publiques. La fiscalité est aussi utilisée comme un levier pour orienter la politique économique en favorisant tel ou tel secteur d'activité au moyen de défiscalisation ou d'avantages spécifiques (ex : exonérations) consentis à certains agents économiques.

La fiscalité est aussi la façon dont les impôts sont déterminés ou répartis entre les contribuables.

Pratiques utilisées par un État ou une collectivité pour percevoir des impôts et autres prélèvements obligatoires. 3 grands types de fiscalité en France :

- Fiscalité d'État : Impôt sur le revenu, Impôt sur les sociétés, Impôts sur les bénéfices, TVA
- Fiscalité locale : permet de financer des collectivités locales (Taxe d'habitation, taxe foncière, taxe professionnelle, contribution économique territoriale)
- Prélèvements sociaux : prélèvements obligatoires : La contribution sociale généralisée (CSG) (1990) pour diversifier les sources de financement de la Sécurité sociale + La contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) (1996) pour combler les déficits de la Sécurité sociale.

Prélèvements obligatoires : ensemble des « versements effectifs opérés par tous les agents économiques au secteur des administrations publiques dès lors que ces versements résultent, non d'une décision de l'agent économique qui les acquitte, mais d'un processus collectif et que ces versements sont sans contrepartie directe », selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à l'origine de cette notion.

Les prélèvements obligatoires constituent la majeure partie des recettes des administrations publiques : budget de l'État, des collectivités locales et de la Sécurité sociale ; pour les pays membres de l'Union européenne, une faible partie (représentant environ 1 % du PIB) sert à financer les institutions européennes.

On distingue traditionnellement :

- Les impôts, taxes et droits divers affectés au budget général de l'État ;
- Les impôts affectés aux collectivités locales ;
- Les cotisations sociales obligatoires des organismes sociaux officiels (en France, l'Insee emploie le terme de cotisations sociales effectives).

Les prélèvements obligatoires ne peuvent être affectés qu'à des administrations publiques au sens de la comptabilité nationale et aux institutions communautaires européennes. Leur caractère obligatoire ne procède pas seulement d'une obligation juridique mais également d'un double critère économique : absence de choix du montant et des modalités de versement ; absence de contrepartie directe et immédiate, par exemple sous forme d'un service rendu.

Redistribution : une politique d'atténuation des inégalités de revenus opérée au moyen des transferts sociaux. Elle vise à réduire les écarts de revenu entre les ménages d'une même société. Elle ne doit pas être confondue avec la fonction redistributive de l'impôt, qui consiste à mettre en œuvre une progressivité du barème fiscal, ni avec d'autres mécanismes tels que la mise à disposition gratuite ou à bas coût de services tels que l'enseignement.

La « redistribution » concerne davantage les États-providence que les pays les plus libéraux.

On distingue deux sortes de redistribution :

- **La redistribution verticale**
 - Cette redistribution aboutit à une réduction des inégalités.
- **La redistribution horizontale**, cette dernière s'attribue à ce que l'on appelle « les revenus de transfert ».
 - Cette redistribution se contente de couvrir les risques sociaux quel que soit le niveau des revenus, y compris donc lorsque cette couverture se fait au sein d'un groupe d'individus ayant le même niveau de revenu ou au bénéfice d'individus ayant les revenus les plus élevés.

La redistribution (ou réduction des inégalités) est, selon la typologie de Musgrave, l'une des trois fonctions des finances publiques avec l'amélioration de l'allocation des ressources dans l'économie (renforcement de l'efficacité du système productif) et la régulation des fluctuations conjoncturelles de l'activité. Or les 2 premiers objectifs peuvent être contradictoires (cf. incidence fiscale).

Canaux de redistribution

Fiscalité n'est pas le seul canal de redistribution des revenus : elle résulte aussi des prestations sociales, de la fourniture de services publics et de la réglementation. La redistribution opérée par la puissance publique (État, régimes sociaux et collectivités territoriales) réduit les inégalités entre les ménages qui résultent du libre jeu du marché. Elle se fait entre des ménages qui diffèrent par leur revenu (elle est alors dite « verticale »), par leur taille (elle est alors dite « horizontale ») ou par d'autres caractéristiques (âge, état de santé, etc.). Seule la dimension verticale de la redistribution est ici analysée. Elle passe par les trois étapes suivantes :

- 1) Formation des « **revenus primaires** » dont la répartition résulte pour une large part de multiples réglementations relatives au travail, au commerce, au logement, au système financier etc.
- 2) Réduction des revenus primaires des ménages par les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) sur le travail et le capital et accrus par des prestations sociales en espèces pour former les « **revenus disponibles** »

- 3) Taxat° de la c°, fourniture de b et s non marchands, dont le prix est nettement inférieur au coût et en règlementant les prix des b et s marchands. Ces interventions transforment les « revenus disponibles » en **revenus « ajustés »** pour tenir compte des capacités réelles de c° des b et s

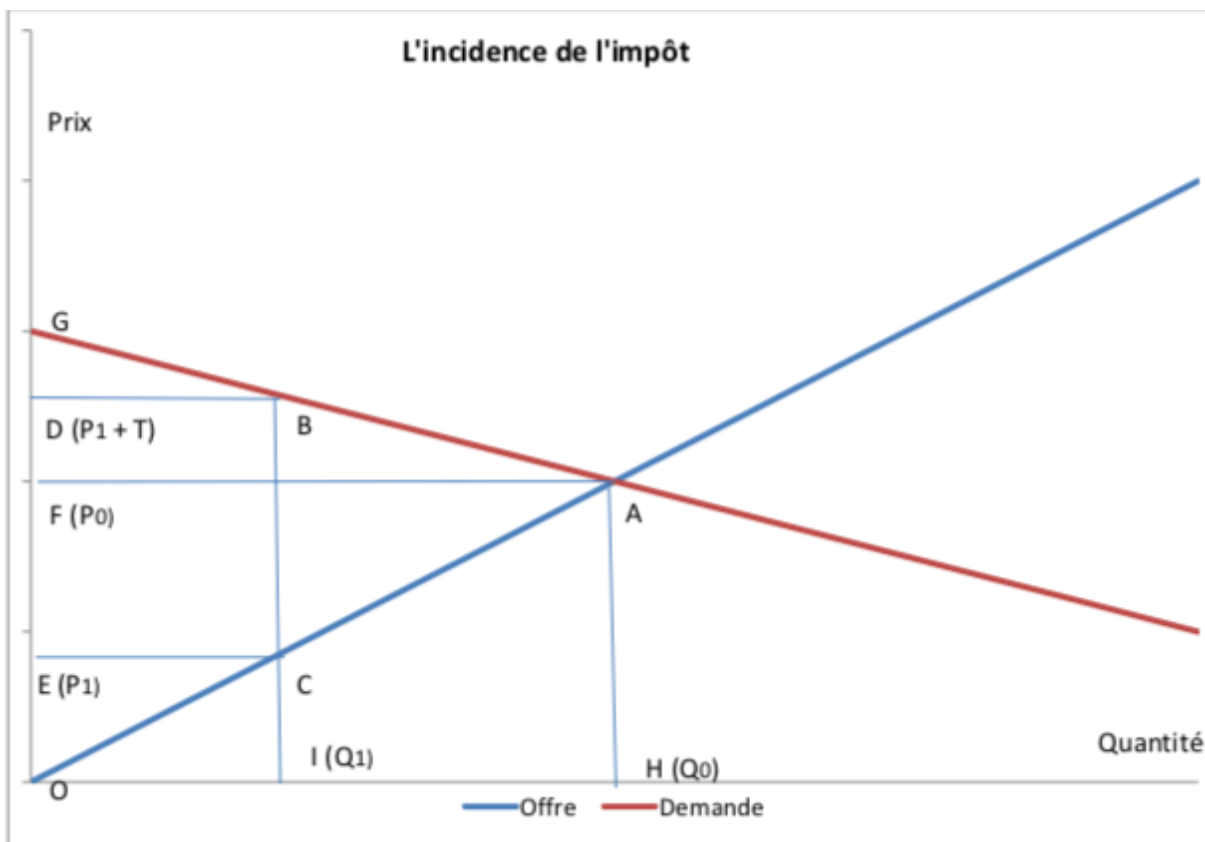
« Redistribution claire » : revenus primaires aux revenus disponibles

« Redistribution floue » : services publics, impôts indirects, impôts sur capital, régimes de retraite

Plus largement : interventions des collectivités locales, tarification des services publics marchands, réglementation

Incidence fiscale et coût de l'impôt

Celui qui supporte le coût d'un impôt n'est pas nécessairement celui qui en est juridiquement redevable. Par exemple, les entreprises sont redevables de la TVA mais, si elles ne modifient pas leurs prix hors taxes et la répercutent entièrement dans leurs prix toutes taxes comprises (TTC), ce sont leurs clients qui la supportent en réalité. Si cette répercussion n'est que partielle, le poids de la TVA est réparti entre les entreprises et leurs clients. La question de l'incidence fiscale est d'abord traitée en examinant le fonctionnement d'un marché « en équilibre partiel », c'est-à-dire en considérant que le comportement des acteurs intervenant sur ce marché n'a aucun effet sur le reste de l'économie. Ce marché est défini par une « courbe d'offre » et une « courbe de demande ».



Absence de taxe : P_0 et Q_0 (point A)

Taxe forfaitaire T par unité de marchandises : les consommateurs payent $P+T$ et l'équilibre correspond au point B et C et la quantité échangée est Q_1 . Pour Q_1 , les entreprises reçoivent P_1 (point C) auquel ils acceptent de vendre une telle quantité et les consommateurs acceptent de payer P_1+T .

→ Quantité échangée est plus faible et prix plus élevé → peut conduire à marché sous-terrain non déclaré

Avant la taxe, le surplus global correspond au triangle OAG.

Après la taxe, le surplus global est égal au quadrilatère OGBE, soit plus petit que OAG.

→ L'instauration de la taxe a entraîné une diminution du surplus global égale à la surface du triangle ABC qui est le « coût économique de l'impôt ». → « **triangle de Habberger** »

L'existence de ce coût de l'impôt résulte seulement des hypothèses suivantes qui, pour la plupart des marchés, sont très vraisemblables : la courbe d'offre est croissante ; la courbe de demande est décroissante ; le prix et les

Catherine BERLEUR

quantités échangées tendent plus ou moins vite vers un équilibre dont ils ne s'éloignent pas trop. Ceux qui perdent le moins sont ceux dont l'offre ou la demande varie le plus avec les prix, c'est-à-dire ceux dont « l'élasticité prix » est la plus forte.

Les principaux résultats obtenus précédemment restent valables pour toute forme de prélèvement obligatoire : il y a toujours un coût économique de l'impôt ; les plus grands perdants sont les agents dont l'élasticité prix est la plus faible.

Deux autres résultats généraux peuvent également être obtenus : si les élasticités prix de l'offre et de la demande sont constantes, le coût économique de l'impôt est d'autant plus important que ces élasticités sont fortes ; en outre, ce coût est proportionnel au carré du taux d'imposition. Ce dernier résultat justifie une recommandation habituelle des fiscalistes : les impôts à taux faible et reposant sur une large assiette sont préférables, pour obtenir le même produit, aux impôts à taux élevé sur une assiette étroite. Le coût économique de l'impôt est en effet alors plus faible.

Cette analyse s'applique au marché du travail, des capitaux, de l'immobilier etc.

L'incidence fiscale en équilibre général

Dans une économie, les marchés ne sont pas isolés mais en relation les uns avec les autres et la prise en compte de ces relations, dans le cadre d'un « équilibre général », complique fortement l'analyse de l'incidence fiscale. Par exemple, si l'équilibre partiel du marché d'un bien particulier est tel que la TVA est entièrement supportée par les consommateurs l'équilibre général de l'économie pourrait être obtenu par une hausse des salaires, qui permettrait aux salariés de maintenir leur pouvoir d'achat. Dans ces conditions, une hausse de la TVA serait en fait supportée par les entreprises. Il existe toujours un coût de l'impôt, d'autant plus important que le taux d'imposition est élevé. Ce coût doit être mis en regard de l'utilité des dépenses publiques financées par les prélèvements obligatoires. Il est réparti entre les agents économiques en fonction de leur élasticité, entendue comme leur capacité à adapter leur offre ou leur demande aux variations de la fiscalité et à en répercuter le coût sur d'autres agents. Ce résultat a des conséquences importantes en matière de politique économique. Les capitaux dont les entreprises peuvent disposer, les actions notamment, sont très mobiles entre les pays. En conséquence, la fiscalité des entreprises, notamment l'impôt sur les bénéfices des sociétés, ne peut pas réduire significativement le taux de rendement des actions, sauf à voir les actionnaires, français ou étrangers, investir dans les entreprises d'autres pays. L'impôt sur les sociétés n'est donc pas supporté en réalité par les actionnaires des entreprises, mais plutôt par leurs salariés⁵. De manière plus générale, le capital et le travail qualifié sont plus mobiles et moins sensibles à la taxation que le travail non qualifié. Les prélèvements obligatoires, quelle que soit leur forme, tendent à être supportés par les non qualifiés, notamment à travers un taux de chômage plus élevé.

Mesure des inégalités et de la redistribution

L'ampleur de la redistribution est mesurée en comparant les inégalités de revenu entre ménages avant et après la mise en œuvre des instruments de redistribution.

Revenus primaires des ménages : revenus avant tout prélèvement obligatoire. S'agissant des salaires, correspond au salaire « super brut » c-à-d cotisations patronales comprises.

Tient compte de taille des ménages avec les « unités de consommation »

Inégalités et système de retraite

Les inégalités de revenus primaires sont très fortes, notamment entre actifs et retraités, mais corrigées par le système de retraite qui assure une redistribution.

En outre, pour une même personne, les pensions reçues sont très liées aux cotisations versées et celles-ci peuvent être considérées comme un « salaire différé ». Vu sous cet angle, le système de retraite ne redistribue pas des revenus entre actifs et retraités mais contraint les actifs à différer la perception d'une partie de leurs revenus.

L'importance de la croissance selon Saint-Lucien Arthur Lewis

Préconise de soutenir l'industrialisation des pays en développement pour faire baisser la pauvreté

→ Dans les 50s-60s la BM applique cette π en investissant dans des structures physiques

« Le consensus de Washington » défini par J. Williamson (1989)

Réformes que les États sollicitant une aide internationale doivent appliquer en échange de son octroi

- Programmes structurels : libéralisation du commerce, privatisation des entreprises, favoriser accès à l'éducation
- Doit permettre d'éradiquer la pauvreté

Critiques des aides au gouvernement, W. Easterly

Critique l'aide publique au développement car elle conforte les gouvernements corrompus

- Pauvreté ne peut être combattue que par des initiatives issues du terrain

Microcrédits développés par Muhammad Yunus

M. Yunus a développé la pratique du microcrédit (= prêts distribués aux personnes démunies pour financer leurs projets)

Dotation universelle, T. Piketty (2019) in *Capital et idéologie*

Héritage pour tous qui permettrait à tout le monde de bénéficier d'un capital de départ de 120 000 € à 25 ans et permettrait de diffuser la propriété privée

Rapport de la Cour des Comptes, déc 2019

Cour des comptes, chargée du contrôle de la dépense publique, juge l'État défaillant dans la lutte contre la fraude fiscale. La France a pris du retard par rapport à « ses grands partenaires étrangers » (EU, RU, Italie, Pays scandinaves) dans l'évaluation, la prévention et les contrôles. Entre 2013 et 2018, les sommes recouvrées ont chuté de 14% alors qu'elles ont augmenté dans « d'autres pays » comme le RU, les EU ou l'All.

La Cour des Comptes estime que la fraude fiscale a des « implications économiques significatives en faussant le jeu de la concurrence » et qu'elle représente « une forme d'enrichissement sans cause ». Elle alerte également sur le fait que cette fraude alimente « un sentiment persistant d'injustice » et qu'en « contribuant à renforcer les inégalités devant les prélèvements, elle mine la légitimité de ces derniers et affaiblit le pacte républicain. »

Modèle sous hypothèse de plein emploi, Kaldor (1957)

Les plus aisés ayant une propension marginale à l'épargne plus forte, une aug° des inégalités et de la part du revenu national des plus aisés, toutes choses égales par ailleurs, augmente l'épargne et donc l'I et la croissance. Mais pour que ce canal fonctionne, il faut :

- Que l'aug° du revenu des plus aisés ne s'accompagne pas d'une baisse de l'S équivalente
- Aug° de l'S se traduise par une aug° de l'I productif
- Aug° de l'I productif se traduise par une aug° de la croissance et non pas seulement par une croissance plus capitaliste.

- Ne fonctionne donc que dans un régime de sous-accumulation et/ou lorsque le PT est incorporé à l'I.

Inégalités et stagnation séculaire, Summers (2014)

L'augmentation des inégalités est un facteur de risque de stagnation séculaire, notion reprise à Hansen (1939).

Stagnation séculaire : politique monétaire ne permet pas d'atteindre l'équilibre de plein emploi c'est-à-dire que le taux d'intérêt naturel (auquel le désir d'S et d'I sont égaux à la pleine capacité des facteurs de production et donc au plein emploi) est négatif. Dans ces conditions le taux d'intérêt réel est plus élevé que le taux d'intérêt naturel et la consommation est trop faible pour permettre l'utilisation complète des facteurs de production.

Dans ces conditions, la baisse des inégalités, si elle a pour conséquence la baisse de l'épargne, a un impact positif sur la croissance.

Métaphore du seau percé (*Leaky Bucket*) d'Okun

La technologie de transfert a un coût lié à la distorsion des prix : comme le seau fuit, une partie de l'argent disparaît dans le transfert. Quel pourcentage de fuite peut-on accepter pour consentir à ce transfert ?

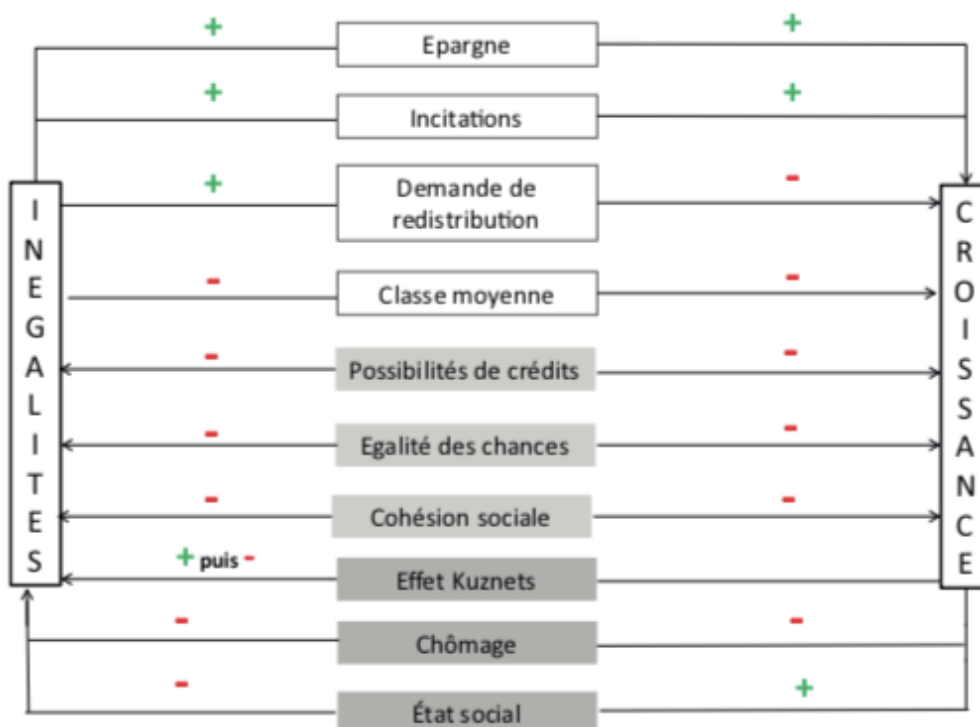
Inégalité et instabilité politique, Alesina et Perotti (1996), Barro (2000)

L'inégalité produit de l'instabilité politique qui menacerait les droits de propriété. Cette menace réduirait l'I et par conséquent la croissance. Barro souligne que la redistribution réduit le crime et les activités antisociales.

Inégalités et sous-investissement, Galor et Zeira (1993)

En présence d'imperfections du marché des capitaux et de frais fixes à l'éducation, les pauvres investissent moins lorsque les inégalités augmentent et notamment dans l'éducation et l'entrepreneuriat. Le fait que les agents les + pauvres ne puissent pas faire certains investissements rentables réduit la croissance et la rend inégalitaire. Ce genre d'économies est caractérisé par des « trappes à pauvreté » : les familles qui sont initialement pauvres demeurent pauvres. Les inégalités ont un impact différent sur la croissance dans les pays pauvres et les pays dits développés. Dans les PD, par construction, peu de ménages sont contraints : la plupart des ménages reçoivent un héritage qu'ils peuvent utiliser pour réaliser des I en kal humain. Dans les pays pauvres l'impact est plus fort car beaucoup de ménages sont contraints financièrement.

Graphique 1. Canaux théoriques entre inégalités et croissance



Lecture : L'augmentation des inégalités accroît les incitations financières, ce qui aurait un effet positif sur la croissance. Les causalités doubles apparaissent en gris clair. Les causalités inverses en gris foncé.

Modèle d'économie politique d'Alesina et Rodrik (1994)

Modèle selon lequel les inégalités de patrimoine et de revenu augmentent le taux d'imposition et réduit la croissance. Selon leurs résultats empiriques, les inégalités de propriété foncière et de revenu (mesurées par le Gini) sont négativement corrélées avec la croissance dans l'échantillon complet ainsi que parmi les pays démocratiques et non démocratiques.

Inégalité et croissance à long terme, Deiniger et Squire (1998)

Forte relation entre croissance à LT et inégalité initiale du rev et de la propriété foncière. Ils montrent que l'inégalité réduit la croissance du revenu pour les pauvres mais pas les riches. La relation n'est ainsi pas significative dans les pays riches. Les auteurs rejettent la courbe de Kuznets.

Catherine BERLEUR

→ Des politiques publiques facilitant l'accès aux actifs des pauvres a pour double effet d'accroître la croissance et de réduire la pauvreté.

Document de travail de l'OCDE de Cingano (2014)

Cingano montre que l'inégalité est défavorable à la croissance. Ce qui compte le plus est l'écart entre la population à bas-revenus et le reste de la population. En revanche, les inégalités en haut de l'échelle n'auraient pas d'influence sur la croissance.

Rapport de l'OCDE de 2012

« Malgré d'abondants travaux théoriques sur les liens entre l'inégalité et la croissance, aucun consensus ne s'est dégagé et les données empiriques ne sont pas concluantes Certaines réformes apparaissent comme gagnant-gagnant, d'autres en revanche peuvent comporter un arbitrage ».

Économie politique de la dette, G. Tabellini, 1991

G. Tabellini a démontré, en 1991, l'existence d'une relation entre la soutenabilité de la dette, son volume et le degré d'inégalités existant au sein de la société. Ses conclusions, fondées sur un modèle à deux générations imbriquées, sont les suivantes : si les inégalités au sein de la société sont fortes, seuls les plus aisés ont intérêt à ce que la dette soit remboursée car ce sont eux qui détiennent ces titres. Par conséquent, la dette risque d'être répudiée et le pays risque le défaut de paiement. A l'inverse, l'absence d'inégalités au sein de la société fait que plus personne n'a intérêt à rembourser la dette, ce qui conduit également au défaut. En fin de compte, G. Tabellini démontre qu'un degré raisonnable d'inégalités permet de préserver la soutenabilité de la dette publique.

Courbe de Laffer

Effets néfastes de la fiscalité : aug° des taux peut être contre-productif car baisse la croissance et donc les recettes

Impôt négatif, introduit par Stigler en 1947 puis défendu par Friedman

Conduit à assujettir l'ensemble des ménages à l'impôt sur le revenu. Cependant, en dessous d'un certain seuil de revenu, le contribuable perçoit un complément de revenu au lieu de verser une certaine somme au ministère des Finances

Contrôles fiscaux en 2019

Les contrôles fiscaux ont permis à l'État de récupérer 9 milliards d'euros en 2019, a annoncé hier soir le Premier ministre, Édouard Philippe. Ce chiffre est en hausse de 16,3 % par rapport à 2018. En décembre, la Cour des comptes, chargée du contrôle de la dépense publique, avait constaté une baisse des montants recouverts au titre du contrôle fiscal entre 2015 et 2018.

Coordination internationale et taxation des GAFA

Bruno Le Maire a annoncé fin janvier 2020 un accord avec le secrétaire américain au Trésor américain qui « ouvre la perspective d'une solution internationale » sur la fiscalité des multinationales du numérique. Des négociations sur le sujet sont en cours à l'OCDE. Bruno Le Maire a déclaré que la France reportait à décembre le paiement des acomptes de la « taxe Gafa » dont les EU réclament la suppression. Cette taxe adoptée par le Parlement en juillet 2019 prévoit de prélever 3% du chiffre d'affaires réalisé en France par une trentaine de grandes entreprises du numérique essentiellement américaines comme Google, Amazon, Facebook et Apple.

Son produit est estimé à 352 millions d'€ dans le projet de loi de finances pour 2020. La France la présente comme le moyen d'éviter une sous-imposition des entreprises du numérique qui rattachent leurs bénéfices à des sièges situés dans des pays à la fiscalité avantageuse, comme l'Irlande et les Pays-Bas, pour payer moins d'impôts. Jeudi dernier, Bruno Le Maire a assuré qu'en cas d'échec des négociations au niveau international, les entreprises du numérique seraient « imposées selon la loi française ».

Projet de revenu universel en France

Catherine BERLEUR

« Emmanuel Macron a annoncé, le 13 septembre 2018, le lancement d'un plan de lutte contre la pauvreté, qui intégrera la mise en place d'un « revenu universel d'activité qui fusionne le plus grand nombre de prestations ». Le revenu universel d'activité (RUA) vise à fusionner plusieurs minima sociaux, avec au minimum la prime d'activité et le Revenu de solidarité active (RSA). Il est également envisagé d'intégrer les aides personnalisées au logement (APL), ainsi que des allocations ciblant un public spécifique comme l'allocation aux adultes handicapés (AAH) et l'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI), entre autres. Le RUA sera aussi conditionné à « l'obligation d'inscription dans un parcours d'insertion, qui empêche de refuser plus de deux offres raisonnables d'emploi ou d'activité. » Le risque est donc grand que ce « revenu » soit conditionné à une démarche d'insertion par l'emploi, alors que la plupart des aides actuelles sont liées à un niveau de vulnérabilité (AAH, ASI) ou de ressources (APL).

L'objectif est d'harmoniser les règles d'attribution de ces prestations. En effet, les montants, les ressources prises en compte, les modalités de majoration des allocations en fonction de la configuration familiale, les conditions de cumul avec une rémunération d'activité et les obligations en termes d'insertion diffèrent d'un dispositif à l'autre sans que les justifications en soient toujours claires.

L'harmonisation et la simplification de ces règles devraient permettre de réduire les coûts de gestion de ces dispositifs et les taux de non-recours à ces aides.

Revenu universel : une somme forfaitaire versée sans condition à tous les Français (ou résidents), de tous âges, qui leur assure une ressource minimale pour vivre. Ils peuvent la compléter en exerçant une activité professionnelle et gèrent librement leurs dépenses, notamment en s'assurant eux-mêmes contre tous les risques, y compris les « risques sociaux » (maladie, chômage...). (Version libérale)

Une version très « sociale » : ce serait également une somme forfaitaire versée sans conditions à tous les Français (ou résidents), mais toutes les prestations actuelles seraient maintenues à l'exception des minima sociaux.

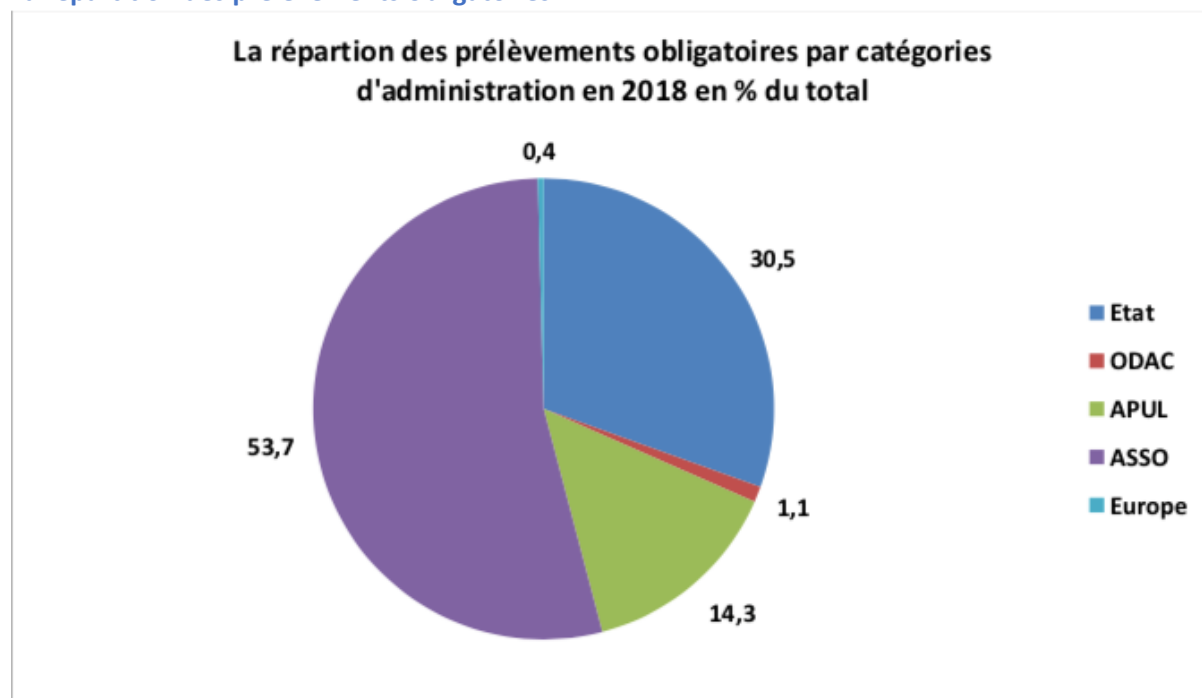
Montant des prélèvements obligatoires en France et en UE 2018

1058 milliards d'€ en 2018 soit 45% du PIB selon l'Insee

Selon l'OCDE, le « taux des prélèvements obligatoires » (rapport entre leur montant et le PIB) se trouve au 1^{er} rang des pays de l'organisation en 2018, devant le Danemark (44,9%)

La Belgique, l'Italie et la Suède ont des taux proches de celui de la France mais les autres grands pays européens ont des taux nettement plus bas (Allemagne à 37,5%). Les taux des prélèvements obligatoires sont nettement plus faibles dans les pays non-européens de l'OCDE, la moyenne pondérée de l'organisation se situant à 34% en 2018.

La répartition des prélèvements obligatoires



Cotisations sociales	36,0	TVA	16,0
Impôts sur les salaires (1)	3,4	Impôts sur les produits hors TVA	10,6
Impôts sur le revenu (2)	24,1	Droits d'importation hors TVA	0,3
Autres impôts courants (3)	2,2	Impôts sur la production (4)	6,8
Admissions en non-valeur (5)	- 0,7	Impôts en capital (6)	1,4

Source : Insee ; FIPECO

5^{ème} branche de la Sécu consacrée à la prise en charge de la dépendance, mai 2020

Gouvernement envisage de doter la Sécurité sociale d'une 5^{ème} branche consacrée à la prise en charge de la dépendance des personnes âgées et handicapées, selon 2 projets de loi relatifs à la dette sociale envoyés la semaine dernière aux partenaires sociaux.

La Sécurité sociale est « la garantie donnée à chacun qu'en toutes circonstances il disposera des moyens nécessaires pour assurer sa subsistance et celle de sa famille dans des conditions décentes », selon l'exposé des motifs de l'ordonnance du 4 octobre 1945 qui a créé en France cette protection sociale obligatoire. Elle est composée de plusieurs régimes, comme le régime agricole qui gère les exploitants et les salariés agricoles ou les régimes spéciaux qui couvrent les professionnels de certaines entreprises et institutions (SNCF, RATP, Assemblée nationale, Banque de France, etc.). Le principal est le régime général qui s'applique aux salariés du secteur privé et, depuis 2018, aux travailleurs indépendants et aux professions libérales, soit 88 % de la population. Ce régime est organisé en quatre branches : maladie (consultations, médicaments, hospitalisations), accidents du travail et maladies professionnelles, vieillesse (pensions de retraite ou de veuvage, minimum vieillesse) et famille (allocations familiales, handicap, logement, RSA, etc.). Sur son site, la Sécurité sociale explique qu'elle a permis « d'augmenter l'espérance de vie de trois mois par an depuis 20 ans » ou encore « de diminuer les inégalités en soutenant les plus démunis via diverses prestations ».

Financement de la sécurité sociale en France

Deux modèles pour organiser le financement de la protection sociale :

- Bismarckien : système d'assurance → seuls ceux qui ont cotisé peuvent bénéficier des prestations
- Beveridgien : assistance → s'appuie sur les impôts et bénéficie à tous

À l'origine, la Sécurité sociale française a été conçue sur un modèle d'assurance, puis a évolué vers un modèle « beveridgien ».

Le tournant a eu lieu en 1991 avec la création de la contribution sociale généralisée (CSG), un impôt s'appliquant à tous les revenus (salaires, pensions de retraite, revenus fonciers, etc.) et destiné à financer la protection sociale. En 2019, selon la Commission des comptes de la Sécurité sociale, 54 % du financement du régime général était assuré par les cotisations, tandis que 37 % l'était par des impôts et des taxes.

Sur 100 euros prélevés, 49 euros financent les retraites, 42 euros la maladie, 7 euros la famille et 2 euros les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Dette sociale de la Sécurité sociale

Déficits accumulés chaque année, principalement ceux du régime général et du Fonds de solidarité vieillesse.

Alors que les comptes de la Sécurité sociale avaient présenté un excédent de 1999 à 2001, ils enregistrent depuis des déficits (dépenses supérieures aux recettes), en grande partie du fait du vieillissement de la population.

La dette sociale gérée par la Cades s'établissait à 89,3 milliards d'euros fin 2019. Elle est remboursée grâce à la CRDS, un impôt sur les revenus (salaires, pensions de retraite, etc.) et à une partie de la CSG.

COMMERCE ET RELATIONS INTERNATIONALES

OMC : institution chargée de faire respecter et de définir les règles du libre-échange à l'international. Elle compte aujourd'hui 164 membres, et doit s'assurer qu'aucun État n'adopte un comportement de passager clandestin en profitant de l'abaissement des barrières des autres pays pour y écouler plus facilement sa pd° tout en maintenant les siennes pour limiter sa pd°.

OMC remplace le GATT en 1995 et les États membres négocient les règles applicables au commerce international
→ système multilatéral où chaque État représente une voix

Négociations se déroulent lors de « rounds » desquelles émergent 3 principes :

- Concurrence loyale,
- Non-discrimination : tout avantage consenti par un membre de l'OMC à un autre doit être étendu à tous les autres
- Réciprocité : un pays qui accepte un avantage doit l'offrir en retour.

Le système a été développé dans le cadre de plusieurs séries (ou cycles) de négociations commerciales organisées sous les auspices du GATT. Les premiers cycles portaient essentiellement sur l'abaissement des droits de douane, puis les négociations se sont élargies à d'autres domaines tels que les mesures antidumping et les mesures non tarifaires. Le cycle d'Uruguay (1986-1994) a conduit à la création de l'OMC.

Dernier cycle des négociations lancé en 2001 à Doha et suspendu en 2006 n'a pu être mené à bien faute de consensus entre les États → accords commerciaux et régionaux se multiplient

Accords qui constituent des exceptions aux règles de l'OMC sont tolérées par l'institution :

- 2001 : 87 accords de libre-échange
 - 2019 : 292 accords de libre-échange
- ⇒ Régissent la ½ des accords de libre-échange

Au cours des 70 dernières années, les exportations ont augmenté de 6% par an en moyenne. Le total des échanges en 2002 était 22 fois supérieur à celui de 1950. Le GATT et l'OMC ont contribué à créer un système commercial solide et prospère, favorisant une croissance sans précédent.

Objectifs officiels de l'OMC : « décourager les pratiques déloyales »

- Octroi de subventions publiques à des produits destinés à l'X°,
 - Vente à l'étranger de « produits à des prix de dumping » c-à-d inférieur à leur coût de pd°
- ⇒ Lorsqu'un pays s'estime lésé, il peut saisir l'Organe de règlement des différends de l'OMC qui prononce des sanctions financières visant à réparer le préjudice subi

En l'an 2000, de nouveaux pourparlers ont été engagés sur l'agriculture et les services. Ces négociations ont été intégrées dans un programme de travail élargi, le Programme de Doha pour le développement, lancé à la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC, à Doha (Qatar) en novembre 2001.

Le nouveau programme de travail comprenait des négociations et d'autres travaux concernant les droits de douane applicables aux produits autres que les produits agricoles, le commerce et l'environnement, les règles de l'OMC dans les domaines comme les mesures antidumping et les subventions, la facilitation des échanges, la transparence des marchés publics, la propriété intellectuelle et diverses questions, soulevées par les économies en développement, relatives aux difficultés qu'elles rencontraient pour mettre en œuvre les Accords de l'OMC.

Les négociations concernant ces questions et d'autres ont conduit à une actualisation majeure du corpus de règles de l'OMC ces dernières années. Un accord révisé sur les marchés publics, adopté lors de la huitième Conférence ministérielle de l'OMC en 2011 a élargi le champ d'application de l'accord initial d'environ 100 milliards de dollars EU par an.

Catherine BERLEUR

À la neuvième Conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Bali en 2013, les Membres de l'OMC ont conclu l'Accord sur la facilitation des échanges, qui vise à réduire les délais aux frontières en réduisant les formalités administratives. Une fois mis pleinement en œuvre, cet accord, premier accord multilatéral conclu à l'OMC, permettra de réduire les coûts du commerce de plus de 14% et entraînera une augmentation des exportations mondiales pouvant atteindre 1 000 milliards de dollars EU par an.

L'élargissement de l'Accord sur les technologies de l'information, conclu à la dixième Conférence ministérielle à Nairobi en 2015, a supprimé les droits de douane sur 200 produits supplémentaires des technologies de l'information évalués à plus de 1 300 milliards de dollars EU par an. La Conférence a également eu comme résultat d'abolir les subventions à l'exportation de produits agricoles, permettant ainsi d'atteindre l'un des principaux objectifs de développement durable des Nations Unies, l'objectif "Faim zéro".

Plus récemment, un amendement de l'Accord de l'OMC sur la propriété intellectuelle est entré en vigueur en 2017, facilitant l'accès des pays en développement à des médicaments abordables. L'Accord sur la facilitation des échanges est également entré en vigueur cette même année.

Le secrétariat de l'OMC, à Genève, n'est pas investi de pouvoir décisionnel puisque ce sont les membres eux-mêmes qui prennent les décisions. Ses principales fonctions consistent à fournir un appui technique aux différents conseils et comités, à offrir une assistance technique aux pays en développement, à analyser le commerce international. Il compte 625 fonctionnaires pour un budget de 197 millions de francs suisses.

Les règles de l'OMC résultent des négociations menées par les Membres. Aujourd'hui, l'OMC compte 164 membres représentant 98% du commerce mondial.

Les Accords de l'OMC portent sur les marchandises, les services et la propriété intellectuelle. Ils énoncent les principes de la libéralisation et les exceptions autorisées. Ils contiennent les engagements pris par les différents pays pour réduire les droits de douane et les autres obstacles au commerce et pour ouvrir et maintenir ouverts les marchés de services. Ils établissent les procédures à suivre pour régler les différends. Les accords ne sont pas statiques ; ils sont renégociés périodiquement et de nouveaux accords peuvent être ajoutés à l'ensemble. De nombreux accords sont actuellement négociés dans le cadre du Programme de Doha pour le développement, lancé par les Ministres du commerce des Membres de l'OMC à Doha (Qatar), en novembre 2001.

La procédure de règlement des litiges commerciaux prévue dans le cadre du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends de l'OMC est indispensable pour faire respecter les règles et donc pour assurer le déroulement harmonieux des échanges. Les pays soumettent leurs différends à l'OMC lorsqu'ils estiment qu'il est porté atteinte aux droits que leur confèrent les Accords. Les décisions rendues par des experts indépendants nommés spécialement sont fondées sur l'interprétation des Accords et des engagements pris par les différents pays.

Sanctions des EU contre l'UE autorisée par l'OMC

Oct 2019 : OMC autorise EU à sanctionner UE à hauteur de 7,5 milliards par an en réponse à des subventions de ses états membres à Airbus

→ EU vont appliquer des droits de douane supplémentaires de 10% sur les avions et 25M sur certains produits industriels et agricoles européens et principalement français, espagnols, allemands et britanniques.

OMC a également condamné les EU pour avoir subventionné Boeing et doit bientôt fixer les montants des mesures de rétorsion commerciale que l'UE pourra appliquer aux EU

Paradoxe de l'action collective, Olson (1965)

Effet Rose (Rose, 2000)

2 pays avec monnaie commune commercent en moyenne 3 fois plus que deux pays avec des monnaies ≠

Mondialisation et coordination

Oudiz et Sachs (1984) : coordination positive mais loin d'être essentielle

Catherine BERLEUR

Frankel et Rocket (1988) : coordination peut être perverse car le fait de s'accorder avec son partenaire ne garantit rien mais peut nous détourner de l'effort réellement utile

Rogoff (1984) : la coordination améliore le jeu entre acteurs nationaux mais peut dégrader le jeu entre acteurs privés et publics

Rogoff (1985) : la coordination d'ensemble est optimale alors que la coordination d'un sous-ensemble est défavorable

Paradoxe de Triffin (1960) et le Benign neglect

L'économie dominante peut négliger le déficit de sa balance de paiement mais les besoins de l'économie mondiale en une devise fiable aboutissent paradoxalement à la perte de confiance envers cette monnaie (ex du dollar)

Théorie de la stabilité économique (Kindleberger, 1973)

Pour le bon fonctionnement d'un système économique et politique, le pouvoir hégémonique doit être capable de prendre des décisions de régulation de l'économie

Robert Keohane : quand pouvoir hégémonique décline, les institutions acquièrent une vie propre

Susan Strange : déf° du pouvoir, liée à la capacité d'affecter les autres

Joseph Nye : inventeur de la notion de Soft Power

A. LA ZONE EURO ET UE

Coordination des politiques économiques : implique la modification conjointe des politiques économiques nationales dans le but de prendre en compte l'interdépendance internationale. Il s'agit donc d'une force très exigeante de coopération. La coordination des politiques économiques permet d'améliorer le bien-être global pour deux grandes raisons (Frenkel *et al* (1991)) : les effets externes qui caractérisent l'interdépendance économique internationale càd la transmission internationale des effets des politiques économiques nationales ainsi que l'existence de biens publics internationaux, dont le développement et la préservation pourront être garantis par la décentralisation des politiques. Le fait qu'une certaine forme de coordination est utile et souhaitable ne signifie pas que la coordination est toujours bénéfique.

Feldstein (1988)

Coordonner de « mauvaises » politiques économiques conduira à un résultat inférieur en l'absence de coordination entre des politiques nationales plus adaptées

→ Explique défiance de certains pays comme l'All à une plus grande intégration économique et monétaire en Europe

Les objectifs de la coordination des politiques selon Thygesen (1992)

Il existe 2 objectifs possibles pour la coordination des politiques :

- Coordination stratégique : exploiter l'interdépendance càd prendre en compte les effets externes des politiques économiques
⇒ Les effets externes peuvent nuire à l'efficacité des politiques économiques nationales en raison de la mobilité internationale des capitaux, le degré d'ouverture aux échanges, la sensibilité aux variations des taux de changes, etc.
- Coordination bien public : préserver ou améliorer le régime international existant càd veiller à la bonne provision des biens publics internationaux que l'action centralisée négligerait

Sous-emploi croissant, Blanchard et Summers, 2019

Sous-emploi croissance en Zone Euro en dépit d'un taux de chômage faible ou en baisse (7,4% en août 2019 selon Eurostat).

Le schéma d'intégration régionale (Béla BALASSA, 1961)

Catherine BERLEUR

L'intégration régionale consiste en un mouvement de rapprochement économique politique ou social qui engage différents pays. Les différents niveaux d'intégration sont :

- La zone de libre-échange : élimination des droits de douane et des restrictions quantitatives à l'importation
- L'union douanière : zone de libre-échange avec politique commerciale commune et tarif extérieur commun
- Le marché commun : union douanière avec libéralisation des facteurs de production
- L'union économique : marché commun assorti d'une harmonisation des politiques économiques
- L'UEM (Union Economique Monétaire) : union économique avec monnaie ainsi que politique monétaire commune
- L'union politique : ultime étape avec cession de souveraineté des Etats en matière de politiques économiques, sociales, etc.

L'analyse des unions douanières, Viner, 1950

Une union douanière a 2 conséquences essentielles :

- Effet de création trafic = aug° du commerce intra-zone de la part des pays cherchant à s'approvisionner au meilleur coût parmi les partenaires n'appliquant plus de droits de douane
- Effet de détournement de trafic : les pays membres vont substituer des M° en provenance des pays membres aux M° en provenance du RDM

La Zone Monétaire Optimale, Mundell (1960), McKinnon (1963) et Kenen (1969).

Cette théorie de Mundell en 1960 détermine dans quelle situation politique il est optimal de mettre en place une monnaie unique. Pour rappel, le principal atout d'une ZMO est la suppression des coûts de transaction entre les pays membres. Cela implique cependant de perdre le contrôle de leur politique monétaire. L'établissement de cette théorie permettra de déterminer comment optimiser les bénéfices sous contrainte des coûts.

Pour établir une ZMO, la zone en question doit satisfaire 3 critères :

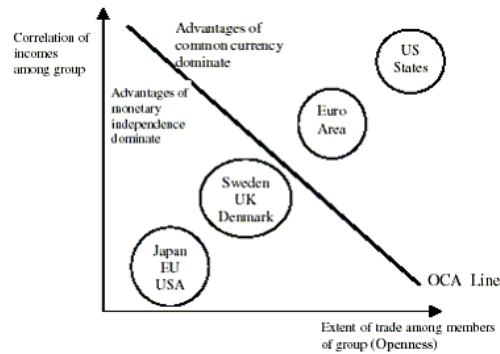
- La mobilité des facteurs de production (en théorie effective en UE avec l'espace Schengen, mais contestable en pratique).
- La capacité budgétaire (à noter qu'on parle d'un budget d'action, pas un budget simplement d'administration → C'est le budget qui est discuté pour la Zone Euro en ce moment).
- Ouverture des économies [McKinnon]
- La diversification sectorielle (1,2,3 secteurs, haute VA, faible VA...) [Kenen]

Depuis les années 1990, les visions s'affrontent sur la question de l'**endogénéité** de la ZMO :

Des auteurs comme **Frankel et Rose (1998)** soutiennent l'endogénéité de la ZMO : les nations forment des unions monétaires parce qu'elles commercent beaucoup entre elles

“Une monnaie commune est perçue comme “a serious and durable commitment” (**McCallum (1995)**). Entre autres choses, elle empêche d'anticiper des dévaluations dites compétitives, elle facilite les investissements directs étrangers et les contrats de long terme, et peut finir par encourager des processus d'intégration politique. Toutes ces choses facilitent les échanges et ainsi la synchronisation des cycles.”

Pour d'autres, comme **Krugman**, la zone optimale est marquée par son **exogénéité**. Elle permet surtout aux Etats membres d'exploiter leurs avantages comparatifs, et donc, en se spécialisant, de développer leur activité dans la zone. Les nations commercent beaucoup entre elles parce qu'elles forment des unions monétaires.



Théorie du risk-sharing (Asdrubali, Sorensen, Yosha 1996)

En Union Européenne, aucun budget pour absorber les chocs asymétriques n'existe. Comment éviter ceux-ci et permettre un retour à la normale ? Les 3 auteurs ont proposé un travail novateur qui permet de défendre l'idée qu'un budget n'est pas nécessaire, une sorte d'assurance automatique qui stabilise la situation en cas de choc.

L'idée est que les agents possèdent des titres provenant d'autres régions que celles où ils habitent. Cela est d'autant plus acceptable la monnaie unique permet une plus grande fluidité de mouvements des capitaux.

De cette manière, lorsqu'un choc asymétrique touche un des pays membres, l'impact sur les revenus des agents n'est pas significatif \Rightarrow la multiplicité des origines des revenus lisse leur niveau. Imaginons qu'un agent possède des actifs grecs et allemands lors de la crise de 2010 par exemple, le choc qui a touché la Grèce impact son revenu mais uniquement en partie, le reste sera stable grâce à la stabilité de l'économie germanique.

Ainsi, on peut envisager une sorte de régulation automatique dans le temps qui, à long terme, homogénéise et stabilise les revenus.

Toutefois, certains points de ce modèle ASY sont contestables notamment le fait qu'il ait été testé aux USA, un modèle fondamentalement différent de celui européen. Le biais domestique n'existe pas aux USA ce qui simplifie les résultats, sans aucun doute.

NB : Duwiquet et Clevenot (2001) critiquent ce modèle en expliquant que les revenus du capital sont une fraction faible du revenu disponible des ménages (notamment, voir le bouquin de cet été pour compléments).

Projet « Airbus des batteries » (mai 2019)

Projet lancé par ministres français et allemand de l'économie et le commissaire européen à l'énergie

Vise à implanter dans l'UE une filière de production de batteries de « 4^e génération » pour les véhicules électriques

Ce projet prévoit l'ouverture d'une usine en France en 2020 puis 2 usines en France et en All

Investissement de 5 à 6 milliards d'€ dont 1,2 d'argent public \rightarrow Europe apporte subvention au démarrage d'une industrie, situation qui rappelle Airbus dans les 60s

Traité de Maastricht (1992) et politique industrielle

Donne une base légale pour que l'UE construise une politique industrielle à l'échelon communautaire

Office européen des brevets créé en 1977

Création proposée d'un brevet commun en 2006, effectif en octobre 2019

Rapport du CAE de septembre 2018 : réformer les règles budgétaires européennes : simplification, stabilisation et soutenabilité

Règles budgétaires européennes ont engendré austérité pendant la crise économique \rightarrow stagnation et prolongement des conséquences de la crise

Règles budgétaires indispensables dans UEM pour assurer soutenabilité de la dette mais plusieurs axes de progression :

Catherine BERLEUR

- Simplification : fixer des objectifs directement pilotables par le gouvernement
- Stabilisation : permettre de conduire des politiques contracycliques
- Soutenabilité : inciter à réduire la dette publique excessive

Proposition du CAE : dépenses nominales ne devraient pas augmenter plus fortement que le PIB potentiel à LT → Prudence budgétaire + stabilisation macroéconomique

Règles budgétaires communes dans une UEM : les gouv n'internalisent pas l'impact à LT de leurs décisions de politique budgétaire sur les autres membres :

- Politique budgétaire inflationniste dans un pays → impact sur l'inflation moyenne ciblée par BCE → resserrement monétaire pour tous
- Politique budgétaire déflationniste dans un pays → impact sur l'inflation moyenne ciblée par BCE → assouplissement monétaire pour tous
- Aug° du déficit/dette d'un pays peut augmenter taux d'r pour tous (pas empiriquement prouvé)

Rachat de dette publique par la BE générerait taxe inflationniste pour tous les pays membres

Cependant quand risque de défaut et de sortie de l'UEM : contagion et dommages collatéraux pour tous qui peuvent être supérieurs au coût de renflouement

L'anticipation de tels sauvetages a pu baisser la prudence budgétaire et la discipline de (m)

Dans UEM : instrument monétaire inutilisable en cas de choc asymétrique → importance de la polq budgétaire

Article 123 du TFUE

Interdit l'achat direct par la BCE de la dette publique des États membres

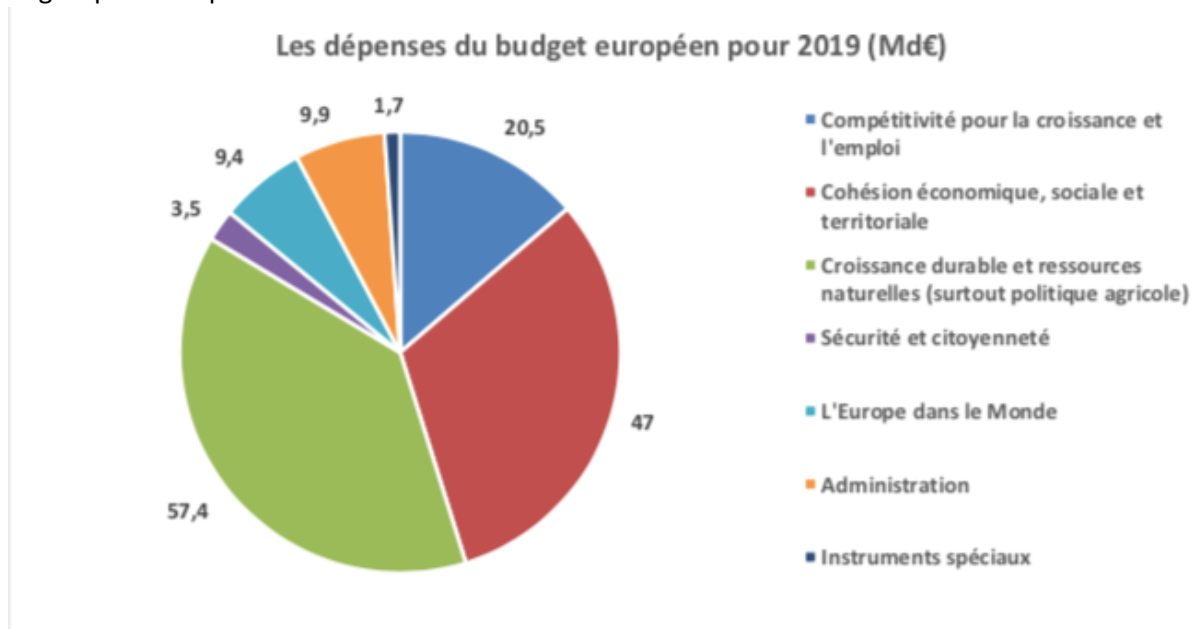
Article 125 du TFUE

Interdit toute forme de responsabilité de l'UE pour les obligations de la dette des pays membres

Budget de l'UE

Art 310 du TFUE : le budget voté doit être « équilibré en recettes et en dépenses »

Regroupe des dépenses d'investissement et de fonctionnement



Source : Rapport jaune annexé au PLF 2020 ; FIPECO

Ressources propres :

- Ressources propres traditionnelles : produit de droits de douane sur les M° en provenance de pays hors UE et de qq taxe relevant de la politique agricole
- Produit de l'application d'un taux de TVA de 0,3% dans chaque pays de l'UE
- Pourcentage du RNB de chaque pays fixé chaque année pour équilibrer le budget

Catherine BERLEUR

Budget Zone Euro : BICC

Ministres de finances ont trouvé un accord sur le **budget de la zone euro**. Accord toutes les deux semaines. Depuis 2018 ça s'accélère (déclaration Meseberg). 20 milliards d'euros pour intervenir sur la zone euro. Les modalités ne sont pas fixées. Appelé le BICC (Instrument Budgétaire pour la Convergence et la Compétitivité). C'est une condition de la ZMO pour faire face aux chocs asymétriques. 80 % des sommes tirées de ce budget sont répartis selon 2 critères : la population et l'inverse du PIB/hab. Favorise donc la convergence. Niveau sup, assurance chômage au niveau de la zone euro.

UE et IDE

Dans l'UE, outre la France, 12 États membres avaient mis en place des mécanismes de contrôle des IDE. C'est le cas de l'Allemagne où les premières dispositions ont été prises en 2004 pour protéger les industries nationales de défense à la suite du rachat des chantiers navals HDW et du constructeur aéronautique MTU par des fonds d'investissement américains. L'Allemagne a abaissé en 2019 de 25 % à 10 % le seuil déclenchant une autorisation des acquisitions dans plusieurs secteurs stratégiques. En 2019, l'UE a pour la première fois adopté un règlement visant à contrôler les IDE, en renforçant la coopération entre les États membres. Ces derniers ont jusqu'au mois d'octobre pour le mettre en œuvre.

B. COMMERCE INTERNATIONAL

Accord de libre-échange : cet accord peut être conclu entre 2 pays (bilatéral) ou plusieurs pays (multilatéral). Il consiste en la diminution ou la suppression des barrières tarifaires, c'est-à-dire les droits de douane qui taxent les produits étrangers entrants dans un territoire afin de favoriser la libre-circulation des biens.

CETA (septembre 2018)

Le traité de libre-échange entre UE et Canada est entré en vigueur en septembre 2017. Il a permis d'éliminer les droits sur 98% des produits commercialisés entre les 2.

Au bout d'un an :

- + 7% d'X° européennes au Canada
- + 3% d'M° du Canada

Traité d'Eden-Rayneval (1786)

Un des premiers accords de libre-échange entre le RU et la France

Le théorème des avantages absolus, A. Smith (1776)

Chaque pays a intérêt à se spécialiser dans le bien pour lequel il possède un avantage absolu. Une ouverture des frontières est avantageuse pour tous. Chaque nation est comparée à un chef de famille prudent qui produit les biens pour lesquels elle est la plus habile puis les vend ce qui lui permet d'acheter les biens produits dans les autres pays. Il considère 2 pays ne produisant que deux biens non homogènes. C'est un argument fort pour le libre-échange, toutefois, si un pays a un avantage absolu pour les 2 biens alors il doit favoriser l'autarcie.

→ Maxime du chef de famille et division internationale du travail

Le théorème des avantages comparatifs, Ricardo (1817)

Dans le cadre du libre-échange, chaque pays doit se spécialiser dans la pd° du bien pour lequel son avantage absolu (forte productivité) est le plus important en comparaison aux autres pays. Chaque pays, s'il se spécialise dans la pd° où il a la productivité la plus forte (ou la moins faible) comparativement à ses partenaires augmentera sa richesse.

J.S. Mill

La demande de biens joue un rôle fondamental dans la fixation des termes de l'échange et la répartition du gain à l'échange. Si le bien est fortement demandé, son prix tend vers celui pratiqué en autarcie dans le pays qui ne possède pas l'avantage relatif dans sa fabrication.

Théorème HO, Heckscher (1919), Ohlin (1933) (néoclassique)

Théorème sur la rareté relative des facteurs : un pays se spécialise d'autant dans la pd° d'un bien que celui-ci réclame dans sa pd° davantage du facteur le – rare à l'intérieur des frontières du dit pays. La rareté en valeur, exprimée par les prix relatifs des facteurs, permet d'apprécier les $cond^\circ$ de l'intégration dans l'économie mondiale en intégrant les $cond^\circ$ productives liées à l'offre et les contraintes de consommation liées à la demande. C'est le concept de rareté en valeur qui constitue l'indicateur clé permettant de déterminer la façon dont les nations s'intègrent dans le libre-échange.

→ Les pays exportent les $pdts$ qui utilisent de façon intensive les facteurs de pd° qu'ils ont en abondance

→ Abondance est à comprendre en valeur (\neq en volume) et relative (d'un facteur à un autre)

Théorème de Stolper-Samuelson (1941)

Théorème sur la relation entre le prix des biens et le prix des facteurs. Les économies se spécialisent dans les biens où elles ont un avantage comparatif. La spécialisation modifie alors la demande des facteurs de pd° . L'intégration génère donc une égalisation du prix des biens (relative et absolue) et des rémunérations factorielles (relative). Le libre-échange augmente les rendements réels du facteur utilisé intensivement dans le secteur où le prix monte et baisse les rendements réels du facteur utilisé intensivement dans le secteur où le prix baisse.

Une augmentation du prix relatif d'un bien augmente le revenu

→ Dans les PD, le facteur rare étant le travail peu qualifié, les travailleurs non qualifiés doivent subir une baisse de leur rémunération qui accroît les inégalités au sein du pays.

Théorème de Samuelson (1949)

Ce théorème démontre l'égalisation des prix des facteurs. Lorsque les échanges internationaux égalisent les prix des biens et si chaque pays est bien spécialisé dans la pd° où il possède un avantage comparatif, alors les rémunérations entre les facteurs dans chaque pays convergent. Le taux de salaire et le taux de profit sont le même dans les 2 pays du modèle.

→ Les conditions de rémunération convergent dans le cadre du I-é grâce à la spécialisation des économies

→ La liberté de mouvements des marchandises est un parfait substitut à la libre circulation des facteurs de pd°

Le théorème de Rybczynski (1955)

Théorème sur la croissance d'un seul facteur. Dans une économie à 2 biens, le prix des biens restant constant, l'augmentation de la dotation d'un facteur de pd° dans le pays, l'autre restant constant, entraîne une aug° de la pd° du bien qui utilise de façon intensive le facteur en aug° et une baisse de la pd° de l'autre bien.

→ Le développement d'un facteur de pd° peut affecter voire même retarder le développement d'autres

→ Une poussée démographique aura tendance à « décapitaliser » le pays

→ Un pays en forte croissance peut voir sa spécialisation glisser de $pdts$ intensifs en travail vers des produits intensifs en capital (ex : NPI)

Paradoxe de Leontief (1956)

Premier test du modèle HOS sur les EU, présumés fortement dotés en kal . Or d'après le résultat obtenu par Leontief, le rapport entre kal/mo pour les exportations sur kal/mo pour les importations est de 0,76. Le modèle HOS n'est donc pas vérifié, et les EU sont paradoxalement exportateurs de biens intensifs en travail et importateurs de biens intensifs en capital.

Théorie néofactorielle, Findlay et Grubert (1959), Keesing (1966)

Théorie basée sur la théorie du capital humain développée par Grubert et Schultz pour répondre au paradoxe de Leontief en y intégrant l'hétérogénéité des facteurs de pd° . Le facteur travail peut ainsi se scinder en plusieurs types : travail non-qualifié, travail spécialisé, travail qualifié, encadrement, conception, etc. Les X° américaines répondent alors aux prévisions d'HOS en étant intensives en travail qualifié.

Le cycle de vie des produits de Vernon (1966)

Catherine BERLEUR

Analyse des produits en termes de cycle de vie peut être étendue à l'analyse des échanges internationaux et montre qu'il existe une hiérarchisation entre les pays en fonction du niveau de développement du pays. Chaque produit connaît une vie décomposable en 4 phases, qui correspondent à une étape dans les échanges internationaux :

- (i) Lancement et création : nécessite mo qualifiée et demande aisée car bcp d'I et pas de bénéfices
 - ⇒ 1 pays développé commence par pdr le bien puis l'X → pays primo novateur
- (ii) Croissance : diffusion du bien, des technologies et des techniques de pd°
 - ⇒ Pd° du bien se développe dans d'autres pays développés et concurrence le pays primo novateur
- (iii) Maturité : techniques de pd° deviennent accessibles
 - ⇒ Coûts de pd° deviennent le principal argument pour la localisation de pd°
 - ⇒ Séries de délocalisation où la mo est – chère → nouveau cycle du pdt
- (iv) Déclin : apparition de pdt de substitution plus moderne

Développement en vol d'oies sauvages, K. Akamatsu (1937), Shinohara (1982)

La théorie du vol d'oies sauvages est un modèle de développement économique décrit par l'économiste Akamatsu en s'appuyant de l'exemple japonais. Ce modèle décrit le processus de développement industriel d'un pays permis par l'interaction avec des pays plus avancés. L'évolution dans le temps des importations, de la production nationale puis des exportations d'un pays en phase de rattrapage économique évoque en effet un vol d'oies sauvages, en V inversé. Le commerce et l'investissement étranger jouent un rôle majeur dans ce processus.

- 1^{ère} phase : le pays en développement Mte des pdts manufacturés des pays industrialisés et Xte des matières premières et des produits agricoles → M° concurrence artisanat local et une partie de la main d'œuvre rejoint le secteur Xtateur
 - 2^e phase : le pays construit sa propre pd° de biens de consommation qui entre en concurrence avec les M° en s'appuyant sur le marché intérieur
 - Rôle de l'intervention publique de protéger et développer l'industrie naissante
 - 3^e phase : l'industrie locale devient une force exportatrice, sa pd° s'homogénéise avec celle des PD et sa pd° de biens d'I se développe
 - 4^e phase : les X° de biens de c° déclinent car elles sont transférées à un pays – avancé
- Décrit la montée en gamme de la pd° d'un pays sous-développé à travers l'exploitation de ses avantages comparatifs
- Émergence successive de nombreux pays asiatiques dans la lignée du Japon

International trade and technological change, M. Posner (1961)

Les différences technologiques sont liées à des ≠ d'I. Les firmes qui I disposent d'un avantage comparatif car elles sont les premières à mettre en œuvre le PT. Cet avantage permet à la fois à la firme d'apprendre à produire et d'exporter. Les apprentissages des firmes contribuent à positionner les firmes et les nations par rapport aux autres. La dépendance du chemin les spécialise en rendant difficile tout retour en arrière dans le processus de spécialisation internationale.

- La concurrence entre les firmes se fait sur les coûts et sur leurs spécificités
- Explique les différences de w entre les nations et les contradictions du modèle HOS
- Pays du nord spécialisés dans les hautes technologies obtiennent des rentes de monopole technologiques dans les pays du sud qui justifient les écarts de salaire
- Pays sont hiérarchisés dans le commerce international selon leur écart technologique

Ratio de Grubel et Lloyd (1975)

Ratio permettant de mesurer le taux de commerce intrabranche :

$$1 - \left| \frac{X_i - M_i}{X_i + M_i} \right|$$

Où X_i et M_i sont respectivement les montants des X° et des M° d'un bien i .

Ce taux est compris entre 0 et 1, plus il est trop de 1 plus le taux de commerce intrabranche est élevé et inversement.

La demande représentative de Linder (1961)

Le modèle HOS est explicatif du commerce entre PDEM (= pays développés à l'économie de marché) et PED (pays en développement) mais pas entre PDEM dont le niveau de développement est très proche. Un produit avant d'être exporté, est d'abord conçu pour répondre à une demande intérieure de la clientèle nationale. Plus un marché intérieur est important en termes de demande, plus les possibilités de rendements d'échelle sont importantes (\neq théorie de Ricardo) et plus l'avantage comparatif sur la pd° d'un bien sera important. L'avantage comparatif de cette pd° est donc directement fonction de l'importance du marché et donc de la demande intérieure : c'est la demande représentative de Linder.

- Entreprises cherchent le marché le + important possible est les X° sont un moyen d'augmenter la taille du marché
- Puisque les pays de même niveau de développement ont des demandes représentatives similaires, leurs surplus exportables porteront sur les mêmes produits. Chaque bien exportable est donc un bien importable.

La demande de différence de Lassudrie-Duchêne (1971)

Le commerce international intrabranche est issu des préférences des agents et de leur volonté de personnalisation et de différenciation. Les agents ont ainsi une demande de différence puisqu'ils veulent posséder des biens que les autres ne possèdent pas. Le commerce international intrabranche ne concerne pas exactement les mêmes biens, puisque ces biens ont tous des caractéristiques techniques et esthétiques particulières.

- Rupture avec l'homogénéité des produits faite en CPP
- Agents recherchent des biens étrangers qui ont pourtant des substituts nationaux
- Ces demandes ne concernent que des pays aux niveaux de développement proches

La demande de variété de Lancaster (1980)

Chaque agent possède un produit préféré différent aux caractéristiques très précises, le spectre des produits demandés est ainsi très large et implique la pd° de nombreux produits répondant à cette variété des préférences. La variété requiert une situation de libre-échange car dans un pays en autarcie, la pd° ne pourrait assez se diversifier. Le libre échange permet d'augmenter la taille du marché potentiel permet d'augmenter le nombre de chaque produit demandé et autorise l' M° de produits proches.

La théorie de l'échange inégal, Arghiri Emmanuel (1969)

Théorie marxiste du libre-échange qui opposerait deux types de nation : le centre (= nations riches et développées) et la périphérie (= les pays en développement). Les pays riches dominent voire exploitent les autres. La valeur, conformément à la théorie de Marx, se fonde sur le travail nécessaire à la pd° . Une heure de travail a la même valeur partout, pourtant elle n'a pas le même prix. Le centre rémunère bien mieux que la périphérie et ce sans raison objective. Les travailleurs sont exploités à la fois dans les PDEM et dans les PED, mais le taux d'exploitation est plus important dans les PED. Ce faible taux de rémunération du travail permet un accroissement du profit des capitalistes. Les délocalisations sont un transfert de moyen de pd° mais pas de richesse.

- Le sous-développement de nombreux pays est la résultante directe du système capitaliste
- Capitalisme devient impérialisme

La thèse du développement inégal, Samir Amin (1973)

L'échange inégal bénéficie au centre en important à prix faibles et exportant à prix élevés. Les PED sont obligés de vendre à faible prix leurs marchandises. L'échange inégal est à l'origine du développement inégal. Le commerce international n'est donc pas source de croissance et de développement économique. L'hégémonie du centre maintient délibérément la périphérie en sous-développement.

La théorie des effets de domination, François Perroux (1958)

Dans le contexte de la guerre froide, les pays dominants se sont appuyés sur les aides financières pour accroître leurs zones d'influence. Cette politique a eu pour conséquence d'accentuer une régionalisation du monde : il existe des zones avec des pays foyers où la croissance est forte et stable et des zones de pays affiliés commerçant mais n'impulsant pas la croissance. Seuls les pays foyers sont des pôles de développement.

→ Opposition bipolaire des économies après 2GM conduit nécessairement à des situations sous-optimales

P. Bairoch

Au XIXe, les mesures protectionnistes visent à favoriser la pd° intérieure via notamment l'instauration de droits de douane ont davantage permis le développement des pays riches.

Modèle de dumping environnementale (Baumol & Oates, 1975)

Modèle de commerce international qui débouche sur un cercle vicieux. 2 types de pays ⇒ + développé qui restreint la pollution avec des politiques réglementaires et un - développé qui a des normes environnementales laxistes.

Les industries polluantes se retrouvent délocalisés dans les pays + pauvres qui ont donc tout intérêt à pratiquer du dumping environnementale = alléger les dispositions législatives visant à protéger l'environnement.

Le cercle vicieux est donc complet : délocaliser là où les restrictions sont les + faibles ⇒ baisse les prix ⇒ attire la demande ⇒ pousse à augmenter la production et à chercher des normes encore - contraignantes.

Il faut noter que ce modèle aboutit à une conclusion différente que le fameux modèle HOS où les industries capitalistiques se retrouvent dans des pays + développés. Selon W. Oates et W. Baumol, les industries chimiques finissent par s'installer dans les pays - développés malgré les forts besoins en capital

Allocution d'E. Macron lors du coronavirus, mars 2020

Lors de son allocution jeudi dernier, Emmanuel Macron a appelé à « construire, plus encore que nous ne le faisons déjà, une France, une Europe souveraine ». Selon lui, l'épidémie de coronavirus révèle que « déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie à d'autres est une folie » et qu'il faudra demain « interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour ». Le 25 février, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, avait souligné « la nécessité impérative de relocaliser » certaines chaînes de valeurs mondiales, en particulier dans la fabrication de médicaments.

Rapport du Sénat 2018

« 80 % des fabricants de substances pharmaceutiques actives utilisées pour des médicaments disponibles en Europe sont situés en dehors de l'Union » européenne et « près de 40 % des médicaments finis commercialisés » dans l'UE proviennent de pays tiers.

Relocalisation (E. M. Mouhoud) : « retour dans le pays d'origine d'unités productives, d'assemblage et de montage antérieurement délocalisées sous diverses formes dans les pays à faibles coûts salariaux ». La 1^{ère} vague de relocalisation a été engagée dans les années 1970 par des firmes multinationales américaines de l'électronique. Elles ont été imitées dans les 80's par des entreprises allemandes du même secteur, suivies dans les 90s par des firmes européennes de l'informatique et des télécommunications. La dernière vague, engagée dans les 2000s, concerne les entreprises des services et de l'industrie manufacturière.

Parmi les relocalisations les plus médiatisées en France figurent celles du fabricant de jouets Smoby (2009), du fabricant de skis Rossignol (2010) ou encore du fabricant de sous-vêtements masculins Eminence (2013).

Étude de B. Dachs et C. Zanker, 2014

Entre 2010 et 2012, 4% des entreprises manufacturières européennes qui avaient précédemment délocalisé leur pd° l'ont rapatriée, en partie ou totalement. Pendant cette période, les entreprises européennes ont été 3x plus nombreuses à délocaliser.

Relocalisation et robotisation, E. M. Mouhoud, 1989

La robotisation est le principal déterminant de la relocalisation, les firmes dont la pd° peut être automatisée ont moins intérêt à produire dans des pays où la main d'œuvre est bon marché. L'économiste précise que les firmes décident de relocaliser si ce mouvement leur permet en plus de répondre à d'autres préoccupations comme une hausse des droits de douane qui renchérit les importations.

Catherine BERLEUR

Les chaînes de valeurs mondiales (CVM) : ensemble des activités réalisées dans \neq pays pour offrir au consommateur final un produit ou un service. Par exemple, une firme américaine peut vendre en Italie un smartphone assemblé en Chine et incluant un graphisme imaginé aux États-Unis, du code informatique élaboré en France et des puces électroniques fabriquées à Singapour.

Selon l'OCDE, l'étendue et la complexité des CVM ont rendu les firmes « plus vulnérables » à « des événements inattendus comme des catastrophes naturelles et des troubles politiques ». Si cette organisation excluait en 2016 un mouvement massif de relocalisation, elle s'attendait à ce que les entreprises réorganisent progressivement leurs chaînes de valeur en les recentrant, par exemple en Europe pour le marché européen.

CVM et avantage comparatif, Lassudrie-Duchêne

Dans une série d'articles et d'ouvrages publiés à partir de 1982, l'économiste français Bernard Lassudrie-Duchêne explique que les nations ne doivent plus chercher leur avantage comparatif au niveau du produit final, mais pour chaque étape concourant à la fabrication de ce bien.

C. POLITIQUE COMMERCIALE

Accord commercial entre la Chine et les EU (décembre 2019)

Fin décembre, annonce d'un accord préliminaire entre la Chine et les EU dont la signature est prévue en janvier pour régler leur différend commercial. Les EU renoncent à appliquer de nouveaux droits de douane qui devaient rentrer en vigueur fin décembre sur des M° chinoises représentant un montant annuel de 160 milliards de \$. En contrepartie, la Chine n'est engagée à augmenter ses M° de pds américains, notamment agricoles.

Huawei autorisé dans l'UE (février 2020)

Le commissaire européen au Marché intérieur, Thierry Breton a déclaré qu'il recommandait aux pays membres de l'UE de n'écarter aucun fournisseur de son marché des télécommunications, à condition que des règles strictes de sécurité soient respectées. Cette recommandation concerne ntmt Huawei, bien placé pour le développement de la 5G. Cette q° est au cœur des tensions entre Chine et EU, qui ont interdit l'utilisation de matériel fabriqué par des entreprises présentant un risque pour la sécurité nationale, visant en particulier Huawei et font pression sur les pays européens pour qu'ils fassent de même.

Conflit Airbus/Boeing & OMC

Décision importante de l'OMC, suite au conflit Airbus/Boeing, autorise les USA à sanctionner l'UE pour 7,5 Mds de produits. Autorisation de taxer des M°. Va toucher des produits précis : vins, avions, cognac. Nouvelle étape dans la guerre commerciale (qui date de mars 2018). L'OMC est garante de cette décision, nouveau cap dans l'affrontement donc. Bxl a annoncé une réponse. Trump bloque la nomination d'un juge à l'organe de règlement de différends de l'OMC ce qui rend caduc l'organisation. OMC plutôt paralysé qui cherche sa légitimité depuis son rôle dans la production agricole \Rightarrow aujourd'hui elle est très fortement contournée (notamment les accords comme GEFTA, UE-Mercosur) retour en force du bilatéral.

Krugman (1986)

Explique à travers le duopole Airbus/Boeing que les subventions publiques peuvent être efficaces pour pousser une entreprise concurrente hors du marché, lorsque le marché n'est pas rentable pour 2

Théorie de la protection douanière

La théorie du commerce international distingue deux cas en fonction de la taille du pays qui applique la protection douanière. Le premier cas concerne les petits pays. Un petit pays est un pays qui n'influence pas les prix internationaux. En concurrence pure et parfaite, un droit de douane imposé par un petit pays augmentera le prix domestique sans modifier le prix international. Les gains de l'instauration du droit de douane seront insuffisants pour compenser les pertes de bien-être des consommateurs ainsi que les distorsions causées par ces mêmes droits de douane. Dans le cas d'un petit pays, le libre-échange est donc supérieur à toute forme de protection. Concernant les grands pays qui ont donc le pouvoir d'influencer les prix internationaux, l'instauration d'un droit de douane

Catherine BERLEUR

entraînera une baisse de la demande domestique qui elle-même entraînera une baisse du prix international. Le prix à l'importation baissera et le pays connaîtra une amélioration des termes de l'échange. Dans le cas d'un grand pays, établir un droit de douane peut augmenter le bien-être. Toutefois, le pays qui l'instaure risque des représailles.

Paradis fiscal et coronavirus

Le ministre des Finances, Bruno Le Maire, a déclaré fin avril que « si une grande entreprise a son siège fiscal ou une filiale sans activité économique réelle dans un paradis fiscal, il va de soi qu'elle ne bénéficiera pas du prêt garanti par l'État ou des reports de charges ». Ces restrictions ne sont pas instaurées par la loi mais par une circulaire signée par le ministre.

Paradis fiscal : pays ou territoire pratiquant une fiscalité réduite ou quasi nulle dont peuvent bénéficier les non-résidents. Les paradis fiscaux peuvent être utilisés par des particuliers fortunés et par des entreprises pour diminuer leur impôt dans leur pays d'origine ou s'y soustraire de façon illégale. Il n'en existe pas de définition juridique, mais l'OCDE retient plusieurs critères : un taux d'imposition nul ou insignifiant, manque de coopération dans l'échange d'informations avec les autres pays, un manque de transparence (secret bancaire notamment) et enfin des activités autres que financières limitées. La décision du gouvernement français s'applique aux paradis fiscaux recensés dans la liste dite des « États et territoires non coopératifs ». actualisée en janvier 2020 pour la dernière fois, cette liste française comporte 13 États ou territoires dont les Bahamas, le Panama, les Îles Vierges britanniques et les Seychelles. Elle n'intègre aucun territoire européen où il se produit pourtant, selon des ONG spécialisées telles que Oxfam, une grande partie de l'évitement fiscal – qu'il soit légal ou illégal – des entreprises françaises.

D. TAUX ET POLITIQUE DE CHANGE

Marché des changes : lieu de rencontre entre offres et demandes de devises. C'est un réseau mondial reliant par télécommunications toutes les banques et tous les intermédiaires financiers.

Régime de change ou régime de taux de change d'une zone monétaire fait partie de la politique monétaire adoptée par les autorités monétaires, qui détermine en grande partie le comportement du taux de change de la monnaie vis-à-vis des changes flottants.

Un régime de change est l'ensemble des règles qui déterminent l'intervention des autorités monétaires sur le marché des changes, et donc le comportement du taux de change. Il existe une très grande variété de régimes de change, qui se distribuent entre deux extrêmes : changes fixes et changes flexibles.

Le taux de change nominal détermine la quantité de devise d'une nation donnée qu'il est possible d'avoir en échange d'une certaine quantité d'une autre devise.

Cotation à l'incertain de l'euro $0,66\text{€} = 1\text{\$}$

Cotation au certain de l'euro : $1\text{€} = 1,55\text{\$}$ => c'est celle utilisée

Le taux de change réel permet de comparer les pouvoirs d'achat des monnaies ex : si le taux de change nominal est de $1\text{€} = 1,55\text{\$}$, est ce que si 1€ permet d'acheter une baguette en Europe, $1,55\text{\$}$ permet d'acheter une baguette aux USA ?

Le taux de change est la variable permettant de convertir en prix nationaux des biens exprimés en devise étrangère.

Système de change fixe suppose la définition d'une parité de référence entre la monnaie du pays considérée et une devise (ou un panier de devises) à laquelle la BC s'engage à échanger sa monnaie. Lorsque le marché des changes est libéralisé, le respect de cet engagement lui impose d'intervenir sur le marché des changes dès que le taux de change s'éloigne de la parité établie, par l'achat de monnaie nationale si la monnaie tend à se déprécier sur le marché des changes, par sa vente dans le cas contraire. Lorsque le marché des changes est contrôlé, la monnaie est inconvertible, la parité est définie arbitrairement et soutenue artificiellement.

Dévaluation : décision de baisser le taux de change de la monnaie nationale (= baisse de la valeur) → convention change

Système de change flexible : aucun engagement n'est pris au sujet du taux de change, qui flotte librement (flottement pur), en fonction de l'offre et de la demande sur le marché des changes. La politique monétaire retrouve

Catherine BERLEUR

alors son autonomie, mais la BC abandonne le contrôle du taux de change nominal, qui est déterminé sur le marché des changes. Le flottement s'applique donc, en principe, à un marché des changes libéralisé, même si l'on peut imaginer un régime de flottement impur encadré par un contrôle des changes.

Entre ces deux cas extrêmes, on trouve **des régimes intermédiaires**, qui se distinguent selon les fluctuations que la BC autorise autour de la parité de référence, et selon la fréquence des réalignements de cette parité.

La PPA (Cassel, 1916) permet de mesurer combien une devise permet d'acheter de biens et services dans chacune des zones que l'on compare. L'hypothèse de départ : sur le LT, la valeur d'une monnaie est déterminée par la quantité de biens et services qu'elle permet d'acheter *i.e.* par son pouvoir d'achat interne, évoluant de manière inverse au niveau général des prix domestiques.

La PTI (parité des taux d'intérêt) : une des composantes majeures des offres et demandes de devises est celle liée aux mouvements de capitaux. Les investisseurs convertissent régulièrement leurs devises dans celles des pays où ils désirent placer leurs avoirs.

Le contrôle des changes : dispositif par lequel les autorités monétaires d'un pays limitent les opérations de ventes et d'achat de devises. Le taux change administré par les autorités monétaires conduit généralement à un double marché des changes (cours officiel et cours parallèle)

Sur le long terme la valeur d'une monnaie est déterminée par la quantité de biens et services qu'elle permet d'acheter *i.e.* par son pouvoir d'achat interne.

Principaux régimes de change fixe

- L'union monétaire : c'est la forme la plus stricte. Les taux de change des participants sont fixés de manière irrévocable, les monnaies locales pouvant être remplacées par une monnaie commune
- Les *currency boards* (caisses d'émission ou conseils monétaires) : création monétaire dépend strictement des réserves de change dans la monnaie de rattachement, et la politique monétaire n'a aucune autonomie. Ces régimes autorisent une double circulation monétaire (peso et dollar en Argentine)
- Régimes de change fixe plus traditionnels définissent une parité fixe, qui peut toutefois être modifiée de manière exceptionnelle pour restaurer l'équilibre du solde courant

Principaux régimes intermédiaires

- Parité glissante : le taux de change est en principe fixe mais la parité de référence est modifiée régulièrement selon des paramètres prédéterminés ou de manière plus discrétionnaire afin de compenser partiellement au moins les écarts d'inflation avec le pays d'ancrage
- Flottement administré : les taux de change sont flottants mais des interventions ponctuelles et/ou coordonnées des banques centrales informent les marchés sur la parité considérée comme souhaitable. Il s'agit d'un flottement impur

Flottement pur

Seul le marché définit l'équilibre du taux de change

Appréciation de l'euro par rapport au dollar : 1 € achète une + grande quantité de \$

Balance des paiements : retrace la contrainte budgétaire de l'économie nationale dans un contexte d'ouverture des échanges aux biens, titres, devises avec le RdM. Nécessite un équilibre emploi-ressources. Plusieurs composantes :

- (i) **Balance commerciale (BC)** : solde des opérations commerciales (=échange de marchandises) de l'éco nationale avec le reste du monde
 - a. **Balance des opérations courantes** : balance commerciale + services + transferts de revenus
- (ii) **Balance des capitaux (BK)** : précise le solde des entrées (vente de titres nationaux au RdM) et des sorties (achat de titre étranger par les agents nationaux) de capitaux
 - a. **Balance globale** : BC + BK

- (iii) **Réserves de changes** : variation des réserves de devises détenues par les BC et libellées en équivalent monnaie nationale = achats et ventes de devises réalisés par BC en contrepartie des échanges réalisés avec le RdM en matière de biens et de titres

→ Balance des paiements : $BP = BC + BK + \frac{\Delta R}{P_n}$

Choix d'un régime de change et objectifs de politique économique

Objectif de la politique économique et donc du choix du régime de change : croissance la plus rapide et stable possible

Lorsqu'ils sont prévisibles, les taux de change limitent l'incertitude dont souffrent les agents dans leurs relations internationales et sont donc en principe favorables aussi bien à l'I national et aux IDE et au commerce. Le régime de change fixe permet en principe d'atteindre le mieux cet objectif de stabilité.

Toutefois, l'avantage de la stabilité ne vaut que lorsque que l'économie n'est pas affectée par un choc asymétrique, puisque la fixité du change empêche par déf° d'amortir ce choc par un ajustement du taux de change nominal.

Dans con cond°, un régime de change fixe ne serait désirable que si les pays considérés constituent une ZMO càd si la flexibilité des prix et la mobilité des facteurs sont en mesure d'absorber les perturbations économiques sans qu'il soit nécessaire de recourir à un ajustement du taux de change.

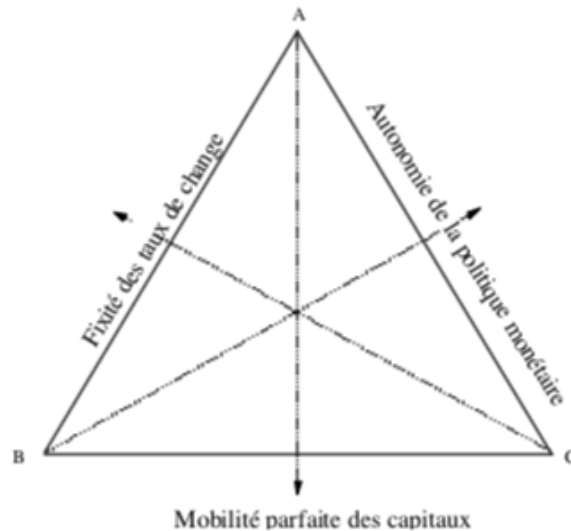
Un régime de change fixe peut être adopté en raison de la discipline anti-inflationniste qu'il suppose. La fixité du taux de change est utilisée alors comme une contrainte extérieure que s'impose le pays pour réussir la désinflation. L'adoption d'un *currency board* en Argentine est apparue comme le dernier moyen de préserver la monnaie, profondément ébranlée par les hyperinflations qui ont affecté le pays dans les 80s.

Cette stratégie d'ancrage peut être d'autant plus justifiée que les régimes de change orientés exclusivement sur le maintien de la compétitivité (donc du niveau du taux de change réel) peuvent accélérer l'inflation : lorsque le taux de change est dévalué régulièrement pour compenser les écarts d'inflation, cela peut conduire à un processus d'inflation importée, qui impose une nouvelle dépréciation, etc. Un cercle vicieux inflation-dépréciation se met alors en place, qui peut déboucher, dans des cas extrêmes, sur l'hyperinflation, et qui ne peut souvent être brisé que par l'instauration d'un régime de change fixe.

Triangle d'incompatibilité de Mundell

Le triangle de Mundell représente les trois principes d'organisation qui permettent de juger de la viabilité du système monétaire international : degré de rigueur des règles de change, degré de mobilité des capitaux, et degré d'autonomie des politiques monétaires. Seules les combinaisons de politique de change, de

politique monétaire et de mobilité des capitaux se situant à l'intérieur de ce triangle sont viables. Ainsi, la mobilité des capitaux associée à la stabilité des taux de change se situe à l'angle « union monétaire » du triangle, qui est diamétralement opposée à l'autonomie de la politique monétaire.



A : Autarcie financière. Il est possible de concilier changes fixes et objectifs économiques internes, si les réserves de change sont suffisantes.

B : Union monétaire. Mobilité parfaite des capitaux et changes fixes interdisent toute autonomie à la politique monétaire.

C : Changes flottants. La mobilité parfaite des capitaux et la flexibilité des taux de change permettent l'indépendance de la politique économique.

Efficacité des régimes de change : inflation et croissance, synthèse du FMI (1995)

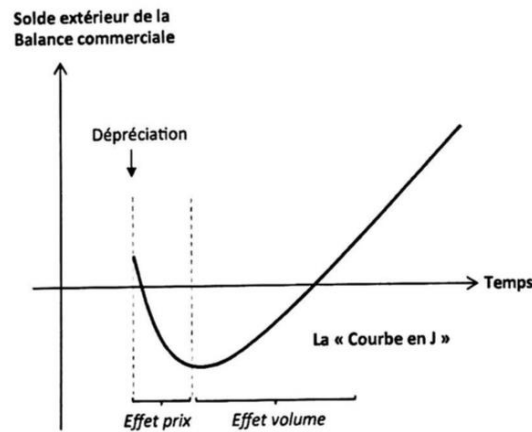
Une synthèse effectuée par le FMI (Gosh et al., 1995) retient les conclusions suivantes : d'une part, dans le passé, les régimes de change fixe ont été associés à une inflation moindre et à un investissement plus important, mais également à des gains de productivité, et donc à une croissance, plus faibles. Même s'il est difficile d'établir le sens de la causalité, il semble que ce soit le régime de change qui explique la faiblesse de l'inflation, et non une situation moins inflationniste qui autorise la fixité du change.

Les régimes de change vraiment flexibles sont sans doute ceux qui ont le moins bien fonctionné, avec une inflation plus forte, et des résultats médiocres en termes de croissance. Quant aux régimes intermédiaires (parités glissantes par exemple), ce sont ceux qui semblent avoir garanti les meilleures performances de croissance, même si, par nature, ils ont autorisé davantage d'inflation.

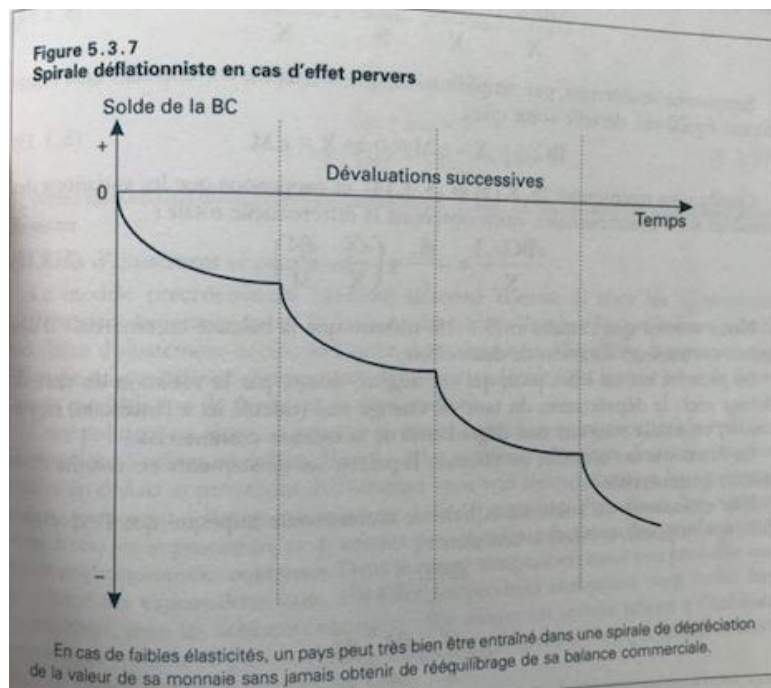
La courbe en J et la condition de Marshall-Lerner

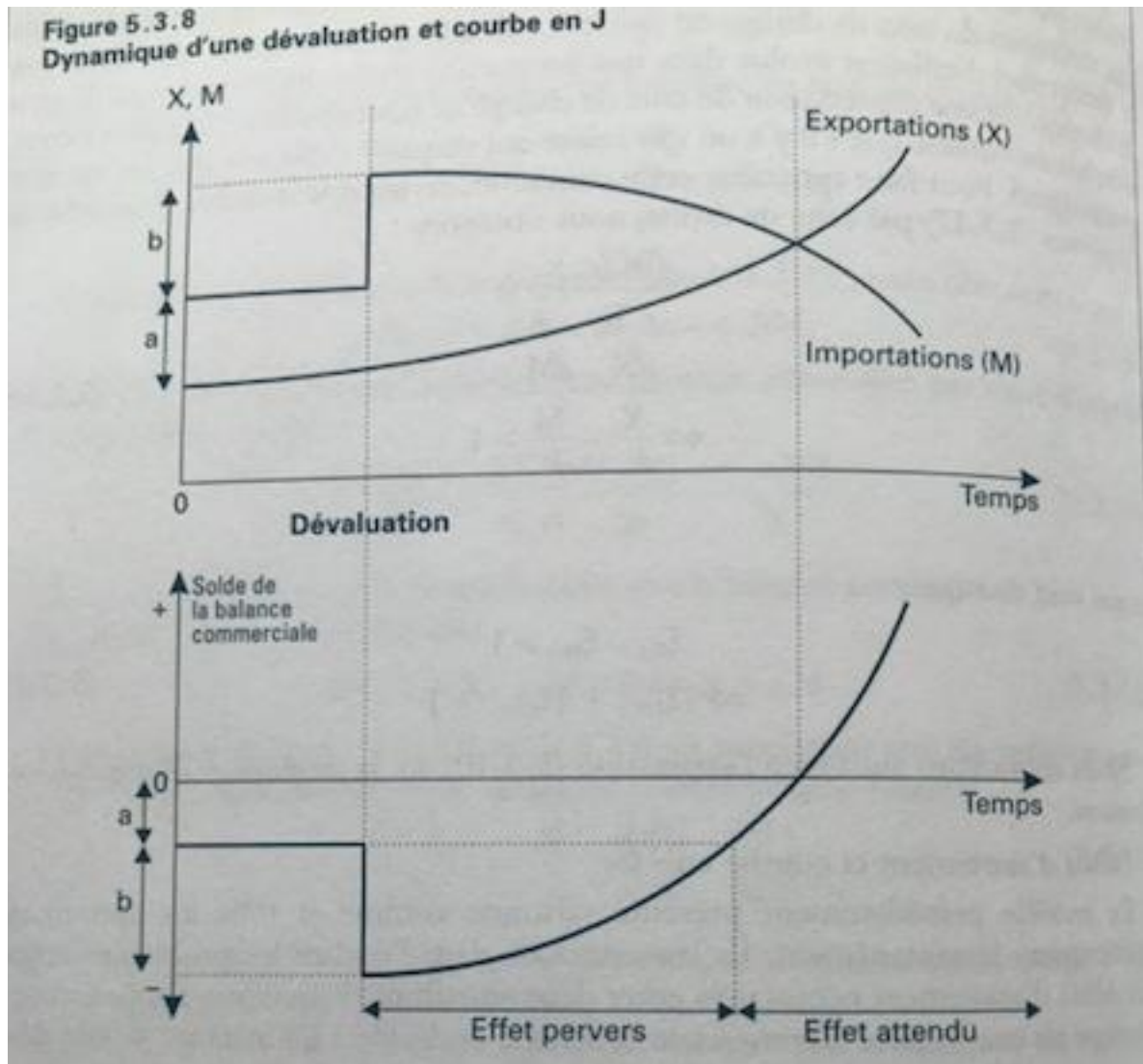
Ce modèle permet d'analyser l'impact d'une dépréciation réelle (ou dévaluation selon le régime de changes) de la monnaie nationale sur les échanges. Une dévaluation de la monnaie va consister en une baisse du taux de change pour essayer d'améliorer la compétitivité prix du pays. Dans un premier temps, la dépréciation se traduit immédiatement par une détérioration de la balance commerciale : la valeur des biens importés augmente fortement, dégradant alors la balance commerciale. On appelle cela l'effet prix.

Figure 31. La Courbe en J



Dans un deuxième temps, les biens exportés sont moins chers et les biens importés plus chers, ce qui se traduit par un rééquilibrage de la balance commerciale. Cet effet d'une dépréciation en deux temps est illustré par la "courbe en J" (cf ci-dessus) qui représente l'effet prix et l'effet volume en fonction du temps. Cependant, l'effet total de la dépréciation (effet prix vs effet volume) est indéterminé. La condition Marshall-Lerner (ou théorème des élasticités-critiques) formalise la condition pour que l'effet total de la dépréciation soit positif. Elle se fonde sur la comparaison des élasticités prix des exportations et des importations pour calculer quel effet sera prédominant. Ainsi, pour que l'effet volume l'emporte sur l'effet prix, il faut que la somme des élasticités prix des exportations et des importations soit supérieure à 1.





Théorème des élasticités critiques : Marshall-Lerner

Si la balance courante est initialement nulle, une dépréciation de la monnaie domestique entrainera une amélioration de la balance commerciale si :

$$|\varepsilon_{x,q}| + |\varepsilon_{IM,q}| > 1 \Leftrightarrow \frac{\partial BC}{\partial q} > 0$$

Le modèle de surréaction des taux de change de Dornbusch (1976) :

L'instabilité des taux de change vient de la différence de temps d'ajustement entre les marchés financiers (rapide) et le marché des biens (les prix s'ajustent lentement vers leur niveau d'équilibre de long terme). A court terme une hausse de la masse monétaire => les agents savent qu'après ce choc les prix vont augmenter => baisse des taux de rendement des placements du pays d'origine => sortie des capitaux => dépréciation. Le processus s'arrête quand le différentiel de taux d'intérêt est compensé par une anticipation de l'appréciation de la monnaie (PTI).

Or à long terme la monnaie se déprécie afin de retrouver la PPA. Ainsi pour qu'à court terme la monnaie s'établisse à un cours où les agents anticipent une appréciation alors qu'à long terme elle se déprécie => qu'elle se déprécie + que son niveau d'équilibre de long terme = surréaction

Les crises de change de Krugman

L'analyse de Paul Krugman amène à distinguer trois générations de crise de changes :

- Crise de première génération : correspondent aux scénarios de baisses des réserves de change entreprises pour défendre la valeur de la monnaie nationale (pour compenser une politique budgétaire expansive notamment). Cette diminution des réserves conduit les investisseurs à émettre des doutes sur la valeur réelle de la monnaie

(du fait des fondamentaux macroéconomiques) ce qui débouche sur des attaques spéculatives sur celle-ci. Ce scénario correspond par exemple aux attaques contre le franc au cours des années 1980 lorsque le taux d'inflation de l'économie française était relativement élevé.

- Crise de deuxième génération : ces crises reflètent les contraintes qui pèsent sur les politiques économiques du fait de leur dépendance aux marchés financiers. En effet, les autorités monétaires peuvent toujours défendre leur monnaie en accumulant des réserves ou en augmentant les taux d'intérêt mais ces interventions ont un coût. Par conséquent, ces politiques ne peuvent être menées indéfiniment et des attaques contre la monnaie peuvent se produire si les investisseurs estiment que les autorités nationales n'ont plus les moyens de défendre la parité de leur monnaie. Ces attaques vont fortement dépendre de la crédibilité des autorités monétaires dans leurs actions. Ces scénarios correspondent davantage aux attaques spéculatives contre le franc au début des années 1990 qui étaient en partie imputables au manque de crédibilité de l'autorité monétaire française comparativement à son homologue allemand.
- Crise de troisième génération : ces crises sont provoquées par la fragilité des systèmes financiers et bancaires. Une crise bancaire conduit l'autorité monétaire à intervenir (rôle de prêteur en dernier ressort), ce qui se traduit par une injection massive de liquidités. Celle-ci réduit la valeur de la monnaie nationale et peut déboucher sur une crise de change. Ce sont donc des crises jumelles. La crise asiatique de 1997, et notamment la crise du baht thaïlandais, en constitue une bonne illustration.

Effet Balassa-Samuelson (1964)

C'est l'idée que le taux de change réel d'équilibre de long terme n'est déterminé que par la productivité relative du secteur national exposé à la concurrence p/r à la productivité à l'étranger.

Suppose 2 secteurs dans l'économie : un de biens et services échangeable et une production exclusivement nationale (les coiffeurs par exemple). Les écarts de productivité sont plus élevés dans le secteur ouvert à la concurrence extérieure. Les prix de ce secteur concurrentiel auront tendance à s'uniformiser par le processus de mondialisation. L'équilibrage des salaires nationaux (entre les deux secteurs par le jeu de la concurrence) aura également un impact sur le niveau de vie qui, enfin, aura un impact sur le taux de change.

Cette théorie est contredite par 3 faits stylisés entre 1970 et 1996 : pas de lien entre tx de change et Yté, ppa non sur le secteur concurrentiel non vérifiée + lien du taux de change avec le secteur non concurrentiel également.

La loi du prix unique ou théorie de la PPA de Cassel (1916)

Si le marché est efficient, chaque bien identique doit avoir le même prix en tout point du marché. Si ce n'est pas le cas les agents vont acheter le bien là où c'est le - cher et le revendre là où c'est le + cher => les prix vont baisser dans les nations où les prix sont élevés et baisser dans les nations où les prix sont bon marché => égalisation des prix dans les diverses parties du monde. Ainsi Les taux de change vont se fixer de manière à égaliser le prix du panier du consommateur moyen dans n'importe quelle nation ex : si en Europe 1€ permet d'acheter une baguette, et qu'en chine 3,5 yuans permettent d'acheter une baguette identique => $1\text{€} = 3,5 \text{ yuans}$

Limites : coût de transport ; droit de douanes, différence de coût de production d'un pays à l'autre...

La théorie de la parité des taux d'intérêt (PTI) de Keynes (1923)

Un agent éco qui opère sur les marchés financiers internationaux à le choix : soit il place ses 1€ en Europe au taux d'intérêt $i\text{€}$ ce qui lui rapporte $1 \times (1+i\text{€})$, soit il convertit ses 1€ au taux S en \$ et les place aux USA au taux $i\$$ ce qui lui rapporte $S \times (1+i\$)$ et il les reconvertit ensuite en € à un taux qui aura changé. Ainsi si les taux d'intérêt sont $>$ aux USA qu'en Europe, il ira placer ses € aux États-Unis tant qu'il n'anticipe pas une dépréciation de \$ $>$ au différentiel des taux d'intérêt, sinon cela se traduit par une perte après reconversion en €. Lorsque les gains issus de la rémunération des capitaux américains sont exactement compensés par la perte de change lorsqu'il convertit de nouveau leur avoir en € : le taux de change sera un taux de change d'équilibre.

Le modèle de surréaction des taux de change de Dornbusch (1976)

L'instabilité des taux de change vient de la différence de temps d'ajustement entre les marchés financiers (rapide) et le marché des biens (les prix s'ajustent lentement vers leur niveau d'équilibre de long terme). A court terme une hausse de la masse monétaire => les agents savent qu'après ce choc les prix vont augmenter => baisse des taux de

rendement des placements du pays d'origine => sortie des capitaux => dépréciation. Le processus s'arrête quand le différentiel de taux d'intérêt est compensé par une anticipation de l'appréciation de la monnaie (PTI).

Or à long terme la monnaie se déprécie afin de retrouver la PPA. Ainsi pour qu'à court terme la monnaie s'établisse à un cours où les agents anticipent une appréciation alors qu'à long terme elle se déprécie => qu'elle se déprécie + que son niveau d'équilibre de long terme = surréaction

Augmentation des dépenses publiques dans le cadre de la petite économie ouverte

Ajustement sur le marché des biens pour r donne : effet multiplicateur réduit par une fuite par les M^*

Ajustement sur le marché de la monnaie : effet sur taux d'intérêt dépend des hypothèses sur le comportement de demande de monnaie (ici hausse demande de monnaie et de r)

Rétroaction sur le marché des biens : effet d'éviction qui dépend de l'ampleur de la var° de r et de la sensibilité de I au taux d'intérêt

Nouvel équilibre externe avec $\Delta Y > 0, \Delta r > 0 \rightarrow$ déséquilibre externe :

- $\Delta Y > 0 \Rightarrow \Delta BC < 0$
- $\Delta r > 0 \Rightarrow \Delta BK > 0$
- ΔBG indéterminée : dépend du degré de mobilité des capitaux :
 - Forte mobilité des capitaux : effet BK l'emporte \rightarrow excédent extérieur
 - Faible mobilité des capitaux : effet BC l'emporte \rightarrow déficit extérieur

Régime de changes/ mobilité des capitaux	Faible mobilité des capitaux	Forte mobilité des capitaux	Parfaite mobilité des capitaux
Balance globale	$\Delta BG < 0$	$\Delta BG > 0$	
Changes flexibles	Dépréciation de la monnaie nationale relativement à la monnaie étrangère : le taux de change doit s'ajuster jusqu'à ce que l'appréciation de la BC compense la dépréciation initiale de BG. L'ouverture des frontières a accentué l'effet de la politique budgétaire via le rôle positif de la demande étrangère stimulée par la baisse du coût d'achat de la monnaie nationale	Effet de la politique sur Y est amoindrie : afflux de capitaux étrangers a limité la hausse du taux d'intérêt mais a provoqué une appréciation du taux de change qui a pénalisé la production nationale via la baisse des exportations	Politique inefficace : excédent de BK provoque une telle appréciation de la monnaie nationale et donc une telle réduction de la compétitivité-prix des produits nationaux que cela annule l'effet initial de l'accroissement des dépenses sur Y
Changes fixes	L'ouverture des frontières réduit l'efficacité de la politique budgétaire. L'intervention de la banque centrale sur le marché des changes accroît l'effet d'éviction	Amplification de l'effet initial de la relance budgétaire : l'action de la banque centrale sur le marché des changes contrecarre l'effet d'éviction	Plus les capitaux sont mobiles, plus l'effet d'éviction est limité. A la limite (parfaite mobilité), l'efficacité de la politique budgétaire est maximale car l'offre de monnaie nécessaire au retour à l'éq* extérieur est telle qu'elle annule la hausse initiale du taux d'intérêt et par suite l'effet d'éviction

E. MONDIALISATION ET COORDINATION

Le modèle de Grossman et Rossi-Hansberg (2008)

Ce modèle distingue trois effets de la mondialisation à prendre en compte pour déterminer son impact sur l'emploi :

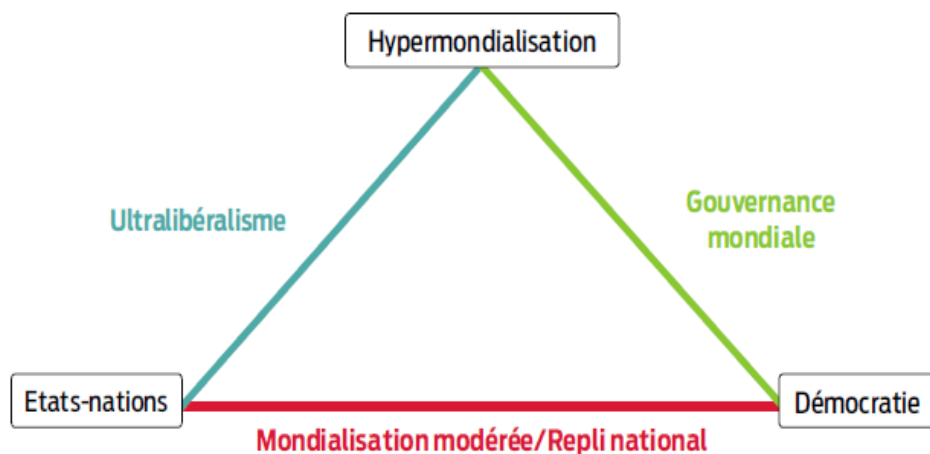
- Un effet prix : le prix des biens importés diminue, ce qui incite à substituer des biens importés aux biens nationaux au détriment de l'emploi local ;
- Un effet emploi : qui rend compte du "transfert" des emplois les moins productifs vers les pays à main-d'œuvre abondante et à bas coûts ;
- Effet productivité : en réaction à l'effet précédent, les travailleurs peu qualifiés s'orientent vers des secteurs plus productifs.

Si les deux premiers effets prédominent, la mondialisation fera effectivement baisser le niveau de l'emploi sur le territoire national. Pour éviter cela, il faut encourager l'orientation des travailleurs les moins qualifiés vers des activités à plus haute valeur ajoutée, ce qui suppose notamment une politique de formation initiale et professionnelle particulièrement active.

Mondialisation et coordination

Le triangle d'incompatibilité de Rodrik

Si la mondialisation est toujours plus forte, les décisions des Etats ne consisteront plus qu'à vouloir attirer les entreprises et l'épargne mondiale au détriment de la préférence démocratique pour la protection des emplois, de la stabilité financière, de l'Etat-providence, etc. Si l'on accepte l'hypermondialisation et que l'on veut néanmoins la démocratie, il faut alors abandonner l'Etat-nation et passer à la gouvernance mondiale, mais c'est une voie non souhaitable. Conserver un espace national de décision politique et la démocratie réclame un peu moins de mondialisation.



Coordination internationale et taxation des GAFA

Bruno Le Maire a annoncé fin janvier 2020 un accord avec le secrétaire américain au Trésor américain qui « ouvre la perspective d'une solution internationale » sur la fiscalité des multinationales du numérique. Des négociations sur le sujet sont en cours à l'OCDE. Bruno Le Maire a déclaré que la France reportait à décembre le paiement des acomptes de la « taxe Gafa » dont les EU réclament la suppression. Cette taxe adoptée par le Parlement en juillet 2019 prévoit de prélever 3% du chiffre d'affaires réalisé en France par une trentaine de grandes entreprises du numérique essentiellement américaines comme Google, Amazon, Facebook et Apple.

Son produit est estimé à 352 millions d'€ dans le projet de loi de finances pour 2020. La France la présente comme le moyen d'éviter une sous-imposition des entreprises du numérique qui rattachent leurs bénéfices à des sièges situés dans des pays à la fiscalité avantageuse, comme l'Irlande et les Pays-Bas, pour payer moins d'impôts. Jeudi

Catherine BERLEUR

dernier, Bruno Le Maire a assuré qu'en cas d'échec des négociations au niveau international, les entreprises du numérique seraient « imposées selon la loi française ».

Souveraineté de l'État, J. Buisson (2002)

L'état est souverain en raison du pouvoir qui est le sien de lever l'impôt.

Fiscalité internationale

La fiscalité internationale distingue le pays de résidence, soit le pays d'origine d'une entreprise, du pays source, c'est-à-dire celui où elle exerce des activités. Depuis 1928, les conventions fiscales prévoient que les bénéfices d'une multinationale sont imposables dans son pays de résidence, sauf si elle possède dans le pays source un « établissement stable », lui-même déterminé à partir de critères tels que la présence de salariés et d'actifs corporels. Dans ce cas, le pays source peut soumettre la multinationale à l'impôt, mais seulement sur les bénéfices directement attribuables à l'établissement stable.

La numérisation pourrait remettre en cause l'efficacité des règles actuelles, dans la mesure où la création de valeur dépend moins, désormais, de la présence physique de main-d'œuvre ou d'actifs corporels.

Profits non déclarés des multinationales en France, Vincent Vicard (2019)

2015 : 36 milliards d'€ soit 1,6% du PIB

L'un des moyens pour parvenir à un tel détournement est l'utilisation des prix de transfert. Les multinationales comptabilisent les transactions entre leurs structures d'un pays à l'autre.

Rapport du CAE de novembre 2019 : fiscalité internationale des entreprises : quelles réformes pour quels effets ?

Remise à plat de la fiscalité des multinationales est une des priorités des négociations en cours à l'OCDE

Principaux objectifs :

- Empêcher la double imposition
- Empêcher la non-imposition
- Proposer des règles simples pour empêcher transferts de bénéfices
→ Nécessite des règles harmonisées

Simulation :

- Pilier 1 de l'OCDE : règle de répartition des bénéfices pour les redistribuer partiellement aurait un impact négligeable sur les recettes fiscales et un impact légèrement positif sur les plupart des pays non-paradis fiscaux
- Pilier 2 de l'OCDE : adoption d'un taux d'imposition effectif minimum réduirait les transferts de bénéfices et des gains pour tous les pays, avec peu d'effet sur leur attractivité

Fiscalité des sociétés multinationales (EMN)

EMN traitées comme un ensemble d'entités juridiques distinctes utilisant chacune une comptabilité séparée. Bénéfices comptabilisés pays par pays mais opérations intra-groupes ont une influence sur l'endroit où les bénéfices des entreprises sont déclarés. EMN peuvent ajuster leurs transactions entre filiales pour payer – d'impôts.

Arm's Length Principle (ALP) de l'OCDE (2017)

Principe de pleine concurrence qui vise à empêcher les EMN d'effectuer des transferts : prix de transactions intra-groupes devraient être identiques à ceux qui auraient été pratiqués pour des transactions similaires entre parties indépendantes

Mais ALP difficile à mettre en œuvre en l'absence d'opération et situations comparables entre entreprises indépendantes.

Étude sur l'économie des transferts de bénéfices de Beer, de Mooji, et Liu (2018)

Objectif d'évitement fiscal est un facteur important dans la prise de décision des EMN → distorsions de la concurrence car toutes les entreprises n'ont pas les mêmes capacités pour éviter l'impôt

Catherine BERLEUR

➔ Émergence d'industries concentrées voire oligopoles

Étude Tørsløv, Wier et Zucman (2018)

36% des π des EMN ont été transférés artificiellement dans des paradis fiscaux en 2015 = 182 milliards de \$ en 2015

Étude de Jansky et Palansky (2018)

Utilisent des données bilatérales sur les IDE et estiment pertes des RF dues aux transferts à 80 mds de \$

Crivelli et al. (2016)

123 milliards de \$ à CT

647 milliards de \$ à LT